

Distributeurs et Usagers du Gaz et de l'Electricité

(Étude de jurisprudence)

Thèse pour le Doctorat en Droit

présentée et soutenue le Vendredi 15 Mars 1935, à 14 heures

PAR

Jacques GOSSET

JURY

Président : M. MESTRE, Professeur.

Suffragants : M. LAFFERRIÈRE, Professeur.

M. SCELLE, Professeur.

PARIS

LES PRESSES MODERNES

96, GALERIE BEAUJOLAIS - PALAIS ROYAL (I^{er})

1935

**Distributeurs et Usagers
du Gaz et de l'Électricité**
(Étude de Jurisprudence)

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Distributeurs et Usagers du Gaz et de l'Electricité

(Étude de jurisprudence)

Thèse pour le Doctorat en Droit

présentée et soutenue le Vendredi 15 Mars 1935, à 14 heures

PAR

Jacques GOSSET

JURY

Président : M. MESTRE, Professeur.

Suffragants : M. LAFFERRIÈRE, Professeur.

M. SCELLE, Professeur.

PARIS

LES PRESSES MODERNES

96, GALERIE BEAUJOLAIS - PALAIS ROYAL (1^{er})

1935



INTRODUCTION

Nous nous proposons d'examiner tout en même temps les règles intéressant la distribution du gaz et celles relatives à la distribution de l'électricité, ou plus exactement, les premières à l'occasion des secondes.

Une étude commune aux distributions de gaz et d'électricité se justifie par les raisons suivantes.

C'est d'abord, en fait, la connexité de ces deux branches de l'activité économique : l'une et l'autre distribution nécessitent l'emploi de modes de transport permanents et concourent de plus en plus à la satisfaction des mêmes besoins d'éclairage, de chauffage, de force motrice même, en sorte que fabricants et consommateurs de gaz sont aussi, le plus souvent, distributeurs et usagers de l'électricité.

En droit, les questions qui se posent sont de même ordre et appellent des solutions voisines : même nécessité d'emprunter le domaine public pour réaliser l'objet du contrat et, partant, nécessité d'obéir aux injonctions de l'autorité administrative, même mode de passation des contrats sous forme d'abonnements et de rédaction de « polices ». Aussi bien, lorsqu'une réglementation existe pour la distribution du gaz, met-elle en jeu des principes identiques à ceux qui s'appliquent à la distribution de l'électricité. Déjà, auparavant, les règles suivies pour la distribution de l'eau avaient fourni le modèle de la réglementation de l'industrie du gaz.

Toutefois, malgré ces similitudes, c'est la distribution électrique, la dernière en date, qui offre, en droit, le développement le plus complet et prête à l'étude juridique la plus approfondie. Elle le doit d'abord au fait que son domaine d'application est plus vaste et surtout à cette circonstance qu'elle s'est trouvée en pleine croissance, lors d'une période d'élaboration législative et réglementaire intense, alors que, déjà l'industrie du gaz avait atteint son apogée. Il est donc à la fois, normal et plus commode, pour la facilité de l'exposé, de signaler, à l'occasion, ce qui intéresse le gaz, tout en poursuivant une étude

qui sera avant tout celle des rapports des distributeurs et usagers de l'électricité.

Le développement de la distribution de l'électricité.

Le développement plus considérable pris par la distribution de l'électricité s'explique par les facilités de transport dont elle se contente. Pour le gaz, il est vrai, depuis quelques années, en Allemagne, en France, en Belgique ont été tentés des essais intéressants et couronnés de succès, de distribution à grande distance¹. Cependant, l'importance des conduites nécessaires, les difficultés de leur installation, l'obligation d'avoir recours à des gazomètres de relai, font que ce mode de distribution n'a pu prendre jusqu'ici un grand développement. Le rayon d'action d'une distribution d'électricité est, au contraire beaucoup plus étendu, tout en n'exigeant que des canalisations aériennes relativement peu coûteuses². Aussi bien, la souplesse du réseau électrique lui permet-elle de se ramifier à l'infini et de trouver dans les établissements les plus isolés des bornes d'utilisation que ne connaîtra jamais la distribution du gaz. En outre, les progrès accomplis dans les transports à haute tension ont permis aux régions les plus déshéritées de recevoir elles aussi, le courant à un prix satisfaisant et, surtout aux réseaux de se prêter, le cas échéant, un mutuel appui par l'aménagement d'un système cohérent d'interconnexions entre les régions de production d'électricité hydraulique et les zones de

(1) Le réseau belge comportait en 1933, une conduite principale allant d'Anvers à la frontière française, d'une longueur, avec la branche Charleroi de 160 kms. Le réseau allemand de la Ruhr gas est passé de 62 kms, en 1927, à 930 kms, en 1933; le projet primitif comportait les grandes artères reliant la Ruhr à Kiel, Berlin, à la Saxe, à la Bavière. Aux Etats-Unis, une conduite de 603 kms de longueur, amène, sous pression, le gaz naturel d'Amarillo dans le Texas, à Denver, dans le Colorado. En France, les installations sont encore limitées au voisinage des houillères; Tourcoing est alimenté en gaz de cokerie. En Angleterre, 34 entreprises gazières prennent à des cokeries la presque totalité du gaz qu'elles vendent. Une tendance à la concentration de cette industrie se dessine, car, actuellement, le coût de la distribution représente dans le prix de vente, de beaucoup la part la plus importante. La réalisation de ce plan se heurte, il est vrai, à l'existence de nombreuses usines à gaz municipales (The Iron and Coal Trades Review, du 7/9/34).

(2) ...par rapport aux canalisations de gaz s'entend. Mais l'établissement des lignes à H. T. est très onéreux : on compte environ 200.000 frs par KW. et à chaque extrémité de la ligne une installation coûtant une dizaine de millions.

grande consommation, d'où plus de sécurité et de stabilité dans le fonctionnement des distributions¹.

De fait, l'électrification du territoire a accompli des progrès très rapides : le nombre des communes qui n'étaient dotées d'aucune distribution est tombé de 19.771 au 1^{er} janvier 1927, à 4.437 environ au 1^{er} janvier 1933 soit encore une population de 1 million 1/2 d'habitants, qui reste à desservir².

Les usages de l'électricité se sont multipliés : à l'éclairage des installations privées ou publiques, à l'alimentation en force motrice d'un outillage industriel toujours plus perfectionné³ est venue s'ajouter récemment toute une gamme d'installations domestiques ou commerciales, telles que : fours de boulangerie, cuisines électriques, chauffe-eau à accumulation, installations professionnelles de médecins, coiffeurs, etc...⁴. Et l'on peut dire que l'électricité a apporté de telles commodités de vie qu'elle apparaît bien comme répondant à une utilité indiscutable.

Ces utilisations ont nécessité une production de courant toujours plus élevée, et qui a atteint, pour l'année 1933, le chiffre de 10.238.863.914 kwh. pour les 65 plus importantes usines thermiques ou hydrauliques (à l'exclusion des exploitations minières et métallurgiques), qui débitent sur les réseaux de distributions, ce qui représente 92 % de l'énergie électrique produite en France. L'accroissement pour les distributions ressort à 8 % sur le chiffre de l'année 1932; il serait encore pour les 9 premiers mois de 1934, de 4,5 % sur 1933. Il est vrai que les usagers de l'électricité sont loin d'absorber cette énorme

(1) A cet égard, il faut signaler le projet de la Société Parisienne d'Inter-Connexions Electriques (Inter-Paris) : une « boucle » à 220 kw, autour de la capitale permettra de parer à la défaillance d'une source quelconque par la conjonction de l'énergie provenant des divers bassins hydrauliques. On utilisera partiellement des câbles souterrains, dits câbles à huile, dans les parties traversant les agglomérations de la banlieue. (V. Bul. Ch. Com. Paris, 20 oct. 1934).

(2) Voir rapport présenté par M. Girard, député, au nom de la Commission des Mines, et de la Force motrice, sur les propositions relatives à l'énergie électrique en France. Ch. Dép. 3548, juin 1934.

(3) Les usines Citroën sont arrivées à consommer autant d'énergie électrique qu'en consommait, avant la guerre, toute la Ville de Paris.

(4) Il est juste de reconnaître que le gaz a trouvé, lui aussi, dans des applications domestiques et industrielles presque identiques (chauffe-eau, radiateurs, appareils de cuisine), une compensation à la diminution survenue au profit de l'électricité, dans l'utilisation des appareils d'éclairage. C'est ainsi que la Société du Gaz de Paris, dans son assemblée de 1934, pouvait annoncer une distribution de gaz pour 1933, de 540 millions de m³, à peine inférieure au chiffre de l'année précédente, et ce, pour plus d'un million d'abonnés.

production, qui profite surtout aux installations industrielles et aux besoins de la traction électrique. En chiffres ronds, on estime qu'en 1933, sur les 15.305 millions de kwh, produits et les 12.810 millions de kwh consommés, 7.415 millions seulement furent « distribués », le surplus ayant été consommé par les houillères, la sidérurgie, l'électrochimie et la traction électrique.

La réglementation dont la distribution de l'électricité a été l'objet.

Les projets qu'elle inspire : les tendances actuelles.

Le législateur a été ainsi amené à prendre toute une série de mesures pour réglementer la production, le transport ou la distribution de l'électricité. Il n'est pas dans le cadre de cette étude d'examiner l'ensemble de ces dispositions. Qu'il nous suffise de rappeler que, depuis la loi fondamentale du 15 juin 1906, qui constitue la charte des distributeurs d'électricité, plus de 300 lois, décrets, circulaires, arrêtés, instructions sont venus former un véritable dossier administratif de la distribution, tel, que l'on a pu dire que l'électricité constituait « une nouvelle province du droit »¹.

Nous nous contenterons de rechercher — à l'aide de la jurisprudence — dans quelle mesure cette réglementation constitue la base juridique des relations entre les distributeurs et le public des usagers, et conditionne même à l'avance, la rédaction des polices individuelles².

Ainsi, au seuil de cette étude apparaît la raison qui nous y a conduit et le souci qui la domine : le désir de mettre en évidence la tendance — de plus en plus marquée — du législa-

(1) Conférence de M. Louis Rigaud à la Faculté Libre de droit, année 1932.

(2) Pendant longtemps, les rapports des distributeurs et usagers du gaz n'ont connu d'autres règles que celles qui peuvent régir des conventions librement formées. Aujourd'hui, les uns et les autres peuvent se prévaloir de la circulaire ministérielle du 11 avril 1921, qui a institué et proposé un modèle de cahier des charges pour les concessions de distributions d'éclairage par le gaz inspiré directement de la réglementation en vigueur en matière d'électricité et dont les clauses 11, 12, 14 à 18, concernent les rapports des distributeurs avec les usagers du gaz. Mais ce cahier ne constitue qu'un « simple guide », ainsi qu'il est dit dans la circulaire. Il est vrai que du fait même de leur antériorité, les distributions de gaz dans leurs rapports avec les usagers ont été soumises à une importante réglementation judiciaire, si l'on peut dire, jurisprudence dont s'est inspirée la réglementation électrique. En sorte que si celle-ci semble plus stricte en raison même des textes qui la traduisent, la première n'en existe pas moins tout autant, en fait.

teur et de la jurisprudence moderne, de suspendre l'application de la règle fondamentale de la liberté de contracter, pour imposer aux individus des conventions dont on peut dire que les stipulations ne tiennent plus lieu de loi à ceux qui les ont faites, mais sont à l'avance la loi de ceux qui y souscrivent. Sans méconnaître les préoccupations économiques, sociales et de police auxquelles répondent ces mesures, nous ne manquons pas, dans un dernier chapitre, de tirer la leçon qui découle de l'existence de telles sujétions dans les rapports qui s'établissent entre personnes du droit privé.

Les propositions de loi, relatives à l'électricité, actuellement déposées sur le bureau des Chambres, révèlent, à vrai dire, d'autres préoccupations et n'intéressent directement l'usager que dans la mesure où elles ont trait à l'abaissement des tarifs de vente. Plus que la distribution, c'est l'industrie de la production et du transport de l'énergie qui retient l'attention parlementaire¹. En sorte que, les textes actuellement en vigueur qui gouvernent les rapports des concessionnaires et des usagers, demeureront applicables, même après le vote définitif de la refonte de la loi de 1906, déjà adoptée par le Sénat en mars 1932.

On peut toutefois relever dans les travaux parlementaires deux catégories de dispositions qui intéressent directement les rapports distributeurs-usagers. Elles ont trait : 1°) au privilège de distribution; 2°) aux tarifs de vente de l'énergie électrique. Nous allons les examiner rapidement.

1. — La proposition de loi adoptée par le Sénat contient aux « conditions générales communes aux transmissions pour usage public » (Tome IV, art. 24), une disposition nouvelle relative au privilège d'occupation du domaine public habituellement accordé aux distributions pour l'éclairage. Pour parer

(1) Voir : 1°) la proposition de Loi Mollard-Milan-Machet, adoptée par le Sénat, le 1^{er} mars 1932, tendant à modifier la Loi de 1906, sur les distributions d'énergie électrique (Chambre Députés n° 6593, 9 mars 1932).

2°) L'interpellation au Sénat de M. Mollard, sur la production et la distribution de l'énergie électrique en France et les prix de vente de cette énergie, 8 mars 1934 (J. O. Débats, Sénat 9 mars 1934).

3°) Propositions Margaine n° 1127, Dariac n° 1664 et le rapport de ces propositions fait par M. Girard, au nom de la Commission des Mines de la Chambre (N° 3548, 12 juin 1934).

Voir également : Duval-Arnould : L'organisation, sous forme d'entreprises semi-publiques, des industries de production et de distribution d'énergie (1922. Chronique sociale de France, Lyon, 16, rue du Plat). Jacques Auboyneau : Les participations financières de l'Etat dans les entreprises privées. (Rev. Politique, mars 1933).

à des abus et permettre à certaines agglomérations d'exiger légalement des concessionnaires le développement de leurs installations, il est stipulé que le privilège deviendra caduc, non seulement en cas de contravention aux clauses du contrat, mais encore dans les cas où « les installations ne pourraient » satisfaire aux justes exigences de la collectivité à desservir ».

La proposition de loi de M. Dariac, qui a pour but principal d'obtenir une baisse de prix, amènerait également les distributeurs à étendre leur réseau. Elle consiste essentiellement à organiser la concurrence : des sociétés pourraient fournir l'électricité sur un réseau déjà installé et ce, concurremment avec le premier concessionnaire.

Sans doute, n'y a-t-il pas d'impossibilité légale à admettre dans la même zone plusieurs concessionnaires¹, mais, pratiquement, la juxtaposition de plusieurs réseaux répondant au même objet se heurte à des difficultés nombreuses et la rémunération commerciale de l'entreprise risquerait d'être déficitaire.

L'auteur de la proposition qui souhaite que « sur les chemins électriques, les ampères circulent librement comme circulent librement les tonnes de marchandises sur les canaux », semble avoir été victime de cette facile image; il aboutit à la solution fantaisiste que voici : tout demandeur, qui justifierait auprès de l'autorité concédante des moyens techniques et financiers de fournir l'énergie électrique et qui s'engagerait à pratiquer des tarifs inférieurs à ceux insérés au cahier des charges de la concession existante, pourrait être agréé comme concessionnaire nouveau et jouirait, à ce titre, du réseau concédé en commun avec le concessionnaire primitif ! Mais les difficultés commenceront avec l'application d'une pareille disposition. Aussi bien dans son rapport, M. Girard propose, lui, d'ajouter dans le cahier des charges, que la concession — accordée d'ailleurs pour une ou deux années seulement avec clause de tacite reconduction — pourrait être révoquée s'il se présente un nouveau concessionnaire présentant les garanties suffisantes, qui offrirait en concurrence des prix de vente plus

(1) La loi du 15 juin 1906 prévoit qu'une concession existante ne peut faire obstacle à l'octroi de nouvelles concessions au profit d'une entreprise concurrente. Mais, décide le Conseil d'Etat, « c'est une faculté qui n'entraîne nullement pour l'autorité concédante l'obligation d'agréer toutes les demandes de concession qui pourraient lui être adressées ni de faire connaître, en cas de rejet, les motifs de sa décision. » (Conseil d'Etat, 10 janvier 1934, Sieur F c/commune de Mées, R. C. 1934, p. 95).

favorables aux usagers. Inutile de dire que les répercussions du vote d'une pareille disposition seraient à tous points de vue très graves; elles débordent le cadre de la distribution de l'électricité, à plus forte raison, celui de cette étude. Nous tenions, cependant, à la signaler.

2. — Tarification des prix de vente aux usagers de l'énergie électrique.

Les statistiques font ressortir les grandes différences de quantités de courant consommé selon les régions de la France. L'énergie distribuée pour la lumière et les usages domestiques ressort, par habitant, à 93 kw dans l'agglomération parisienne, 122 kw à Strasbourg, 101 kw à Grenoble, 49 kw à Lille, etc... Par département, les écarts sont encore plus appréciables : Seine : 93, Morbihan 5, Alpes-Maritimes 90, Finistère 7.

Qu'est-ce à dire ? Sans doute, les besoins en énergie ne sont pas partout les mêmes, mais il est par ailleurs manifeste qu'un prix de courant trop élevé en restreint encore l'usage¹. Or, précisément, l'électricité qui se vend de 1 à 2 frs dans les Alpes-Maritimes, par exemple, coûte jusqu'à 3 frs 60 dans le Finistère².

Cette différence peut s'expliquer d'abord par des prix de revient à la production très variables. A cet égard, il est certain que les centrales thermiques sont défavorisées par rapport aux centrales hydro-électriques. Il entre dans le prix de revient une première charge fixe : le capital investi, et une seconde charge, variable avec l'énergie produite, qui correspond en partie aux frais d'entretien et de personnel qu'exige la marche de l'usine, au prix du charbon consommé, proportionnel à l'énergie produite. La première est beaucoup plus importante pour les centrales hydro-électriques que pour les thermiques, mais la charge proportionnelle y est insignifiante : les 7 ou 8 centimes que coûte le kilowatt heure d'électricité doivent être doublés pour les centrales thermiques.

Pour remédier à cette situation les distributeurs, sans attendre l'invitation des Pouvoirs Publics, sont parvenus, grâce aux progrès accomplis dans l'industrie des transports à grande dis-

(1) La revue Générale d'Electricité des 21, 28 avril 1934 a publié une étude très complète de M. Génessieu, sur la relation « consommation-prix ».

(2) Ces chiffres sont empruntés au rapport précité de M. Girard; ils se réfèrent à l'année 1931. Voir en annexe un tableau donnant les prix maxima et minima sur tout le territoire pour l'année 1931 et deux tableaux qui montrent le nombre d'usagers intéressés par une éventuelle réduction des prix.

tance, à relier les réseaux de distribution aux sources de production les plus avantageuses. Aujourd'hui, le législateur déclare qu'il faut, du moins pour la lumière, uniformiser, pour la France entière, le prix de vente du courant, égalisation que pourrait permettre la simple organisation des transports.

C'est oublier que le prix de vente n'est affecté que très partiellement par le prix de revient à la production. On estime en effet, pour prendre un exemple, que pour distribuer un kilowats heure annuel pour l'éclairage à basse tension, il faut prévoir un investissement total de 29 frs 50; or, l'installation de l'abonné et ses appareils d'utilisation y figurent bien pour 18 frs, mais sur le surplus, 2 frs seulement représentent les investissements de l'usine hydro-électrique, 1 fr. ceux de la ligne de transport, et pas moins de 6 frs 75, ceux du réseau de distribution à basse tension.

Pour agir néanmoins, sur les prix à ce second stade de la distribution, les Cies ont cherché à donner en quelque sorte une prime aux usagers dont la consommation était de nature à permettre une production plus uniforme pendant toute la durée du jour (suppression des heures de pointe), d'où les tarifs spéciaux tenant compte de l'heure et même de la saison d'utilisation.

Mais le législateur, lui, n'est guère en mesure d'agir sur ces tarifs. Le rapporteur de la Commission des Mines déclare : « Pour obtenir des baisses très sensibles des tarifs, il semble « illusoire de compter sur une forte réduction du bénéfice des « sociétés. Même si ce bénéfice était réparti entièrement aux « abonnés, la baisse ne serait considérable qu'au total (plus « de 700 millions), mais non pas pour chaque abonné » (page 193) ¹. Et le rapporteur de conclure simplement qu'il appartient à la Commission instituée par la loi du 28 février 1934 « d'étudier la baisse des prix ». (Cette Commission a été constituée à l'effet de : « rechercher les conditions pratiques d'une organisation nouvelle de la production, du transport, de la distribution et de la consommation de l'énergie électrique de toutes origines »).

Bref, on ne voit pas trop quels peuvent être, du point de

(1) On ne peut oublier qu'une part importante des sommes encaissées sert à acquitter les charges obligatoires qui arrivent à constituer souvent, à elles seules, la moitié ou les trois quarts des charges totales. Par ailleurs, l'intérêt servi au capital engagé ne ressort qu'à 4 1/2 % (année 1933), soit pour un capital de 17 milliards, 700 millions.

vue qui nous intéresse, les résultats tangibles de l'intervention du législateur. Aussi bien, à M. Mollard qui, au cours de son interpellation au Sénat, le 8 mars 1934, déclarait : « Si nous aménageons nos sources, nous pouvons distribuer, dans tous les centres de consommation de l'énergie électrique à un prix uniforme... », M. Raoul Péret faisait remarquer : La question est de savoir si nous avons un moyen légal d'unifier les prix ? (J. O., page 378, Séance du 8 mars 1934). M. Mollard ne pouvait que répondre : « Nous les unifions par la correction de l'aménagement... ». Mais précisément, nous avons dit plus haut que le prix de revient de production, n'entre que pour une faible part dans le prix de vente. Au cours de la même séance, le Ministre des Travaux Publics notait que le courant, parti de 0 fr. 20 aux bornes de l'usine hydraulique, arrivait tout naturellement à un prix de vente de 2 frs 90 par l'adjonction des frais de distribution, d'entretien du réseau, des surtaxes communales qui peuvent varier de 0,50 à 1 franc. Et il ajoutait : « Dès lors, voyez combien une action qui ne se proposerait d'agir que sur le prix de l'électricité aux bornes de l'usine productrice serait insuffisante, un immense effort dans ce sens correspondrait à quelques centimes de baisse sur 0 fr. 20, alors qu'en réalité, c'est une baisse beaucoup plus importante que le consommateur attend sur un prix qui apparaît beaucoup plus lourd ».

Plus efficace a été ces temps derniers, l'œuvre entreprise par la *Commission de réforme des index électriques* qui groupait producteurs, usagers et représentants de l'Administration.

On sait que le mode d'établissement des tarifs de vente de l'énergie électrique est actuellement fixé, par l'art. 11 des cahiers des charges type, approuvés par le décret du 17 janvier 1928. En vertu de cet article, les prix auxquels le concessionnaire est autorisé à vendre l'énergie comportent : 1°) un tarif maximum de base; 2°) une terme correctif, fonction lui-même d'un index économique électrique, destiné à permettre l'adaptation des prix aux variations générales de la situation économique¹. Ce

(1) En matière de gaz, l'autorité concédante et le concessionnaire peuvent, comme en matière d'électricité, convenir de faire varier le prix de vente en fonction de certains éléments du prix de revient, par exemple : le prix de la tonne de charbon rendu à l'usine et le salaire horaire des chauffeurs. En pareil cas, faute de précisions suffisantes, le Conseil d'Etat n'admettrait pas de comprendre dans le prix de vente les frais résultant de l'emmagasinage et de la mise en loge du charbon à l'intérieur de l'usine, par contre, le salaire à retenir est le salaire effectivement payé par le concessionnaire et non celui or-

terme correctif a été introduit dans le cahier des charges en 1919, afin d'éviter que le concessionnaire, qui s'engage pour des périodes assez longues, ne cherche, au début des concessions, à se prémunir contre les fluctuations des prix de revient par des prix fermes trop élevés.

L'index adopté en 1921, qui a permis pendant longtemps d'ajuster convenablement les prix de vente du courant aux variations économiques du moment, avait soulevé depuis quelque temps des critiques que pouvaient expliquer, sans toujours d'ailleurs les justifier entièrement, l'importance des variations des conditions économiques, les divergences existant quelquefois entre les prix du charbon entrant dans l'index et les prix payés par les acheteurs, l'extension de la production d'énergie hydraulique, le développement des transports à longue distance.

Aussi bien, la Commission précitée a-t-elle étudié la création d'un nouvel index économique qui tiendrait compte des critiques adressées au mode de détermination des éléments de l'index en vigueur : un décret, en date du 13 septembre 1934, a fixé les modalités du nouvel index.

Sans entrer dans le détail, disons simplement que les méthodes nouvelles adoptées pour sa détermination présenteront d'indiscutables avantages dont bénéficieront les consommateurs, à savoir, notamment : 1°) la création d'une commission d'instruction pour discuter la fixation de l'élément charbon; 2°) l'adoption, pour la détermination de cet élément, de prix extérieurs à ceux payés par les producteurs; 3°) l'adoption d'un index national pour la basse tension et semi-national pour

dinairement versé dans d'autres usines de même importance (Conseil d'Etat, 27 avril 1932, B. U. 1932, p. 99).

En outre, certains contrats de concession de gaz prévoient que : « si les progrès de la science venaient à amener la découverte de nouveaux procédés de fabrication, qui auraient pour résultat un abaissement minimum de 10 % dans le prix de revient du gaz, la Cie concessionnaire serait obligée de faire profiter la ville et les particuliers de la moitié de cet abaissement de prix ». En pareil cas, le Conseil d'Etat, se fondant sur la commune intention des parties, décide que : la mise en œuvre de tout dispositif nouveau de fabrication, consistât-il simplement dans le perfectionnement d'un procédé ancien, doit avoir pour effet d'assurer aux consommateurs une réduction de prix de vente du gaz, dès lors qu'il est établi qu'au moment de la passation du contrat, ce dispositif n'était pas encore utilisé dans l'industrie gazière, et que son adoption permet aux concessionnaires de réaliser une économie de 10 % au moins sur le prix de revient du gaz. Et le Conseil d'Etat de déclarer que la substitution de cornues horizontales au système de fours verticaux était, sous réserve de vérification du pourcentage d'économie réalisée susceptible d'entraîner une réduction du prix de vente du gaz. (Conseil d'Etat, 19 mai 1933. Ville d'Essonne, Cie Continentale du Gaz).

la haute tension, ce qui aura pour effet de rendre à l'index son véritable rôle de variable économique.

Cette réforme de l'index a pu apporter une amélioration dans la détermination des prix, mais non à proprement parler une baisse des prix. Ainsi que le faisait remarquer le Ministre des Travaux Publics, à la tribune du Sénat : « faire baisser les prix par l'index, c'est en effet, se heurter à deux difficultés majeures. La première, c'est que la baisse ainsi réalisée serait à peu près la même partout : elle serait, par conséquent, injuste et irrationnelle; je dirai même qu'elle serait inefficace dans beaucoup d'endroits. Faire baisser l'index de 50 points, par exemple, ce serait faire baisser le prix d'environ 10 centimes. Sur un prix de vente de 4 fr. manifestement trop cher, c'est une baisse ridicule; par contre, sur un prix de 80 centimes, prix actuellement très bas, qu'on rencontre seulement dans certaines distributions d'énergie de la région alpestre, la même baisse serait beaucoup trop forte, puisqu'elle serait d'environ 12 % du prix de vente. Elle serait difficilement supportée par les intéressés ».

« L'autre difficulté, c'est que l'index est contractuel; il figure dans les contrats de concession et, si l'on peut imaginer tel ou tel index pour les concessions à venir, il n'est pas possible, pour les concessions déjà données et qui intéressent actuellement plus de 34.000 communes, de s'écarter par trop de celui de 1919, sans ouvrir aux concessionnaires un droit de recours contre l'arbitraire du Ministre ».

De fait, le nombre index, immédiatement applicable aux concessions à venir (ainsi qu'aux concessions antérieures pour lesquelles le concessionnaire a été récemment amené à souscrire l'engagement de se soumettre à la révision de l'index à intervenir) ne peut être imposé arbitrairement aux autres concessions existantes : son application est subordonnée à une entente avec les distributeurs. C'est dans ces conditions que, à la demande du Ministère des Travaux Publics, le Syndicat professionnel des producteurs et distributeurs a pris l'engagement de recommander à ses adhérents de se prêter à l'opération de révision de l'article 11 du cahier des charges, et d'y introduire par la même occasion, des tarifs réduits pour les applications particulières de l'électricité.

Tel a été le résultat des efforts de l'Administration. Ceux du législateur semblent devoir s'orienter vers une réorganisation du contrôle afin d'apporter une aide plus efficace aux repré-

sentants des usagers dans leurs discussions avec les distributeurs lors, notamment, de la révision annoncée des contrats de concession, pour y introduire le nouvel index¹.

Bref, les rapports des distributeurs et des usagers de l'électricité n'apparaissent pas devoir obéir prochainement à une législation nouvelle et la jurisprudence dont nous allons maintenant entreprendre l'étude n'est que l'application courante des principes posés par le législateur, par la loi fondamentale de 1906 et par les modèles de cahiers des charges, approuvés par décret, qui en dérivent.

(1) Voir J. O. Débats, Sénat. 8 mars 1934, page 387. Consulté sur la portée de la disposition du décret du 13 septembre 1934, qui prévoit que « si dans les 6 mois à compter de la date de la demande de révision un accord n'est pas intervenu, il sera procédé à cette révision par une Commission... », le Ministre des Travaux Publics a répondu qu'« en l'absence de dispositions législatives expresses, qui sont de règle absolue en matière d'application, par les collectivités publiques, de la procédure d'arbitrage, la révision des tarifs par la Commission susvisée ne peut être considérée que comme un procédé simple et rapide institué par l'acte de concession pour permettre la solution des désaccords sans avoir à recourir obligatoirement et immédiatement aux tribunaux — la décision prise par la Commission n'ayant pas le caractère d'une sentence arbitrale, on ne peut lui attribuer aucun effet exécutoire et elle n'a de valeur qu'autant qu'elle est admise par les parties contractantes. (J. O. Débats Chambre, Séance du 16 novembre 1934).

EXTRAIT DU RAPPORT DE M. GIRARD,

fait à la Chambre, au nom de la Commission des Mines (année 1934), sur la proposition de résolution concernant l'énergie électrique en France.

Prix maxima et minima sur tout le territoire.

VILLES	Prix du kilowatt-heure de force motrice			Prix du kilowatt-heure d'éclairage		
	Maximum	Minimum	Moyen	Maximum	Minimum	Moyen
Département de la Seine	1.03	1.02	1.03	1.76	1.57	1.68
Départements autres que celui de la Seine :	4.44	0.30	1.24	2.69	0.80	1.58
Ville de plus de 10.000 habitants						
Communes de moins de 10.000 habi- tants	5.39 ¹	0.25	1.57	5.44 ²	0.48	2.20
Ensemble du territoire	5.39 ³	0.25	1.40	5.44 ²	0.48	»

(1) Ce maximum est obtenu dans l'Ile de Belle-Ile. Sur le continent, il est de 4 fr. 42.

(2) — — — — — 4 fr. 96.

(3) — — — — — 4 fr. 44.

**IMPORTANCE DE LA POPULATION DES COMMUNES DANS LESQUELLES LES PRIX DU KWH
SONT COMPRIS ENTRE LES LIMITES CI-APRÈS :**

A) <i>Eclairage.</i>								
DESIGNATION	1 franc ou moins de 1 fr.	1 franc à 1 fr. 50 (inclus)	de 1 fr. 50 à 2 frs (inclus)	de 2 frs à 2 fr. 50 (inclus)	de 2 fr. 50 à 3 frs (inclus)	de 3 frs à 3 fr. 50 (inclus)	de 3 fr. 50 à 4 frs (inclus)	Plus de 4 frs
Département de la Seine	»	»	4.933.855	»	»	»	»	»
Départem. autres que celui de la Seine :								
Villes de plus de 10.000 habit. .	974.877	3.153.301	5.738.875	766.141	161.850	»	»	»
Comm. de moins de 10.000 habi- tants	178.042	1.588.500	6.428.848	5.118.200	3.480.252	2.370.005	658.667	136.668
Totaux ..	1.152.919	4.741.801	17.101.578	5.884.341	3.642.102	2.370.005	658.667	136.668
B) <i>Force motrice.</i>								
DESIGNATION	0 fr. 50 ou moins de 0 fr. 50	de 0 fr. 50 à 1 franc (inclus)	de 1 franc à 1 fr. 50 (inclus)	de 1 franc à 2 frs (inclus)	de 1 fr. 50 à 2 frs (inclus)	de 2 frs à 2 fr. 50 (inclus)	Plus de 2 fr. 50	
Département de la Seine .	»	»	4.933.855	»	»	»	»	»
Départ. autres que celui de la Seine :								
Villes de plus de 10.000 habit.	13.164	3.080.623	5.871.877	1.506.716	128.244	184.218		
Communes de moins de 10.000 habitants	72.890	2.050.829	7.076.541	8.433.314	1.891.874	450.278		
Totaux	86.054	5.131.452	17.882.273	9.940.030	2.020.118	634.496		

TITRE PREMIER

Individus et Collectivités auxquels s'appliquent
les appellations de « distributeurs » et d'« usagers »

CHAPITRE PREMIER

« LES DISTRIBUTEURS »

Une double distinction s'impose :

Le distributeur peut être, d'abord, suivant son titre administratif, soit un concessionnaire, soit un permissionnaire. Ce peut être ensuite, soit une personne du droit privé, individu ou société, soit une personne du droit public : Etat, département, commune.

I.

La nécessité d'une installation continue pour la fourniture au public de l'énergie électrique (il en va de même pour l'eau et pour le gaz) fait que le distributeur doit, non seulement emprunter, mais occuper à demeure les voies publiques.

Pour ce faire, il doit solliciter une autorisation qui lui sera accordée sous l'une des formes administratives de la permission de voirie ou de la concession. On peut donc établir une première distinction entre distributeurs selon la nature de leur titre d'occupation.

A vrai dire, la concession est mieux que la reconnaissance administrative du droit d'user du domaine public, c'est encore celui de l'occuper pour l'exploitation d'un service public, c'est-à-dire en vue d'un commerce, — en prenant ce mot dans son sens le plus large — qui intéresse la collectivité.

Tandis que, théoriquement du moins, le permissionnaire sera maître d'exploiter son réseau comme sa chose personnelle, le concessionnaire, qui fait figure de représentant du pouvoir concédant, doit respecter les injonctions imposées par celui-ci dans le double intérêt du domaine et des administrés : le profit même que le distributeur est en droit d'attendre du fonctionnement de son installation sera réglementé; il devra, à fin de concession, abandonner les installations créées sur la voie publique au pouvoir concédant. Bref, n'était l'exécution des

travaux, qui sera son œuvre personnelle, le concessionnaire apparaîtrait comme le simple mandataire de l'autorité administrative : en cas de renouvellement de la concession, la chose sera plus sensible : on repart sur des nouvelles bases, la commune confie en quelque sorte la gestion des installations qui lui sont acquises au concessionnaire qui demeure pourtant une personne du droit privé.

Si la permission est un acte d'autorisation unilatéral, la concession, elle, est un contrat administratif ¹ qui charge une société ou un particulier de créer ou d'assurer à ses frais un service public et que l'on rémunère en lui confiant pour un temps donné, l'exploitation du service, avec le droit de percevoir des taxes sur ceux qui en bénéficient. Ces contrats comprennent, le plus souvent, deux opérations juridiques distinctes : d'une part un marché de travaux publics, d'autre part, le contrat de concession de services publics. En tant que titulaire d'un marché de travaux publics, la société concessionnaire devra créer des installations suffisantes (centrales, réseaux, etc...) pour répondre aux besoins de courant existants aussi bien lors de la passation du traité que pendant sa durée. En tant qu'exploitante d'un service public, elle aura le droit de percevoir sur les usagers des redevances grâce auxquelles elle couvrira les frais de production et de distribution de l'énergie ainsi que les dépenses investies dans les ouvrages et sera en mesure de réaliser un bénéfice.

Ce caractère de service public de la concession entraîne pour le concessionnaire l'obligation de l'organiser dans des conditions qui permettent de compter sur son fonctionnement d'une manière normale, sans interruption, même momentanée, sans à-coups, et qui, en même temps, soient de nature à donner pleine satisfaction à ceux qui ont à faire appel au service public et sont en droit d'exiger qu'il fonctionne régulièrement (Voir les conclusions de M. le Commissaire du Gouvernement Chardenet, arrêt Gaz. de Bordeaux, 30 mars 1916, Sirey 1917, 3.17).

Ainsi, du fait de sa « collaboration » à un service public,

(1) Sur la notion de contrat administratif, voir thèse de d'Amfreville; cours de doctorat de M. Mestre. Il faut, pour qu'il y ait contrat administratif : 1° une opération contractuelle constituant un mode d'exécution d'un service public; 2° que ces contrats se réfèrent directement à l'ensemble des règles administratives relatives à ce service public; 3° que ce service fonctionne dans des conditions entièrement différentes du droit privé. Tel est le cas pour la concession et pour la régie.

du fait qu'il est en présence d'usagers qui ont droit au fonctionnement normal du service, le concessionnaire ne peut être assimilé à une entreprise privée (Voir : les Amortissements dans les sociétés concessionnaires de services publics par M. Sindou, *Revue des Impôts*, Février 1934).

Les usagers d'une distribution d'énergie électrique seront donc particulièrement armés à l'encontre d'un concessionnaire pour exiger la fourniture dans des conditions satisfaisantes, conditions relatées au cahier des charges de la concession.

Mais, ne le seraient-ils pas au cas où leur fournisseur serait simplement un permissionnaire ? La distribution de l'électricité ne présenterait-elle pas alors le même intérêt pour la collectivité ?

En fait, la loi du 27 février 1925, qui a apporté d'importantes modifications au régime antérieur des permissions de voirie des distributions d'énergie électrique, tel qu'il avait été institué par la loi du 15 juin 1906 (articles 3 et 5), n'est pas loin d'avoir organisé, érigé ce système d'autorisation en une sorte de service mineur des concessions de services publics.

En effet, on en est venu à considérer que l'exploitation du courant électrique était celle d'un bien d'une nature particulière, qui, tout en n'étant pas « une chose publique », correspond à un besoin d'intérêt public, d'où nécessité de protéger cet intérêt¹. Aussi bien, cette tendance nouvelle d'intervention du droit administratif dans la réglementation de l'exploitation d'un bien privé, mais de nature particulière, à-t-elle trouvé une nouvelle application dans la loi du 16 octobre 1919, sur l'énergie hydraulique.

Nous n'entendons pas établir ici un parallèle entre le système de la permission et celui de la concession; nous nous

(1) Toutefois, la considération de l'occupation du domaine public est essentielle : c'est elle qui permet à l'autorité d'établir une réglementation. Un distributeur qui échapperait à la nécessité d'emprunter la voie publique échapperait théoriquement à toute réglementation administrative, (cette hypothèse n'est pas sans exemple : ainsi la Société de distribution des Voûtes d'Alger), — quand bien même y aurait-il là une distribution supérieure aux 100 kilowatts réglementaires, telle que, normalement, l'exploitation devrait nécessiter, non pas une simple permission, mais bien une concession, car on ne saurait soutenir sérieusement qu'il n'y a pas, en pareil cas, distribution au public (Voir chapitre suivant). Aussi bien, estimons-nous que la nature même de l'exploitation, son utilité particulière, les risques qu'elle présente font que, même s'il n'est pas intervenu un acte d'autorisation administratif en tout état de cause, il y a une sorte de statut administratif que le distributeur devrait être tenu de respecter.

bornerons à noter les différences ou les ressemblances qu'ils présentent entre eux quant au service propre des usagers.

Tandis que la concession permet d'entreprendre toute distribution d'énergie électrique au public, la permission de voirie n'est autorisée que pour les distributions directes ou indirectes au public dont la puissance ne dépasse pas 100 kilowatts. Elle ne concerne donc que les petites distributions qui, ainsi, n'auront jamais le caractère de service public.

Mais, par contre, ces permissions de voirie, pour la distribution au public, jusqu'alors considérées comme ayant un caractère purement réglementaire, simplement relatives aux conditions d'occupation du domaine (il était prévu expressément, — art. 5 de la loi de 1906, — qu'elles ne pouvaient prescrire aucune disposition relative aux conditions commerciales de l'exploitation), ces permissions sont désormais assujetties, pour leur exploitation même, à l'observation de prescriptions réglementaires, imposées en faveur des usagers telles que l'obligation de fournir, la tarification maxima sujette à révision, l'adoption de compteurs d'un type approuvé — toutes prescriptions que nous retrouverons en étudiant les clauses du cahier des charges des concessions relatives aux usagers. Et il faut noter que la loi de 1925 applique même aux permissions antérieures à sa promulgation quelques-unes des conditions nouvelles que nous venons de citer et qui intéressent le service des usagers.

Bref, si, entre les deux régimes subsistent encore certaines différences essentielles, du moins, pour ce qui est des rapports avec les usagers, la loi nouvelle a voulu placer les distributeurs permissionnaires sur le même pied que les concessionnaires. Déjà, avant 1925, la jurisprudence avait amorcé ce rapprochement (Voir arrêt de la Cour de Dijon commenté au Sirey de 1917 par M. Mestre).

Cependant, la distribution par permission de voirie, n'ayant pas, comme la concession, le caractère d'un service public, le permissionnaire qui « peut » se voir imposer l'obligation de fournir l'énergie sur le parcours des canalisations dans la limite de la puissance disponible, n'en fixe pas moins lui-même dans sa demande, le secteur qu'il choisit et, si la permission est accordée, il ne peut être tenu d'étendre ses canalisations. Il n'y a pas de cahier des charges.

II.

L'usager sera-t-il dans une situation très différente lorsque le service public de la distribution de l'énergie sera demeuré aux mains de l'autorité administrative ? On peut, en effet, établir une seconde distinction entre les distributeurs : d'une part, les particuliers (individus ou sociétés), d'autre part, les personnes morales du droit public, les communes notamment, qui peuvent, en vertu de textes récents, se réserver l'exploitation directe du service public de la distribution d'énergie électrique.

L'Etat lui-même peut être appelé à faire figure de distributeur depuis que la loi du 16 octobre 1919 sur l'énergie hydraulique, lui permet de se réserver, aux bornes des usines concédées, une certaine quantité d'énergie afin de l'employer aux besoins de la Défense nationale.

Enfin, le département, aux termes d'un avis du Conseil d'Etat du 7 juillet 1926, peut recevoir de l'Etat la concession d'une distribution d'énergie électrique répondant réellement à l'intérêt départemental, dont « la construction et l'exploitation pourraient être assurées, soit par un rétrocessionnaire, soit par un fermier, soit par un régisseur ». A la vérité, comme l'indique la suite de cet Avis, le Conseil d'Etat entend par la phrase précitée, que le département, s'il veut exploiter lui-même la distribution, devra recourir au système de la régie.

Ce sont surtout les communes qui, autorisées à exploiter « en régie » le service public de la distribution d'énergie électrique, par un décret du 8 octobre 1917, ont usé de ce mode d'exploitation directe¹. Un cahier des charges promulgué par décret du 30 août 1917, règle les modalités d'organisation de ces régies. Il est remarquable qu'on ait crut utile de prévoir

(1) Longtemps, le Conseil d'Etat s'était refusé à autoriser les communes à se livrer à une exploitation en régie d'un service industriel ou commercial quelconque, à moins de circonstances exceptionnelles, ou encore lorsque l'exploitation pouvait se rattacher aux pouvoirs de police de l'organisation municipale. Le Conseil d'Etat se fondait, notamment, sur le principe de la spécialité des personnes morales, comme limitant leur personnalité à leur destination.

Mais, pour l'électricité du moins, la Loi du 15 juin 1906, en prévoyant comme mode de suppression d'une concession le rachat ou la déchéance, a implicitement posé la question de la régie par l'autorité concédante. Puis un avis du Conseil d'Etat du 2 déc. 1907, admettait que des communes pussent exploiter en régie le service de la distribution de l'énergie électrique et même bénéficier d'une déclaration d'utilité publique leur permettant de procéder aux expropriations (Il s'agit bien, on le voit, de l'exploitation d'un service public). Les décrets de 1917 ont définitivement tranché la question.

des cahiers des charges pour de telles exploitations. Il semble qu'on ait voulu réaliser une sorte de dédoublement de la commune : c'est la commune administration qui impose le cahier des charges à la commune exploitante d'industrie. La régie s'interpose, en quelque sorte, entre la commune et les administrés. Elle constitue un organe autonome, exploitant pour le compte de la commune et doté de la personnalité civile. La Cour d'Appel de Bordeaux, dans un arrêt du 29 mai 1928, n'a pourtant pas admis ce dernier caractère, elle a considéré que la régie municipale de gaz et d'électricité de la Ville de Bordeaux était manifestement une dépendance du domaine de la commune, que le droit de plaider par son directeur ne pouvait lui appartenir, qu'elle ne pouvait être valablement représentée que par le Maire de la Ville (Gaz. Pal. 1928, 2.112). Il est vrai que la Ville de Bordeaux avait prétendu échapper aux prescriptions du décret de 1917, arguant de ce que sa régie, loin d'être confiée à un conseil d'Administration, était demeurée sous la dépendance étroite du Conseil Municipal (Voir de La Ruelle : Exploitation en régie par les communes des distributions d'énergie électrique, p. 88).

Il ne peut plus être question ici de permission ou de concession, la commune n'a pas à s'autoriser elle-même à occuper le domaine public. Le service public qu'elle organise devient une des formes de sa propre activité : c'est sa chose. La commune, dit-on, n'est pas un établissement public soumis au principe de la spécialité. C'est un démembrement de l'Etat, chargé d'assurer sur son territoire, des services d'intérêt public essentiels à la vie sociale du pays; dans toute la mesure où elle représente l'intérêt collectif de ses ressortissants, la capacité est la règle. C'est le principe que traduit l'article 61 de la loi du 5 avril 1884, aux termes duquel « le Conseil Municipal règle, par ses délibérations, les affaires de la commune ». Pourtant, le décret du 8 octobre 1917, pris en exécution de la loi du 15 juin 1906, assujettit la création d'une régie municipale de distribution à une autorisation. Cette autorisation est indispensable ainsi que l'a rappelé le Conseil d'Etat, dans un arrêt du 13 octobre 1933 (Ville de Toulouse contre Société Toulousaine du Bazacle), aussi bien pour la vente de l'énergie à des tiers que pour les besoins d'un établissement national, tel que l'Office National de l'Azote. (B. U., 1933, p. 214).

Le système de la permission de voirie ne pouvait être adopté. Le Ministre de l'Intérieur, consulté, avait bien répondu qu'à son avis, il y avait lieu de considérer une commune, qui demande à exploiter elle-même son service de distribution, comme un simple particulier. Que, dès lors, pour l'autoriser à se placer sous le régime de la permission de voirie il suffisait de considérer comme une simple fiction, que la commune — personne morale privée, — adresse à la commune, — personne morale publique — une demande de permission de voirie, et de soumettre sa demande à l'instruction réglementaire prévue par la Loi et les règlements. Mais le Ministre des Travaux Publics ne partagea pas cette manière de voir, estimant que le régime de la permission de voirie, en supprimant l'enquête d'utilité publique, n'offrait pas une garantie suffisante aux consommateurs qui auraient à payer l'énergie à un tarif pour lequel aucune publicité n'aurait été faite. La permission de voirie laissant trop de place à l'arbitraire ne saurait s'appliquer à une entreprise qui doit procurer des avantages à toute une collectivité. D'autre part, l'arrêté qui l'accorderait ne pourrait comporter aucune disposition afférente aux conditions commerciales (art. 5, Loi de 1906), enfin le caractère de précarité d'une permission se concilie mal avec un organisme assurant un service public.

D'autre part, malgré ses avantages, il était difficile d'admettre la fiction d'une commune s'accordant une concession à elle-même. On s'arrêta donc à un système mixte basé sur la rédaction d'un acte analogue au contrat de concession, soumis à l'approbation préfectorale, comportant des dispositions arrêtées en conformité de celles du cahier des charges-type des concessions communales. Les modèles de police d'abonnement devaient y être joints. (Voir de la Ruelle, op. précité, p. 72).

Le cahier des charges de la Régie contient l'essentiel des règles définissant la situation de l'usager; c'est l'énoncé des conditions auxquelles devra se référer l'accord entre le service et l'usager lorsque ce dernier demandera le bénéfice du service ¹, mais les contrats que la régie passera avec les usagers se-

(1) Le cahier des charges ne constituerait pas seulement un ensemble de clauses à insérer dans des contrats éventuels, sans valeur juridique actuelle. Ce serait essentiellement un règlement administratif (Voir LAROQUE : Les usagers des services publics industriels, p. 19; Arrêt Favatier C. E., 24 mars 1922, p. 263. Contra : Conflits 14 mars 1914, p. 357, arrêté Vianès contre Commune de Sorgues.

ront des contrats de droit privé comme ceux qui interviennent entre usagers et concessionnaires; d'où la compétence des tribunaux judiciaires (à l'exception toutefois du tribunal de commerce; la régie, bien qu'exploitant commercialement un service public ne peut avoir le caractère juridique d'entreprise commerciale). Certains litiges, cependant, peuvent naître entre l'abonné et la régie, en dehors même des stipulations de la police, tel le refus par la régie de fournir le courant. Dans ces conditions, le Conseil d'Etat, juge de droit commun en matière administrative, sera compétent. Si ce sont les travaux de branchement qui ont été mal exécutés par la régie, leur caractère de travaux publics entraînera, en cas de litige, la compétence du Conseil de Préfecture.

III

Pour la distribution du gaz, les mêmes distinctions doivent être faites entre les distributeurs; toutefois, les permissions de voirie, pour une distribution de gaz, conservent leur caractère de pur règlement d'occupation de la voie publique, aucune loi n'ayant, comme pour la distribution de l'électricité, imposé à ces permissions une réglementation de leur exploitation.

IV.

Ainsi, que le distributeur soit un concessionnaire ou un permissionnaire, une société commerciale ou une régie, l'abonné n'est lié que par un contrat de droit privé, mais un contrat qui devra forcément tenir compte de certaines clauses imposées réglementairement, soit au service public, soit simplement parce qu'il y a « distribution au public ». C'est dans le cadre de la concession service public, forme la plus usuelle des distributions d'énergie, que nous examinerons ces rapports des distributeurs et des usagers.

Auparavant, nous voulons cependant préciser qui peut constituer le « public » nécessitant pour son approvisionnement en énergie électrique les modes de distribution que nous venons de passer en revue.

CHAPITRE II

« LES USAGERS »

Les notions de distribution « publique » et d'« usagers » d'une distribution publique d'énergie électrique.

Nous entendons par « usagers » tous individus, toutes personnes physiques et toutes personnes morales, qui ont un droit, légalement sanctionné, à bénéficier du service public de distribution, organisé à l'intention de la collectivité, avec la permission et sous le contrôle de l'autorité administrative.

A côté des individus et des entreprises, les personnes morales du droit public, le domaine de l'Etat, un autre service public, peuvent être les usagers d'une distribution. Et n'est-ce pas cette circonstance qui explique, pour une part, et justifie, chaque jour davantage, les règles imposées par l'Administration pour la création et le fonctionnement du service de distribution ? Tout autant que la nécessité où elle est d'exercer au profit des individus, ses pouvoirs de police et d'arbitre des grands intérêts économiques, l'intérêt propre et immédiat des collectivités publiques à l'alimentation correcte en électricité de leurs services existants ou à créer, oblige l'Administration à ces recommandations et injonctions, à cette sorte de droit de regard, au contrôle permanent qu'elle exerce par ses organes d'exécution et de juridiction sur le service de distribution.

Le cahier des charges type, pour chaque catégorie de concessions (Communales, intercommunales ou d'Etat) s'impose aussi bien pour la fourniture à la commune concédante ou aux services publics et administrations assimilées, que dans les relations entre concessionnaires et consommateurs privés. Dans l'un et l'autre cas, les modifications apportées au cahier des charges-type, ne pourront devenir définitives qu'après approbation par un décret délibéré en Conseil d'Etat.

Nous entendons essentiellement examiner les rapports des distributeurs avec le « public », c'est-à-dire avec les usagers ordinaires des entreprises de distribution d'énergie électrique.

Nous avons vu, dans un chapitre précédent, que la tendance actuelle est de réserver le régime des permissions de voirie aux distributions particulières : seuls les réseaux de distribution directe ou indirecte au public, dont la puissance n'excède pas 100 kilowatts, peuvent encore s'établir en empruntant ce système d'autorisation¹. Cette limitation fait que pratiquement, le système de la concession régira, dans la plupart des cas, les rapports des distributeurs et des usagers.

Il n'en convient pas moins de préciser la notion de distribution « au public » qui s'oppose à celle de « distribution particulière », autrement dit, de rechercher dans quel cas les bénéficiaires pourront être regardés comme des « usagers » protégés par des prescriptions réglementaires et dans quel cas, au contraire, ils ne pourront revendiquer ce titre.

On admettra que l'industriel qui, grâce à une permission de voirie, a pu relier son habitation à son usine productrice de courant, ou encore des ateliers voisins mais séparés par une voie publique, cet industriel ne se livre pas à une distribution d'énergie au public; il ne dessert pas des « usagers » au sens où nous entendons ici ce mot. Déjà, antérieurement à la loi du 15 juin 1906, le Conseil d'Etat n'avait fait aucune difficulté pour reconnaître que le maire d'une commune liée à une société, par un traité lui concédant un privilège d'éclairage, avait pu, sans porter atteinte à ce privilège, accorder une permission de voirie à un particulier s'éclairant lui-même au moyen d'une ligne reliant son immeuble à une usine productrice d'électricité lui appartenant (Cons. d'Etat, 25 mai 1900, Sirey 1902-3, p. 91).

Cependant, il est des cas où, malgré l'existence de liens particuliers, de rapports de dépendance entre le propriétaire de la source d'énergie et les bénéficiaires de cette énergie, il

(1) Que doit-on entendre par « fournir indirectement au public » selon l'expression de l'article 3 de la Loi du 27 février 1925 ? La circulaire ministérielle du 27 janvier 1927 s'est expliquée là-dessus : « La fourniture directe se définit d'elle-même, la fourniture indirecte doit s'entendre de toute ligne qui : 1°) soit en un point quelconque de son parcours fournit de l'énergie au poste d'entrée du même réseau de distribution; 2°) soit à l'une ou à l'autre de ses extrémités aboutit à un poste analogue ou à une usine nécessaire au fonctionnement d'une distribution publique. »

y a bien distribution « au public ». L'examen de la jurisprudence du Conseil d'Etat, jurisprudence récente, va nous permettre d'en dégager les circonstances.

Un arrêt du 15 avril 1910 a considéré qu'une autorisation de voirie, accordée à un propriétaire dans le but d'éclairer une maison lui appartenant, pouvait engager la responsabilité de la commune (vis-à-vis de la Cie, concessionnaire d'un privilège d'éclairage), si la ligne, ainsi autorisée, était utilisée par ce propriétaire pour céder du courant à ses locataires, moyennant redevance, ce qui constitue une distribution concurrente : fait dont la Cie concessionnaire doit être indemnisée.

Le Ministre des Travaux Publics, aux termes d'un arrêt du 4 mai 1929 (Etablissements Prouvost), n'a pas commis un excès de pouvoir en refusant une permission de voirie demandée par une société industrielle pour l'installation d'une ligne d'une puissance supérieure à 100 kilowatts et destinée à l'alimentation en énergie électrique de la manufacture d'une société filiale qui, constituant une société distincte de la première, possédant une personnalité civile propre, avait le caractère d'un usager par rapport à celle-ci.

Par contre, le Conseil d'Etat, faisant application de la même distinction, rejetait, le 8 juillet 1932, un recours formé contre un arrêté préfectoral, lequel accordait à une société industrielle une permission de voirie pour l'installation d'une ligne électrique uniquement destinée à assurer *la liaison de deux usines* lui appartenant, l'une fournissant directement le courant à la seconde. Ladite Société, dit l'arrêt, ne saurait donc être assimilés à une entreprise de distribution d'énergie électrique de nature à créer une concurrence en violation des droits de la société, concessionnaire, dans la région du monopole de distribution. Et l'arrêt, s'attachant à cette distinction, ajoutait que cette autorisation deviendrait caduque au cas où les usines dont s'agit cesseraient d'appartenir au même propriétaire et d'être exploitées par lui. Le Conseil d'Etat a estimé que le nouvel exploitant serait considéré comme un usager, ce qui donnerait à la ligne le caractère de ligne de distribution au lieu de celui de ligne particulière (Dalloz heb. 1932, p. 496, Ville de Colmar).

Enfin, le 16 juin 1933, le Conseil d'Etat était appelé à se prononcer sur la légalité d'un arrêté municipal¹ accordant à une

(1) Sur la question de la recevabilité de la requête, le Conseil d'Etat déci-

société métallurgique, l'autorisation d'occuper une voie publique pour le passage d'une ligne de transport destinée à desservir des cités ouvrières dépendant de cette entreprise. L'arrêt

doit que le recours pour excès de pouvoir, introduit par la Société d'Electricité de Basse Moselle, concessionnaire de la distribution d'énergie électrique dans la même commune, était recevable comme fondé uniquement sur l'inobservation, par l'arrêté municipal, des prescriptions législatives. Cette décision présente de ce chef, un grand intérêt la jurisprudence du Conseil d'Etat étant généralement en ce sens que si un concessionnaire se pourvoit, par la voie du recours pour excès de pouvoir, contre un arrêté d'un maire ou d'un préfet faisant grief à l'application d'une disposition de son traité de concession, ce recours est irrecevable, la solution de cette question appartenant en pareil cas exclusivement au juge du contrat, c'est-à-dire au conseil de Préfecture (Voir Conseil d'Etat. 8 août 1921).

C'est ainsi que tout récemment encore, le Conseil d'Etat a fait application de ce principe dans une espèce où une Société avait formé un recours pour excès de pouvoir, contre un arrêté du préfet du Finistère qui, se substituant aux maires des communes intéressées, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 98 de la Loi du 5 avril 1884, avait accordé à une Association Syndicale constituée en vue de l'exploitation d'un moulin, la permission d'établir une ligne d'énergie électrique empruntant divers chemins ruraux (N° 28.299, 10 juillet 1934). Cette décision rapprochée de l'arrêt précité du 16 juin 1933, dont l'espèce, au fond, visait un but identique, d'ailleurs atteint par la Société, à savoir le respect de son privilège, donc de son contrat, — fait ressortir la subtilité sur laquelle cette jurisprudence repose. Au cas particulier, elle peut, au surplus, paraître critiquable, puisqu'elle conduit la demanderesse à porter le litige devant le Conseil de Préfecture où elle ne pourra justifier de son intérêt, puisque, précisément, l'autorité concédante, le maire, respectueux du contrat, avait refusé la permission de voirie accordée par le Préfet.

Bref, on doit distinguer les décisions prises par le concédant qui intéressent l'exécution du contrat, et les mesures édictées par l'Administration, en vertu de ses pouvoirs de police, et qui peuvent, néanmoins, avoir une certaine répercussion sur les conditions d'application dudit contrat. Contre ces dernières le recours pour excès de pouvoirs demeure possible parce qu'elles ont le caractère d'actes unilatéraux, extérieurs à la situation contractuelle et fondés exclusivement sur la base des lois et des règlements. Dans ces conditions, on comprend fort bien que, si les mesures en question ne sont pas conformes à la législation en vigueur, elles puissent donner lieu à un recours en annulation. Les relations de l'Administration avec les compagnies de chemins de fer, en particulier, fournissent maintes illustrations d'une situation de ce genre (C. d'Etat, 6 déc. 1907, Cie des Chemins de Fer du Nord, Rec. Leb., page 913; 11 mars 1910, Ministre des Travaux Publics c/Tramways de Marseille, Rec. Leb. page 216, avec les conclusions de M. Blum, Commissaire du Gouvernement; 9 février 1917, Cie Française des Chemins de fer à voie étroite, Rec. Leb. p. 144).

Ainsi, un contrat de concession peut prêter à un double contentieux; le contentieux de la réglementation ou plutôt de la légalité de la réglementation, dont la forme logique est le recours pour excès de pouvoirs, et à côté de lui, le contentieux du contrat qui sera naturellement porté devant le juge du contrat. Et l'on fait remarquer que le concessionnaire pourra, dans certains cas, succomber devant le juge de l'excès de pouvoir, parce que la mesure de l'Administration qu'il aura entrepris de critiquer sera finalement reconnue conforme aux lois et règlements et néanmoins, obtenir, en considération de la répercussion de cette même mesure sur les conditions d'application du contrat, l'attribution d'une indemnité devant le juge du contrat. Il y a là une conséquence naturelle du caractère complexe que présente la concession de service public qui contient à la fois des éléments contractuels et des éléments réglementaires. (Voir arrêt C. E. du 20-12-1933 et la Note Rev. des Conces. avril 1934).

décide : qu'en raison même de son objet, qui était de permettre l'établissement d'une ligne de transport destinée à desservir, moyennant redevance, les occupants des cités ouvrières de la Société Métallurgique de Knutange, « lesquels font partie du public », au sens des dispositions législatives ou réglementaires, la permission de voirie accordée par l'arrêté attaqué était de celles auxquelles lesdites dispositions sont applicables... En conséquence, l'arrêt annule l'arrêté municipal pour avoir méconnu les dispositions de la loi du 27 février 1925, qui détermine les conditions auxquelles est subordonné l'octroi de permissions de voirie, relatives à des distributions ayant pour objet de fournir directement ou indirectement de l'énergie électrique au public et, notamment, l'art. 4 de cette loi qui dispose que l'autorisation devra, dans ce cas, fixer les tarifs maxima auxquels le permissionnaire sera autorisé à vendre l'énergie.

En résumé : dans l'espèce de l'arrêt de 1910, où les bénéficiaires sont des locataires obligés de verser une redevance, le Conseil d'Etat juge qu'il y a distribution au public. Dans l'arrêt Prouvost, la filiale desservie, constituant une personnalité différente, il y a encore distribution au public. En 1932, le différend soumis au Conseil d'Etat intéresse deux usines appartenant au même industriel, la distribution est considérée comme particulière. Enfin, en 1933, le Conseil d'Etat estime que les occupants d'une cité ouvrière font partie du public.

Cette jurisprudence se révèle ainsi de plus en plus large dans son appréciation de la notion de « public » : après avoir admis que des locataires devaient être considérés comme des usagers, parce que astreints à payer une redevance, le Conseil d'Etat déclare que les ouvriers d'une cité ouvrière font également partie du public, sans même retenir comme élément déterminant de sa décision une constatation de fait relative au paiement d'une redevance par les ouvriers. Par ailleurs, le Conseil d'Etat semble s'attacher lorsqu'il s'agit de personnes morales, à la notion de personnalité : si les usines d'une même entreprise ne peuvent être distinguées l'une de l'autre, il en est autrement d'une société filiale par rapport à la société mère qui lui fournit le courant électrique.

Cette dernière solution a provoqué de véhémentes critiques. Le *criterium* tiré de l'existence de la personnalité propre de l'entreprise à desservir, tel qu'on peut le dégager de l'arrêt

Prouvost, précité, a été vivement critiqué par M. Blavoët¹ qui s'est attaché à démontrer qu'une filiale avait un intérêt trop voisin de celui de la Société dont elle dépend pour ne pas constituer à tout le moins un usager d'une nature particulière. Cette décision aurait d'ailleurs des répercussions fâcheuses, au point de vue économique, estime ce commentateur : si on généralise la pensée du Conseil d'Etat, il faut admettre que la loi du 27 février 1925 interdit de délivrer des permissions de voirie à un particulier en vue de transporter plus de 100 kilowats à un autre particulier, malgré les relations très étroites qui les unissent. Solution regrettable dont l'industrie pourrait pâtir, car, si la permission de voirie est interdite, force est de recourir au seul autre régime de transport d'énergie : la concession... mais celle-ci a pour objet la desserte du public avec cahier des charges, obligation de fournir à quiconque, etc... toutes conditions auxquelles un industriel qui ne tient pas à distribuer la force qu'il produit à d'autres, susceptibles de devenir des concurrents, pourra refuser de souscrire. Le régime même de la concession lui sera fermé.

L'inconvénient pratique, ainsi déduit par l'arrêtiste, de la solution adoptée par le Conseil d'Etat, ne nous paraît pas si grave qu'il veut bien le dire en l'état actuel des progrès de l'électrification en France. En fait, si un industriel se décide à faire les frais d'une ligne passant sur la voie publique pour desservir une installation voisine, c'est que celle-ci ne se trouve pas à une distance bien grande, sinon il lui aurait été moins dispendieux de se brancher sur le réseau d'une concession proche. Dès lors, apparaît bien réduit et très exceptionnel le risque de voir un concurrent demander à bénéficier de la ligne concédée.

En doctrine, on peut se demander dans quelle mesure est fondé le reproche adressé par M. Blavoët au Conseil d'Etat, d'avoir prêté au mot « public » un sens non conforme au vœu du législateur de 1925.

Nous admettons volontiers avec lui que ce n'est pas le nombre qui constitue le « public », l'arrêt Prouvost lui-même le concède, qui déclare que l'alimentation établie avait le caractère d'une distribution publique « nonobstant la circonstance qu'elle n'avait qu'un usager ». Pour faire partie du public, il n'est besoin d'aucune qualité particulière, cette notion

(1) V. D. 1929-3-39.

exclut toute considération de personne ou de conditions subjectives; ce qui caractérise le public c'est l'anonymat, l'impersonnalité. Lorsqu'il s'agit d'une distribution d'énergie dans une commune, pour avoir droit au courant, il suffit de contracter un abonnement et si le cahier des charges ne porte pas d'indication de puissance maximum pour l'ensemble de la distribution, le public ne sera limité en fait que par le nombre d'habitants susceptibles de désirer recevoir l'énergie électrique, mais, en droit, ce public sera indéfini. La Cour de Cassation n'émet pas une opinion différente lorsqu'elle déclare que, pour qu'une distribution revête le caractère de service public, il importe peu qu'en fait une catégorie particulière d'habitants, telle que les industriels, ait actuellement seule trouvé avantage à user de la fourniture assurée par la concession, si, du moins, toute personne demeure investie du droit de la réclamer, par la suite, suivant ses besoins (Cassation, 28 nov. 1923, *Est-Electricité* contre Bardin; B. U. 1924, p. 14). Ainsi, avant même qu'une distribution n'ait un seul client, elle peut revêtir le caractère de distribution au public, si le distributeur a accepté d'être tenu de fournir le courant à *toute personne*.

Mais c'est ici où M. Blavoët, pour son critérium, fait appel à une notion qui nous paraît contestable : en définitive, ce serait l'intention du fabricant d'énergie électrique, intention de distribuer à quiconque, qui entraînerait le caractère « public » de la distribution. Et l'arrêviste de conclure que s'il est prouvé qu'une Société n'a voulu faire bénéficier du courant électrique qu'une seule entreprise, qui est au surplus, sa filiale, la société n'a pu avoir cette intention. Il y a bien une question de personne qui se pose : la distribution avait donc, au cas particulier, contrairement à l'avis du Conseil, le caractère d'une distribution particulière.

Mais, dira-t-on, que devient l'injonction de la loi, refusant ou accordant la permission de voirie, selon les circonstances, si c'est l'intention du distributeur lui-même qu'il faut consulter ? Cette objection n'arrête pas M. Blavoët : outre l'intention du distributeur, il suffit, estime-t-il, de s'attacher à des considérations subjectives, telles que, au cas particulier de l'arrêt Prouvost, les rapports de société filiale à société mère. En effet, les liens particuliers, des intérêts identiques, l'interdépendance en un mot, d'une société filiale et de sa société mère, laissent bien supposer que celle-ci n'a jamais entendu fournir le cou-

rant au premier venu. Bref, il faut justifier d'un intérêt particulier, propre aux seuls intéressés, question de fait laissée à l'appréciation des tribunaux.

Ainsi ramenée à l'appréciation de circonstances de fait, la question de principe n'est pas résolue et les solutions de jurisprudence que nous avons citées prouvent bien que le critérium proposé ne satisfait pas à la notion légale de distribution au « public ». Comment, si ce critérium était exact, le Conseil d'Etat aurait-il pu reconnaître ce caractère à une distribution établie pour des locataires par un propriétaire (Ville de Gap, 15 avril 1910, Dalloz 1912, 3.70). Ces derniers échappent bien à « l'anonymat » du public; ils possédaient une qualité distinctive, celle de locataires, qui, précisément, ne les rendait pas indifférents au distributeur, leur propriétaire. Et de même, les occupants de cités ouvrières n'avaient-ils pas une qualité particulière qui les individualisait, les rapports particuliers qui les unissent à l'usinier ne justifiaient-ils pas une distribution pour eux seuls et ne devaient-ils pas faire présumer que le distributeur, en sollicitant une permission de voirie n'avait songé qu'à assurer leur service ? C'est bien parce qu'ils étaient « ses » ouvriers, que la Société de Knutange entendait assurer leur éclairage. Dans ce dernier cas, mieux encore que dans celui de la filiale des Etablissements Prouvost, le Conseil aurait pu saisir et fait état de rapports étroits, d'une interdépendance, d'un intérêt certain, immédiat et réciproque. Sans doute, l'absence de gratuité de la fourniture, qui se retrouve dans ces différentes espèces, suffirait-elle à expliquer les solutions données par le Conseil d'Etat. Mais dans l'arrêt Knutange, cette considération est apparue comme secondaire, l'arrêt pose en principe, avant toute autre constatation, que des habitants d'une cité ouvrière « font partie du public ».

Qu'est-ce à dire ?

Dans aucun de ses arrêts, — on vient de le voir — le Conseil d'Etat ne s'attache à des considérations, telles que l'intention originaire du distributeur de limiter la fourniture et le caractère plus ou moins étroit des rapports existants entre les personnes intéressées. Plus simplement il se contente de rechercher, conformément au vœu du législateur, si les installations à raccorder sont pour l'usage de la même personne. Et tel est le cas, non seulement lorsqu'il s'agit d'alimenter des ateliers séparés par une voie publique de l'usine de produc-

tion de courant, mais encore, par exemple, le logement de personnes à gages, domestiques, jardiniers, etc..., qui, attachées à la personne et faisant partie de la « maison » du distributeur, doivent être éclairées par leur employeur, aussi bien dans leur logement qu'au lieu de leur travail. Dans ce cas on peut même dire que la notion de personnes distinctes s'efface, il n'y a pas lieu de s'y attacher, c'est le producteur qui est le bénéficiaire pour son service personnel. Bref, pour se prononcer sur la validité d'une permission particulière, il faut d'abord se demander si le bénéficiaire éventuel peut être confondu, économiquement et juridiquement parlant, avec le pétitionnaire.

Le principe que nous énoncions plus haut, à savoir que le « public » peut commencer à l'unité, se trouve ainsi respecté : ce premier usager, dans le cas que nous venons d'envisager, n'existant pas, puisque le bénéficiaire n'est autre, réellement ou par personne interposée, que le producteur de courant lui-même. Et nous sommes d'accord avec M. Blavoët quand il déclare que « ce n'est pas l'usage personnel qui s'oppose à l'usage public, mais l'usage privé qui est beaucoup plus large », ou si l'on veut, non pas l'utilisation, mais le bénéfice personnel.

Dans tous les autres cas, où il n'y a plus bénéfice individuel, direct pour le distributeur, la notion de personne réapparaît. Il y a bien un ou plusieurs usagers, dès lors, une distribution au public. Il en va ainsi pour les occupants de la cité ouvrière qui, hors du chantier ou de l'atelier, retrouvent leur indépendance économique et juridique. Normalement, ces bénéficiaires de la permission de voirie auraient pu attendre de quiconque la fourniture du courant, et ne compter que sur leur propre initiative. L'usiner s'est borné à leur apporter une commodité en électrifiant des lieux qui pouvaient ne pas l'être avant longtemps s'il avait fallu attendre l'installation d'un réseau concessionnaire; mais cette fourniture n'a rien d'essentiel pour le distributeur bénévole, il se peut qu'il n'en tire aucun avantage, il peut n'avoir obéi qu'à des considérations sociales qui n'intéressent pas directement son industrie. Du seul fait que, au moment où ils usent de la distribution, les bénéficiaires sont des personnes juridiquement indépendantes, bien que « en rapport » avec le distributeur au cours de leur vie professionnelle, on peut considérer que la distribution s'adresse à un « public ».

En dehors même de l'intérêt qu'elle présente pour la solution des conflits qui peuvent s'élever entre simples permissionnaires et distributeurs concessionnaires, détenteurs d'un privilège — cette notion d'« usagers d'une distribution publique » méritait d'être précisée : elle seule décidera, le cas échéant, de la recevabilité d'un recours pour excès de pouvoir exercé par un bénéficiaire d'une distribution électrique contre le refus opposé par le distributeur, d'assurer les prestations du service ¹.

(1) Voir Laroque, page 90 et l'arrêt cité, Conseil d'Etat, 15 novembre 1907, Poirier, page 820, avec les conclusions de M. Teissier.

TITRE II

Le Contrat de Distribution

OBSERVATIONS PRELIMINAIRES

Avant d'examiner la nature de ce contrat, sa forme et les différentes stipulations qu'il renferme, rappelons que c'est essentiellement le contrat de distribution pour une fourniture d'électricité que nous voulons étudier. Le contrat pour la fourniture du gaz n'obéit pas, en effet, aux mêmes sujétions administratives. Cependant, s'il demeure libre dans sa formation, en fait, il n'en est pas moins dans la plus grande mesure, identique dans ses dispositions, au contrat de fourniture d'électricité. Nous ne ferions donc que nous exposer à des redites si nous voulions en reprendre entièrement l'examen.

En second lieu, nous croyons avoir expliqué suffisamment au titre précédent, que les divers régimes d'exploitation du service public de la distribution d'électricité ne comportent pas, dans les rapports entre usagers et distributeurs, l'application de règles essentiellement différentes.

Si l'usager est toujours le même, juridiquement parlant, il a en face de lui, comme co-contractant, tantôt un simple commerçant dans la personne d'un permissionnaire, tantôt, dans celle du concessionnaire, un individu qui joint à la qualité de commerçant, celle de gérant, donc de représentant d'un service public; tantôt, enfin, c'est la personne publique elle-même qui, exploitant directement le service, entre en rapport avec les usagers.

Sans doute, de ce fait, les règles qui astreignent les distributeurs à traiter avec l'usager sont-elles plus ou moins strictes. Pour le concessionnaire, il n'y a pas liberté absolue de contracter en ce sens qu'il a, une fois pour toutes, en signant son contrat de concession, consenti à l'avance à ne pas refuser de traiter avec quiconque, dans la mesure où l'usager accepte les conditions prévues au modèle-type de police. Son acte de volonté est antérieur à la formation des contrats particuliers qui viendront s'imposer à lui en quelque sorte. A plus forte raison, en est-il de même pour l'exploitation en régie, et nous

avons vu que le régime établi par la loi de 1925 pour les permissions de voirie ne laisse pas aux permissionnaires eux-mêmes, une liberté de contracter absolue.

Mais, en définitive, le contrat — la police — passé avec l'usager sera soumis à un moule à peu près identique dont le type le plus achevé nous est offert par les contrats passés entre usagers et concessionnaire. C'est dans le cadre de la concession que la réglementation des rapports entre distributeurs et usagers présente le plus d'intérêt, aussi bien, est-ce dans ce cadre que nous allons poursuivre cette étude.

CHAPITRE PREMIER

NATURE JURIDIQUE DU CONTRAT DE FOURNITURE

Le contrat de fourniture d'électricité est une convention par laquelle un producteur d'énergie électrique cède une certaine quantité d'électricité, par lui fabriquée, moyennant un prix déterminé. Dans quelle catégorie des contrats de droit civil peut-on classer cette convention ?

Si l'on a toujours admis que la convention de fourniture du gaz constituait une vente, certains se sont refusés à reconnaître le même caractère à la fourniture de courant électrique : l'électricité, dit-on, n'est pas consommée, au sens physique du mot, par l'usage qu'on en fait, comme il en est du gaz : celui qui use de l'électricité se contente de la restituer. Cependant, l'énergie n'est pas restituée au distributeur : le contrat de cette fourniture ne peut donc être considéré comme un contrat de louage de chose.

On a été tenté, avec plus de raison, d'y voir un louage d'industrie de l'art. 1779 du code civil. Cet article distingue trois espèces principales de louage d'ouvrage et d'industrie. Après avoir énuméré le louage de service et les transports de voituriers, il cite le louage « des entrepreneurs d'ouvrages par suite de devis ou marchés ». A cette dernière « espèce principale », ne peut-on rattacher la fourniture d'énergie électrique ?

Sans doute, celle-ci comporte-t-elle l'abandon à l'usager d'un bien qui entre dans son patrimoine, mais le marché passé n'a pas trait à la confection même de ce bien, simplement aux conditions de sa cession et de sa livraison. Si, en fait, les actes de fabrication et de cession se confondent presque dans le temps, au point que la seconde commande la première étroitement, il y a là cependant deux stades distincts, pourrait-on dire, dans la vie de l'énergie électrique : un instant de raison les sépare, alors que dans le louage d'industrie le bien est acquis immédiatement, au fur et à mesure qu'il prend forme,

au « locateur ». Au reste, l'énergie électrique pourrait être livrée sans l'aide d'un réseau sous une forme discontinue, par accumulateurs (comme il en est de l'air comprimé, de l'oxygène, du gaz butane); or, en ce cas on n'hésiterait pas à reconnaître qu'il y a bien vente. La forme sous laquelle est réalisée la fourniture, ne peut influencer sur la nature juridique du contrat qui intervient : c'est essentiellement une vente.

D'importances conséquences pratiques en dérivent.

Un abonnement à la fourniture du courant ne pourrait être résilié par la volonté unilatérale de l'utilisateur, comme le maître peut résilier, par sa simple volonté, le marché à forfait quoique l'ouvrage soit déjà commencé, par application de l'art. 1794 du Code civil.

Par ailleurs, le contrat de fourniture donnerait lieu, le jour où il figurerait dans un acte public, à la perception de droits proportionnels d'enregistrement des ventes mobilières et non aux droits de marchés de fournitures (Grenoble, 9 nov. 1921, Rev. des conc. 1925, p. 57).

Le contrat qui intervient entre le distributeur et l'utilisateur est donc une vente, contrat synallagmatique, soumis pour sa rédaction aux règles de l'art. 1325 du Code civil.

Les principes de droit privé qui s'appliquent aux contrats de cette sorte doivent donc, ici encore, être respectés. S'il est vrai que la fourniture d'énergie électrique par un service public est soumise à certaines injonctions des règlements administratifs auxquels les parties ne peuvent déroger, cette circonstance est du moins sans influence sur le jeu normal, habituel des principes qui gouvernent les contrats de droit privé et auxquels, pour l'application de leur contrat de pur droit privé, distributeurs et usagers demeurent soumis dans leurs rapports propres. (V. Cas. civ., 14 avril 1885, S. 86.1.63 — C. E., 14 nov. 1924, S. 1926.3.46 Cas. req. 26 nov. 1924, DH. 1924, p. 713).

Accessoirement, le contrat de fourniture de courant a trait, en outre, à l'installation de branchements, d'appareils de contrôle, etc... dispositions qui ont le caractère de contrat de vente ou de louage, selon les cas, et auxquels les règles de droit privé avec les distinctions nécessaires, s'appliqueront également.

CHAPITRE II

L'INSTRUMENTUM : LA POLICE

SECTION I. — La Police-Type.

Le contrat de fourniture se matérialise dans un acte sous seings privés, la police d'abonnement, qui règle les modalités de la distribution, particulières à l'usager.

A vrai dire, la police contient d'autres clauses, celles-là essentielles et immuables, qui résultent directement des injonctions du cahier des charges; elles seront les mêmes pour tous les usagers (ou du moins pour ceux d'une même catégorie), elles se retrouveront dans chaque contrat particulier. Prévoient une réglementation propre aux rapports qui vont s'établir entre le distributeur et l'usager, les articles suivants du cahier des charges : art. 11 : tarif maximum; art. 13 : obligation de consentir des abonnements; art. 14 : obligation d'étendre le réseau; art. 15 : frais d'installation à la charge du propriétaire; art. 16 et 17 : compteur; art. 18 : polices; art. 19 : surveillance. Pour la rédaction des polices individuelles, les parties trouvent donc des éléments précieux et fondamentaux dans les clauses mêmes de l'acte administratif, le cahier des charges. La police se réfère ainsi automatiquement à certaines conditions générales du cahier des charges. Ces dispositions qui intéressent plus particulièrement l'exploitation de la concession, s'imposent, en effet, avec la force d'un règlement puisque le cahier n'est qu'une reproduction particulière du cahier-type édicté par le décret du 17 janv. 1928 ou l'un des décrets qui l'ont précédé, en exécution de l'art. 6 de la loi du 15 juin 1906. Si ces obligations comportent des éléments de durée, de prix, on conçoit que la police ne puisse obliger que de la même manière et dans la même mesure. Mais pour que les parties soient liées dans les conditions du cahier des charges, faut-il nécessairement qu'il y ait eu rédaction et signa-

ture d'une police ? Et si seule la police peut emporter une telle conséquence, le concessionnaire peut-il contraindre ceux qui veulent du courant à signer une police ? Telles sont les deux questions essentielles que postule cette constatation et auxquelles nous répondrons au cours de ce chapitre.

Plus spécialement, l'abonnement se trouve réglementé par le modèle de police annexé au cahier des charges qui, tout en reproduisant ses dispositions essentielles, précise les conditions particulières du service de l'abonné, simplement ébauchées par le cahier des charges. C'est, en quelque sorte, un extrait de celui-ci à l'usage de l'abonné donnant aux injonctions du cahier des charges une application pratique, complété, assorti de dispositions inédites particulières aux relations entre abonnés et concessionnaires. En un mot, les polices-type ont pour objet de régler, dans la limite des clauses de principe insérées au cahier des charges, les détails d'application de ces clauses dans chaque cas d'espèce. Aussi bien, l'art. 18 du cahier des charges-type, dont les dispositions sont obligatoirement reproduites dans tout cahier particulier, décide-t-il que les polices d'abonnement doivent être conformes au modèle, arrêté d'accord entre le concessionnaire et l'autorité concédante.

La police ainsi établie, calquée sur le modèle-type, constitue une garantie à la fois pour le distributeur et pour l'usager. Pour le premier, par exemple, en assurant l'équivalence des charges entre concessionnaires concurrents dans une même commune; en coupant court aux réclamations plus ou moins fondées d'usagers toujours tentés de se croire lésés par une exploitation disposant d'un monopole. Elle n'est pas moins utile aux abonnés : elle constitue la seule pièce qu'ils aient entre les mains pour la défense de leurs intérêts et sa rédaction présente une importance d'autant plus grande que le public est en droit, à raison des formalités administratives qui précèdent l'octroi de la concession, de voir en cette police un acte vérifié et approuvé dans tous ses détails par l'autorité concédante.

Etablissement de la Police-Type.

D'où, pour son établissement, des règles spéciales. Et d'abord, l'intervention du représentant naturel des usagers, le maire (et, en cas de concession par un syndicat de communes, le Président de ce syndicat), qui vont agir comme représen-

tants de leurs administrés. La police-type sera arrêtée d'accord entre le concessionnaire et ce représentant, lequel ne pourra refuser son adhésion au modèle proposé par le concessionnaire si ce modèle ne contient aucune clause contraire au cahier des charges (voir ce principe déjà formulé dans un arrêt du Conseil d'Etat du 15 janv. 1868 au Recueil p. 21). Le rôle du maire est, en effet, de contrôler la conformité de la police-type avec le cahier des charges, sans plus, et ne va pas jusqu'à pouvoir subordonner l'accord à l'insertion de dispositions qui n'en seraient pas directement la conséquence nécessaire.

Les concessions accordées par l'Etat comportent également l'établissement de polices-types : les ingénieurs en chef du contrôle ont, dans leurs attributions, d'en arrêter le modèle pour les concessions de leur circonscription. (Circul. du 1^{er} juil. 1912).

Le maire doit avoir été autorisé par le Conseil Municipal : le défaut d'autorisation serait susceptible d'entraîner l'annulation du modèle de police.

Le Préfet doit approuver l'ensemble du cahier des charges et de la police annexée. Une circulaire du 1^{er} juin 1913 a rappelé aux Préfets qu'ils devaient veiller à la stricte concordance de la police avec le cahier des charges. Le Préfet peut ainsi jouer un rôle utile. On a considéré comme licite la condition, imposée par un Préfet, lors de son approbation de la police-type, à annexer à un traité de concession antérieur à la loi du 15 juin 1906, de mettre la clause de cette police relative à la tarification de l'éclairage privé, en harmonie avec l'art. 11 du cahier des charges-type alors en vigueur (Cons. de Préfecture de l'Orne, 26 déc. 1923 : B. U. 1924, p. 23).

L'abonné et le concessionnaire peuvent, chacun de leur côté, agir en justice, l'un devant le Tribunal Civil, l'autre devant le Conseil de Préfecture, pour obtenir la rédaction d'un modèle de police régulier.

Des modifications peuvent être apportées au modèle de police en cours de concession : « A défaut d'accord entre la municipalité et le concessionnaire, il sera statué par le Ministre des Travaux Publics, après avis du Comité d'Electricité ». (Art. 18 du cahier des charges-type, clause facultative). Cette disposition s'explique par l'importance des répercussions des modifications possibles sur les polices en cours, répercussions dont la crainte, surtout lorsqu'il s'agit d'un relève-

ment de prix, pourrait paralyser des négociations dont l'aboutissement est pourtant indispensable dans l'intérêt du service. Le Ministre sera appelé à jouer un rôle d'arbitre.

L'abonné lui-même ne pourrait pas demander directement aux Tribunaux administratifs de prononcer la nullité et de modifier le modèle de police d'abonnement, motif pris, par exemple, de ce qu'une disposition du modèle est en contradiction avec un article du Cahier des Charges, ou de ce que le modèle a été arrêté en violation du même Cahier des Charges par le maire non autorisé à cet effet par le Conseil municipal. C'est en ce sens que s'est prononcé le Conseil de Préfecture de Versailles qui rappelle : « qu'il n'appartient pas à un Tribunal administratif, à défaut de tout renvoi judiciaire, de donner une interprétation d'un traité de concession ou de ses annexes, quand cette interprétation lui est demandée directement par un particulier (25 avril 1927, B. U. 1928, p. 94).

Nous examinerons plus loin, avec les conséquences de la souscription à une police, la portée des répercussions que peuvent avoir les modifications apportées à la police-type, sur les polices en cours.

SECTION II. — Refus de l'abonné de signer une police.

Sanction.

Si, à une époque déjà éloignée, les distributeurs pouvaient fournir du courant, provisoirement ou même de façon durable, sans que l'usager eut signé une police, les cahiers des charges-types actuels font une obligation aux usagers, ainsi qu'il a été dit plus haut, de souscrire des contrats d'abonnement conformes aux polices-types régulièrement approuvées, annexées au cahier des charges de la concession, si telle est l'exigence du distributeur.

Cependant, il peut arriver qu'un distributeur fournisse provisoirement le courant à un usager avant que celui-ci n'ait signé la police. Si, par la suite, sous prétexte que certaines clauses ne lui conviennent pas, celui-ci s'y refusait, le distributeur serait en droit de couper le courant car, par suite du refus de l'usager, de signer la police sans laquelle il ne lui est dû aucune fourniture, *il n'y a pas de contrat* dont ledit usager puisse se prévaloir pour exiger la continuation du service : l'accord des

parties, essentiel à la formation du contrat, ne peut se produire que dans le cadre des obligations légales : le concessionnaire ne peut être considéré comme ayant eu l'intention de desservir l'usager autrement que moyennant la signature d'une police exigée par l'art. 18 précité : aucun contrat, d'une durée quelconque, n'a pu s'établir sur la base d'une fourniture sans police. C'est en ce sens que se sont prononcées les Cours de Nancy, 19 déc. 1927 (B. U. 1928, p. 7) et de Amiens 26 fév. 1931 (B. U. 1931, p. 11), qui ont admis que le juge des référés¹, dans de tels cas « où la question se ramenait au seul point de savoir s'il existait en fait entre la société et l'abonné un contrat régulier d'abonnement », était compétent en cas de négative pour ordonner la cessation de la fourniture. Encore faut-il que le refus de signer une police ne fasse pas de doute, que le distributeur rapporte la preuve que la police a été effectivement présentée à la signature de l'abonné (ce qui pourra résulter de la présentation de la police par huissier avec mise en demeure).

En pareil cas, où le consommateur a pu bénéficier de la distribution parce que le distributeur avait consenti à donner provisoirement du courant sur la promesse de l'usager de régulariser sans délai la situation, par la signature de la police, donc en dehors de tout accord définitif, écrit ou verbal, où il n'y a donc pas contrat, le distributeur qui n'est tenu à aucune obligation de fournir le courant, peut interrompre la fourniture, *même sans avertissement*. Le concessionnaire ne peut être tenu de donner un avertissement, qu'à l'égard des abonnés liés avec lui par un contrat; la brusque suspension de courant ne peut donner lieu à aucune indemnité. (Voir en ce sens Cour de Nancy, 19 déc. 1927, Rev. C. 1928, p. 112; B. U. 1928, p. 7).

A défaut de signature d'une police, les stipulations inscrites dans une lettre seraient suffisantes pour prouver l'existence d'une convention. Ainsi en a décidé la Cour de Cassation dans un arrêt du 14 fév. 1927 (Gaz. des Trib., 9 mars 1927 et R. C. 1927, p. 112). Aux termes de l'art. 1108 du Code civil, une convention ne peut exister que si le consentement a été formellement constaté; de plus, quand il s'agit d'une promesse de vente, il faut le consentement réciproque des deux parties

(1) Voir ci-dessous, Titre III, p. 152 et s.

(art. 1591 du C. civ.) à moins qu'il soit laissé à l'arbitrage d'un tiers (art. 1592).

Or, si le prix d'une vente doit être déterminé par les parties, il n'est pas nécessaire que le montant en soit fixé dès le principe, d'une manière absolue, et les éléments de la convention et de la vente se rencontrent suffisamment quand il résulte d'une lettre écrite par le fournisseur qu'un prix est fixé pour le kilowatt-heure pendant la période d'essai, et, qu'après cette période, le prix, bien qu'à débattre, ne pourra dépasser 15 centimes le k.-w.-heure, que le minimum mensuel sera de tant, qu'enfin la durée de la fourniture sera de X années à partir du jour où le courant sera mis à la disposition du consommateur, période qui sera renouvelable par tacite reconduction. Il faut d'abord retenir de cette décision qu'il suffit, pour la formation du contrat, que le prix puisse être déterminé par voie de relation avec des éléments qui ne dépendent plus de la volonté de l'une ou de l'autre des parties; ensuite, qu'en pareil cas, le prix de vente doit être considéré comme suffisamment déterminé entre les parties (conformément à l'art. 1591 du C. civ.), même pour la période de marche normale, puisque le prix à débattre ne pouvait priver le distributeur du maximum convenu que s'il y consentait. Le contrat, constituant une vente parfaite, le distributeur était dans l'obligation de fournir dans le délai fixé.

Un changement de local par l'usager peut-il nécessiter la signature d'une nouvelle police ?

Un abonné, titulaire d'une police, et qui change de local, ne pourrait, à défaut de signature d'une nouvelle police, contraindre le distributeur à continuer la fourniture du courant dans le nouveau local aux conditions de l'ancienne police, si, du moins, cette police avait été établie en considération du local auquel le courant était fourni et non de la personne de l'abonné. C'est ainsi que la Cour de Toulouse, dans un arrêt du 1^{er} mai 1926 (R. C. 1926, p. 203, B. U. 1926, p. 63), déclare que les obligations suivantes de la police établissaient suffisamment ce caractère de l'abonnement : 1° la nécessité de fournir l'autorisation du propriétaire; 2° l'obligation pour l'abonné de payer le prix total de l'installation du branchement; 3° l'interdiction de modifier l'installation; 4° enfin, l'obligation imposée à l'abonné, au cas de cession de son droit au

bail du local éclairé, d'imposer à son cessionnaire la continuation de la police aux mêmes conditions.

Par contre, si une police stipule qu'en cas de cession de fonds de commerce ou de droit au bail, l'usager devra imposer à son cessionnaire la continuation du contrat tout en restant personnellement responsable de son exécution, et que si cet usager, sans céder son fonds, le transfère du moins dans d'autres locaux, la société devra assurer l'exécution du contrat, fait en considération du commerce exploité, dans les nouveaux locaux, sans pouvoir exiger de l'usager la signature d'une nouvelle police. De son côté, l'usager ne pourrait résilier sans dommages-intérêts le contrat ainsi passé (C. A. Grenoble, 18 mars 1927, B. U. 1927, p. 138). L'abonné ne saurait se soustraire à l'exécution de son contrat, par la vente de son fonds de commerce, lorsqu'il a pris, dans la police, l'engagement d'obliger son cessionnaire à continuer l'exécution du traité : s'il a négligé d'imposer cette obligation à celui-ci, il est néanmoins tenu de procurer à la Compagnie, le bénéfice pouvant résulter pour elle de l'exécution du contrat (Paris, 8 juin 1899, Dalloz 1899.2.477).

La substitution d'un abonnement au compteur à un abonnement à forfait autoriserait le distributeur à exiger la signature d'une nouvelle police (ou d'une police si le contrat original était une convention tacite de durée indéterminée). Les conditions de ces deux systèmes d'abonnement reposent sur des bases absolument différentes et la substitution d'un système à l'autre ne pouvant être considérée comme une simple modification du contrat en cours, mais nécessitant, au contraire, un nouvel accord de volonté des parties sur toutes les conditions essentielles qui se trouvent de ce fait altérées. Le concessionnaire qui a pu, à bon droit, supprimer le courant, ne saurait être tenu de le rétablir qu'à la condition pour l'abonné de se conformer aux stipulations de la nouvelle police à intervenir (Besançon, 6 juin 1913, R. C. 1928, p. 118).

SECTION III. — Fourniture d'électricité sans police.

Nous avons vu dans un paragraphe précédent que le distributeur concessionnaire était exonéré de son obligation de four-

nir le courant si le consommateur se refusait à signer une police. L'article 18 du cahier des charges-type prévoit, en effet, formellement, que « les contrats pour la fourniture de l'énergie seront établis sous la forme de polices d'abonnement ».

Mais cette disposition interdit-elle au concessionnaire lui-même de consentir toute fourniture de courant sans la passation d'une police ? On pourrait le croire à la lecture de ce texte dont les prescriptions sont, par la volonté du législateur, des émanations de la loi elle-même, les cahiers des charges constituant, édictés qu'il sont par décret, de véritables annexes de la loi. Le fait que, une fois incorporée sous une forme contractuelle à l'acte de concession passé entre le distributeur et l'autorité concédante, la disposition du cahier des charges-type perd son caractère de disposition légale pour devenir disposition contractuelle (voir arrêt du Conseil d'Etat du 26 janv. 1923), ne peut faire oublier que le vœu de la loi est que les prescriptions du cahier des charges-type soient fidèlement transcrites dans les stipulations d'ordre contractuel à intervenir, en sorte que les cahiers des charges, reproduisant cette règle de la constatation de l'abonnement par une police, la fourniture sans police ne devrait pas, en principe, exister sous le régime de la loi du 15 juin 1906 et du cahier des charges-type.

Mais cette prescription n'est pas d'ordre public; le concessionnaire peut donc y déroger, d'autant plus que cette disposition n'est imposée par le cahier des charges que dans l'intérêt financier du concessionnaire. C'est là une application du principe, exprimé dans un chapitre précédent, à savoir qu'il y avait lieu de distinguer dans un contrat de concession des dispositions de nature différente, les unes édictées dans l'intérêt du service et de l'ensemble des usagers, les autres dans l'intérêt propre du distributeur.

De fait, il est fréquent que des distributeurs accordent le courant électrique de façon durable et régulière à des consommateurs en dehors de toute signature d'une police, soit qu'ils aient renoncé à régulariser cette situation, soit qu'ils y aient délibérément consenti, soit encore qu'ils aient été maintenus provisoirement à la tête de la distribution après l'expiration de la concession et, partant, des contrats particuliers auxquels elle avait donné naissance.

Notons tout de suite que ce cas de fourniture sans police est différent de celui auquel il a été fait allusion précédem-

ment, et tel que les tribunaux ont pu considérer que le contrat n'avait pu se former, le concessionnaire n'ayant jamais entendu fournir que sous la condition pour l'usager de régulariser, par la signature d'une police, une situation purement provisoire et, pourrait-on dire, de bienveillance. Ici, au contraire, la situation de droit est différente : il y a bien un contrat tacite : d'une part, l'offre durable de courant par la Compagnie, d'autre part, la consommation suivie de ce courant par le particulier constituant la manifestation non équivoque d'acceptation de cette offre, équivalant à la signature d'une police (C. Cassation, 20 février 1923, Sirey 1923.1.193). Les parties sont liées par un accord tacite, dont les conditions de prix se trouvent déterminées dans des quittances mensuelles délivrées par le distributeur. Il y a bien accord, contrat successif, pour une durée indéterminée¹, soumis aux principes de l'article 1780 du Code Civil; chaque partie pourra le dénoncer quand elle l'entendra, à condition de respecter des délais normaux de dénonciation.

Dans quelle mesure les dispositions du Cahier des Charges seront-elles applicables aux fournitures faites sans police ?

Si l'on s'en tenait aux termes de l'arrêt de la Cour de Cassation du 20 février 1923 précité, il faudrait répondre : dans la seule mesure où l'usager — à défaut de signature de police — s'est livré à une « manifestation non équivoque d'une acceptation emportant son adhésion » à l'exécution de telle clause que son marché autorise son concessionnaire à imposer aux usagers. En effet, dit cet arrêt, les stipulations du traité de concession d'un service public, tel que la distribution du courant électrique ne lient point les particuliers habitant la commune, lesquels ne sont ni partie ni représentés à ce traité. A vrai dire, cette explication est insuffisante dans sa généralité. Que « les particuliers habitant la commune » restés à l'écart des négociations et du traité de concession ne se trouvent

(1) Vainement, une société prétendrait invoquer l'inexistence du contrat, à défaut de signature d'une police malgré divers pourparlers et une sommation adressée à un abonné, lequel a assigné la société distributrice en rétablissement de courant coupé, à défaut d'être parvenu à un accord sur la signature d'une police et sur le remplacement de moteur nécessité par la substitution du courant triphasé au courant continu. Le juge des référés, saisi de ce différend déclare : qu'il n'en est pas moins vrai que ce contrat a existé et s'est poursuivi par tacite reconduction, et que c'est justement à l'occasion de la modification de cet ancien contrat que le conflit est né. Le juge a, en conséquence, ordonné le rétablissement du courant et renvoyé l'abonné à se pourvoir afin de régler le litige au fond (Dax, 5 mai 1924, R. C. 1924, p. 257).

pas « liés », soit, mais il faudrait ajouter : tant qu'ils ne contractent pas avec le service de distribution créé. Du jour où ils obtiennent d'user de ce service public ils ne peuvent le faire que dans la mesure où l'autre contractant ne se heurte pas à une réglementation particulière de son cahier des charges et à laquelle il ne peut déroger. Le service du gaz ou de l'électricité aux habitants d'une ville ne constitue pas une industrie ordinaire et l'habitant qui utilise un tel service ne peut être assimilé à l'acheteur d'une marchandise quelconque : il la reçoit par le moyen de canalisations qui empruntent le domaine public, lequel n'est libre que pour la circulation publique, et encore moyennant l'observation d'un règlement relatif à cette circulation, mais ne peut être utilisé pour la pose de tuyaux ou de fils électriques que moyennant une permission de voirie spéciale ou une concession. En réalité, le cahier des charges de la concession, dans la partie de ses stipulations concernant le service des particuliers, est destiné à réglementer administrativement les rapports entre le concessionnaire et les abonnés; et, si le concessionnaire est obligé de le subir comme condition de l'autorisation qui lui est donnée de poser des canalisations à demeure dans les voies publiques, il a le droit d'exiger réciproquement de l'habitant qui n'a aucun droit personnellement, de recevoir du gaz ou de l'électricité à domicile par des moyens utilisant le domaine public, l'engagement de s'y soumettre également en ce qui concerne les obligations du consommateur vis-à-vis du concessionnaire. (Sirey, Bull. des Usines, juin 1923). Ce sont ces clauses d'une réglementation particulière qui s'imposent, aussi bien implicitement à l'usager libre qu'au signataire d'une police conforme. Toute la question revient donc à rechercher quelles sont ces clauses auxquelles il ne peut être dérogé. Ce sont celles qui intéressent, non le commerçant, mais le service public.

Ainsi, en dehors même de l'existence d'une police particulière, les rapports du consommateur et du distributeur seront régis par le traité passé entre ce dernier et l'autorité concédante, du moins pour l'observation de certaines clauses relatives à la protection du service public lui-même. C'est en se fondant sur cette distinction que la Cour de Grenoble a pu valider un contrat tacite qui allait contre une disposition du cahier des Charges qui ne prévoyait que la fourniture « à forfait ». En l'espèce, l'abonné était desservi « au compteur ».

La Cour de Grenoble a estimé que cette disposition existait dans l'intérêt, non du service, mais du concessionnaire, que celui-ci avait donc pu y renoncer. C'est ainsi encore que, si le concessionnaire est tenu, aux termes du cahier des charges, de prendre toutes mesures pour que l'éclairage ne soit pas troublé par le fonctionnement de moteurs, il est en droit d'imposer à un consommateur sans police et à forfait, l'installation d'un interrupteur horaire qui lui donnera, pendant un certain temps et suivant un horaire qu'il fixera, le courant auquel il a droit d'après le forfait appliqué (Tribunal de commerce de Chambéry, 10 juin 1927, R. C. 1928, p. 69).

De même, si le Cahier des Charges ne prévoit pas l'éclairage de jour, lequel n'a cessé depuis la concession de faire, avec les usagers, l'objet de conventions de droit commun librement débattues mais soumises à un minimum de consommation figurant dans une police-type, le concessionnaire est en droit d'imposer au consommateur sans police ce minimum de consommation et, en cas de refus, de couper le courant fourni de jour provisoirement pendant les pourparlers. (C. A. Grenoble, 20 avril 1925; B. U. 1925, p. 67).

Par contre, le consommateur qui a toujours refusé de se soumettre aux conditions des polices se trouve, par là même, sans qualité pour invoquer contre la société concessionnaire les dispositions de ce traité et pour réclamer en justice le rétablissement du courant qui lui a été supprimé, après un préavis de 5 jours, pour refus de paiement du montant intégral des factures. L'arrêt de la Cour de Caen du 1^{er} juin 1910 (R. C. 1912, p. 228), qui en a décidé ainsi, ajoute que les juges peuvent prescrire que la Société ne sera tenue de rétablir le courant qu'à la condition, pour le consommateur de se conformer aux stipulations de la police à intervenir entre la société et lui.

Le concessionnaire peut toujours, quand bon lui semble, mettre fin à la fourniture d'électricité, à la condition toutefois de prévenir le consommateur à l'avance. « Le contrat verbal pour l'éclairage électrique au compteur constitue une vente de courant sans durée déterminée; les contrats de cette nature peuvent toujours prendre fin par la volonté de l'un des contractants signifiée avec un délai de préavis suffisant. C'est là une règle de droit commun qui se trouve renforcée par les dispositions du Cahier des Charges qui n'oblige le concessionnaire à fournir le courant qu'au consommateur qui accepte de

signer une police conforme au modèle annexé. (Trib. de com. de Poitiers, 24 mai 1927; R. C. 1928, p. 62).

An reste, le respect d'un délai de préavis vaut aussi bien pour le consommateur que pour le distributeur : celui-là ne pourrait dénoncer le contrat, par exemple en refusant brusquement de payer le prix convenu sous prétexte qu'il est trop élevé, sans en prévenir en temps utile le concessionnaire. Il y aurait en ce cas rupture de l'accord tacite sans délai-congé raisonnable, aussi répréhensible que le serait la brusque suppression de courant par le concessionnaire pour contraindre l'abonné à accepter une augmentation de prix. Du coup, le concessionnaire serait en droit de dénoncer l'abonnement sans police et de couper le courant : le juge des référés, saisi d'une demande en rétablissement de courant par l'usager, ne pourrait, devant la dénonciation du contrat, que renvoyer au principal. Le tribunal d'Argentan (25 juin 1924, B. U. 1925, p. 172) a appliqué ces principes dans une espèce où l'usager, qui demandait le rétablissement du courant, invoquait pour justifier son attitude, une délibération du Conseil municipal qui aurait impliqué une diminution du prix de l'hectowatt. Le tribunal a retenu le caractère particulier de l'accord tacite intervenu entre les parties sur le prix de la fourniture et reproché à l'abonné d'avoir rompu le premier le contrat intervenu. En conséquence, le tribunal a reconnu au concessionnaire le droit de maintenir la suspension de la fourniture jusqu'à ce que l'abonné ait souscrit la police que lui présentait à signer, la société, police conforme à la police-type annexée au Cahier des Charges.

Enfin dans quel délai doit intervenir la dénonciation du contrat tacite ? A défaut d'usage contraire, les Tribunaux ont admis qu'un délai d'avertissement de un mois constituait un préavis suffisant lorsque le prix de la fourniture était réclamé à la fin de chaque mois (voir deux arrêts de la Cour d'Appel de Grenoble du 31 janv. 1922).

Quelle sera l'influence d'un avenant portant relèvement du tarif, fixé par le Cahier des Charges, sur un abonnement sans police ?

On a soutenu que le relèvement de tarif devait s'appliquer au cas où l'abonné sans police payait du moins le tarif maximum prévu au Cahier des Charges : l'acceptation du tarif maximum par le paiement constaté par les quittances d'abon-

nement paraissant constituer une adhésion suffisante au tarif fixé par le Cahier des Charges, et, par conséquent, à son relèvement prescrit par les Pouvoirs Publics. L'abonné sans police, fait-on remarquer, est, sans conteste, « un usager », or, à plusieurs reprises, la Cour de Cassation a décidé qu'en principe toutes les augmentations de tarifs prescrites par les Pouvoirs Publics étaient applicables « à tous » les usagers. Pourtant, la Cour de Cass., dans son arrêt précité du 20 fév. 1923, a considéré comme non soumis au cahier des charges un abonnement sans police; (il s'agissait, il est vrai, en l'espèce, d'un minimum de consommation jugé inapplicable faute de trouver dans les faits de la cause une manifestation non équivoque de l'acceptation de cette obligation).

En tout état de cause, il résulte des explications données plus haut, que le caractère de contrat tacite à durée indéterminée de l'abonnement sans police, autorise le concessionnaire à le dénoncer quand il le veut, avec préavis, en sorte qu'il lui sera toujours loisible d'appliquer à n'importe quelle fourniture sans police une majoration des tarifs.

Durée du contrat sans police.

La détermination d'une durée précise n'est pas une condition substantielle et le contrat existe et oblige les parties tout aussi bien lorsque sa durée n'a pas été fixée. En pareil cas, chaque partie a la faculté de faire cesser le contrat en avertissant l'autre dans un délai qui est apprécié d'après l'usage des lieux ou les circonstances de l'espèce.

Cette dénonciation n'a rien de commun avec la condition résolutoire de l'article 1184, sous-entendue dans les contrats synallagmatiques; elle n'est que l'exercice du droit que les parties se sont réservées à elles-mêmes en ne fixant pas la durée de leur contrat.

La Cour de Grenoble a fait application de ces principes dans une espèce où un consommateur se prévalait des clauses des polices souscrites par les abonnés et spécialement celles qui fixaient à cinq ans la durée du contrat stipulant que, cette période expirée, la police se continuait par tacite reconduction d'année en année tant qu'elle n'était pas dénoncée par l'une des parties trois mois avant l'expiration de la période en cours. Ce consommateur fondait sa prétention sur la thèse de la pollicitation en soutenant que la Société ayant porté à

la connaissance du public les conditions générales inscrites dans ces polices, avait par là même offert à tous l'abonnement, avec ou sans police, aux prix indiqués et pour la durée qui y était fixée. Le fait que, ajoutait-il, l'éclairage avait été installé chez lui à ces mêmes prix, payables aux époques indiquées dans les polices, avait rendu manifeste son intention d'accepter l'offre faite par la Société : en conséquence, le contrat d'abonnement s'était formé sur toutes les bases inscrites aux polices et, notamment, avec la durée fixée par celles-ci.

A cette argumentation, l'arrêt de Grenoble répond que, même si l'on admettait la réalité de la prétendue publicité, la Société distributrice n'avait pu offrir au public que l'abonnement par souscription de police et non par conventions verbales. L'on ne peut supposer qu'elle ait eu l'intention de se lier envers ses abonnés d'une autre manière que celle dont ceux-ci seraient liés envers elle; qu'elle n'ignorait pas qu'en sa qualité de commerçante elle était exposée à voir prouver contre elle, par témoins ou présomptions, ses engagements allégués, alors qu'elle-même ne pourrait prouver que par les modes plus étroits et plus rigoureux du Code civil, contre la plupart de ces soi-disant abonnés (qui, en contractant avec elle, ne faisaient pas acte de commerçants), les engagements qu'ils auraient pris, et, spécialement, la durée de ces engagements. Dès lors le consommateur, qui n'a pas accepté la pollicitation prétendue, telle qu'elle était faite, n'est lié que par un contrat verbal sans durée déterminée. En l'espèce, la fourniture étant payée à la fin de chaque mois, la Cour a estimé que vu ce mode d'exécution, un avertissement de dénonciation, donné au cours du mois précédent, était suffisant (Grenoble, 31 janvier 1922, La loi, 17 mars 1922).

SECTION IV. — Fourniture de courant aux termes d'une police.

Lorsque l'abonné a signé une police, il se trouve lié non seulement par les clauses de celle-ci, mais encore par le Cahier des Charges auquel elle se réfère : il exprime ainsi son adhésion au Cahier, il le ratifie.

C'est ici où se manifeste plus particulièrement l'ingérence, dans un contrat de droit privé, des sujétions de droit public. Cette dépendance de la police, acte privé, d'un acte adminis-

tratif auquel l'abonné n'a pas été partie, à une portée considérable. Le jour où l'acte administratif sera modifié, il s'en suivra une modification parallèle des polices particulières bien qu'en l'absence de signature d'une police nouvelle — à laquelle on ne peut les contraindre — on ne puisse considérer qu'il y ait eu ratification de l'avenant par les usagers.

I. — Dans quelle mesure la police individuelle est-elle subordonnée au Cahier des Charges ? Influence sur les abonnements en cours d'une modification des prix fixés par le Cahier des Charges.

La nécessité d'admettre ce lien de droit s'est révélée avec une acuité particulière lorsque, pendant et après la dernière guerre, on a procédé aux révisions des tarifs et des abonnements en cours. On a prétendu trouver une explication juridique et, pourrait-on dire, une excuse à de telles mesures dans le caractère particulier du contrat qui intervient lorsque l'abonné signe une police d'abonnement.

Une situation de fait, les défaillances au cours de la dernière guerre de certaines entreprises concédées, par suite de la rupture d'équilibre entre les prix de production et les prix de vente — a mis en lumière le problème : c'est à propos des *clauses relatives aux prix* que jurisprudence et doctrine ont été amenées à préciser la nature juridique du contrat qui lie distributeurs et usagers et à trancher ce que l'on a pu appeler le conflit de la police et du Cahier des Charges.

On sait — et nous ne le rappellerons que d'un mot — comment le Conseil d'Etat s'est prononcé pour la révision des tarifs stipulés aux Cahiers des Charges des contrats de concession. Guidé par le souci d'assurer la continuité du service public que réclament les besoins de la collectivité, le Conseil d'Etat a admis la notion d'imprévisibilité : des tarifs majorés fixés à l'amiable avec l'autorité concédante, par avenant, doivent permettre aux distributeurs d'obtenir de tout nouvel abonné une rémunération équitable. A défaut de cet accord, le Conseil d'Etat reconnaît au concessionnaire le droit d'obtenir du concédant une indemnité basée sur l'écart du prix de revient actuel et de celui, qu'en mettant les choses au pire, l'exploitant aurait pu prévoir lors de la signature du Cahier des Charges ¹.

(1) De même, dans les rapports entre concessionnaires et usagers, la loi FAILLIOT du 21 janvier 1918 a permis aux Tribunaux judiciaires, du moins

Dès lors, et pour l'avenir, les Municipalités concédantes n'avaient d'autre moyen d'éviter à leur budget cette charge supplémentaire que de consentir sous forme d'avenant au Cahier des Charges initial les relèvement de tarifs désirables. Mais, restait à déterminer dans quelle mesure cette solution, conséquence de la jurisprudence administrative, pourrait jouer à l'égard des *abonnements en cours*. La grande masse des anciens abonnés semblait devoir échapper aux nouveaux prix, puisque, par nature, le contrat d'abonnement vaut pour une suite de prestations, à l'encontre du contrat d'utilisation d'autres services publics, transports par exemple, où l'usager contracte chaque fois qu'il utilise le service public. Or, faire échapper aux nouveaux tarifs la masse des abonnés, c'était rendre vains pour une longue période les avenants intervenus. Economiquement, la solution était inadmissible. En équité, elle heurtait les principes de répartition équitable des charges, les nouveaux abonnés supportant des tarifs plus élevés dans la mesure où les anciens y échappaient. Elle semblait contraire au grand principe de l'égalité de tous devant les services publics.

C'est dans ces conditions, donc à l'occasion des conflits, nés de l'application des tarifs, que la jurisprudence et la doctrine ont dû examiner cette question et, pour y répondre, rechercher les caractéristiques de la police d'abonnement, ou plutôt du contrat de concession.

Entre autres, une analyse doctrinale très remarquable des différentes théories qui ont été mises en avant pour justifier une solution que la nécessité imposait, a été présentée dans une étude sur « l'effet à l'égard des tiers des augmentations de tarifs dans les concessions de gaz et d'électricité », par M. Decencière Ferrandière¹. Cet auteur démontre l'impuissance où l'on se trouve de justifier par les principes de droit privé l'application du nouveau tarif aux abonnés titulaires de polices en cours : la notion de contrat expliquant les conséquences

provisoirement, de rétablir l'équilibre du contrat pour la période antérieure à sa résolution, depuis l'introduction de la demande. Les dommages-intérêts prévus par la loi FAILLIOT n'étaient pas, en effet, comme dans le cas de l'article 1150 du Code civil, compensatoires de l'inexécution de l'obligation; l'allocation en était entièrement laissée à l'appréciation des juges qui avaient la faculté d'accorder une indemnité soit aux créanciers, soit aux débiteurs, suivant les circonstances spéciales à chaque espèce et en vue de rétablir l'équilibre détruit dans les conditions économiques du moment et de sauvegarder l'équité — (Sur les éléments de l'indemnité v. C. E. Gaz de Nice, 27 juin 1919).

(1) Thèse faculté de Paris, 1926.

travorables, mais non les conséquences défavorables qui peuvent résulter pour l'abonné de l'acte de concession¹. « Pour expliquer ces conséquences, il faut, analysant le cahier des charges, faire intervenir un élément étranger au droit civil, celui d'autorité ».

Pour déterminer la portée juridique des dispositions figurant au cahier des charges, il faut distinguer entre ses différentes clauses; le cahier des charges des concessions est un acte d'une nature complexe. Si on s'attachait à sa forme, on le qualifierait tout simplement de contrat, mais, si on s'attache à son contenu, il faut reconnaître — et sur ce point tous les auteurs de droit public sont d'accord — que le cahier des charges contient plusieurs catégories de dispositions : c'est à la fois un acte créateur de situations individuelles, et un « acte-règle »², autrement dit il faut distinguer entre les clauses contractuelles et les clauses réglementaires.

On y relève d'abord, note M. Mestre³, un certain nombre de dispositions de police générale ou spéciale, qui y figurent dans un but de sécurité ou d'hygiène. Le caractère de ces dispositions n'est point altéré par le fait qu'elles ont été introduites dans un acte d'apparence contractuelle; elles gardent leur caractère général, et, par suite, s'imposent à tous les intéressés, abonnés ou consommateurs non abonnés, comme de véritables règlements. Toute dérogation contractuelle à ces dispositions serait nulle comme contraire à l'ordre public.

2° Un certain nombre de clauses impératives qui ont pour but d'assurer le fonctionnement normal du service public des distributions; il s'agit, par exemple, des dispositions qui, en vue d'assurer l'égalité de tous à l'égard des services publics interdisent au concessionnaire de faire des avantages spéciaux à tous ceux qui auront à user du service concédé, abonnés ou consommateurs sans abonnement. C'est en ce sens qu'on a pu dire que : « le tarif a force de loi à l'égard de tous ». Ce genre de dispositions se présente encore avec le caractère de généralité

(1) Parmi les théories de droit civil qui ont été proposées, il faut citer : 1° celle de la stipulation pour autrui (1121 du Code civil), soutenue notamment par M. PLANIOL, mais qui ne cadre pas avec la situation de fait des usagers avec le distributeur; 2° celle du contrat accessoire basée sur l'idée de référence; 3° l'application des articles 1134, parag. 3 et 1135 du code civil, relatifs à la façon dont les contrats doivent être exécutés.

(2) DUGUIT, Droit constitutionnel, tome I, p. 221.

(3) Voir les notes de M. MESTRE sous les arrêts de Cassation des 19/7/1920 et 4/5/1921 au Sirey de 1922, 1, p. 65 et au Sirey de 1923, 1, p. 193.

des règlements; à ce titre, elles sont opposables à tous, sauf, toutefois, le cas où elles heurteraient des droits acquis. 3° Des clauses qui se réfèrent uniquement à l'intérêt commercial de l'entreprise et qui réservent au concessionnaire certaines possibilités dont il usera s'il le juge à propos (minimum de consommation — refus d'abonnement d'une durée inférieure à celle prévue au cahier des charges). Il ne s'agit plus d'intérêt public, de sécurité, de fonctionnement normal du service, mais bien pour la Compagnie de profits, d'avantages pécuniers. Dans ces conditions, déclare M. Mestre, on ne voit pas pourquoi ce genre de dispositions, sous le prétexte qu'elles ont été introduites dans un cahier des charges de travaux publics, échapperaient aux règles fondamentales du commerce juridique. Elles n'ont aucun caractère réglementaire. A elles s'appliquent les principes juridiques essentiels du droit des obligations : les usagers non abonnés ne peuvent se voir opposer ces clauses qu'en vertu d'une manifestation non équivoque d'acceptation.

M. Saintelette, dans son « étude sur les contrats d'utilité publique » ne s'exprime pas différemment : les règles de droit privé peuvent s'appliquer même aux contrats affectant d'une façon directe le domaine public de la commune et contenant d'une façon subsidiaire des clauses dans l'intérêt des habitants de la commune qui profiteront de la concession octroyée.

Nous hésitons, dit également M. Labbé, à déclarer à priori que les règles de droit privé ne sont pas applicables aux contrats d'utilité publique. Nous ne savons pas où nous entraînerait ce rejet en masse de toutes les règles de la justice privée; nous sommes plutôt enclins à dire que le droit administratif doit autant que possible, autant que la nature des choses le comporte, prendre ses inspirations dans le droit privé... Lorsque le débat existe, comme dans les matières administratives, entre un intérêt général et un intérêt particulier, l'intérêt général a, au premier abord, trop de prépondérance pour qu'il ne soit pas bon et prudent de se rappeler les règles de la justice privée et de s'y conformer autant que faire se peut. A plus forte raison sommes-nous disposés à conserver un grand respect pour les règles de droit privé lorsqu'il s'agit de contrats, en quelque sorte mixtes, dans lesquels sont placés côte à côte des dispositions d'ordre administratif, d'intérêt général et des dispositions d'intérêt privé et individuel.

C'est à la seconde catégorie de ces dispositions que nous rattacherons la clause fixant le *tarif maximum* applicable aux fournitures de courant. Dès lors, les modifications de tarifs devront s'appliquer sauf, avons-nous dit, réserve des droits acquis. C'est ainsi que M. D. Ferrendière rattache le tarif aux clauses réglementaires, il en constituerait même la principale, — tout en admettant qu'il n'est pas facile d'adopter un critérium pour établir la distinction entre les catégories de clauses. Tandis que, dans les rapports du concessionnaire et du concédant, le tarif a bien une nature contractuelle (un accord est nécessaire pour le modifier), — dans les rapports du concessionnaire avec le public, il a un caractère réglementaire. « En fixant le tarif, l'autorité concédente agit, en vertu de sa fonction, elle représente l'intérêt général et, en cette qualité, elle a le pouvoir de commander ». « La fixation du tarif doit être considérée comme une mesure nécessaire en vue des besoins de la vie collective auxquels l'autorité concédante est chargée de pourvoir ». (Conclusions de M. Romieu, Conseil d'Etat, 24 décembre 1905, p. 1.014). Et le tarif s'impose à l'usager dès le jour de sa publication.

Les modifications du tarif ne s'en imposeront pas pour cela automatiquement à tous les abonnements en cours, il faut encore distinguer, estime M. D. Ferrendière, selon que la redevance est payée par l'usager en vertu d'une police d'abonnement passée sur la base du tarif maximum ou en vertu d'une police conclue à la suite d'un accord spécial, en dehors de ce tarif. La première n'a d'autre fondement que l'existence d'une disposition impérative, les sommes payées sont une taxe, le mot étant entendu par opposition à un prix contractuel, c'est-à-dire une rémunération fixée par l'autorité publique; par contre, lorsqu'il s'agit d'une convention particulière, on se trouve en présence d'un prix contractuel, la police d'abonnement est un contrat soumis aux seules règles du droit privé. Seules donc les polices du premier type peuvent voir leur tarif révisé¹ : ce sera à l'abonné à prouver, le cas échéant, l'existence d'une convention particulière.

A l'inverse des tarifs de chemins de fer, qui s'imposent à tous avec une force réglementaire, les tarifs des compagnies

(1) Sur la possibilité pour l'abonné d'obtenir la résiliation de sa police, voir note de M. MESTRE, art. S. 1922. 1. 67 et l'ouvrage de M. D. FERRANDIÈRE, p. 63 et 111.

concessionnaires de lumière et d'énergie peuvent, dans certaines limites, être l'objet d'accords particuliers. « L'esprit du contrat de distribution, dit M. Bougault (Commentaires des cahiers des charges n° 49), est que le concessionnaire fournisse au-dessous du prix prévu. Il en a le droit incontestable, selon l'économie de la loi du 15 juin 1906, à la seule condition que l'abaissement du tarif ne devienne pas un moyen de favoriser des consommateurs au détriment de certains autres ». Lorsque de telles conventions ont été passées de gré à gré entre la Compagnie concessionnaire et un consommateur, il est raisonnable d'admettre que les parties ont voulu se placer sur un terrain libre où ne saurait les atteindre le régime de variabilité inhérent à l'idée de concession. (Voir note R. C. 1925, p. 290).

De fait, la jurisprudence, relative aux effets des relèvements de tarifs, a admis successivement : 1° que l'augmentation de tarif s'appliquait aux abonnés titulaires d'une police se référant expressément au cahier des charges. (Seine, 10 mai 1916 : Rec. Gaz. des Trib., 1916-2-38; Pontoise, 5 avril 1917, R. C., 1917, p. 85; Pontoise, 12 déc. 1917, R. C. 1918, p. 84; C. Paris, 15 mai 1919, Sirey, 1921-2-93, R. C. 1919, p. 101). 2° que l'augmentation s'appliquait également aux polices ne comportant aucune référence au cahier des charges. C. Bordeaux, 26 juin 1919, R. C. 1919, p. 114; Req. 4 mai 1921 et Cas. 19-7-1920, Sirey 1922-1-65; D. 1922-1-41; Lyon (Aff. Triollet) 25 juillet 1921; D. 1922-2-19 et Req. 15 avril 1924, B. U. 1924, 85). 3° que les conventions particulières échappaient au relèvement en raison de leur caractère de contrat de pur droit privé. La décision de principe est un arrêt de la Chambre civile du 13 juillet 1925, Sirey 1925-1-294.

De quelques exemples d'application, par les tribunaux, de cette triple distinction.

1° Cas de référence expresse au cahier des charges :

La signature d'une police d'abonnement stipulant que la fourniture de l'éclairage est faite par la Compagnie aux clauses et conditions du cahier des charges, emporte implicitement adhésion à un avenant. Si cet avenant oblige les abonnés qui n'auront pas souscrit à l'emprunt intercommunal d'électrification, au paiement d'une prime fixe dont le montant sera perçu par la Compagnie pour le compte du syndicat intercommunal concédant, l'abonné sera tenu de verser cette prime, sans pou-

voir opposer qu'en signant la police il ne croyait pas prendre un tel engagement¹. (J. Paix St-Hippolyte du Fort, 17 juillet 1931, B. U. 1932, p. 122).

Lorsqu'une société distributrice, en l'absence d'une référence du contrat d'abonnement à un traité de concession dont les tarifs avaient été régulièrement relevés par avenant — n'a pu contraindre l'abonné à accepter une révision de son contrat, elle ne peut réclamer à celui-ci des dommages et intérêts, motif pris simplement de ce qu'il l'a obligée à continuer la fourniture dans des conditions ruineuses. Il aurait pu en être autrement s'il avait été prouvé que, par des discussions et attermoiements volontaires, l'abonné avait empêché la société distributrice de se prévaloir en temps utile de la loi Faillot (Eaux de Vittel. Cass. 28-7-1925, R. C. 1925, p. 292 et Cass. 21-4-1928, R. C. 1928, p. 227)

2° Référence non expresse mais suffisante :

L'arrêt Triollet a estimé que, si la police litigieuse ne contient pas de référence expresse au cahier des charges, diverses clauses, notamment celle qui impose aux consommateurs du gaz l'application stricte du règlement général, celle qui rappelle qu'un premier avenant a déjà relevé le prix du gaz, ces clauses y font une allusion assez nette.

Un avenant modifiant le cahier des charges, où a été introduite une redevance d'entretien des compteurs, s'impose aux abonnements en cours dès lors que les usagers ont signé une police-type, acceptant par là même de se conformer à toute modification ultérieure du cahier des charges (Justice de Paix, Vannes, 29 octobre 1924, R. C. 1925, p. 194).

Dans un arrêt Grandin du 20 février 1923, la Cour de Cassation décide que l'abonné ne peut être condamné au paiement du minimum de consommation prévu au cahier des charges, le distributeur ne justifiant pas de l'adhésion de cet abonné, soit par une référence de sa police au traité, soit par toute autre manifestation non équivoque d'une acceptation (R. C. 1923, p. 262, Sirey 1923-1-193 et la note précitée de M. Mestre). Ainsi, il suffit « d'une simple manifestation non équivoque » d'une acceptation pour que les tribunaux fassent une application d'une disposition nouvelle à un contrat en cours.

(1) Voir l'art. 5 du cahier des charges-type du décret du 17 janvier 1928 : les syndicats auront le droit de percevoir une majoration aux tarifs pour couvrir les charges de capital supportées par eux.

Application de ce principe a été faite par le Tribunal de Lyon qui a considéré comme une référence suffisante le fait qu'aucune dérogation au tarif maximum n'avait été consentie (28 novembre 1925, B. U., Mars 1926).

3° Le contrat intervenu constitue une convention particulière :

Lorsqu'un abonné a passé, avec un concessionnaire de distribution d'électricité, un contrat spécial pour la fourniture d'une quantité élevée de courant, et ce, moyennant des avantages réciproques qui constituent des dérogations au cahier des charges, ce contrat demeure applicable, bien que le concessionnaire ait obtenu, en raison de la crise économique, un relèvement de tarif par voie d'avenant à son cahier des charges. (Cass. 13 juill. 1925; R. C. 1925, p. 290).

Pourtant, il a été jugé que la propriété du compteur reconnue à l'usager ne permettait pas de dire que celui-ci avait entendu traiter avec la société en dehors du cahier des charges (Béziers, 24 juin 1932, Gaz. des trib. 13-11-32).

Quid au cas où l'abonnement est conforme à la police-type, mais comporte une simple réduction de tarif ? (Il n'est plus ici question des contrats d'abonnement qui, soit par un système de tarification nettement différent, soit par l'adoption concertée entre les parties de clauses d'ordre absolument particulier, sont « en dehors du cahier des charges » et rentrent dans la catégorie précédemment envisagée). Ici, simplement, le tarif est inférieur au « maximum ».

Il semble que, en pareil cas, le contrat pût être modifié pour être mis en harmonie, le cas échéant, avec un avenant — tout en maintenant, sur le maximum relevé, une réduction proportionnelle à la réduction originellement consentie. Telle est, du moins, l'opinion de M. Sirey au B. U. de 1925, p. 165 : elle s'appuie sur la jurisprudence du Conseil d'Etat de l'arrêt Compagnie Lebon contre Granville du 16 décembre 1925 (B. U. 1925, p. 178) et de l'arrêt Compagnies réunies de gaz et électricité contre Ville de Besançon du 8 mai 1925 (B. U. 1925, p. 120).

Cependant, les tribunaux de l'ordre judiciaire, saisis pour appliquer la loi Faillot (tribunaux dont la tendance a toujours été de voir, dans les contrats d'abonnement, des conventions d'ordre particulier et de se préoccuper le moins possible des textes administratifs à moins de nécessité absolue) ont volontiers admis que, du seul fait du rabais consenti, l'abonnement

devait être considéré comme un contrat en dehors du cahier des charges (donc susceptible de résolution en exécution de la loi Faillot) (Lyon 14 nov. 1921 et 2 janv. 1922, B. U. 1921 et 1922, p. 54 et 86. Voir également Trib. de comm. de Nantes, 2 juin 1921, B. U. 1923, p. 25).

II. — *Clauses qui peuvent figurer dans une police. Possibilité de déroger au modèle de police. Clauses nulles ou illicites auxquelles les usagers sont en droit de refuser de souscrire.*

Sans passer en revue toutes les clauses qui peuvent figurer dans une police — elles sont nombreuses et leur simple énumération serait sans intérêt — du moins voulons-nous signaler celles qui ont donné lieu à contestations et sur la validité desquelles les Tribunaux ont été appelés à se prononcer.

Outre les clauses qui rappellent et complètent les dispositions du cahier des charges relatives au service de l'abonnement¹, les parties sont libres d'insérer dans les polices particulières toutes les clauses dont elles peuvent convenir sans aller à l'encontre des dispositions impératives du cahier des charges.

Le lieu de la fourniture, les interruptions et arrêts d'entretien, la durée de l'abonnement, un préavis de dénonciation, etc., peuvent faire l'objet des prévisions des parties comme dans tout contrat de droit privé.

On pourra ainsi convenir d'une *clause de durée* : l'abonnement contracté pour un an sera résiliable sur préavis de deux mois, ou bien contracté pour une durée de dix ans et sera renouvelable par tacite reconduction; dans cet ordre d'idées toutes les combinaisons sont licites.

Une clause, *interdisant* à l'usager *de céder le courant* sans l'autorisation de la Compagnie, a été reconnue valable par la Cour de Cassation (30 janvier 1929, B. U. 1929, p. 61).

Une police d'abonnement peut contenir une *clause attribuant compétence*, en cas de litige, aux tribunaux du siège social. Peu importe que l'article 35 du cahier des charges oblige le concessionnaire à faire élection de domicile dans le ressort

(1) Le plus souvent il est simplement stipulé que le contrat d'abonnement se réfère, pour les clauses et conditions, aux avenants du cahier des charges et à la police-type « dont il a été donné connaissance à l'abonné ». De même encore, les distributeurs cherchent à se prémunir contre toute difficulté en faisant signer à l'abonné que « le prix est celui fixé par les avenants présents ou futurs ».

du lieu de distribution. La Cour de Cassation a décidé que, dès lors que cette clause de la police particulière était claire et précise, rien n'autorise le tribunal à refuser d'en faire application sous le prétexte que le cahier des charges devait nécessairement prévaloir sur les dispositions de la police. En effet, l'Administration, en autorisant — par l'approbation donnée à la police-type — la Société concessionnaire à introduire dans les polices individuelles une disposition qui confère compétence exclusive aux tribunaux du siège social, a implicitement mais nécessairement exclu les litiges envisagés du champ d'application de l'art. 35 du cahier des charges (10 février 1932, D. H. 1932, p. 177, Sirey 1932-1-143).

Des parties, se liant par un contrat successif, peuvent prévoir certaines *interruptions* apportées par l'une d'elles dans l'exécution de ses obligations et y faire correspondre une interruption égale des obligations de l'autre partie. Ainsi : la mention d'une police d'abonnement à l'électricité portant « qu'à défaut de paiement dans les cinq jours qui suivront la présentation de la facture, la Compagnie pourra refuser la fourniture du courant électrique » (Trib. civ. de Versailles, 12 mai 1905, Dalloz 1907, 2, p. 238). Ce jugement décide que cette clause était de celles qui, comprises dans la formule générale de l'article 1184 du Code civil ne constituent pas un pacte commissoire suffisamment impératif et précis pour opérer de plein droit la résolution. On peut estimer, au contraire, qu'il s'agissait d'une clause de suspension suffisamment claire et parfaitement valable. Au seul point de vue de la logique des principes, déclare M. Jean Lebreton¹, aucun obstacle décisif ne s'oppose à ce que les suspensions de contrats soient envisagées comme des applications particulières de la notion de résolution. La notion de suspension de contrat pourrait se définir : « une résolution temporaire se plaçant au cours de l'existence d'un contrat successif ». (Celui-ci n'étant nullement atteint dans ses effets antérieurs et postérieurs à la période de suspension). De même que la résiliation est une forme de résolution qui ne vaut que pour l'avenir et laisse subsister le contrat dans le passé, de même la suspension, forme un peu plus assouplie encore de l'idée de résolution, ne vaudrait que pour une période bien déterminée, et laisserait subsister le contrat aussi bien après qu'avant la période de suspension.

(1) Revue critique de législation, année 1924, p. 583.

Un arrêt de la Cour de Lyon a nettement fait application de cette notion dans une espèce où le courant avait été restitué par le distributeur dès que l'abonné s'était acquitté du prix de la fourniture dont il était redevable : « Attendu, dit l'arrêt, qu'une telle clause n'est en rien contraire aux obligations imposées au concessionnaire par son cahier des charges; qu'en effet, si celui-ci est bien tenu de fournir le courant, il n'y est point tenu à titre gratuit, et que son obligation a pour contrepartie l'obligation réciproque de l'abonné de payer la fourniture qui lui est faite; qu'il s'ensuit que si ce dernier manque à cette obligation, la société est en droit de ne pas s'acquitter de la sienne et, partant, fondée à suspendre la fourniture du courant; que la clause qui prévoit cette suspension est donc parfaitement licite dès lors qu'elle a pour seul but d'assurer par l'une des parties l'exécution de son engagement pris dans un contrat synallagmatique » (12 nov. 1931, Sirey 1932-2 p. 57. Voir la note de M. Mestre sous requête 4 mai 1921, Sirey 1922-1-65).

Nombreuses sont les *clauses relatives au prix* :

C'est ainsi que la Cour de Cassation a fait application d'une clause prévoyant l'augmentation ou la diminution du prix de la fourniture suivant les fluctuations du *coût de la vie*. La Cour de Cassation décide que le prix ainsi fixé par la convention ne peut être modifié que d'un commun accord entre les parties et non par une décision judiciaire. (24 juin 1929, B. U. 1930, p. 89). Les tribunaux pourraient toutefois ordonner une expertise pour rechercher si — dans le passé — les sommes perçues par le fournisseur de courant n'excédaient pas les prévisions de la convention, ce qui est autre chose que de fixer un nouveau prix pour l'avenir.

En pareil cas, cependant, le distributeur n'est pas privé de tout moyen d'échapper à la continuation de la fourniture à un prix qui aurait dû être augmenté; il pourrait, après signification de toutes sommations et réserves utiles, demander la vérification par expertise de l'augmentation du coût de la vie et de la hausse du prix de revient qui en est la conséquence, et requérir, au cas où il résulterait de cette vérification, que c'est à tort que l'abonné a refusé d'accepter la majoration du prix de fourniture en proportion, sa condamnation à des dommages intérêts, et, au besoin, la résiliation de la convention à ses torts

et griefs en raison de la faute commise par lui du fait de l'inexécution des clauses de cette convention (B. U. 1930, note p. 91).

Est également licite une clause fixant le prix annuel de l'abonnement forfaitaire, non d'après la quantité de courant fournie, mais *d'après une quantité déterminée d'unités de lumière en bougies* (Conseil d'Etat, 3 avril 1925, ville de Mascara. R. C. 1925, p. 215).

Une clause par laquelle un abonné à la force motrice convient d'adopter pour le tarif de l'énergie-jour la tarification qui *sera consacrée* par le Conseil de Préfecture saisi d'un litige entre la Ville et la Compagnie, doit être appliquée (Cass. 17 nov. 1926. R. C. 1927, p. 25).

Clauses de garantie d'un minimum de consommation.

Il y a lieu de distinguer entre les concessions exploitées sous le régime des cahiers des charges du 28 juin 1921 ou du 17 mai 1908 et celles qui relèvent du cahier du 17 janvier 1928.

Les anciens cahiers des charges-types, dans leur article 13, disposaient que, lorsque la puissance demandée par un candidat à l'abonnement, excéderait un nombre de Kw donné, le concessionnaire pourrait exiger que le demandeur lui garantisse, pendant un certain nombre d'années, une recette brute annuelle déterminée, par Kw demandé.

Les derniers cahiers des charges ne contiennent plus à l'article 13 cette clause, mais une note de l'article 11 spécifie que, dans les cas spéciaux où cela est nécessaire, la tarification peut comporter une garantie d'un certain nombre d'heures d'utilisation. On a simplement voulu éviter que le tarif ne conduise à des résultats anormaux s'il était appliqué à des cas spéciaux tels que celui d'un abonné ne prenant que de la puissance de secours ou un appoint aux heures de pointe. Mais ce minimum, ainsi qu'il a été précisé, ne doit être prévu que s'il est réellement indispensable : il ne doit pas devenir une source d'abus. En particulier, il convient de préciser à quel taux nécessairement réduit seront payés les Kw-heure garantis mais non consommés, par exemple en spécifiant que ces Kw-heure ne seront passibles que d'une fraction déterminée du prix de l'unité d'énergie. Le minimum d'utilisation ne doit jamais avoir pour résultat d'augmenter, dans une mesure qui ne serait pas équitable, et sans que la perception correspondante couvre des charges réelles, les recettes du distributeur concessionnaire.

Dans quelle mesure les distributeurs peuvent-ils imposer l'insertion dans les abonnements de cette clause de garantie ?

L'arrêt Grandin précité, du 20 fév. 1923, (Dalloz, 1926-1, p. 43) a déclaré que l'abonné qui n'avait pas signé de police ne pouvait légalement être condamné au paiement de ce minimum : vainement le distributeur invoquerait les clauses du traité de concession auquel l'usager est demeuré étranger.

Une pareille clause n'a donc pas un caractère réglementaire tel qu'elle puisse s'imposer, en tout état de cause, aux usagers.

Aussi bien, un accord définitif constaté par la signature d'une police ne permettrait plus au distributeur d'exiger après coup l'application de cette garantie, si celle-ci n'a pas fait l'objet d'une clause de la police. « Est licite la disposition d'une police, librement convenue entre les parties qui oblige l'abonné à payer un minimum de courant prévu sur la base de la puissance du compteur » (Montpellier, 21 mars 1930, Mon. jud. Midi 1930, p. 118) ¹.

Si cette disposition avait été omise dans la police-type, un engagement garantissant un minimum de consommation annuelle ou de recettes brutes pourrait faire l'objet d'une clause particulière par référence à l'art. 13 du cahier des charges de la concession. La Cour de Cassation a estimé, en effet, que, si l'on doit admettre qu'une telle omission ne peut s'entendre en l'absence d'une convention particulière à cet égard que comme une renonciation de la société à s'en prévaloir, il n'en résulte pas que les parties ne puissent, précisément par une convention particulière, reprendre dans les polices d'abonnement la disposition dudit article 13. Cette faculté résulte expressément de l'article 18 du cahier des charges qui autorise les parties à compléter ou modifier, par des clauses spéciales, les dispositions de la police-type ². (24 oct. 1933). (G. P. 1933-2-957, B. U. 1933, p. 200).

(1) Puisqu'il est licite de ne pas insérer la clause de minimum proposée par le cahier des charges, a fortiori il n'est pas défendu, tout en la reprenant, de la modifier : « Les abonnés peuvent néanmoins passer avec la Compagnie telles conventions qu'il leur plaît de passer et, notamment, modifier les conditions relatives... au minimum de consommation garanti ». Et les conventions ainsi faites de la police obligent l'abonné qui ne peut plus réclamer le bénéfice du traité de concession. (Trib. de comm. de Montluçon, 22 juin 1913. R. C., 1913, p. 425).

(2) De pareilles clauses spéciales ne sont pas soumises à l'approbation préalable de l'autorité concédante qui n'est exigée par le parag. 2 de l'art. 18 que pour les modifications apportées, en cours de concession, à la réduction même de la police-type. Ce paragraphe est nettement indépendant du parag. 1^{er} qui vise les dérogations particulières. D'ailleurs le parag. 2 prévoit plus un accord qu'une approbation de l'autorité concédante.

Un usager pourrait-il, après y avoir souscrit, se soustraire à l'application de la clause de garantie minimum sous prétexte que le distributeur a dispensé de cette clause d'autres abonnés, de même catégorie que lui, placés dans les mêmes conditions de puissance, d'horaire d'utilisation, de consommation et de durée d'abonnement ? La jurisprudence semble sur ce point, faire la distinction suivante : l'arrêt précité de la Cour de Cassation a admis implicitement qu'une pareille sujétion ne pouvait être imposée qu'à certains abonnés, du moins lorsque le minimum de consommation n'était pas prévu dans la police d'abonnement et n'était imposé à l'abonné que par une clause manuscrite de la police particulière. L'article 18 du cahier des charges, en effet, après avoir indiqué que : « les contrats pour la fourniture de l'énergie électrique seront établis sous la forme de polices d'abonnement conformes au modèle arrêté d'accord entre le concessionnaire et l'autorité concédante, ajoute qu'il ne pourra être dérogé aux dispositions contenues dans ces modèles que par une convention spéciale entre le concessionnaire et l'abonné, soumise aux conditions stipulées dans les deux derniers alinéas de l'article 11 ci-dessus ». Or, l'article 11 dispose précisément que : « si le concessionnaire abaisse pour certains abonnés les prix de vente etc., il sera tenu de faire bénéficier des mêmes réductions tous les abonnés placés dans les mêmes conditions, etc... ». Il semble que, du rapprochement de ces dispositions et de celles de l'art. 18, la Cour de Cassation ait déduit que toute dérogation à la police-type impliquait l'obligation de maintenir l'égalité du traitement entre les abonnés.

Lorsque la faculté, pour le concessionnaire, d'imposer le minimum de consommation figure à la police-type elle-même, la jurisprudence estime qu'il n'y a qu'à s'en tenir à l'art. 13 qui est absolument général et confère au concessionnaire le droit d'imposer à un abonné un minimum de consommation sans spécifier que, en ce cas, il devra l'imposer à tous. Tel est du moins le sens d'un arrêt de la Cour de Paris du 22 déc. 1933 (G. P. 6-2-1934 et R. C. 1934, p. 89).

Il se peut que les parties traitent nettement « en dehors du cahier des charges ». Tel serait le cas si le cahier des charges ne prévoyait pas l'éclairage de jour : cet éclairage fera l'objet de « conventions de droit commun librement débattues », le distributeur, aux termes de son cahier des charges, n'étant as-

treint qu'à la fourniture de l'éclairage de nuit. En pareil cas le distributeur pourrait subordonner la fourniture du courant à l'application de « cette clause normale et commerciale » du minimum inscrite dans toutes les polices et au cahier-type (C. A., Grenoble, 20 avril 1925, B. U. p. 67).

Une clause de minimum de consommation insérée au cahier des charges ne visait que les lampes de 10 et de 16 bougies. Le Conseil d'Etat n'en a pas moins décidé que le principe du minimum était applicable par identité de motif aux lampes de toutes intensités, réserve faite cependant de ce que, pour les lampes au-dessus de 16 bougies, le minimum garanti ne pourrait excéder le chiffre stipulé pour les lampes de 16 bougies (Conseil d'Etat, 23 juill. 1920, Ville de Sarlat, R. C. 1920, p. 212).

Une clause de minimum de consommation doit s'appliquer en tout état de cause. C'est ainsi que, pendant la guerre, à des usagers qui prétendaient qu'ils n'avaient pu atteindre la consommation dont le prix aurait été égal au forfait, par suite de l'application de règlements restrictifs de l'éclairage sur la voie publique et de nombreuses suppressions de fourniture de courant pendant les bombardements par avions ou les alertes qu'ils occasionnaient, — le tribunal de commerce de Calais a répondu que les deux premiers de ces faits ne constituaient pas des faits de force majeure, qu'ils ont pu gêner l'usage de l'électricité, mais ne l'ont pas supprimé; que les règlements militaires et les attaques des avions ennemis n'étaient pas pour eux des faits imprévus. (15 janv. 1918, R. C. 1918, p. 128).

Le distributeur peut se réserver dans les polices d'abonnement le droit de contrôler à domicile l'application des stipulations relatives au minimum de consommation. Mais, en l'absence d'une disposition formelle du cahier des charges, il ne peut prévoir dans les polices un procédé de contrôle dont l'usage aurait pour effet d'imposer aux abonnés l'adoption et les frais d'un appareillage quelconque (C. d'Etat, 23 juill. 1920, précité).

SECTION V. — Les contrats indépendants ou contrats de fournitures non obligatoires.

Distinction entre les contrats indépendants et les traités particuliers.

On appelle traités particuliers — et nous en avons déjà vu

des exemples (p. 65, arrêt du 13 juillet 1925) — des contrats qui, moyennant l'acceptation par l'abonné de certaines sujétions (Horaire, etc...) le font bénéficier en contre-partie de conditions de fourniture plus avantageuses que celles qui résulteraient de l'application du tarif maximum. De telles conventions ne comportent pas l'adhésion intégrale de l'abonné aux règles ordinaires qu'impliquerait, au contraire, la souscription sans réserves de la police-type annexée au cahier des charges. Toutefois, ces conventions demeurent toujours sous la dépendance du cahier des charges en ce sens qu'elles ont trait à une fourniture prévue par le contrat de concession et à laquelle le distributeur ne pourrait se soustraire.

Mais il peut arriver qu'un particulier demande à un distributeur de lui assurer la fourniture du courant pour un usage exceptionnel, en dehors des prévisions du traité de concession, par exemple une fourniture de force motrice, alors que la concession ne prévoit qu'une distribution en vue de l'éclairage, par exemple encore des fournitures pour les usages domestiques, cuisine, etc..., qui n'ont fait l'objet d'aucune tarification.

En pareil cas, l'autonomie de la volonté des contractants ne doit-elle pas demeurer entière ? Ne pouvant être contraint de souscrire à l'engagement qu'on lui demande, le concessionnaire ne peut-il, a fortiori, discuter librement les termes du « contrat indépendant » qui l'y assujettit ; ne peut-il pas, notamment, demander à l'abonné des prestations ou des taxes autres que celles qui sont limitativement prévues par le cahier des charges, sinon même des prix de fourniture plus élevés que ceux qui résultent de l'application du tarif maximum ?

Les distributeurs ne manquent pas de faire valoir que la demande de l'usager éventuel, dépassant précisément le cadre du service public, les dispositions du cahier des charges, conçues pour l'exploitation du service public, ne peuvent recevoir application.

De fait, les Tribunaux admettent la validité de telles conventions relatives à des fournitures non obligatoires. Il y a bien convention indépendante, estime la cour de Pau, au cas où la police intervenue est un contrat par lequel les parties ont entendu se placer en dehors des considérations générales du cahier des charges de la concession pour la fourniture de la force motrice et elle refuse de prononcer la nullité de la police, demandée après coup par l'usager, sous prétexte de vio-

lation du contrat de concession. (C. Pau, 17 nov. 1933, Hydro-électrique des Basses-Pyrénées contre le Sieur L.).

En cas de litige, les tribunaux s'attachent donc à rechercher si la prestation demandée est d'une nature telle qu'elle a échappé aux prévisions de l'autorité concédante, exprimées dans les conventions intervenues pour la concession du service public. Telle a été la règle suivie également par la cour de Lyon dans son arrêt du 12 nov. 1931. Elle a admis qu'il fallait se référer, non seulement au cahier des charges, mais encore au traité de concession, aux plans et devis qui y sont joints, bref à tous les actes qui constituent le statut du service public concédé. Elle a admis, en conséquence, qu'un distributeur avait pu légitimement exiger une rémunération spéciale pour l'installation d'un transformateur de 15 kilovolt ampère alors que le seul transformateur que le distributeur était, aux termes de son traité, tenu de fournir, était un appareil de 3 kilovolt ampère seulement. L'exigence d'une taxe n'était donc pas un moyen détourné, comme le prétendait l'usager, de dépasser les tarifs maxima prévus au traité et de nature à rendre caduque la stipulation relative à la location du transformateur. (Sirey 1932-2-57).

Discussion de la légalité des contrats indépendants.

Malgré cette jurisprudence favorable, ne pourrait-on pas cependant prétendre que le distributeur ne peut jamais fournir de courant autrement qu'en sa qualité de concessionnaire d'un service public (donc aux seules conditions prévues pour ce service public en vue duquel il a été agréé comme concessionnaire) ?

Le cahier des charges, à vrai dire, ne prévoit nulle part la possibilité de passer des conventions indépendantes. Les dispositions de l'article 18 — relatives aux conventions spéciales dérogeant aux modèles de police, qui *demeurent* néanmoins *soumises*, est-il précisé, *aux deux derniers alinéas de l'art. 11* — ne peuvent s'entendre que de l'exploitation ordinaire, dans le cadre du service public puisque, précisément, tous les abonnés placés dans les mêmes conditions pourront exiger de bénéficiers de conditions aussi favorables. La décision précitée de la cour de Pau, qui fonde sur les dispositions de l'art. 18 du cahier des charges-type le droit des parties à traiter en dehors du cahier des charges, paraît donc contestable.

L'article 3 du cahier des charges-type prévoit bien, par ailleurs, que le concessionnaire est autorisé à faire usage des ouvrages et canalisations établis en vertu de la concession pour desservir certaines installations, mais celles-ci sont limitativement déterminées, dès la passation du contrat : il s'agit d'entreprises de transports en commun, « d'établissements » ou de « services », d'installations établies en dehors du territoire concédé.

Mais alors, le même distributeur ne pourrait-il être considéré à la fois comme un concessionnaire et comme un permissionnaire dans la mesure où il passe de telles « conventions indépendantes » que rien ne l'oblige à signer ? Cette explication n'est pas indispensable : précisément à l'égard des établissements visés à l'article 3, en faveur de qui il est fait usage des ouvrages de la concession, l'article 1^{er} du cahier des charges précise que le distributeur ne fait pas figure de concessionnaire (il n'a pas l'obligation de fournir) il est dit simplement qu'il est soumis aux conditions prévues à l'article 3 du cahier des charges. Il existe donc au moins une hypothèse où le distributeur, sans qualité de permissionnaire ni de concessionnaire, a néanmoins légalement le droit de fournir du courant, en « profitant » de l'installation concédée, à la seule condition qu'il *n'en résulte aucune entrave au bon fonctionnement de la distribution et que toutes les obligations du cahier des charges soient remplies*. Autrement dit, il suffit que la priorité du service public soit assurée et le distributeur est admis à fournir aux installations ci-dessus visées.

Il paraît bien tentant d'assimiler les « conventions indépendantes » à ces conventions prévues en faveur d'installations limitativement énumérées. Mais elles s'en distinguent en ce qu'elles tendent à la satisfaction de besoins particuliers qui se révèlent en cours d'exploitation. Le cahier des charges ne les prévoit pas, dès lors ne peut-on pas prétendre que le concessionnaire n'est pas « autorisé à faire usage, comme il est dit à l'article 3, des ouvrages et canalisations établis en vertu de la concession » pour desservir les installations de particuliers dont les exigences dépassent les prévisions retenues pour l'organisation du service public ?

Si donc, l'on veut admettre la légalité de telles conventions, il faut rechercher, en dehors de la concession, le droit pour le distributeur de pratiquer de telles fournitures... Mais, comme

il n'y a pas de permissionnaire, on ne voit pas en quelle qualité le distributeur, qui use du domaine public, pourrait légalement traiter avec de tels usagers.

Il est cependant indispensable d'admettre la validité de telles conventions. N'existe-t-il pas, en effet, une notion de service public, supérieure à l'état de choses existant : nous voulons dire au service public lui-même tel qu'il a été effectivement organisé par les soins de l'autorité administrative. Celle-ci peut n'avoir pas prévu toutes les possibilités d'utilisation, tous les besoins à satisfaire : ceux-ci n'en constituent pas moins comme un prolongement virtuel du service public. Ils sont appelés à rentrer, un jour ou l'autre, dans la liste officielle des opérations qui concourent à la satisfaction des exigences d'utilité publique. Dès lors et dans cette mesure, on peut convenir que ces conventions sont bien passées par le concessionnaire. Aussi bien, devront-elles rester soumises, en tout état de cause, à cette catégorie de clauses réglementaires insérées au cahier des charges de la concession et que les parties ne peuvent pas transgresser, pas plus que n'importe quel règlement, auxquelles elles sont obligées de se soumettre du seul fait qu'elles font appel au fonctionnement d'un réseau concédé, c'est-à-dire toutes les clauses qui assurent la sécurité de l'exploitation dans l'intérêt commun. (Voir ci-dessus p. 60).

TITRE III

Obligations auxquelles le Concessionnaire
est tenu, à l'égard des Usagers,
aux termes du Cahier des Charges - type

PLAN

Le concessionnaire d'un service public bénéficie d'un monopole; ce privilège engendre pour lui des obligations.

Le Cahier des Charges, qui constitue le code de ces obligations, a pour but d'assurer aux particuliers entrant en rapport avec le concessionnaire, le bénéfice de la protection que l'autorité concédante a voulu réaliser pour eux, et constitue une limite à l'autonomie de la volonté¹.

Bénéficiaire et fin du service, l'usager pourra non seulement exercer un contrôle sur l'organisation générale du service, mais encore en exiger le fonctionnement à son profit : il a un droit au service.

D'autre part, en vue d'assurer les prestations du service, des relations s'établiront entre celui-ci et l'usager, relations dominées par le double souci de satisfaire aux besoins actuels de l'usager et de ne pas compromettre la continuité nécessaire du service public. Cet ensemble de relations forme ce que l'on peut appeler l'usage du service.

« Droit au service, usage du service, tels sont les deux aspects de la situation de l'usager du service public industriel et commercial, les deux phases successives de sa vie d'usager, l'une, précédant, l'autre, suivant, l'acte juridique qui, transformant l'usager éventuel ou candidat à l'usage en usager tout court, assure, par là même, le fonctionnement du service conformément à sa fin ». (Voir : Pierre Laroque. Les Usagers des Services publics industriels). A vrai dire, ces deux « moments » sont reliés par toute une phase préparatoire, au cours de laquelle la mise en place de la distribution exige la solution de problèmes non moins délicats et se traduit encore, dans le cahier des charges, par des obligations pour le distributeur comme pour l'usager.

C'est à l'examen pratique et jurisprudentiel de ces obligations « réglementaires », que nous allons nous livrer, en étudiant successivement les clauses du cahier des charges-type pour les distributions d'électricité, relatives à :

(1) Béziers, 24 juin 1932, Gaz. Trib., 15 novembre 1932.

L'octroi des abonnements;

La réalisation de l'installation de l'usager et au branchement de celle-ci;

Enfin, à la distribution du courant électrique.

Nous signalerons, au fur et à mesure que l'occasion s'en présentera, les injonctions de même nature existant pour la distribution du gaz.

CHAPITRE PREMIER

OBLIGATION DE CONSENTIR DES ABONNEMENTS ET D'ETENDRE LE RESEAU

SECTION I. — Obligation de consentir des abonnements sur tout le parcours de la distribution.

L'article 13 du cahier des charges-type stipule que « Sur tout le parcours de la distribution, le concessionnaire sera tenu de fournir l'énergie électrique... »

Cette obligation du concessionnaire s'explique par le fait qu'il gère un service public. Cette obligation existe au profit « de toute personne ».

A première vue, il semble surprenant de faire une obligation au concessionnaire de consentir des abonnements sur tout le parcours de la distribution. Tel n'est-il pas, en effet, le but de son entreprise commerciale ? En fait, il arrive que des demandes de rattachement au réseau émanent d'usagers dont les besoins d'énergie sont minimes ou qui ne veulent en user que pour une courte durée. Dans ce cas, le distributeur à qui le cahier des charges, ainsi que nous allons le voir, fait supporter la charge des travaux de branchement qui ne sont ensuite remboursés que progressivement — risque d'engager des sommes peu en rapport avec les bénéfices escomptés. Aussi, devant ce risque d'exploitation déficitaire, le concessionnaire, commerçant qui poursuit la réalisation d'un bénéfice, serait-il tenté de refuser à certains particuliers, la fourniture du courant. Une telle attitude contraire à la notion même du service public, serait inadmissible, d'où l'obligation de fournir expressément rappelée par l'article 13 précité.

Toutefois cette obligation ne saurait être imposée aux concessions antérieures à la loi du 15 juin 1906. Le Conseil d'Etat a réformé une décision du Conseil de Préfecture de la Haute-Garonne, qui avait déclaré que la Société était tenue,

sans limitation, de fournir du courant, soit pour la lumière, soit pour la force motrice à tous les habitants de la Commune qui en feraient la demande. Le cahier des charges prévoyant que le courant électrique serait produit par l'usine électrique de X..., il résulte de cette disposition, a estimé le Conseil d'Etat, que la Société n'est pas tenue de se procurer en dehors de son usine de X... du courant pour la fourniture de la force motrice. (Conseil d'Etat, 21 mai 1930; B. U. 1930, page 67).

Dans une autre espèce, où le cahier des charges, antérieur à la loi de 1906, limitait l'obligation du concessionnaire à 800 lampes de 16 bougies le Conseil d'Etat a décidé que la Société n'était pas tenue d'admettre de nouveaux abonnés (Conseil d'Etat, 26 mars 1926; B. U. 1926, page 74, et R. des concessions 1926, p. 127). — (Voir encore dans le même sens Conseil d'Etat, 3 avril 1925; B. U. 1925, page 127).

Conditions de temps. — Le cahier des charges fixe à un mois, à dater de la demande, le délai au bout duquel le pétitionnaire est en droit d'exiger la livraison du courant. Mais l'article 13 ajoute que ce délai s'augmente du temps normalement nécessaire à l'exécution des travaux. Il y a dans cette rédaction, une source de conflits possibles.

Cet article organise d'ailleurs tout un système de protection des droits de l'exploitant limitant les risques d'improductivité de la concession¹.

I. — Il rappelle d'abord qu'il ne peut s'agir que d'une fourniture d'énergie dans les conditions prévues au cahier des charges. Il s'ensuit que : 1°) Si la chose a été prévue, comme le rend possible la rédaction facultative de l'article 11 du cahier des charges-type², le concessionnaire aura la garantie d'un minimum de perception. 2°) Le riverain ne peut avoir d'autres exigences que celles autorisées par le cahier des charges;

(1) Ce ne sont pas seulement les intérêts de l'exploitant qui sont ainsi protégés, mais encore ceux du public intéressé à la continuité du fonctionnement du service public. Confiée à un particulier, la distribution de l'électricité ne peut être assurée de vivre que si celui-ci trouve dans l'exploitation la contre-partie des dépenses engagées : le principe économique de la concession ne comportant pas d'autres ressources (telles que subventions, etc...). Les sommes allouées par l'Etat ne sont jamais que des « avances remboursables », et ne sont accordées que pour la création de certains réseaux. (Loi du 2 avril 1923 facilitant, par des avances de l'Etat, la distribution de l'énergie électrique dans les campagnes).

(2) Relatif aux tarifs de vente du courant. Dans le cahier des charges de 1921 figurait, à l'art. 13, une clause facultative prévoyant un minimum de consommation.

c'est ainsi qu'il n'a droit qu'au service de l'éclairage, si celui de la force n'a pas été prévu; qu'au mode d'abonnement dit au compteur, si l'abonnement forfaitaire n'a pas été prévu; de plus, la fourniture ne peut avoir lieu qu'aux heures fixées par le contrat de concession. (Sirey 1909.3.57; Dalloz 1908.3.78; Conseil d'Etat, 5 janvier 1907).

II. — Il exige surtout du candidat à la distribution un premier abonnement d'une certaine durée. Cette exigence a pour but de pallier à certains abus. Les anciens cahiers des charges ne comportant pas cette fixation d'une durée minima pour les abonnements, certains usagers réclamaient des abonnements très courts. Il en était résulté de nombreux conflits auxquels la jurisprudence a apporté une solution d'équité en se fondant sur l'idée d'équivalence des prestations des contrats (Sirey, 1846.2.149). Les Tribunaux ont estimé qu'il fallait une certaine durée d'abonnement pour compenser les frais engagés par le concessionnaire et ils se sont reconnus le droit de fixer cette durée « équitable ».

III. — Par ailleurs, il peut arriver que les demandes nouvelles d'énergie dépassent en nombre ou en importance les prévisions primitives. Tenu, néanmoins, de fournir, le concessionnaire se verra en principe obligé de modifier son usine de production, et peut-être même, les canalisations existantes. Toutefois, de telles transformations, en raison même du court délai dans lequel elles devraient être entreprises, seraient économiquement désastreuses pour l'exploitant. Aussi, les cahiers des charges reproduiront-ils le plus souvent, cette clause de sauvegarde : en aucun cas, le concessionnaire ne pourra être astreint à dépasser, pour l'ensemble de la distribution, la puissance maximum de X... kilowatts basse tension et X... kilowatts en haute tension. Si les demandes viennent à dépasser la puissance disponible, elles seront desservies dans l'ordre de leur inscription sur un registre spécial tenu à cet effet.

A vrai dire, le cahier des charges-type n'accorde là qu'un sursis, puisque dans une clause, également facultative, il ajoute : « Si dans le délai d'un an après constatation de l'insuffisance de la puissance disponible en basse tension, le concessionnaire ne s'est pas mis en état de fournir tout le courant demandé, la clause relative à un privilège d'éclairage sera abrogée de plein droit. Remarquons, toutefois, que cette sanc-

tion n'aurait, pour le concessionnaire, dans bien des cas, aucune conséquence au point de vue concurrence.

La perte du privilège est la seule sanction de l'inobservation de l'obligation de consentir des abonnements. Le Conseil de Préfecture ne pourrait, à la demande de l'autorité concédante, imposer un délai au concessionnaire, à l'expiration duquel si les aménagements n'étaient pas effectués, le contrat de concession serait résilié et une indemnité acquise à la ville. (Conseil d'Etat, 26 mai 1930, B. U. 1930, p. 100).

Par contre, les usagers pourraient se retourner contre le concessionnaire pour lui demander des dommages-intérêts en invoquant son traité de concession.

IV. — Le concessionnaire bénéficie d'une autre garantie, garantie technique, qui lui a été reconnue par la jurisprudence. En effet, il pourra vérifier les installations particulières à desservir, non pas seulement avant la livraison du courant : ce droit lui est déjà concédé par l'art. 19 du cahier des charges, mais avant même de contracter l'obligation de fournir prévue à l'article 13, donc avant l'exécution des travaux qui lui incombent. Il peut subordonner leur exécution à la réalisation correcte des installations intérieures.

Les litiges que peuvent entraîner ces vérifications sont de la compétence des tribunaux civils. Au contraire, c'est aux tribunaux administratifs à dire si le particulier est en droit d'exiger la distribution de l'énergie. Notons, en passant, que le concessionnaire placé à la tête du service public, comme gérant, est une personne du droit privé et on peut exiger de lui ce qu'on ne pourrait exiger de l'administration elle-même devant les tribunaux administratifs; un particulier ne peut exiger le fonctionnement d'un service public à son profit lorsque ce service est assuré directement par l'autorité administrative. Ainsi, au cas de la concession, l'intrusion d'une personne de droit privé dans un service public présente un avantage contentieux pour les particuliers.

Le cahier des charges-type pour la distribution du gaz (article 11) impose également au concessionnaire l'obligation de fournir le gaz « à toute propriété dont la clôture sera située au droit des canalisations de rue existantes ». Cet article stipule également que le concessionnaire peut exiger du demandeur la signature d'un abonnement dont la durée minimum est fixée à une année.

SECTION II. — Obligation d'étendre le réseau.

Tout particulier, dont l'installation se trouve située en dehors du parcours du réseau primitif, mais à l'intérieur du périmètre du territoire concédé, est en droit d'exiger, sous certaines conditions, la desserte de son installation.

I. — L'installation du pétitionnaire doit se trouver à l'intérieur du territoire concédé. Mais, que doit-on entendre par territoire concédé ?

Le Conseil d'Etat, dans un arrêt du 6 janvier 1932 a décidé qu'une concession communale devait être considérée comme comprenant, en principe, tout le territoire de la commune — dans une espèce où le traité passé entre la commune et son concessionnaire, comportait l'énumération d'un certain nombre de hameaux ou « écarts », en dehors du chef-lieu de la commune. Le Conseil a estimé qu'il ne ressortait pas de la teneur de la dite clause que cette énumération fut limitative. Pour qu'il en eût été ainsi, il aurait fallu qu'il y eut délimitation de la partie du territoire sur laquelle la concession porte, ainsi qu'il est dit sous l'article 6 du cahier des charges-type¹. Ainsi donc, à défaut de cette délimitation, le plan annexé au cahier des charges ne doit être considéré que comme « déterminant les lignes constituant le réseau à établir immédiatement » ; pour les autres parties de la commune, les lignes seront exécutées lorsqu'elles seront réclamées dans les conditions prévues à l'article 14 du cahier des charges-type.

Par contre, un candidat-usager habitant en dehors du territoire d'une commune dont il sollicite le concessionnaire, ne pourrait obtenir la fourniture du courant, qu'à la suite d'un accord amiable passé entre les distributeurs concessionnaires des deux communes limitrophes. C'est ce qui résulte d'un intéressant arrêt de la Cour de Montpellier : il décide qu'une clause

(1) Le Conseil Municipal ne commet aucune illégalité en décidant d'électrifier le centre de la commune, à l'exclusion des hameaux — et la circonstance que les habitants de ces hameaux ne profitent pas de la dépense ainsi engagée ne saurait les soustraire à l'obligation de supporter leur quote-part des impôts destinés à couvrir les avances remboursables consenties par l'Etat (C. E. 1^{er} mai 1929 ; D. H. 1929, p. 335). Les impôts municipaux ne sont pas des taxes pour services rendus, mais des prélèvements sur les facultés des contribuables, pour pourvoir à l'ensemble des dépenses budgétaires. Le Conseil d'Etat a ainsi estimé que le conseil municipal n'avait pas excédé les pouvoirs qu'il tient de l'art. 61 de la loi du 5 avril 1884.

du cahier des charges d'un lotissement situé sur deux communes, relative à l'électrification des parcelles, n'est applicable à un concessionnaire communal que dans la mesure où elle respecte le principe posé par l'article 6 de la loi du 15 juin 1906 et observé par le cahier des charges de la concession, à savoir que : la concession donnée par une commune pour la distribution de l'énergie électrique est limitée à son territoire (C. A. Montpellier 2-2 1931; B. U. 1931, page 23).

II. — Le droit des candidats à l'usage de l'électricité est, avons-nous dit, soumis à certaines conditions.

En effet, la rédaction de l'article 14 du cahier des charges-type a eu pour but de concilier les exigences qui résultent du caractère de service public de la distribution concédée et les sujétions économiques de l'exploitation.

a) Conditions pécuniaires.

En effet, dans la plupart des cas, les recettes ne seront pas en rapport avec les dépenses engagées pour l'établissement de la canalisation d'où participation du (ou des) pétitionnaires aux frais de l'extension du réseau.

Le système antérieur (celui du cahier des charges de 1921) qui assurait une garantie de recette déterminée par mètre courant à la charge des abonnés, a été abandonné, se révélant trop onéreux pour les abonnés dont la consommation réelle était très inférieure à la consommation garantie.

Signalons, toutefois (de nombreux contrats de concessions faisant encore état de l'ancien article 14 des cahiers des charges-type de 1908 et de 1921) — une difficulté relative à la garantie exigée de l'usager, qui demandait une extension du réseau. Il s'agissait de savoir, si la garantie de recette annuelle pendant 5 ans, prévue par l'article 14, au profit de la Cie concessionnaire, pouvait se superposer, en cas de puissance assez élevée demandée, à la garantie spéciale prévue à l'article 13 du cahier des charges. On faisait valoir, en faveur de la superposition que, tandis que dans le cas de l'article 14, il s'agissait d'une garantie relative à des travaux de lignes, dans celui de l'article 13, la garantie avait pour objet la rémunération des dépenses de premier établissement ou d'entretien de l'usine génératrice, par suite de l'obligation de tenir prêt à tout moment une puissance instantanée plus considérable. Et l'on faisait observer que, dans le cas d'une demande de puissance très

considérable, l'abonné de l'intérieur du réseau pourrait se trouver parfois avoir à garantir une recette plus forte que s'il se trouvait à une certaine distance nécessitant l'installation d'une ligne nouvelle (Voir Sirey, Bulletin des Usines Electriques, mars 1928). Le Conseil de Préfecture de Montpellier, saisi d'un tel litige, a admis cette thèse estimant que les deux garanties ne se confondent pas, qu'elles ont des objets différents (Montpellier, 14 janv. 1928).

La même décision tranchait une autre difficulté relative à la garantie de l'article 14, en déclarant que la Société était en droit d'exiger, non seulement le paiement, à l'avance, d'une annuité de la recette brute garantie, mais encore une garantie effective pour le paiement de la totalité de la somme qui lui était due. Le nouvel article 14 a mis fin à cette difficulté, en obligeant les propriétaires à une participation, payable à l'avance, aux frais d'extension du réseau, demandée par eux.

Désormais, en effet, les abonnés ont le choix ou de payer une fraction déterminée des frais réels de premier établissement ou de s'acquitter pendant 5 ans d'une redevance forfaitaire et annuelle payée indépendamment du prix de l'énergie consommée. Cette redevance se trouve diminuée d'un certain pourcentage, au fur et à mesure du développement de la consommation sur l'extension, jusqu'à disparaître le jour où la consommation vient à atteindre le même ordre de grandeur que sur le réseau initial.

Branchement d'abonnés nouveaux sur une extension. — Ce n'est qu'après 5 ans d'existence qu'une extension perd son caractère particulier pour n'être plus qu'un élément de réseau, autrement dit, tout abonné qui sera desservi pendant ce temps par une extension doit, suivant le cas : rembourser sa quote-part des frais réels de premier établissement, ou participer à la redevance d'établissement.

b) Conditions de temps.

Le cahier des charges prévoit, pour la présentation des projets d'extension et leur réalisation, des délais maxima : le premier, de trois mois; le second varie selon la longueur de la canalisation avec un maximum de six mois pour les petits parcours ¹.

(1) Le Conseil d'Etat, dans un arrêt du 23 mai 1930, (Compagnie d'électricité du Centre contre ville de Beauzac) a fait application des pénalités prévues à l'art. 30 du cahier des charges-type pour retard à l'extension du réseau dans un cas où le concessionnaire n'avait pas présenté le projet d'extension dans le délai imparti. (B. S. F. H., 1930, p. 253).

c) L'exemption d'extension.

En corrélation avec le paragraphe de l'article 13 du cahier des charges relatif à une limitation de la puissance du réseau, l'article 14, relatif aux extensions, déclare que le concessionnaire est dispensé de l'obligation d'étendre, si les demandes d'abonnement dépassent la puissance disponible sur le maximum prévu à l'article 13. Néanmoins, cette dispense n'est que momentanée et ne saurait excéder un an sans entraîner le retrait du privilège d'éclairage, s'il y a.

En matière de concession de distribution d'eau, le Conseil d'Etat vient de rendre une décision particulièrement intéressante (Compagnie Générale des Eaux, contre la Ville de la Seyne, 12 mai 1933). Le Conseil a admis que, lorsque la limitation de la quantité d'eau à fournir par le concessionnaire, se trouve dépassée par suite de l'augmentation de la population, la déchéance de la compagnie ne pouvait être prononcée, les manquements à l'obligation de fournir, corrélatifs au privilège concédé, ne présentant pas par eux-mêmes un caractère suffisant de gravité pour justifier une telle sanction.

Dans un esprit d'équité, le Conseil a admis, en pareil cas, qu'il appartenait au pouvoir concédant, de proposer à la Cie la signature d'un avenant établi en vue de l'exécution du service nouveau complémentaire, sur des bases de nature à permettre une exploitation suffisamment rémunératrice. Si la Cie refusait une telle proposition, son refus ne pourrait être alors interprété que comme valant renonciation à son privilège; en sus du minimum contractuel, l'autorité concédante aurait, dès lors, le droit de se procurer l'eau qui lui serait indispensable au-delà de ce minimum par voie de régie directe ou en traitant avec un autre concessionnaire.

Ainsi, le privilège n'est pas supprimé. Il semble que le Conseil d'Etat se soit inspiré de sa jurisprudence antérieure, relative à l'installation de l'électricité, lorsque le traité accordant un privilège à la Compagnie concessionnaire du gaz, n'a pas stipulé les conditions dans lesquelles ladite électricité, dont l'application était suffisamment mise en pratique au moment de la concession gazière, pourrait être concédée (Voir 6 janvier 1932, B. U. 1932, p. 28; 6 mai 1932, B. U. 1933, p. 33).

Cette jurisprudence pourrait s'appliquer aux traités de gaz, et même aux traités d'électrification, antérieurs aux cahiers des charges-type, qui eux, prévoient, ainsi que venons de le dire,

en cas de limitation facultative de la puissance à fournir, la perte du privilège d'éclairage à défaut de fourniture dans le délai d'un an, de la puissance en dépassement (art. 13).

L'extension, ouvrages et canalisations, fait partie intégrante de la distribution. Autrement dit, les usagers font, dans une certaine mesure, les frais d'établissement du réseau sans en acquérir pour cela la propriété.

Le cahier des charges pour la distribution du gaz, stipule, lui aussi, à la charge du concessionnaire, l'obligation d'étendre le réseau. Mais il n'y a pas de participation directe des propriétaires des immeubles à desservir, aux frais d'établissement : les propriétaires doivent seulement garantir, selon un système qui a été abandonné pour les extensions électriques, pendant cinq ans, une recette brute annuelle par mètre courant de canalisation installée.

Signalons que ce système de la garantie de consommation présente, pour le distributeur, un avantage certain, ainsi que le prouve l'interprétation donnée par le Conseil de Préfecture de Nantes, dans son arrêté du 15 février 1929 (*Revue des Concessions* 1929, page 62), d'une clause du cahier des charges, d'une concession de distribution de gaz qui obligeait le concessionnaire à « installer toute canalisation pour laquelle un ou plusieurs propriétaires des immeubles à desservir pour les besoins domestiques, garantiront pendant cinq ans une consommation annuelle de 12 mètres cubes par mètre courant de canalisation ». La Société estimant que le mot « garantie » devait s'interpréter dans le sens d'une sûreté et non pas seulement comme un simple engagement, prétendait qu'elle avait droit, soit à une avance sur consommation, soit à un cautionnement. Le Conseil de Préfecture a admis qu'une sûreté était due mais que les parties ont toute liberté de s'entendre sur la nature de cette sûreté qui peut être, soit un simple engagement, soit un cautionnement, soit un nantissement, un privilège ou même une hypothèque, « Considérant que cette interprétation de la clause de garantie est admise par la jurisprudence du Conseil d'Etat qui, pour la seule fourniture du gaz, sans extension de canalisation, reconnaît au concessionnaire le droit, même en l'absence de toute clause, d'exiger un cautionnement pour se protéger contre la défaillance des abonnés.

« A fortiori, la Société La Fusion, dont la garantie est inscrite à son profit dans l'article 10 du cahier des charges, est en

droit d'exiger que cette garantie ne reste pas une simple clause de style, mais se traduise par une sûreté effective ».

Le distributeur peut être mis en demeure d'étendre son réseau, non seulement par les propriétaires des immeubles à desservir, mais encore par l'autorité concédante. En effet, une Ville a tout naturellement qualité pour recueillir les réclamations de ses administrés et les faire aboutir. Elle peut trouver la justification de son initiative dans son rôle d'autorité concédante qui, ayant organisé, d'accord avec le concessionnaire, le service public de la distribution, a le droit de veiller à ce que ce service soit assuré dans les conditions prévues au contrat de concession. En outre, la Commune peut puiser son droit d'intervention dans la disposition du paragraphe final de l'article 30 du cahier des charges-type, qui vise l'art. 14 au nombre de ceux pour la non observation desquels se trouve prévue « par chaque infraction, amende... par jour, jusqu'à ce que l'infraction ait cessé », à l'encontre du concessionnaire.

La juridiction compétente, en cas de litige, entre l'autorité concédante et le distributeur, au sujet de l'obligation d'étendre le réseau, est le conseil de Préfecture, juge du contrat de concession. Si la mise en demeure a été signifiée à la requête d'un propriétaire d'immeubles à desservir, les tribunaux judiciaires seront compétents comme pour tout litige quelconque entre usagers et concessionnaires. Toutefois, la généralité même des termes de l'article 14 obligera très souvent ces tribunaux à renvoyer les parties à se pourvoir devant le Conseil de Préfecture pour l'interprétation de l'article litigieux.

CHAPITRE II

PARTICIPATION DU CONCESSIONNAIRE A LA REALISATION DE L'INSTALLATION PARTICULIERE DE L'USAGER

SECTION I. — Le Branchement.

Le réseau général de distribution est raccordé aux installations particulières des usagers par l'intermédiaire de « branchements ». Ceux-ci, qui empruntent à la fois le domaine public et les propriétés privées, se trouvent dans des conditions juridiques particulières.

I. — **Le sens et la portée de cette expression technique « le branchement »** ont donné lieu à de vives controverses, dont l'intérêt pratique était de déterminer l'importance de l'obligation, mise par les conventions à la charge des concessionnaires, de procéder aux installations de distribution.

Appelé à interpréter des traités de concessions *antérieurs* à la loi de 1906, et à préciser, sur ce point, les obligations du concessionnaire, le Conseil d'Etat, dans de récents arrêts, a noté que le mot de branchement, quelque usage qu'on en ait pu faire, ne pouvait concerner l'ensemble des appareils et des installations établis à l'intérieur des immeubles (C. E., 26 février 1926, Rev. Con. 1926, p. 121). Mais on ne saurait considérer comme « branchement », uniquement la partie, extérieure aux immeubles, des fils de raccordement : un arrêt du Conseil d'Etat du 26 mars 1926 (Rev. Con. 1926.127), après avoir constaté que le prix de vente comprenait « les frais d'installation et d'entretien des branchements jusqu'aux propriétés des abonnés, les installations intérieures étant à la charge de ces derniers », déclare : « Il suit de là que les canalisations et leurs accessoires ne sont à la charge du concessionnaire que jus-

qu'aux murs de clôture des propriétés des abonnés, *y compris la traversée* et le percement desdits murs ou clôtures ».

Aujourd'hui, aucun doute n'est plus permis sur ce que l'on doit entendre par le mot de branchement : l'article 15 des cahiers des charges-type, rédigés en exécution de la loi du 15 juin 1906, qualifie de branchement extérieur le fil de raccordement au réseau, et déclare qu'il a pour objet d'amener le courant du réseau à l'intérieur des propriétés desservies jusques et y compris, soit la boîte du coupe-circuit principal, soit le poste de transformation.

La circulaire du 17 janvier 1928, portant envoi des nouveaux cahiers des charges-type, commente ainsi l'article 15 : 1°) le branchement extérieur n'est pas nécessairement sur la voie publique; il peut s'étendre sur des terrains privés où sont situés les immeubles desservis. 2°) Le branchement extérieur est limité, soit au coupe-circuit principal, soit au poste de transformation et comprend ce coupe-circuit ou ce poste. Suivant les circonstances, il convient d'adopter l'une ou l'autre limite, sans qu'il soit obligatoire, lorsqu'il existe un poste de transformation, de comprendre ce poste dans le branchement extérieur : dans ce dernier cas, le branchement extérieur pourra être limité à un coupe-circuit précédant le poste de transformation.

Le branchement est donc cette dérivation qui pour desservir un seul système particulier d'utilisation de l'énergie se greffe sur la canalisation générale du réseau implanté dans le domaine public, pénètre et se poursuit sans solution de continuité chez l'usager jusqu'à son point d'arrivée : interrupteur ou transformateur. Ainsi, le fil de raccordement conserve en fait et en droit son caractère propre, en dehors même du domaine public.

II. — Quels sont les caractères juridiques propres au « branchement ».

Le branchement, aux termes précités de l'article 15 du Cahier des charges-type, « fait partie intégrante de la concession ». Cette disposition réglementaire emporte plusieurs conséquences.

A. — En premier lieu — et l'article précité le dit formellement — l'installation et l'entretien du branchement incombent au concessionnaire.

Il est normal que le concessionnaire qui a le soin et la responsabilité de l'installation du réseau exécute l'installation des branchements qui occupent également le domaine public.

Tout individu, désireux d'user du service de distribution, est en droit d'exiger l'installation d'un branchement particulier.

Toutefois, le concessionnaire peut-il refuser d'établir le branchement *tant que l'usager éventuel n'a pas signé de police d'abonnement* ? Il se peut, en effet, que la demande de rattachement au réseau ne soit pas suivie immédiatement d'une demande de fourniture de courant, en sorte que le concessionnaire aura engagé une dépense momentanément improductive : ainsi, le cas du constructeur d'un immeuble de rapport, qui sollicite l'établissement d'un branchement d'attente, laissant le soin aux futurs locataires de s'abonner eux-mêmes.

Un arrêt de la Cour de Paris, du 15 février 1906 (R. des Conc. 1907, p. 428 et D. 1906.5.52), a déclaré que le concessionnaire était en droit de refuser l'établissement du branchement, si le propriétaire se refusait à signer une police. Cette solution trouverait, dit-on, sa justification dans le fait que l'obligation d'établir un branchement n'est qu'un élément d'un contrat synallagmatique qui, en contre-partie, comporte, pour celui qui l'exige, l'obligation de consommer du courant.

On peut objecter à cela que l'obligation d'établir le branchement, comme celle d'établir le réseau, dont il n'est qu'un élément, existe, avant toute convention particulière; sans doute, son exécution est-elle différée jusqu'au jour où, par suite de la demande de rattachement au réseau, son emplacement même se trouve précisé, mais, à dater de cette demande, le concessionnaire doit compléter son réseau, c'est-à-dire cet ouvrage public que la convention de concession lui fait un devoir d'établir.

Le branchement étant « dans la concession » l'obligation de l'établir résulte, comme l'obligation d'établir les canalisations générales, de l'existence du traité de concession; et la seule obligation qui incombe en contre-partie à la charge du demandeur de branchement, c'est — l'art. 15 du Cahier des Charges le dit expressément — de rembourser le coût d'établissement de ce branchement. Rien n'indique que le concessionnaire ait le droit d'exiger davantage, et notamment la signature d'une police et en équité, si le concessionnaire ne retire aucun avantage immédiat de son travail, il n'est pas davantage

lésé. La raison d'être du branchement est, pour l'usager comme pour le concessionnaire, une fourniture de courant, qui, normalement, sera réclamée dans un délai plus ou moins long.

A notre avis, ce que le concessionnaire peut subordonner à la signature d'une police, c'est la livraison du courant, mais non l'établissement du branchement lui-même, qui fera partie de la concession.

A l'appui de cette thèse, voir la note sous l'article 15 du Cahier des Charges-type : « Des réductions (sur la redevance due au concessionnaire pour les frais d'installation) peuvent être prévues en faveur des abonnés qui souscrivent leur police ou des engagements analogues avant une date déterminée ».

B. — Le branchement faisant « partie intégrante de la distribution » il en résulte qu'il *se trouve compris dans le domaine public* de l'autorité concédante, comme le réseau lui-même. Aussi fait-il l'objet d'un droit complexe comme tous les biens du domaine public, exploités en concession : tandis que le concessionnaire a un droit exclusif de jouissance, le droit de propriété, le domaine éminent demeure au pouvoir concédant ; le branchement fera retour à fin de concession, à l'autorité concédante. Il est à remarquer que le cahier des charges-type semble avoir évité de trancher la question de propriété du branchement, puisqu'il se contente de dire « qu'il est compris dans la concession ».

C. — Il résulte encore de cette disposition que le branchement est un ouvrage public, que son établissement est l'exécution d'un *travail public* bien que ce travail s'effectue pour une part sur le domaine privé et en vue d'une utilisation privée. Cette situation de droit appelle une explication. S'il est, en effet, possible qu'un travail exécuté sur un terrain qui ne fait pas partie du domaine public, ait pourtant le caractère public¹ c'est parce que l'ouvrage a été effectué pour le compte de l'Administration, dans un but d'intérêt général (Voir arrêt Monségur Sirey 1921.3.49). Mais, lorsqu'il s'agit d'un branchement ce critérium de travail d'intérêt général fait défaut.

Le Conseil d'Etat a pourtant déclaré que le branchement

(1) Ainsi, les ouvrages apposés sur des immeubles particuliers pour l'exercice des servitudes d'appui dont jouissent les concessionnaires de distribution d'énergie, en vertu des art. 12 et 21 de la Loi de 1906 ; ainsi encore : les ouvrages complémentaires d'une digue établie sur un terrain particulier (conflict 26 mai 1924, Voir Hauriou. Droit administratif, p. 758).

d'eau participe du caractère de travail public reconnu au réseau parce qu'il est le complément de la conduite principale à laquelle il est relié; il en est l'accessoire (Lebon 1913, p. 394). Le Tribunal des Conflits (23 mars 1907, Sirey 1909-3.94) a affirmé la compétence des tribunaux judiciaires pour des litiges relatifs à des colonnes montantes d'eau — il rejette donc pour elles la notion de l'accessoire; est-ce à dire qu'il l'admettrait pour le branchement à contrario ?

Cette explication ne nous satisfait pas pleinement. En effet, si on s'attache à cette circonstance de l'accessoire, pourquoi ne pas reconnaître le même caractère aux installations intérieures elles-mêmes. A vrai dire, le mot « accessoire » nous paraît employé ici à tort; le principal se distingue de l'accessoire en ce qu'il existe *utilement*, indépendamment du second, il peut donc recevoir une autre destination que celle qu'entraîne l'adjonction de tel accessoire, sinon l'accessoire ne serait pas un accessoire, c'est-à-dire une modalité d'utilisation, mais un élément constitutif; il serait de l'essence de l'objet principal. Or, comme le réseau ne serait d'aucun usage sans le branchement, il faut admettre que celui-ci est un élément du réseau lui-même, il n'en est pas l'accessoire. Bien au contraire, l'accessoire, c'est l'installation particulière de l'usager, variable selon les besoins. Or, précisément, cette installation accessoire n'est pas considérée comme un travail public.

Aussi bien, lorsque le cahier des charges-type déclare que le branchement fait partie intégrante de la concession, et fixe ainsi la nature de travail public de son établissement, il en donne, à notre avis, du même coup la raison. Le branchement s'intègre au réseau parce qu'il prend naissance sur la voie publique.

Supposons une distribution n'ayant qu'un petit nombre d'usagers répartis en étoile autour de l'usine de production. Il arrivera en ce cas que, à défaut de réseau général, chaque ligne constituera un branchement particulier, en aucun point le branchement ne sera l'accessoire d'un réseau inexistant. Faudrait-il dire qu'il n'y a pas dans ce cas travail public parce qu'il n'y a pas de réseau dont le branchement puisse faire partie intégrante ?

En fait, en disant que le branchement fait partie intégrante de la concession, on entend par là que — la concession comportant certaines prérogatives de puissance publique — le

branchement, pour son installation, profitera de ces prérogatives particulières aux travaux publics. On peut objecter que l'utilité de ces prérogatives n'apparaît plus pour la partie du branchement située à l'intérieur de la propriété privée, que celle-ci n'a pas besoin d'être intégrée dans la concession. Si, en fait, l'article 15 du cahier des charges déclare que cette portion même en fait partie, coupe-circuit principal inclus, c'est qu'il n'y a pas de solution de continuité entre ces deux parties indivisiblement liées, et qu'au surplus, le bon fonctionnement du service public tout entier est intéressé à l'installation correcte, jusqu'à ce coupe-circuit, du branchement particulier¹. En sorte que le critérium même proposé par le Conseil d'Etat, de travail public, apparaît encore dans l'espèce où le branchement doit desservir un particulier et bien qu'à première vue, le service public ne soit pas intéressé à son installation.

Exemples d'application par les Tribunaux, aux branchements particuliers, de la notion d'ouvrages publics.

1°) Arrêt de la Cour de Cassation du 18 novembre 1927 (Rev. des Concessions 1928, p. 127 et la Note S. 1929.1.393), qui déclare applicable aux faits de dégradation d'un branchement particulier, l'article 257 du Code Pénal. Cet article prévoit et punit le fait d'avoir détruit, mutilé... les objets destinés à l'utilité ou à la décoration publique et élevés par l'autorité publique ou avec son autorisation. L'arrêt cassé avait décidé que le branchement sectionné, exclusivement affecté au service d'un individu, n'avait pas le caractère d'un objet destiné à l'utilité publique, ce caractère appartenant seulement à la canalisation générale dont le branchement se détache. La Cour de Cassation a retenu, au contraire, que le fait incriminé avait consisté dans le sectionnement du branchement extérieur avant son point de pénétration dans l'immeuble alimenté, et elle déclare : « qu'un tel branchement, établi au-dessus de la voie publique, en vertu de la concession accordée, installé et entretenu par le concessionnaire, fait partie intégrante du réseau, aux termes de l'article 15 du Cahier des charges-type ». Faisant

(1) Voir HAURIOU, p. 770, sur le principe du lien indivisible, l'élément de fourniture lié à un élément de travail public : le second entraîne la compétence du Conseil de Préfecture. même pour le premier, ainsi : marché d'éclairage au gaz, bien que les marchés de fourniture des communes relèvent de la compétence judiciaire (Conseil d'Etat, 12 juillet 1889).

application de l'article 15 du Cahier des charges-type, la Cour de Cassation pouvait même se dispenser de retenir le fait que le sectionnement avait été réalisé en un point situé en dehors de l'immeuble et au-dessus de la voie publique.

Remarquons, toutefois, avec l'arrêtiste, qu'il paraît avoir été fait, en l'espèce, une fausse application de l'article 257 du Code Pénal, si l'on s'en tient à l'esprit, et non à la lettre de ce texte. Le but de cet article était incontestablement d'assurer la protection des monuments et de réprimer les actes de vandalisme; les mots « autres objets destinés à l'utilité publique » doivent être entendus dans le sens de choses qui, sans être à proprement parler des monuments ou des statues, servent cependant à l'embellissement des villes. Un fil électrique qui circule au-dessus d'une voie publique ne semble guère répondre à cette définition. La Cour de Cassation, semble-t-il ne s'est pas proposée autre chose que de protéger, au moyen de ce texte insuffisant, à défaut de dispositions législatives particulières, la propriété des compagnies concessionnaires de travaux électriques, contre les actes dommageables, ainsi que l'avait déjà fait le tribunal correctionnel de Bordeaux, à l'encontre de détériorations causées par des grévistes à des canalisations d'eau et de gaz (25 fév. 1910, R. C. 1910, p. 208).

Jugement du Tribunal de Pontoise. — 18 juillet 1923 (Rev. des Conces. 1923, p. 238). Une voie privée avait été créée par l'abandon de part et d'autre d'une bande de terrain dont l'usage, l'éclairage, l'entretien avaient été stipulés communs aux riverains, mais il était convenu que ceux-ci conserveraient la propriété du terrain cédé. L'un des riverains avait établi, pour son usage personnel, sur la partie de la voie dont il avait gardé la propriété, une canalisation de gaz, branchée sur la conduite principale de la voie publique. Un autre riverain, postérieurement, pour s'alimenter en gaz, au lieu de procéder de la même façon, s'était contenté de se brancher sur la canalisation déjà installée dans la voie privée. Le demandeur prétendait faire supprimer ce branchement, arguant de ce qu'il était propriétaire de la canalisation, puisque la compagnie concessionnaire l'avait laissé établir celle-ci, se bornant à surveiller les travaux et à faire la prise de gaz; au surplus, elle avait omis de rembourser le montant du débours fait par l'abonné (bien qu'elle eût seule le droit, aux termes de son cahier des charges, de poser les branchements depuis la conduite principale jus-

qu'à la sortie des compteurs). Le Tribunal a décidé que si le demandeur était, de ce fait, toujours créancier¹, il ne saurait prétendre avoir un droit de propriété sur la canalisation « attendu que la règle posée par l'article 546 du Code Civil, aux termes duquel la propriété d'une chose donne droit sur tout ce qui s'y unit accessoirement — doit d'autant plus recevoir application qu'il s'agit de l'accessoire d'un ouvrage public, qui n'a pas d'utilisation propre et ne peut remplir sa fonction que comme dépendance nécessaire de cet ouvrage public; que, de plus, la canalisation dont le demandeur revendique la propriété est établie partie sur la voie publique à son raccordement à la conduite maîtresse, et ne peut, par suite, lui appartenir dans son entier; qu'on ne peut donc concevoir que la même chose change de caractère en passant de la voie publique à la voie privée ».

Cette décision vient donc confirmer ce que nous avons dit plus haut, c'est le rôle non pas seulement d'accessoire, mais bien de dépendance *nécessaire* (sens auquel il faut entendre ce mot) qui emporte pour le branchement le caractère de travail public. Toutefois, la conséquence qu'en tire le tribunal de Pontoise², à savoir que la propriété de la conduite revient à la

(1) Une compagnie de distribution d'eau, qui utilise en fait la conduite d'un particulier pour faire parvenir aux usagers l'eau dont elle leur fait payer le prix, doit une *indemnité* à ce particulier. C'est là une application assez nouvelle de l'action de *in rem verso* faite par la Chambre des requêtes dans son Arrêt du 11 décembre 1928, D. H. 1929, p. 18.

Par ailleurs, la Loi du 15 mars 1928, relative aux lotissements, loi postérieure à la décision précitée, décide que : « Dans les communes où, en vertu des contrats en vigueur, l'extension des canalisations d'eau potable et de gaz et des réseaux d'électricité, sur les voies publiques, incombe aux compagnies concessionnaires, si les travaux correspondant à cette extension, sur les voies privées, sont exécutés aux frais des associations syndicales, les Cies concessionnaires, verseront entre les mains du Receveur de l'Association Syndicale une contribution annuelle destinée à assurer l'amortissement de la dépense. Cette contribution sera de 6 % du montant des sommes dues par les usagers. Le produit de cette contribution sera réparti dans les conditions prévues au second alinéa de l'article 11.

(2) ...et l'arrêt de Paris, du 18 avril 1928, qui l'a confirmé en retenant que le Cahier des Charges accordait à la Société le droit exclusif de fournir et poser les branchements, même dans les voies privées, droit auquel la Sté n'a pu renoncer parce que, seule, elle est à même de prémunir les abonnés et la collectivité contre les dangers de fuites, d'émanations insalubres et explosions, — qu'elle a, d'ailleurs, la charge de l'entretien de ces canalisations et, éventuellement, de leur remplacement, — qu'elle avait effectué le branchement, enfin que la jurisprudence civile et administrative serait en ce sens que les canalisations particulières installées dans des propriétés privées aux frais des intéressés, mais reliées à la conduite principale, devenaient, en application de l'article 546 du Code civil, et par suite de cette union artificielle, l'accessoire de la conduite principale et, par suite, la propriété de la Compagnie concessionnaire ou de la commune. (B. U. 1929, p. 123).

Compagnie concessionnaire, ne peut être généralisée, ainsi que le prouve un arrêt du Conseil d'Etat du 8 janvier 1929. A propos d'un litige relatif à la responsabilité des dommages causés par un branchement d'eau, le Conseil d'Etat, après avoir reconnu que « les dits branchements constituent nécessairement sous la voie publique, une dépendance de la conduite principale à laquelle ils sont reliés », déclare qu'il ne résulte pas de cette circonstance que les abonnés au service des eaux ne puissent être regardés comme propriétaires d'ouvrages établis pour leur usage exclusif et à leurs frais, et il ajoute que « c'est à tort que le Conseil de Préfecture a déclaré d'une manière générale, non valable et inopérante toute clause ou prescription, tout à la fois réglementaire ou contractuelle, relative au service des abonnements pour la distribution des eaux, aux termes de laquelle l'abonné *est déclaré propriétaire* du branchement particulier et responsable des dommages causés par le seul fait de l'établissement de ce branchement, en l'absence de toute faute imputable soit à lui-même, soit à d'autres » ¹.

Il est remarquable que, même dans ce cas, c'est-à-dire lorsque l'usager est propriétaire de son branchement, l'exécution de ce travail demeure bien un travail public, puisque le Conseil d'Etat déclare que la Compagnie distributrice, malgré la clause précitée, ne peut être exonérée de toute responsabilité du fait des dommages causés aux immeubles, par suite de l'établissement ou de l'existence desdites conduites. Aussi bien, la Compagnie n'est-elle pas « un tiers » par rapport à l'abonné, puisque, pour des motifs d'intérêt général, et en raison de la nature des ouvrages à établir, elle a la charge des travaux d'exécution et d'entretien des branchements.

En ce qui concerne les branchements d'électricité, du fait que le branchement fait partie intégrante de la concession, la responsabilité des dommages causés lors de l'installation ou par le fonctionnement du branchement pèse entièrement sur le concessionnaire.

(1) Déjà, le Conseil d'Etat sur la question de responsabilité s'était prononcé dans le même sens par deux arrêts du 21 janvier 1927 (Revue des Concessions 1928, p. 122). La Ville de Paris avait réservé à la Compagnie des Eaux les travaux d'établissement et d'entretien des branchements particuliers sans distinction entre la partie située sous le sol de la propriété des abonnés et la partie située sous la voie publique; le Conseil d'Etat a admis la responsabilité de la Compagnie pour les dommages causés par les branchements, soit dans leur partie extérieure, soit dans la partie intérieure.

La situation est identique en ce qui concerne les branchements de gaz, du moins pour les concessions dont le cahier des charges se réfère au cahier des charges-type du 12 avril 1921. L'article 13 dispose en effet, que « les branchements ayant pour objet la menée du gaz depuis la canalisation de distribution jusqu'au robinet d'entrée du compteur seront établis et entretenus par le concessionnaire — feront partie intégrante du réseau de distribution. Les frais d'installation seront remboursés au concessionnaire par les propriétaires ou abonnés. Il existe une taxe mensuelle pour l'entretien du branchement, qui est fonction de sa longueur et de la puissance du compteur. Ce tarif comporte une échelle variable tenant compte du cours des métaux et de la main-d'œuvre.

D. — *Les frais d'installation et d'entretien* du branchement incombent au concessionnaire, l'article 15 du cahier des charges le prévoit formellement. Tel est le principe.

Cependant (et bien que le branchement fasse partie intégrante du réseau), les frais d'*installation* sont, en définitive, supportés par les usagers. Cela tient au fait que le branchement n'est installé que pour le service particulier de celui qui le demande et non dans l'intérêt général du réseau. L'article 15 du cahier des charges-type stipule que : « les frais d'installation de ces branchements extérieurs seront remboursés au concessionnaire par les propriétaires ou abonnés » ¹ et ².

En outre, il se peut que, dans des cas particuliers, l'usager soit immédiatement tenu des frais d'installation d'un branchement important. Le Conseil de Préfecture de Lyon, dans un arrêté du 22 novembre 1929, interprétant une clause d'un traité de concession passé en 1907, a admis que dans les immeubles situés en bordure de la voie publique, les frais de branchement de la canalisation extérieure jusqu'au compteur, soient à la charge du concessionnaire, tandis que, dans les immeubles non situés en bordure de la voie publique, les frais de bran-

(1) Les branchements fournis en location ou payés par les abonnés font *partie intégrante* de la concession et doivent être remboursés aux abonnés si la commune rachète la concession (C. E. 27-6-1919; R. C. 1924, p. 91).

(2) La Cour de Cassation a admis que le contrat pouvait être annulé pour cause d'erreur en vertu de l'art. 1.109 du Code civil, quand une société de distribution avait exigé d'un consommateur le paiement d'une somme représentant le coût d'un raccordement aérien (de son atelier au réseau), et que le consommateur avait découvert, depuis, la présence d'une canalisation souterraine dont le raccordement eut été beaucoup moins coûteux (Requête 10 janvier 1925. Normande de gaz et d'électricité c/JOLLY. B. S. F. H. 1926, p. 117).

chement demeurent à la charge de l'abonné, à partir du point où la canalisation quitte la voie publique pour pénétrer en terrain privé. Les frais d'installation intérieure restant en tout état de cause, à la charge des abonnés, étant entendu que l'installation intérieure commence à partir du compteur. (Jurisprudence des Conseils de préfecture 1930, p. 5).

Il est à remarquer que les frais d'*entretien* restent définitivement à la charge du concessionnaire comme contre-partie du droit de propriété qui lui est reconnu.

En outre, en ce qui concerne les frais d'installation eux-mêmes, ils ne doivent pas comprendre à notre avis le coût de la canalisation dont l'usager n'est pas propriétaire¹, et qui doit faire retour à fin de concession à l'autorité concédante. Seuls, les frais de pose sont récupérables. Cette récupération est justifiée : en principe, les avantages procurés aux riverains des voies publiques par l'aménagement des ouvrages publics sont gratuits, le coût de leur fonctionnement est couvert par l'impôt. Cependant, on admet aujourd'hui que le caractère économique de certains travaux, par suite des avantages nouveaux (plus-value) qu'ils apportent, autorise la perception d'une *taxe* qui pèse sur ceux-là même qui retirent un avantage particulier de ces travaux². Il est incontestable que le service public de l'électricité apporte une plus-value aux immeubles lorsqu'il s'agit d'un branchement particulier, ce travail profite bien exclusivement à celui qui l'a requis. Il est donc juste que le travail nécessaire pour la réalisation de ce service spécial trouve une compensation dans le remboursement des frais d'établissement.

La somme ainsi due n'est pas un prix d'acquisition, c'est bien une redevance pour les frais d'installation, seulement : elle a le caractère d'une taxe. Les litiges relatifs à cette redevance relèvent, par suite, de la compétence des tribunaux judiciaires, qui connaissent des taxes indirectes, en vertu de la loi des 7-11 décembre 1790. Et relativement à cette clause du cahier des charges, leur compétence s'étendra, non seulement aux litiges portant sur le quantum de la taxe en bloc, mais aussi à ceux relatifs à l'interprétation du tarif porté au cahier des charges. Cependant, le Tribunal compétent pour dire

(1) Contra en matière d'eau à Paris; Voir arrêté du Préfet, du 20 janvier 1930, art. 2 : « la fourniture du tuyau d'alimentation ».

(2) Exemple : Loi d'expropriation. Associations Syndicales. HAURIOU, Droit administratif, p. 759 et 818.

quelles sont les dépenses de travaux d'installation qui doivent, par leur nature, être nécessairement supportées par le concessionnaire, et celles qui peuvent être laissées, légalement, à la charge de l'usager, est le Conseil de Préfecture, juge de contrat (V. C. E. 14 Nov. 1924 et l'arrêté précité de Lyon, du 22 Nov. 1929).

En l'espèce, le candidat-usager contestait la légalité d'une police qu'il se refusait à souscrire, laquelle, après avoir précisé que : « ...les branchements sur la canalisation de rue... seraient installés par les concessionnaires et deviendraient la propriété de la Ville de Paris », contenait la clause suivante : « ...pour la partie comprise entre la façade de l'immeuble et la boîte du coupe-circuit principal ou le poste de transformation, les concessionnaires feront payer aux propriétaires la part correspondant à la longueur de cette partie de canalisation et à sa capacité, suivant le tarif établi par le règlement principal ». Le Conseil d'Etat a décidé que les dispositions critiquées étaient motivées par des raisons de sécurité publique ou par la nécessité d'assurer la marche régulière de la distribution concédée; qu'elles n'étaient contraires à aucune prescription, soit de la Loi du 15 juin 1906, soit d'une autre loi ou d'un règlement s'imposant à l'autorité municipale et qu'elles ne grevaient les propriétaires ou les abonnés d'aucune obligation excédant les charges normales qu'ils peuvent être tenus de supporter pour obtenir les prestations qui leur sont fournies.

La taxe est déterminée par un tarif inclus dans l'article 15 du cahier des charges; elle peut d'ailleurs être révisée « à toute époque par un accord entre l'autorité concédante et le concessionnaire ». Cette formule exclut toute possibilité de révision par la voie contentieuse.

Toutefois, le concessionnaire pourrait, invoquant la théorie de l'imprévision, obtenir des tribunaux, non une modification de tarif — mais des indemnités, ainsi que le professe M. Mestre, dans son cours de 1925.

Le concessionnaire est toujours en droit de réclamer en justice le paiement de cette redevance, même s'il semble y avoir provisoirement renoncé. Ainsi, en a décidé pour une compagnie gazière, un jugement du Tribunal de Commerce d'Amiens, du 20 mars 1923 (Rev. des Conces. 1923, page 226).

Il lui est également possible d'y renoncer. C'est ainsi qu'un arrêté du Préfet de la Seine du 14 décembre 1928, prévoit que :

lorsque la C. P. D. E. établit des colonnes montantes dans les immeubles non encore pourvus d'un branchement extérieur, elle peut exonérer le propriétaire de l'immeuble des frais d'établissement de ce branchement qui lui incombent¹; elle peut également prendre à sa charge les frais d'aménagement du local destiné à recevoir le transformateur. Cette mesure a pour but de faciliter aux petits propriétaires et aux consommateurs l'installation de l'électricité.

Il est à noter que l'arrêté du Préfet de la Seine déclare que « les dépenses supplémentaires résultant pour la C. P. D. E. de l'application des dispositions ci-dessus seront comprises dans le prix de *revient* des colonnes montantes », colonnes dont la C. P. D. E. a été autorisée par arrêté du 24 octobre 1924 à conserver les frais à sa charge.

Au reste, l'article 15 lui-même prévoit que les frais d'installation des branchements extérieurs *resteront entièrement à la charge du concessionnaire* si les propriétaires ou abonnés garantissent une certaine consommation de kilowat-heures par an, pendant X... années; l'importance de la fourniture dont l'abonné prend l'engagement d'user justifie cette disposition.

Pour les abonnés qui ne satisfont pas à cette clause, d'ailleurs facultative dans les cahiers des charges, deux modes de règlement sont offerts : ou le remboursement pur et simple en un seul versement ou le paiement d'une redevance mensuelle conformément au tarif prévu au cahier des charges et l'article 15 ajoute : « Lorsque cette redevance aura été payée pendant la période mentionnée ci-dessus, les frais d'installation du branchement extérieur seront considérés comme amortis » Ces tarifs peuvent varier suivant les caractéristiques des branchements.

Le concessionnaire n'aurait pas le droit de récupérer les frais d'installation d'une autre manière, par exemple en majorant d'une certaine fraction le prix de vente du courant, ce qui serait proprement modifier illégalement le prix de vente de l'électricité, tel qu'il a été fixé au cahier des charges de la concession. Ainsi en a décidé la Cour de Cassation, par un arrêt du 8 mars 1922, relatif à une concession de gaz (Sirey 1923.1.53).

Il est à noter que la clause qui a trait au paiement des frais d'installation au moyen de redevances mensuelles, n'est que

(1) Aux termes de l'article 71 bis de la convention intervenue entre la Ville de Paris et la C. P. D. E., le 5 septembre 1927.

proposée et non pas imposée par le cahier des charges-type, elle peut donc être supprimée par l'autorité concédante dans les cahiers des charges particuliers. Dans ce cas, il ne serait pas absolument impossible aux parties d'user du mode de règlement envisagé ci-dessus.

L'arrêt précité de la Cour de Cassation a bien décidé qu'il était interdit à une Compagnie gazière de transformer le mode de perception des frais d'installation en un abonnement mensuel. Mais il a reconnu que par suite d'un *accord amiable* avec le consommateur, la Compagnie pouvait cependant procéder ainsi.

Le Tribunal de Commerce d'Amiens a fait une application de ce principe dans une espèce où le locataire ne s'était avisé de protester contre la mention sur les quittances mensuelles d'un droit de location de 0,50 par mois, qu'après avoir payé ce droit pendant 25 mois (Trib. Comm. Amiens, 20 mars 1923, *Revue des Concessions* 1923, p. 226).

E. — Conditions dans lesquelles sont effectués les travaux de branchement.

Le branchement faisant partie de la concession, les travaux qui le concernent sont réglementés par les textes suivants :

L'article 10 du cahier des charges type prévoit que les cahiers des charges particuliers détermineront, s'il y a lieu, les conditions auxquelles doivent satisfaire les branchements particuliers..

L'arrêté technique du 30 avril 1927, articles 15 à 17 et 71, précise les conditions que doivent remplir ces branchements.

Le décret du 29 juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906, déclare (art. 49) que bien qu'il s'agisse d'une installation à exécuter sur la voie publique, les travaux qui se bornent à la création d'un branchement peuvent être exécutés par le concessionnaire sans approbation préalable du projet d'exécution, à charge par celui-ci de prévenir 8 jours à l'avance le service du contrôle et les autres services intéressés, sous la condition expresse qu'aucune opposition ne soit formulée dans ce délai ¹

Enfin, l'article 2 de la loi de 1906 et les articles 68 et 71 du décret précité du 29 juillet 1927 déclarent que « le permissionnaire (ou le concessionnaire) doit, toutes les fois qu'il en

(1) Idem pour les permissions de voirie.

est requis, par l'autorité compétente pour un motif de sécurité publique, ou dans l'intérêt de la voirie opérer *à ses frais*, le déplacement des parties de canalisations qui lui sont désignées : il ne résulte pour lui, de ce fait, aucun droit à indemnité ». Il ne peut donc rien récupérer sur l'usager.

Pour cette installation du branchement, un usager, simple locataire dans un **immeuble de rapport**, peut entrer en conflit avec le propriétaire. La jurisprudence reconnaît aux locataires le droit à l'usage de l'électricité. En cas de refus du propriétaire de laisser procéder à l'installation, le juge des référés peut ordonner les travaux de branchement nécessaires, sous la surveillance d'un expert. Ce principe a été consacré par un arrêt de la Cour de Cassation du 2 juillet 1928. En l'espèce, où le branchement existant était devenu insuffisant, le propriétaire ne pouvait s'opposer arbitrairement, décide cet arrêt, à toute amélioration du branchement (Revue des Conces. 1929, p. 103). L'initiative de l'action en justice appartiendra en général à l'usager, les polices prévoyant ordinairement dans une clause particulière que « l'abonné prend l'engagement de se munir des autorisations du propriétaire, nécessaires à son installation ».

Nous étudierons plus en détail les conflits qui peuvent naître entre propriétaires et locataires, à l'occasion de l'installation de l'électricité dans les immeubles de rapport, sous la section 2 de ce chapitre, relative aux colonnes montantes.

SECTION II. — Branchements intérieurs :

La colonne montante. — Conflits avec le propriétaire.

1^o Nature juridique des colonnes montantes.

Au-delà du coupe-circuit principal, les canalisations électriques constituent le réseau des installations particulières. Elles ne sont plus dans la concession : ce sont des *biens privés*.

A vrai dire, dans tout immeuble important occupé par plusieurs abonnés, une artère principale, la colonne montante, a bien, comme le branchement qu'elle prolonge, le caractère de simple instrument de transport de l'énergie, et non pas encore celui de son utilisation. Mais, juridiquement, elle s'en distingue : elle n'est pas greffée sur la canalisation générale de la voie publique; elle existe tout entière à l'intérieur de la pro-

priété qu'elle dessert, c'est un bien privé. Aussi bien, l'article 15 du cahier des charges-type stipule-t-il, en une disposition très générale, que : les branchements intérieurs, les colonnes montantes et toutes dérivations seront établis et entretenus par les soins et aux frais des propriétaires ou des abonnés ».

Dans quelle catégorie de biens, meubles ou immeubles, faut-il ranger les colonnes montantes? Le Code Civil, pour « les tuyaux servant à la conduite des eaux dans une maison » déclare formellement que ceux-ci sont *immeubles* et font partie du fonds auquel ils sont attachés (art. 523). En outre, une partie importante de la doctrine les déclare immeubles par *nature* (Aubry et Rau, Tome II, page 6, § 164). C'est ainsi que MM. Planiol et Ripert enseignent (Des Biens, Tome III) que la nature immobilière s'étend à toutes les parties du bâtiment, à toutes les pièces et appareils qui font corps avec lui et qui sont destinés à le compléter; ainsi les tuyaux qui servent à la conduite des eaux sont immeubles par nature¹ et non pas seulement immeubles par destination malgré la place que l'article 523 leur donne entre les articles 522 et 524, qui, tous deux, s'occupent d'immeubles par destination. Et ces auteurs ajoutent : « Il en est de même des canalisations de gaz ou d'électricité... ».

Cette dernière assertion, appliquée aux colonnes montantes de gaz et d'électricité, nous paraît inexacte. Aucun texte d'assimilation ne décrète pour elles, comme le fait l'article 523 pour les tuyaux d'eau, qu'elles sont immeubles, par nature. Et nous en tirerons tout de suite cette conséquence, c'est que, établies par un locataire, elles ne peuvent faire l'objet, au profit du bailleur, du droit d'accession, qui ne joue qu'en cas d'incorporation matérielle, c'est-à-dire lorsque des matériaux de construction deviennent immeubles par nature.

Cependant, le fait que ces canalisations sont scellées au mur des immeubles desservis, est de nature à faire jouer la présomption de l'art. 525 : le propriétaire sera censé avoir attaché à son fonds ces effets mobiliers, à perpétuelle demeure, ce qui est le propre des immeubles par destination (art. 524). Mais, l'immobilisation par destination suppose remplie une condition particulière, à savoir que le meuble et l'immeuble appartiennent tous deux au même propriétaire : elle ne peut

(1) Ainsi que « toutes choses qui sont destinées à faire leur service sans bouger de place ». (Voir PLANIOL, tome I, n° 2225).

avoir la vertu de faire acquérir la propriété à celui qui ne l'a pas (Cf. Planiol, Tome I, N° 2.722).

Ainsi, pour les colonnes montantes de gaz ou d'électricité, c'est la détermination du propriétaire de ces installations qui fixera leur caractère de meuble, ou d'immeuble par destination. Les articles 524 et 525 n'établissent qu'une présomption qui peut être combattue par une preuve contraire venant démontrer que les canalisations demeurent la propriété d'un autre que le propriétaire du fonds, soit celle du locataire qui peut vouloir les retirer lors de la cessation de son bail, soit même, pour certaines installations, celle du concessionnaire.

Copper rappelle dans son *Traité des Industries Communales* (Tome II, page 508) que la Cour de Cassation, dans un arrêt du 25 janvier 1886 (Sirey 86.1.269) a décidé que « le caractère mobilier ou immobilier des biens se détermine avant tout par le point de vue auquel les ont considérés les parties contractantes et par la destination qu'elles leur ont attribuée ».

Ainsi, les canalisations peuvent présenter un caractère mobilier et, à tout le moins, être nettement distinguées de l'immeuble auquel elles sont attachées (Baudry-Lacantinerie, *Des Biens* n° 49).

Cet auteur en tire cette conclusion : « C'est aux locataires à faire reconnaître, par le propriétaire de l'immeuble dans lequel certains appareils de distribution vont être posés et scellés, que la propriété de ces appareils est destinée à demeurer toujours distincte de la propriété du fonds.

Les auteurs, qui reconnaissent aux canalisations d'éclairage comme aux canalisations d'eau, le caractère d'immeubles par nature, à l'exclusion, le cas échéant, du caractère d'immeubles par destination, doivent admettre les conséquences suivantes : 1°) le privilège du vendeur disparaît, par suite de l'incorporation matérielle. 2°) En cas d'expropriation, pour cause d'utilité publique, l'expropriant est tenu de payer la valeur des canalisations¹. Enfin, 3°) Au point de vue fiscal, les colonnes montantes seront soumises au régime des matériaux de construction.

Cette dernière conséquence a été formellement admise par

(1) Ainsi encore, en matière de canalisations d'eau, un arrêt de la Cour de Paris du 2 juin 1924, a décidé que la vente, non transcrite des canalisations faisant partie d'un immeuble n'est pas opposable aux créanciers hypothécaires de l'immeuble dont le gage se trouverait diminué, la vente portant sur la totalité de l'immeuble. (Application art. 3, Loi du 23 mars 1855).

les tribunaux, du moins pour les adductions d'eau : « Attendu, constate l'arrêt de la Cour de Cassation du 18 juin 1891, que l'art. 523 du Code Civil n'exige pas, comme le font les art. 522 et 525, que les tuyaux qu'ils déclarent immeubles aient été posés par le propriétaire du fonds; que l'incorporation d'objets mobiliers dans le sol en fait des immeubles par nature, sans qu'il y ait lieu de rechercher si cette incorporation a été faite ou non par le propriétaire du fonds ou par un simple possesseur à titre précaire ». Et l'arrêt en tirait cette conséquence : les tuyaux pour canalisations doivent acquitter les droits d'octroi prévus pour les pièces de toutes formes et de toutes dimensions, en fonte, destinées aux constructions immobilières (S. 91.1.488 — de même 9 juillet 1898 — S. 1900.1.446).

Que décident les tribunaux en matière de colonnes montantes de gaz ou d'électricité ?

On a reconnu aux canalisations intérieures de gaz le caractère d'immeuble (Limoges, 29 juin 1888, S. 1888.2.205). Dans l'espèce, il s'agissait de savoir quelle était l'étendue du privilège du vendeur, à la suite d'une vente sur saisie, d'un immeuble. La Cour a décidé que les tuyaux pouvaient constituer le gage du créancier privilégié. Mais cette décision, qui se fonde sur « l'analogie que présentent les canalisations de gaz avec les tuyaux d'eau de l'article 523 » en fait manifestement des immeubles par destination, elle décide, en effet, par a contrario, pour les appareils et compteurs à gaz « autres que les conduites » : Attendu que les compteurs à gaz et les appareils tels que : lyres, pendentifs, etc..., sont des ustensiles simplement adaptés aux conduites, pouvant s'enlever facilement sans dégradation, qui n'ont par suite, aucun des caractères qui, aux termes de la loi, font de certains meubles des immeubles par destination ».

Pour les canalisations électriques, tandis que des arrêts du Conseil d'Etat (1^{er} mai 1891, 7 mai 1909. Hauriou, Tr. de Droit administ., page 757), on peut déduire que les branchements extérieurs ont un caractère immobilier, du fait de leur incorporation au *sol*, au même titre que les lignes télégraphiques et téléphoniques qui sont des ouvrages publics, le Tribunal de la Seine (25 juil. 1911, Gaz. des Trib., 26 juil. 1911) décidait que leur caractère mobilier et la facilité de déplacement des colonnes montantes ne permettent pas de considérer ces instal-

lations électriques comme faisant partie intégrante de l'immeuble.

Cette décision qui, à juste titre, rejetant l'application de l'article 546 sur le droit d'accession, contestait par là même que ces canalisations pussent avoir un caractère d'immeubles par nature — cette décision méconnaissait par contre, à tort selon nous, leur aptitude à devenir immeubles par destination. Aucun texte légal, disait-on, ne les ayant assimilés aux tuyaux de l'art. 523 : mais nous avons vu que ce texte vise uniquement des immeubles par nature.

Aussi bien, nous en tenons-nous à la distinction que nous avons faite plus haut : les canalisations demeurent des *meubles* quand elles sont la propriété du locataire usager, elles deviennent *immeubles par destination* quand c'est le propriétaire de l'immeuble qui les a établies.

Et même, dans un certain nombre de cas, on pourrait soutenir que les canalisations, bien qu'établies par un locataire, ont cependant le caractère d'immeubles par destination du seul fait de l'autorisation délivrée par le propriétaire pour leur installation. Celui-ci s'est, en quelque sorte, engagé par avance à^e racheter, donc à incorporer, cet accessoire, indispensable pour l'exploitation de son immeuble pour peu que d'autres locataires en bénéficient. Ceci nous semble conforme à l'interprétation donnée par l'arrêt de Cassation de 1886 (voir p. 106).

Signalons enfin un arrêt de Cassation du 25 nov. 1884 (Dal. 85.1.35) rendu dans une espèce où la propriété des canalisations était demeurée au concessionnaire. Cet arrêt déclare que le propriétaire « qui autorise une Cie d'éclairage à établir et à appuyer à demeure dans sa maison pour plusieurs années une colonne montante destinée au gaz, confère à cette Cie un droit réel de jouissance s'exerçant sur l'immeuble et pour l'exercice duquel ledit immeuble est indispensable ». Ce droit d'occupation et de jouissance, tout restreint qu'il puisse être n'en a pas moins, relativement à l'immeuble, les mêmes caractères juridiques que l'usage, ou l'usufruit ordinaire.

Et l'arrêt de conclure qu'en cas d'expropriation de l'immeuble, la Ville doit une indemnité au concessionnaire qui a un droit réel de jouissance sur l'immeuble.

II^o Frais d'installation et d'entretien des colonnes montantes.

A. — *Ces frais sont à la charge des usagers.*

Jusqu'à la promulgation des derniers cahiers des charges-type, les frais des colonnes montantes ont été, tantôt à la charge des usagers, tantôt à la charge des concessionnaires.

Si l'on peut citer tels contrats de concession, antérieurs à la loi de 1906, qui déjà stipulaient formellement que les installations intérieures seraient à la charge des usagers (C. E. 26 fév. 1926, Ville d'Auxerre, convention de 1898; C. E. 23 mars 1926, Commune de Viviers, convention de 1912; B. U. 1926, p. 64 et 74), il n'était pas rare non plus de voir des Compagnies de distribution d'électricité, à l'exemple de Sociétés Gazières, offrir d'installer et d'entretenir à leurs frais les canalisations particulières des usagers, avec l'espoir de faciliter de nouveaux abonnements, et la certitude de rattraper peu à peu sur les bénéfices d'exploitation, les dépenses ainsi engagées.

L'article 4 du cahier des charges-type a, au contraire, mis à la charge des usagers les frais qu'entraînent l'installation et l'entretien des colonnes et branchements intérieurs. Cette disposition a eu pour but de mettre fin à la pratique que nous venons de dire et de prévenir les litiges qu'elle ne manquait pas de soulever. Tel le différend qui s'éleva à Paris entre les usagers du gaz et la Ville et que nous voulons brièvement rappeler.

L'ancienne compagnie du gaz, dans le but de développer son industrie, avait installé, à ses frais, dans les immeubles parisiens, des colonnes montantes dont elle abandonnait au propriétaire la jouissance gratuite. La Cie se réservait, toutefois, le droit de s'exonérer, quand bon lui semblerait, de cette obligation d'entretien. Le jour où, après la dissolution de la Cie, en 1905, la Ville de Paris, eût donné en régie l'exploitation du gaz à une compagnie fermière, elle essaya, pour sa concessionnaire, de tirer profit de ces appareils, en imposant aux propriétaires qui en avaient la jouissance, une redevance annuelle.

A cet effet, le Préfet de la Seine prit, le 24 août 1908, un arrêté en vertu duquel la Cie nouvelle prétendait mettre les propriétaires en demeure, ou d'acquérir les colonnes installées dans leurs immeubles, ou d'en payer la location.

Les propriétaires qui, originairement, avaient obtenu la

gratuité d'entretien de leur installation, gratuité qui n'avait été nullement retirée par les conventions administratives de cession, exercèrent devant le Conseil d'Etat, un recours pour excès de pouvoir, avec succès.

Le Conseil d'Etat a considéré que la gratuité avait été la conséquence d'une série d'actes administratifs, situation qu'il n'était pas au pouvoir du Conseil Municipal de modifier. S'il est exact que le Maire (ou le Préfet à Paris) a un droit de réglementation de l'usage des colonnes montantes au nom de l'ordre public, c'est uniquement dans un but de police, et non dans un but fiscal. La mesure prise, dans un intérêt financier, était donc entachée de détournement de pouvoir (19 janv. 1912, Recueil p. 75).

Toutefois, la Ville de Paris et la Compagnie du Gaz, au mépris de l'instance engagée, relative à l'arrêté préfectoral, sans même attendre qu'il eut été statué sur sa validité, avaient poursuivi¹ un certain nombre de propriétaires qui s'étaient provisoirement refusés à payer les redevances contestées. Mais ceux-ci eurent gain de cause, bien que la Cour de Cassation eut partiellement refusé de les suivre dans leur argumentation.

La résiliation des contrats entraînant, disaient-ils, la résiliation de la clause d'attribution de propriété, dès lors, les colonnes montantes, accessoire inséparable de l'immeuble, s'y sont trouvées désormais incorporées, par application de l'article 553 du Code Civil sur le droit d'accession. La Cour a estimé que ces contrats étaient sans doute résiliables, mais que la clause relative à la propriété fixait, ne varietur, un état de droit permanent. Ainsi, malgré la résiliation (explicable, l'obligation d'entretien à perpétuité étant très onéreuse), la propriété des colonnes montantes demeurait à la Compagnie. Nous avons vu, en effet, plus haut, que la preuve contraire était recevable à l'encontre de la présomption établie par l'article 553².

Mais, les propriétaires ont pu faire triompher un argument de droit public, en soutenant que ces canalisations, qui n'étaient pas dans la concession, échappaient à la règle qui veut que les

(1) Devant le tribunal Civil; car il s'agit là de taxes assimilées aux contributions indirectes.

(2) L'arrêt du 1^{er} décembre 1920 (D. 1921-1-154), après avoir rappelé les termes de l'art. 553 du Code civil, relève, en effet, que l'arrêt attaqué constatait que, « la preuve contraire à la présomption légale résultait de la clause, claire et précise, réservant à la Compagnie parisienne du Gaz la propriété des conduites montantes établies par celle-ci dans les immeubles; ...conduites constituant une partie essentielle de son outillage industriel... »

accessoires du domaine public dépendent du domaine public. Elles font partie seulement du domaine privé de la Ville; or, celle-ci ne peut établir une taxe pour l'usage de son domaine privé. Le Conseil d'Etat avait, en effet, décidé (25 mai 1911) que la Municipalité ne pouvait recevoir une rémunération de ce genre, qu'en vertu d'un contrat.

En 1930, une tentative a été faite à nouveau par l'Administration municipale, mais cette fois à l'encontre des propriétaires de colonnes montantes d'électricité et, non plus devant les tribunaux, mais au moyen d'une proposition de loi. L'article 2 du texte proposé, autorise le concessionnaire à racheter à tout moment et aux conditions fixées par son cahier des charges, en vue de les incorporer à son réseau de distribution, les canalisations collectives d'immeubles et dérivations établies par les propriétaires, les abonnés et les tiers, et existant au moment de la promulgation de la loi.

L'indemnité de rachat serait égale à la portion non amortie de la valeur de remplacement des installations, l'amortissement étant calculé à raison de 1/20^e par année écoulée, entre la date d'établissement et la date du rachat. En droit et en fait, cette disposition créerait, en faveur du concessionnaire, une véritable expropriation, si l'on songe que passé la 20^e année, celui-ci n'aurait aucune indemnité à verser. Au surplus, il ne nous paraît pas possible d'incorporer au réseau de distribution, c'est-à-dire à un ouvrage public, des ouvrages privés, situés au-delà du branchement particulier, lequel, ainsi que nous l'avons dit précédemment, ne fait partie du réseau qu'à titre d'accessoire immédiat de celui-ci. (Voir cette proposition au Bulletin de la Chambre des propriétaires, n° de février 1930).

La rédaction actuelle du cahier des charges-type des distributions d'électricité rend impossible tout litige de cet ordre. Il pose, en effet, en principe, que les canalisations sont à la charge du propriétaire ou de l'usager.

B. — Mais, qui, du propriétaire ou de l'usager, doit supporter les frais de canalisations ?

C'est à celui qui fait procéder à l'installation qu'en incombe la charge. Sans doute, un accord est-il toujours possible et les intéressés sont-ils libres de partager les frais dans telle proportion qu'il leur plaira de fixer.

Mais normalement, à défaut d'accord, le propriétaire, qui

a fait les frais de la colonne montante, doit les supporter définitivement : « lorsqu'il existe dans un immeuble une canalisation d'électricité appelée colonne montante, appartenant au propriétaire, celui-ci n'est pas fondé à imposer au locataire, en sus du loyer, aucune redevance spéciale pour l'usage de cette canalisation qui revêt le caractère d'immeuble par destination et constitue une dépendance de la chose louée ». (Trib. de Paix d'Argenteuil, 16 fév. 1932, Rev. des Loyers 1932, p. 554).

Toutefois, lorsque la colonne montante, installée par les soins du propriétaire, est cependant demeurée la propriété de l'installateur, le locataire pourra être astreint à verser une redevance d'utilisation, à la condition que le fait lui ait été signalé lors de son entrée en jouissance. Il est en effet arrivé fréquemment que des propriétaires traitent avec des entrepreneurs d'installations électriques, pour la pose gratuite de colonnes montantes dans leur immeuble. Ces installateurs « exploitaient » la colonne montante en exigeant, des locataires, des redevances constituant un prix de location. Du moins, ces conventions comportaient-elles habituellement une clause d'après laquelle le propriétaire se réservait la faculté d'acquérir à un moment quelconque la colonne ainsi établie, moyennant un prix déterminé. Il est alors bien certain que, de ce jour, les locataires doivent être exonérés de tous versements à ce titre, entre les mains du bailleur.

Le locataire qui fait procéder aux installations, pourrait-il par contre, réclamer une *indemnité* à son bailleur ? Tout dépend de la réponse que l'on fait à la question relative à la nature juridique du bien litigieux. Si la canalisation, impense utile, peut être considérée comme un immeuble par nature, qui s'incorpore définitivement aux lieux dans lesquels elle est placée, le propriétaire devra indemniser son locataire lorsque celui-ci abandonnera les lieux, et même, dès le jour où la dépense aura été effectuée, si l'on admet que le droit d'accession rend le bailleur propriétaire des installations dès leur réalisation (Colin et Capitant, page 537, D. R. P., Louage 1243). Tel est le cas des conduites d'eau, tel serait aussi celui des adductions de gaz qu'une jurisprudence récente a considérées comme constituant une amélioration susceptible d'entraîner le versement d'une indemnité par le bailleur. (Tribunal de Paix Marvejol, 12 janv. 1929, D. H. sommaires 1930). Les colonnes montantes d'électricité, constituent bien également une impense

utile apportant une plus-value à l'immeuble, mais, à notre avis, leur incorporation n'est pas aussi effective que celle d'une canalisation d'eau, elles peuvent être facilement retirées : c'est au point de vue de leur utilisation qu'il faut se placer : profitent-elles au seul locataire qui les a fait installer, celui-ci ne pourra avoir droit à une indemnité; il en irait autrement si d'autres locataires étaient venus se brancher sur cette colonne montante qui, dès lors, essentielle à l'exploitation de l'immeuble peut être considérée comme y étant incorporée.

III° Qui peut réaliser l'installation ?

Le cahier des charges-type pose, en principe, avons-nous dit, que les canalisations sont établies par les soins des propriétaires ou des abonnés. Mais il ajoute que les propriétaires peuvent demander au concessionnaire de se charger contre rémunération de l'exécution et de l'entretien des colonnes montantes.

Cette disposition facultative tend à la fois, à la protection des intérêts du concessionnaire, de l'usager et de l'ensemble des usagers. Il s'agit d'assurer le service aux meilleures conditions techniques possibles, le mauvais fonctionnement d'une colonne montante peut affecter la marche générale du réseau. Les propriétaires, de leur côté, ont intérêt à ce que le travail soit exécuté par le concessionnaire, qui travaillera mieux et à meilleur compte. Le travail d'installation ne doit pas être normalement une source de bénéfice pour le distributeur. Aussi bien, celui-ci ne pourra-t-il se soustraire à la demande de l'usager : « le concessionnaire sera tenu ». (art. 15). Cette obligation a pour contre partie une rémunération tarifée. De même, pour les frais d'entretien, le tarif arrêté par le cahier des charges met une entrave aux exagérations possibles. Au surplus, ce tarif peut être révisé à toute époque (art. 15 in fine), mais cette modification suppose l'accord de l'autorité concédante (voir arrêt précité, C. E. 19 janvier 1912, p. 75).

L'intention des auteurs du cahier des charges a été de supprimer le monopole d'installation qui, souvent, avait été concédé par des traités antérieurs à la Loi de 1906, monopole contraire au principe de la liberté du commerce.

A cet égard, la Cour de Lyon avait pourtant anciennement

décidé que ce privilège conféré pour des raisons de police et de sécurité publique ne constituait pas un monopole contraire au droit commun : « la prudence ne voulant pas, en effet, livrer à l'inexpérience ou à la parcimonie des particuliers ou de leurs ouvriers, des travaux qui, par leur imperfection, entraîneraient les plus fatales conséquences (4 mai 1843 S. 1843-2.324).

Depuis, la jurisprudence du Conseil d'Etat s'est prononcée en sens contraire; c'est ainsi qu'en matière de distribution d'eau, un arrêt du 5 juin 1908 (page 610) a déclaré que le Maire ne pouvait, sans porter atteinte au droit de propriété et à la liberté de l'industrie, contraindre les particuliers à s'adresser à un entrepreneur déterminé pour l'installation d'un branchement particulier. Citons encore un arrêt du 21 février 1872 (au Dalloz 72.1.365), qui déclare que le privilège des canalisations sur la voie publique n'entraîne pas le privilège d'installation des compteurs chez les particuliers. Il est du moins à souhaiter que l'installation soit exécutée sous la surveillance du concessionnaire; d'où l'article 19 du cahier des charges qui lui confie la surveillance des installations et déclare que les abonnés doivent se conformer aux mesures qui leur seront imposées par le concessionnaire. Mais celui-ci ne peut imposer sa volonté qu'avec l'approbation de l'ingénieur en chef du contrôle.

En tout état de cause, le tiers qui aura procédé à l'installation intérieure d'un abonné ne peut, sans autorisation du concessionnaire, effectuer la jonction du branchement avec le réseau, c'est-à-dire mettre sous tension le branchement, pour donner le courant à l'abonné¹. A défaut de cette autorisation, il encourrait les pénalités prévues par l'article 25 de la loi du 15 juin 1906 (Voir tribunal correctionnel de Langres, 6 mai 1932, B. U. 1932, p. 76)². Si, en effet, le règlement d'adminis-

(1) L'art. 15 ne spécifie pas le point où doit être effectué le raccordement. Force est, en cas de litige, d'interpréter l'acte de concession. C'est ce qu'a décidé la Cour de Cassation dans une espèce où le litige portait sur le point de savoir si la pose du tableau d'entrée du courant et la fourniture des éléments qui le composent, à l'exception du compteur, faisaient partie du monopole du concessionnaire, ou si celui-ci devait se borner à un travail de ligature des fils entre l'installation intérieure et le réseau. (9 décembre 1926).

(2) En sens contraire, — mais antérieurement à la loi de 1906 — on peut citer un arrêt de rejet de la Chambre criminelle du 8 février 1902 qui décide que les obligations qui ont leur source unique dans un contrat ne comportent que des sanctions civiles. En pareil cas, l'application d'une peine déjà inadmissible à l'égard des parties, l'est plus encore à l'égard des tiers restés étrangers au contrat. Ainsi, lorsque une commune exploite une usine d'éclairage électrique créée par elle, la disposition d'un arrêté municipal interdisant aux abonnés de faire procéder par d'autres que par l'agent municipal chargé de ce service, à la construction et au raccordement de leur ins-

tration publique du 29 juillet 1927 (art. 56) prévoit que « les branchements — établis conformément aux dispositions de l'article 49, alinéas 2 et 3 — peuvent être mis en service sans essai de réception », cette dispense de formalité intéressant la sécurité des personnes ne concerne que le concessionnaire lui-même, qui a le droit de vérifier, d'autre part, l'installation intérieure de l'abonné, avant de lui donner le courant. Le tribunal correctionnel de Toulouse a fait application des mêmes textes à l'encontre d'un consommateur qui, sans autorisation, avait remplacé son branchement (15 janvier 1927).

Quel peut être l'effet de l'insertion dans le traité d'une clauses subordonnant le choix de l'installateur à l'agrément du concessionnaire ou à la production de certains diplômes par où s'affirme sa compétence ? Il semble qu'on ne puisse voir là un moyen détourné de rétablir un monopole, mais bien une application pratique du droit de surveillance du concessionnaire : il n'y a pas attribution du travail à une personne déterminée.

Installation de colonnes montantes dans les maisons à loyer.
— *Conflits qui peuvent s'élever entre concessionnaires, propriétaires et locataires usagers, au sujet de l'installation de ces canalisations et des charges pécuniaires qu'elles entraînent.*

L'article 15 du cahier des charges met les installations intérieures à la charge du « propriétaire de l'immeuble ou des abonnés ». En effet, ainsi que nous l'avons vu plus haut, en étudiant la nature juridique des canalisations intérieures, celles-ci peuvent appartenir, selon les circonstances, soit au propriétaire, soit aux abonnés.

C'est, le plus souvent, avec le propriétaire, en dehors de tout contrat de fourniture, que le distributeur traitera pour installer une colonne montante qui va constituer pour l'immeuble neuf, un avantage destiné à le suivre en toutes mains. Puis, c'est par des polices individuelles passées avec chaque occupant, propriétaire ou locataires, que la Compagnie traite pour une fourniture de gaz ou de courant qui variera constamment, cessera même dans certains cas, sauf à reprendre ultérieurement avec de nouveaux occupants. L'accord relatif

tallation avec le réseau extérieur, — n'est sanctionnée par aucune peine. Et, par suite, ne commet aucune contravention punissable le mécanicien qui, sur la demande d'un abonné, procède aux travaux de raccordement réservés par l'arrêté à l'agent municipal.

à l'établissement de la colonne, élément permanent, doit donc être distingué du contrat de fourniture de courant. (Dalloz, 1885.1.35).

Les propriétaires d'immeubles anciens qui semblent ainsi disposer d'un pouvoir discrétionnaire de modification des lieux, se sont trouvés maintes fois, en conflit avec leurs locataires désireux de profiter des distributions soit du gaz, soit de l'électricité.

Il résulte d'ailleurs des dispositions obligatoires du cahier des charges-type que l'abonné ne peut procéder à une installation, sans l'autorisation préalable du propriétaire (art. 13, alin. 2). Cette disposition n'a rien que de très normal, elle est conforme à toutes les dispositions de droit commun qui, en matière de louage, assurent le respect du droit de propriété.

Cependant, la jurisprudence et une loi récente semblent bien en avoir fait une pure clause de style : le propriétaire, prévenu par le locataire, ne pourrait plus s'opposer à l'installation. C'est « le coup de chapeau » au droit de propriété.

La loi du 29 juin 1929, relative aux baux à loyer, contient dans son article 14, § 9, la disposition suivante : « Le bailleur ne peut s'opposer aux installations qui ne peuvent diminuer la valeur des lieux loués, telles que celles de l'électricité, du téléphone, du gaz, de l'eau que le locataire réalise lui-même à ses frais ». Cette disposition, bien que d'ordre public, comme toutes les dispositions de la dite loi, est loin d'avoir aplani toutes les difficultés : la loi de 1929, d'une part, ne concerne pas les locaux commerciaux; d'autre part, elle laisse en dehors de son champ d'application les locations consenties dans les communes d'une population totale inférieure à 4.000 habitants.

D'autre part, des décisions de jurisprudence récentes prouvent qu'un locataire ne saurait, dans tous les cas, obtenir selon son bon plaisir, l'installation d'une distribution personnelle. Il n'est donc pas sans utilité de rappeler les principes posés et les solutions données par la jurisprudence, en la matière.

Ici, en cette matière de pur droit privé, les conventions des parties, conformément à l'article 1134 du Code Civil, font loi; dès lors, toute la question est de savoir quels sont les termes du bail. Si le bail ne contient pas de clause prohibant formellement les installations de gaz ou d'électricité, les Tribunaux accordent au locataire le droit de procéder aux installations; ils considèrent, en effet, que celles-ci n'apportent pas un chan-

gement suffisamment grave dans la destination des lieux loués (Voir Sirey 1903.2.296; C. A. Bordeaux, 6 juillet 1903). Les tribunaux accordent même l'autorisation, malgré la clause de style portant interdiction de modifier l'état des lieux sans le consentement du bailleur (Sirey 1898.2.43; C. A. Grenoble, 23 juillet 1897).

La Cour de Paris, par une décision du 12 novembre 1925, a nettement indiqué les circonstances de fait, de nature à faire prononcer le caractère abusif du refus opposé par le propriétaire à la demande d'un locataire. Cet arrêt, après avoir constaté : 1°) l'existence de la colonne montante dans l'immeuble et, à la porte de l'appartement du locataire, la présence d'un coffret coupe-circuit, destiné à relier les branchements intérieurs de l'appartement à la colonne; 2°) que le branchement ne pouvait causer de préjudice au propriétaire; 3°) que le locataire offrait de participer aux frais d'installation ou de location de la colonne montante — cet arrêt a déclaré : le refus du propriétaire abusif et l'avenant passé entre lui et la C. P. D. E., — avenant qui dérogeait au contrat, d'usage courant, lors de l'établissement de canalisations électriques dans un immeuble d'habitation — inopposable au locataire. L'arrêt, par ailleurs, déclare réserver les droits des parties pour la fixation des redevances qui peuvent être dues au propriétaire et qui seront appréciées par le juge du fond. (R. C. 1925, p. 296; B. U. 1925, p. 171).

De même, lorsqu'il s'agit de l'installation de l'électricité pour le fonctionnement d'*appareils* servant à l'exercice de la profession du locataire, la Cour de Paris admet qu'une clause, aux termes de laquelle : « les locataires ne pourront introduire ni faire fonctionner dans les lieux loués aucun... pétrin mécanique... dont le bruit pourrait être entendu dans une autre partie de la maison ou produisant des vibrations, alors même qu'elles ne seraient pas ressenties par les autres locataires de la maison » ne s'oppose pas à l'installation de toutes machines dans les lieux loués, dès lors qu'elles n'apportent aucun trouble ou dommage ». (7.7.1924; B. U. 1925, p. 12).

Il est à noter que cet arrêt a été rendu, « la clause étant parfaitement claire », sur appel d'une ordonnance de référé. L'installation sollicitée par le locataire étant nécessaire pour son commerce, constate la décision, le bail ayant été consenti en vue de l'exploitation d'une boulangerie, il est hors de dis-

cussion que le locataire est en droit d'installer dans les locaux loués tous les appareils nécessaires à l'exploitation de son commerce, sauf restriction explicite et formelle.

Dans les espèces précitées, l'autorisation de procéder aux installations avait été accordée par le juge des référés, dont la compétence n'est plus contestée en la matière. (5 septembre 1924, Seine, C. P. D. E., c. Bourgoint B. U. 1925, p. 69; 8 novembre 1924, Seine, B. U. 1925, p. 16).

Un jugement de paix du II^e arrondissement de Paris (8 mai 1930) faisant application du § 9 de l'article 14 de la loi du 29 juin 1929, déclare que cette disposition doit s'entendre en ce sens, qu'il ne saurait être permis à chaque locataire d'un immeuble, contenant de nombreux logements, d'y faire des installations particulières ne concordant pas avec les dispositions d'ordre général de cet immeuble; qu'on ne saurait notamment obliger un bailleur à souffrir dans sa maison l'installation d'autant de canalisations d'électricité, de gaz ou d'eau que cette maison comporte de locataires; que la valeur des lieux en serait atteinte et diminuée; que les installations auxquelles le bailleur ne peut s'opposer sont uniquement celles d'ordre particulier dérivant d'installations d'ordre général déjà existantes dans l'immeuble, par exemple, les branchements sur une colonne montante d'électricité ou de gaz, pour l'utilité d'un logement; mais que le législateur n'a certainement pas voulu autoriser chaque locataire à faire à son gré, suivant sa fantaisie, des installations qui, étendant leur rayon bien au-delà des lieux loués, iraient chercher jusque sur la voie publique, le courant électrique, l'eau ou le gaz.

Il est à noter, en l'espèce, que le propriétaire avait fait offrir des facilités pour l'installation économique de l'énergie électrique du secteur par l'installation d'une colonne montante commune, unique, établie à frais communs entre tous les locataires consentants, proposition qui avait été repoussée par le locataire.

La Cour de Cassation a formellement déclaré que le locataire dont le bail est expiré, mais qui est maintenu en possession par application de la loi sur les loyers (prorogation) n'est soumis à aucune restriction quant au mode et à l'étendue de la jouissance que lui assurent les conventions antérieures passées avec le bailleur.

Elle a décidé, en conséquence, que le juge du fait devait

condamner le propriétaire à délivrer l'autorisation de fourniture de courant requise par la compagnie, dès lors qu'il n'est pas contesté que le locataire avait adhéré à l'offre faite par le propriétaire à ses locataires d'établir une colonne montante dans l'immeuble (Cour de Cassation, 6 déc. 1927, Rev. des Conces. 1929, page 85).

Ainsi le droit reconnu au locataire n'est pas absolu et les compagnies de distribution feront bien d'exiger, comme par le passé, une autorisation écrite des propriétaires ou, à défaut, une autorisation de justice.

L'éclairage électrique (de même que l'utilisation du gaz) constituant un « progrès notable », le bailleur ne peut donc, en principe, s'opposer à des installations qui « ne peuvent diminuer la valeur des lieux loués ».

Mais peut-on aller encore plus loin et déclarer obligatoire pour les propriétaires l'installation de l'éclairage électrique dans les immeubles, au même titre que le tout à l'égout ? On a fait observer que celui-ci n'avait été rendu obligatoire que parce qu'il intéressait au premier chef l'hygiène publique, ce qui n'est pas le cas de l'éclairage électrique.

Signalons, toutefois, que la proposition de loi dont il a été fait mention (page 111), dispose que les canalisations collectives des immeubles de la Ville de Paris et les dérivations jusqu'au coffret individuel de chaque abonné pourraient être établies, nonobstant toute opposition des propriétaires (et sans que ceux-ci aient droit à une indemnité quelconque) dans les immeubles non encore desservis par le réseau de distribution (art. 1^{er}). Une telle clause constitue bien indirectement l'obligation dont nous venons de parler, en ce sens que les propriétaires n'auraient plus de consentement à donner. Du moins, ne pourraient-ils être contraints à réaliser à leurs frais (comme c'est le cas pour le tout à l'égout¹, une installation destinée,

(1) Les petits propriétaires ne disposant pas des fonds nécessaires peuvent recourir, pour l'installation du tout à l'égout, à une caisse de prêts de la Ville de Paris, au service de l'hygiène de la Préfecture de la Seine, conformément à la Loi du 13 août 1926, et au règlement d'administration publique du 8 mars 1928.

Sans avoir à recourir à une telle caisse de prêts, qui ne pourrait fonctionner comme pour le tout à l'égout, qu'en vertu d'une loi spéciale, les propriétaires ont la possibilité de faire installer gaz et électricité en invoquant la clause de leurs traités qui autorise Société du Gaz et C. P. D. E. à installer gratuitement des colonnes montantes de gaz (contre la perception de redevances de location fixées par arrêtés préfectoraux) et des colonnes montantes d'électricité jusques et y compris les coffrets d'abonnés. Les frais d'aménagement du local destiné à loger les transformateurs peuvent même

aux termes de l'article 2 de la proposition, à accroître le réseau public.

Modification de la canalisation intérieure : Le locataire peut-il mettre en cause le concessionnaire, en cas de difficulté avec le propriétaire, relative à la transformation des installations ?

Il peut arriver qu'une transformation de la colonne montante soit rendue nécessaire par suite d'un changement dans le mode de distribution.

Au cas de refus ou de difficultés avec le propriétaire, l'usager qui a droit à la fourniture du courant, peut-il se retourner contre le concessionnaire ?

Dans une espèce, où un nouveau concessionnaire avait substitué le courant triphasé au courant continu, mais où cette substitution lui avait été imposée par son traité, le Tribunal, après avoir constaté que le nouveau concessionnaire n'était pas lié par les contrats d'abonnement passés par son prédécesseur, a décidé que pour obliger le concessionnaire à procéder à ses frais aux transformations nécessaires pour permettre aux particuliers d'utiliser le courant triphasé, il faudrait, à défaut de convention entre lui et les abonnés, une stipulation formelle dans le contrat de concession.

Du moins, une action en dommages-intérêts, pourrait-elle, semble-t-il, être dirigée contre l'autorité concédante pour n'avoir pas sauvegardé les droits des usagers par l'insertion d'une telle clause dans le contrat de concession. (R. C. 1928, p. 58).

être pris à sa charge par le distributeur, ainsi que les frais d'établissement du branchement extérieur qui, normalement, incombent au propriétaire (arrêté du 14 déc. 1928).

De fait, des conventions d'installation interviennent fréquemment sur ces bases et précisent que le distributeur sera propriétaire des colonnes montantes.

(1) S'il est exact que la jurisprudence accorde aux locataires le droit de faire procéder, même en cas de refus du bailleur, à certaines réparations incombant aux propriétaires, c'est à la condition que ces travaux soient indispensables et urgents. Si une modification devant permettre le fonctionnement d'un ascenseur présentait un avantage évident, du moins n'avait-elle pas le caractère indispensable et urgent, nécessaire; le locataire n'était donc pas dans son droit et il a commis une faute en procédant aux travaux qu'il a exécutés sans l'autorisation de son bailleur ou de justice. Il s'agissait, en l'espèce, d'adapter à une distribution de courant triphasé... l'appareillage d'un ascenseur conçu pour fonctionner avec le courant continu (Tribunal de Bagnères-de-Bigorre, 1^{er} janvier 1927; R. C. 1928, p. 58).

SECTION III. — Les compteurs.

Nous avons déjà vu que le courant électrique pouvait être fourni soit à forfait, d'après l'importance et le nombre des appareils d'utilisation, soit à la quantité fournie exactement mesurée. Le compteur est l'instrument qui enregistre les quantités de courant consommées.

Lorsque le cahier des charges prévoit les deux modes d'abonnement : au compteur et à forfait, l'abonné ne peut se voir imposer ce second mode s'il prend l'engagement de se conformer aux conditions spéciales fixées par le cahier des charges pour ce mode d'abonnement; c'est ce qu'a rappelé un arrêt du 16 décembre 1932, du Conseil d'Etat, saisi sur renvoi de l'autorité judiciaire pour l'interprétation d'une clause du cahier des charges.

Le fonctionnement de ces appareils délicats ayant entraîné de nombreuses contestations, le cahier des charges-type a consacré 2 articles (16 et 17) à l'installation et à l'entretien des compteurs. Il est à noter que ces dispositions doivent figurer obligatoirement dans tous les cahier des charges.

Fabrication.

L'article 16 pose d'abord le principe de l'étalonnement officiel : « les compteurs, servant à mesurer les quantités d'énergie livrées aux abonnés par le concessionnaire, seront d'un des types approuvés par le Ministre des Travaux Publics, après avis du Comité d'Electricité institué, conformément à la loi du 15 juin 1906. Pour chaque type, le Ministre déterminera la valeur des écarts dans la limite desquels les compteurs seront considérés comme exacts ».

Un arrêté ministériel du 8 janvier 1920 a fixé les conditions d'approbation des types de compteurs d'énergie électrique. Il est à noter que l'approbation n'est accordée que pour 10 ans; elle peut être renouvelée. L'approbation est constatée par l'apposition d'une plaque en métal dite « d'approbation » « et de construction ». (Voir aussi les instructions complémentaires du 8 août 1922, relatives au mode de présentation et à la nature des essais des compteurs soumis à l'approbation).

Monopole d'installation et d'entretien.

Le souci du bon fonctionnement du service et de la réalisa-

tion d'installations correctes a conduit les rédacteurs du cahier des charges-type à concéder au concessionnaire un monopole pour la *pose* et l'*entretien* des compteurs : « les compteurs seront posés, plombés et entretenus par le concessionnaire » (tandis que l'installation des canalisations intérieures par le concessionnaire est facultative, ainsi qu'il a été dit précédemment).

Conséquence de ce monopole : il sera perçu, par le concessionnaire, à titre de frais de pose, une certaine somme, et à titre de frais d'entretien, une redevance mensuelle.

Mais l'article 16 pose, en principe, que : « l'abonné aura la faculté de les *fournir* lui-même ou de demander au concessionnaire de les fournir ». Ainsi, la propriété du compteur est tantôt à l'usager, tantôt au concessionnaire. Dans ce dernier cas, celui-ci percevra une redevance supplémentaire » « à titre de frais d'usage ». Ces sommes sont facturées globalement sous la rubrique « location et entretien »).

Ainsi, le concessionnaire n'a pas le monopole de la fourniture du compteur : parmi les divers types approuvés officiellement, l'abonné peut désigner celui qui lui convient¹.

Il a été jugé, en matière de compteurs à eau : « que s'il appartenait au Maire de fixer les conditions que devaient remplir des compteurs pour être admis en service, il ne pouvait, sans porter atteinte à la liberté du commerce et de l'industrie, décider que tous les usagers devraient se procurer les compteurs d'une marque déterminée vendus par une seule Société, dénommée à l'arrêt attaqué; que cette mesure n'était pas indispensable pour assurer le bon fonctionnement du service public ». (Conseil d'Etat, 11 mai 1928, p. 610; B. U., 1928, page 72).

Pourtant les nouveaux cahiers des charges permettent de réserver aux concessionnaires la fourniture des compteurs. Un

(1) Le cahier des charges type pour la distribution du gaz contient des prescriptions identiques :

Article 14 : Les compteurs doivent être d'un des types agréés par un organe technique choisi d'un commun accord entre la commune et le concessionnaire; ils doivent être poinçonnés. L'abonné peut fournir son compteur, mais il sera posé et plombé par le concessionnaire, suivant un tarif arrêté par le cahier des charges.

Comme pour les compteurs électriques, il est perçu une taxe mensuelle de location et d'entretien au cas où l'abonné ne fournit pas son compteur. Les abonnés sont responsables des avaries et dégâts pouvant provenir de causes extérieures à l'usage normal du compteur, que le compteur soit en propriété ou en location.

Art. 15 : Cet article accorde au concessionnaire le droit de vérifier les compteurs et à l'abonné celui d'exiger cette vérification.

renvoi de l'article 16, en note, déclare que : « la Commune peut spécifier que la fourniture du compteur sera toujours faite par le concessionnaire, celui-ci percevra alors une redevance mensuelle unique comprenant à la fois les frais de fourniture, pose et entretien des compteurs.

Emplacement du compteur.

Si aucune distance n'a été fixée par le cahier des charges pour l'emplacement du compteur dans les immeubles, le concessionnaire a le droit d'exiger que celui-ci soit établi dans un endroit assez proche de l'entrée des immeubles et d'un contrôle facile, au besoin même, dans un local qui serait spécialement édifié à cet effet. L'abonné doit, à tout le moins, fournir un emplacement pour le compteur : le distributeur a le droit d'exiger que cet emplacement soit pris sur la propriété privée, et non sur la voie publique. Toutefois, il a intérêt à ce que le compteur soit à proximité de la conduite principale pour échapper au maximum de risques.

Pourtant, il a été jugé en matière d'eau, qu'une Cie ne peut forcer l'abonné à modifier l'emplacement de son compteur. Elle ne peut donner congé d'un abonnement dans ce but. La décision constatait, en effet, d'une part, que la Cie n'était pas chargée de la pose des compteurs qui ne lui appartenaient pas, elle avait simplement le droit d'en faire vérifier l'installation (plombage) par ses agents — d'autre part, que le règlement prévoyait l'emplacement du compteur à l'origine de la canalisation intérieure de l'immeuble, dans un endroit accessible aux agents de l'administration. Ainsi, la Cie doit courir le risque des déperditions possibles le long du branchement intérieur, dans la traversée d'un jardin. Le compteur, a estimé la Cour de Paris, n'est pas un appareil destiné à déceler les fuites cachées, mais destiné à constater la consommation, à laquelle peut s'ajouter, accessoirement seulement, les déperditions dues aux fuites chez l'abonné. (Aff. Mézières c. Cie Générale des Eaux, 16.1.1930).

En définitive, pour trancher la question, de l'emplacement du compteur, c'est aux dispositions du Cahier des Charges qu'il faut se référer. Ainsi, dans une espèce où la distance entre l'immeuble habité — une maison isolée ne comportant qu'un nombre restreint de locataires — et la voie publique, était supérieure à 20 mètres, il a été admis que le concessionnaire de

gaz était en droit d'exiger que le compteur soit placé plus à proximité de la voie publique et, au besoin, dans un local spécialement édifié pour cet objet : un article du traité de concession précisait que les compteurs devraient être situés dans des locaux aussi voisins que possible de la voie publique et facilement accessibles. (Conseil de Préfecture de Seine-et-Marne, 10 nov. 1925, B. U. 1927, p. 26).

Prix de la fourniture ou de la location.

La fourniture du compteur par le concessionnaire n'est pas gratuite, le compteur est « en location », l'article 16 du cahier des charges-type prévoit que le concessionnaire percevra une certaine somme mensuelle à titre de frais d'usage¹.

Sur ce point, il a été jugé comme en matière de relèvement de tarif de vente du courant (Req. 15 avril 1924; B. U. 1924, p. 85), que les usagers abonnés antérieurement à la mise en vigueur du nouveau cahier des charges-type doivent payer eux aussi le montant des frais d'entretien de leur compteur, bien qu'auparavant, aucune redevance ne fut prévue. Le raisonnement juridique est le suivant : sans doute, une police d'abonnement tient lieu de loi à ceux qui l'ont signée en vertu de l'article 1134 du Code Civil, mais en signant une police, l'abonné a accepté de se conformer à toute modification qui viendrait à être apportée à une disposition du règlement général du cahier des charges; la police n'est qu'un contrat accessoire du cahier des charges, contrat administratif. Celui-ci sert de fondement à toutes les polices intervenues, lesquelles ne peuvent se mouvoir que dans le cadre de ce cahier des charges. Si des changements viennent à être introduits dans le cahier

(1) Cette tarification insérée dans le cahier des charges, non seulement présente une garantie pour l'usager, mais est encore d'une utilité certaine pour le distributeur. Celui-ci, en vertu de l'art. 60, § 3, de la Loi du 25 juin 1920, échappe à la taxe sur le chiffre d'affaires pour les opérations donnant lieu à l'application d'un tarif fixe et homologué par l'autorité publique. Il est à noter qu'en vertu du principe de l'application restrictive, des dispositions exceptionnelles, d'ordre fiscal, le distributeur ne pourrait invoquer cette exonération sur le prix de location ou des cessions des branchements ou des compteurs dans le cas où, par suite de difficultés particulières (longueur exceptionnelle des branchements, traversées de routes ou de ch. de fer, compteur de très fort calibre, etc.), aucune tarification n'a pu être fixée d'avance par le cahier des charges qui a autorisé le concessionnaire à traiter de gré à gré avec les abonnés, dans des cas particuliers : le seul fait que les cahiers ont prévu et autorisé des dérogations, n'implique pas qu'il y ait homologation des prix appliqués. Cette interprétation sévère résulte d'une réponse ministérielle du 17 septembre 1932 (Voir Revue des Impôts 1933, page 107).

des charges ou si le cahier des charges est remplacé par un autre, ces modifications par voie de conséquence ont leur répercussion nécessaire sur les polices édifiées sur le cahier des charges primitif. Les stipulations des conventions, passées entre les villes et leurs concessionnaires d'éclairage, s'imposent immédiatement à tous les abonnés, même si elles sont contraires aux stipulations des contrats des abonnements en cours.

Il n'en serait autrement que si le nouveau cahier des charges avait contenu une réserve au profit des anciens abonnés ou s'il apparaissait clairement qu'il avait été dans la commune intention des parties d'exonérer ces derniers abonnés pour en reporter les charges pécuniaires nouvelles sur la généralité des habitants et des contribuables. Tel avait été le cas de l'espèce soumise au Conseil de Préfecture de Rouen. La Cie concessionnaire demandait la révision des tarifs de location des compteurs. On ne la lui avait accordée que pour les compteurs neufs; mais elle prétendait obtenir l'application des nouveaux tarifs pour les compteurs déjà installés. L'arrêté de Rouen déclare : « La police-type approuvée le 20 juin 1924, porte que les tarifs de location des compteurs seront révisables après accord entre la Ville et la Cie et que cette révision sera faite sur la base du prix courant des compteurs, à raison de 12 % l'an, comprenant intérêt, amortissement et entretien. Cette clause constitue une disposition sans effet rétroactif, — par voie de conséquence, seul, le prix de location des compteurs installés après le 20 juin 1924, peut faire l'objet d'un relèvement. (Arrêté du 30 mai 1928, Jurisprudence des Conseils de Préfecture 1928, p. 69).

En toutes autres circonstances, les tribunaux déclarent que cette modification est possible, car s'il n'est pas contestable que la police constitue bien un contrat régi par la règle du droit civil, ce contrat est l'accessoire d'un contrat de droit administratif (en effet, en passant des polices d'abonnement, la Cie n'agit qu'en sa qualité de concessionnaire, situation connue des usagers, qualité qui est donnée par le cahier des charges qui, de la sorte, sert de fondement à toutes les polices intervenues).

Or, le cahier des charges peut être modifié si l'autorité administrative a, dans la plénitude de ses pouvoirs, dans le but d'assurer l'exercice et le fonctionnement d'un service public, considéré que, par suite des imprévisions, du bouleversement apporté par la hausse imprévue de toutes matières sur les clauses

du contrat, celui-ci ne jouait plus, tout au moins en ce qui concerne les clauses financières, et du moment que ce cahier des charges n'est plus applicable à l'heure actuelle, la police qui se réfère au cahier des charges primitif se trouve résolue¹. Justice de Paix de Vannes, 29 octobre 1924, *Revue des Concessions* 1925, page 194.

Nous avons dit précédemment que les stipulations d'un nouveau cahier des charges, relatives au prix de location des compteurs ne pourraient s'appliquer aux anciens abonnés au cas où le nouveau cahier des charges contiendrait une réserve formelle à leur profit. Mais, est-ce à dire qu'ils puissent échapper à tout relèvement de prix ?

Dans une espèce où un nouveau cahier des charges imposait au concessionnaire l'obligation de fournir en location des compteurs, il était prévu que « les prix de location et d'entretien s'appliquent aux compteurs qui seront posés après la date de l'approbation du présent contrat ». Le Conseil de Préfecture de Limoges a décidé que les droits et obligations de la Société, en ce qui a trait aux conditions de fourniture et de location des compteurs posés antérieurement n'étaient en rien modifiées « à défaut de convention expresse », on ne peut dire que le nouvel article du cahier des charges a eu pour effet de fixer définitivement les prix de location. Le contrat antérieur qui prévoyait simplement que la charge des compteurs incombait aux abonnés laissait ainsi la Société libre de discuter en cas de fourniture de compteur, les conditions de cette fourniture. Elle a donc la possibilité de modifier et d'augmenter — conventionnellement — les prix pratiqués avant l'approbation du nouveau cahier des charges. (Limoges, 21 mars 1928, *Rev. des Conces.* 1928, p. 221; B. U. 1928 page 122).

Cette jurisprudence a été confirmée par le Conseil d'Etat, en ces termes : lorsqu'un cahier des charges pour la concession de la distribution publique du gaz impose au concessionnaire l'obligation de fournir les compteurs aux abonnés qui le lui demandent et fixe les loyers des compteurs — et que le texte porte : « ces prix s'appliqueront aux compteurs qui seront posés après la date de l'approbation du présent contrat -- cette stipulation

(1) Cette incidence appelle un droit de contrôle des usagers sur la rédaction du contrat administratif. Il est impossible de tout régler contractuellement : il appartient au juge du contrat d'en rétablir l'équité, mais à qui reconnaître cette compétence particulière ?

a pour effet de laisser subsister, pour les compteurs en service (en vue d'éviter que le nouveau contrat produise un effet rétro-actif) le régime de libre discussion des conditions de la location, tel qu'il était prévu par le cahier des charges en vigueur lors de leur fourniture. La Ville ne serait pas fondée à soutenir que cette clause impliquait pour les compteurs en service, le maintien indéfini des prix de location appliqués en fait aux abonnés à l'époque de la conclusion du nouveau contrat de concession (Conseil d'Etat, 16 décembre 1931).

Nature juridique des compteurs.

Il se peut qu'installé par le propriétaire lui-même, le compteur se trouve placé à demeure dans l'immeuble et ait un caractère immobilier, mais, le plus généralement, le compteur conserve un caractère purement mobilier, et s'il a été installé par un locataire à ses frais, la propriété en demeure au locataire; le propriétaire ne pourrait prétendre avoir sur ce compteur un droit d'accession quelconque. Il est à noter qu'à Paris pour éviter des contestations, la C. P. D. E. fait apposer sur ses compteurs une plaque avec la mention « appareils en location, ne peut être saisi ».

Le compteur n'étant pas dans la concession, à l'expiration de celle-ci, l'autorité concédante qui reprend gratuitement la concession, doit, par contre, payer les compteurs appartenant au concessionnaire, mais elle n'est pas dans l'obligation de les racheter.

Un jugement de paix de Vannes du 18 juillet 1923 (B. U. 1923, p. 119) a fait une application intéressante de ces principes, dans un litige relatif à la perception de droits d'octroi sur des compteurs à gaz et d'électricité. A leur introduction dans cette Ville, l'octroi prétendait exiger le versement de droits, arguant de ce que les compteurs feraient partie intégrante de la canalisation et auraient, comme elle, un caractère immobilier. Le jugement décide : « Le compteur n'est pas nécessaire à la distribution, la canalisation, elle, est nécessaire, de plus : massive, inerte, souvent incorporée à la maçonnerie et au sol, d'où le caractère d'immeuble par destination non sujet à équivoque. Tandis que, en résumé, un compteur à gaz n'est immeuble par destination que s'il a été placé par le propriétaire de l'immeuble, à l'usage de celui-ci; il garde, au contraire, le caractère de meuble non imposable, s'il appartient au locataire ou

à la Compagnie, qui conserve le droit de l'enlever. Cette argumentation se fondait sur le texte de l'article 524 du Code Civil, et sur le système admis par l'Enregistrement.

Les transformateurs, eux, ont incontestablement un caractère immobilier. Ils sont « attachés à perpétuelle demeure » (C. E. 14 fév. 1930).

La *perception d'une taxe* par la Commune, à l'occasion d'une vérification par ses agents d'un compteur, vérification non prévue par le cahier des charges — est-elle licite?

Sans doute, le Maire peut-il, en plus de l'approbation officielle, soumettre les compteurs à installer, à un nouvel étalonnage et à un poinçonnage avant leur mise en service en vue d'assurer une bonne distribution de l'énergie électrique. Mais le Conseil d'Etat a formellement déclaré que le Maire ne pouvait, sans excéder ses pouvoirs, créer des taxes à percevoir à l'occasion de ces opérations, alors qu'aucune disposition légale n'autorise la perception de taxe de cette nature (Conseil d'Etat, 8 novembre 1912, Lebon, page 1024).

Droit de vérification des compteurs.

De même que pour les installations intérieures, le cahier des charges prévoit, dans un article 17, que le concessionnaire a un droit constant de vérification des compteurs : « aussi souvent qu'il le jugera utile ». Le Conseil d'Etat déclare expressément que cette vérification ne peut donner lieu au profit du concessionnaire, à aucune allocation en sus des frais d'entretien mentionnés à l'article 16 du cahier des charges. Un arrêt du 23 juillet 1920 (Lebon, page 751) a affirmé ce principe : La Cie ne peut, en l'absence d'une disposition formelle du cahier des charges à cet égard prévoir dans les polices un procédé de contrôle dont l'usage aurait pour effet d'imposer aux abonnés l'adoption et les frais d'un appareillage quelconque¹.

De son côté, l'abonné a toujours le droit de demander la vérification du compteur, soit par le concessionnaire, soit par un expert désigné d'un commun accord, ou à défaut d'accord, par l'ingénieur en chef du contrôle des distributions d'énergie électrique. L'article 17 du cahier des charges stipule que : les frais de vérification seront à la charge de l'abonné si le comp-

(1) Voir aussi, B. U. 1924. 40, Cour de Paris, 21 janv. 1924, Cie du Gaz de Maubeuge c/Violette. Toutefois, cet arrêt n'a statué que sur la question de compétence.

teur est reconnu exact ou si le défaut d'exactitude est au détriment de l'abonné.

En cas de litige, la demande de l'usager, basée sur une avarie du compteur résultant d'une négligence de la Cie concessionnaire qui avait la charge de veiller à son entretien en bon état, échapperait à la compétence des tribunaux administratifs. « Attendu que les tribunaux ordinaires sont compétents pour les litiges nés des opérations de gestion privée de services ayant un caractère commercial et que les personnes administratives exploitent comme le ferait un commerçant ordinaire, alors que l'exécution des travaux n'est pas critiquée » (D. H. 1931, p. 140; Cour d'appel de Montpellier, 29 décembre 1930).

En cas de mauvais fonctionnement du compteur, la *détermination de la valeur de l'énergie* consommée peut se faire de la façon suivante. On fait la moyenne des mois antérieurs pendant lesquels le compteur a fonctionné normalement. (T. Commerce Nantes, 26 mai 1921, Recueil de Nantes 1921.1.163).

DE DIVERS APPAREILS DE CONTRÔLE.

Lorsque l'abonnement a lieu, non pas au compteur, mais à forfait, les concessionnaires, dans le but d'éviter des dépassements de consommation placent ordinairement chez les abonnés divers appareils de contrôle : limiteur, interrupteur horaire, etc...

A défaut de prévision expresse dans le cahier des charges, relative à ces appareils, les Tribunaux et le Conseil d'Etat ont admis que l'installation de ces appareils par les Cies distributrices était parfaitement licite. Le concessionnaire a, en effet, d'une part, le droit d'éviter des abus toujours possibles; d'autre part, il est tenu par son obligation, mentionnée au cahier des charges, de s'assurer contre les troubles que le fonctionnement anormal et imprévu des installations pourrait porter dans le réseau de distribution (Trib. de Commerce de Chambéry, du 10 juin 1927, Rev. des Conces. 1928 page 69; C. d'Etat, 16 juillet 1926, R. C. 1927, p. 17).

Qui doit supporter les frais de ces appareils ?

L'arrêt précité répond : « en l'absence d'une disposition formelle du cahier des charges, permettant de faire entrer ces frais dans ceux des installations intérieures, un abonné ne peut

être tenu de supporter les frais d'un appareil de contrôle destiné à assurer l'application des stipulations de la police d'abonnement. En l'espèce, le Conseil d'Etat avait estimé qu'une telle disposition existait, le cahier des charges stipulant : « l'installation sera faite de telle façon qu'il (l'abonné à forfait) ne pourra jamais allumer à la fois que le nombre de lampes souscrites ». Le Conseil d'Etat a estimé que cette disposition ne pouvait recevoir son application sans l'existence d'un appareil placé sur le branchement de l'abonné, appareil qui nécessairement devait être fourni par la Compagnie et aux frais des abonnés.

Ainsi, lorsqu'une telle clause existe, de même que pour le compteur, l'abonné supportera, soit le prix d'achat, soit une redevance de location et d'entretien. Toutefois, le limiteur n'est pas un appareil destiné à marquer le prix comme le compteur : c'est purement et simplement un appareil de contrôle, uniquement à l'avantage du fournisseur et pour que l'abonné puisse être contraint d'en payer le prix, il faut que ce soit en vertu du cahier des charges lui-même.

Le concessionnaire pourrait toujours prendre ces frais à sa charge.

SECTION IV. — Les installations intérieures. Responsabilité et surveillance de ces installations.

L'article 19 du cahier des charges-type stipule que « en aucun cas, le concessionnaire n'encourra de responsabilité à raison des défauts des installations qui ne seront pas de son fait. C'est la contre-partie de la liberté laissée aux abonnés de réaliser comme ils l'entendent leurs installations intérieures.

La jurisprudence déclare très nettement que dans le cas où l'abonné fait procéder à ses installations par un tiers, étranger à la concession, cet abonné demeure seul responsable des accidents qui seront occasionnés par l'installation défectueuse¹. Un arrêt du Conseil d'Etat du 28 novembre 1924 (R. C. 1925, p. 163) en offre un excellent exemple. Le câble téléphonique du Collège de Dieppe avait subi une détérioration par élec-

(1) Même lorsque les appareils sont fournis par le concessionnaire, sa responsabilité n'est engagée que si l'abonné est en mesure de prouver que le vice de l'appareil existait antérieurement à la location (Req. 15-6-1922, Gaz. Trib. 25-6-1922).

trolyse, due à l'état défectueux et au mauvais entretien d'installations particulières, situées, en dehors de la voie publique, à l'intérieur des immeubles et ne faisant donc pas partie de la concession. Le Conseil d'Etat a décidé que la responsabilité de la Cie concessionnaire n'était pas engagée; elle n'était chargée, de par son traité, ni de la pose, ni de l'entretien de ces installations. Le Conseil d'Etat a relevé, au surplus, que la Société n'avait fait preuve d'aucune négligence, ayant pris aussitôt les mesures nécessaires et déféré aux injonctions du service du contrôle, son exploitation étant par ailleurs, conforme aux stipulations des arrêtés de circulation de courant.

Il est à noter le soin avec lequel le Conseil a fait état des mesures de précaution, prises par la Compagnie; c'est, qu'en effet, l'article 19 du cahier des charges impose au concessionnaire plus un devoir qu'il ne lui concède un droit de surveillance, la bonne marche du service, intéressant non seulement son entreprise commerciale, mais aussi le service public concédé¹. En sorte que dans une certaine mesure, le concessionnaire qui n'aurait pas exercé un contrôle suffisant pourrait, de ce chef, encourir une certaine responsabilité, bien que les installations aient été réalisées par un autre entrepreneur.

L'article précité donne un moyen d'action très énergique au concessionnaire puisqu'il peut même « se refuser à continuer la fourniture du courant ».

Le concessionnaire a le devoir de se servir des droits qui lui sont ainsi reconnus par l'article 19, mais ce droit n'est pas absolu, le refus de fournir le courant lorsque l'installation est défectueuse doit être apprécié par les Tribunaux judiciaires (Arrêt du Conseil d'Etat, 29 janv. 1909; Rev. des Conces. 1913, p. 105; Dijon, 17 mars 1913). D'ailleurs, avant toute intervention judiciaire, l'ingénieur en chef du contrôle a un droit d'intervention et recours hiérarchique de sa décision peut être

(1) Il est à noter que la distribution de l'énergie par les entreprises hydro-électriques, telle que prévue par la Loi du 16 octobre 1919, article 10, n'est obligatoire pour les concessionnaires que dans la mesure où les installations des acheteurs de courant ne sont pas de nature à provoquer des troubles dans l'exploitation de l'entreprise concédée et ne se prête pas à un usage illicite du courant (art. 28 du cahier des charges type).

L'art. 27 du cahier des charges type donne au concessionnaire le droit d'exiger que les installations des abonnés soient effectuées et entretenues *par ses soins*, mais aux frais des acheteurs. Le même article permet au concessionnaire : 1° d'imposer aux acheteurs toutes mesures nécessaires pour prévenir les troubles d'exploitation; 2° de vérifier à toute époque les installations de chaque acheteur et de refuser la fourniture de courant si les installations sont reconnues défectueuses (Voir Lhuillier, p. 107).

formé devant le Ministre des Travaux Publics, qui statue après avis du Comité d'Electricité.

Le concessionnaire a le droit de vérifier à toute époque l'installation de l'abonné (Voir le curieux arrêt de la Cour de Cassation du 7 juin 1913, cité par M. Bougault, Cahier des charges 1922, p. 219). En pénétrant au domicile de l'abonné, les employés de la Compagnie concessionnaire ne viennent pas accomplir une opération judiciaire, mais simplement procéder à une vérification technique conformément aux conventions volontairement consenties par les parties, il s'ensuit que ces opérations peuvent avoir lieu en dehors des heures légales prévues pour toutes les mesures d'instruction judiciaire à domicile ¹.

Le principe posé par l'article 19 précité in fine, est conforme à la solution jurisprudentielle antérieure.

Avant même ces précisions données par le cahier des charges, la jurisprudence admettait en principe, que c'était le propriétaire de l'installation intérieure qui, en ayant la garde, était responsable des dommages causés par cette installation. C'était faire en l'espèce une application de l'article 1384 du Code Civil instituant une présomption de responsabilité dispensant la victime du dommage de rapporter la preuve d'une faute du gardien. On peut citer en ce sens l'arrêt de la Ch. des Req. du 3 janvier 1904 (Dalloz, 1907.1.177). Il s'agissait, en l'espèce, d'un accident causé par une explosion de gaz. Le propriétaire a pu échapper à la présomption de responsabilité dans une certaine mesure en faisant état d'une faute qui lui était étrangère : une allumette approchée imprudemment par un ouvrier avait été la cause directe de l'explosion. Il y avait donc partage de responsabilité. Le propriétaire échapperait également à la présomption de l'article 1384 s'il pouvait invoquer un cas fortuit ou une force majeure.

Autorisation du propriétaire.

Nous avons vu précédemment, en traitant des colonnes montantes, que la réalisation d'une installation électrique, dans des locaux donnés à bail, nécessitait l'autorisation du propriétaire. Il en va naturellement de même pour les installations

(1) Sur la qualité « d'agent chargé d'un service public » voir note de Labbé au S. 1898-2-41.

intérieures et nous renvoyons aux solutions de principes déjà indiquées.

Nous nous contenterons de rappeler une intéressante décision de la Cour de Dijon, du 17 mars 1913 (Sirey 1917.2.105 et la Note de M. Mestre), aux termes de laquelle le propriétaire a également le droit de surveiller les travaux que le distributeur se propose d'exécuter chez un locataire de l'immeuble. Le litige mettait aux prises un concessionnaire avec un propriétaire d'immeuble, relativement à l'exécution « de travaux de branchement et de canalisation, tant intérieurs qu'extérieurs, nécessaires à la fourniture de l'énergie électrique à un locataire ». La Cie qui jouissait du monopole d'exécution de ces travaux, refusait au propriétaire le droit de subordonner son autorisation à la condition que « les travaux seraient exécutés sous le contrôle de l'architecte de la maison ». La Cour de Dijon a estimé que la Société ne pouvait arguer de ce que, accepter ce contrôle serait pour elle manquer à ses obligations de contrôle administratif prescrit par le décret du 17 octobre 1907, sous l'autorité du Ministre des Travaux Publics. L'arrêt déclare que le mot contrôle désigne ici évidemment deux choses différentes, le contrôle administratif ne peut empêcher celui du propriétaire qui use d'un droit que nul ne saurait lui contester en exigeant de mettre son représentant en situation de suivre les travaux et de veiller d'une façon effective à ce que rien ne fut fait qui compromît la solidité ou l'harmonie du bâtiment.

CHAPITRE III

OBLIGATION D'ASSURER UNE DISTRIBUTION CONSTANTE ET DE QUALITE CONSTANTE

SECTION I. — Obligation d'une distribution constante.

L'abonné qui a signé une police conforme au modèle approuvé est, dès lors, en droit d'exiger la fourniture du courant dans les conditions de quantum et d'horaire prévues au cahier des charges. En principe, toute interruption de courant constitue une violation de la convention passée et doit entraîner les sanctions prévues de droit commun, c'est-à-dire des dommages-intérêts pour l'abonné.

Lorsqu'aux termes de son cahier des charges et de ses polices d'abonnement, une société de distribution d'électricité est tenue de mettre à la disposition de ses abonnés de façon permanente, ou tout au moins pendant la durée de l'éclairage public, une certaine quantité et qualité de lumière et d'énergie électrique, l'abonné est en droit d'exiger des prestations régulières et continues (Rennes, 27 avril 1929, Recueil de Rennes, fascicule 3.1929).

Toutefois, il peut y avoir à l'origine d'une interruption de courant et, de nature à l'excuser, un fait indépendant de la volonté du distributeur, purement accidentel, cas fortuit ou de force majeure, ou encore une injonction de l'autorité administrative.

En outre, certaines interruptions, bien qu'impliquant un fait personnel du fournisseur, tel que le travail de réparation, d'entretien ou d'extension du réseau, qui n'échappent pas aux prévisions des parties peuvent cependant avoir été l'objet d'une clause de la police limitant dans son principe et dans son quantum, la responsabilité du distributeur ou encore l'exonérant de toute responsabilité.

Nous étudierons donc successivement : 1°) l'excuse de force

majeure; 2°) la validité des clauses d'exonération de responsabilité; 3°) les droits de l'usager en cas d'interruption et les sanctions civiles qui peuvent intervenir.

§ 1. — A. *La force majeure.*

L'interruption de la distribution peut être due à une insuffisance ou à une interruption de la production elle-même, indépendante de la volonté du distributeur et qui, en tout état de cause, a échappé à ses prévisions. C'est le cas de force majeure.

On peut en citer de nombreux exemples : les faits de guerre et les circonstances imprévisibles créées par la guerre, notamment les difficultés apportées à l'approvisionnement en charbon; les inondations, la sécheresse, les grèves et même un orage dans la mesure où ses perturbations dépassent celles de même sorte qui, toujours possibles, ont dû faire l'objet de mesures de précautions particulières. Citons encore le renversement d'un pylône par un tiers, par maladresse ou malveillance. L'abonné devra se retourner contre l'auteur du fait dommageable (art. 1382).

La force majeure dégage le distributeur de toute obligation (art. 1148 du Code Civil), mais il doit en rapporter la preuve (art. 1302 du Code Civil) et justifier, au surplus, qu'il a fait tout ce qui était en son pouvoir pour diminuer les conséquences de cet événement. En effet, le caractère exceptionnel de celui-ci ne suffit pas à constituer l'excuse juridique de force majeure. C'est ainsi que la foudre ne peut être considérée comme une force majeure excusant l'interruption du service, si les appareils de sûreté n'étaient pas d'importance ou de nombre suffisants pour prévenir les détériorations des installations du réseau. La Cour de Caen (15 juillet 1927; *Revue des Conces.* 1928, page 76) a jugé que les événements de pluie et d'orages (fil brisé par des arbres) ne peuvent être considérés comme des cas de force majeure susceptibles de dégager le concessionnaire de ses obligations, « attendu que ces événements sont prévus et qu'il peut toujours y être obvié par une installation plus solide des poteaux et des fils... ».

La sécheresse exceptionnelle qui, par la baisse des eaux, entraîne l'arrêt d'une usine hydro-électrique, ne peut pas davantage être considérée comme une excuse suffisante, si la

concession comporte obligatoirement une installation thermique de secours prévue par le cahier des charges. Les Tribunaux décident qu'en pareil cas, la privation anormale d'énergie hydraulique due à la sécheresse ne peut excuser l'interruption du service qui suppose, en outre, l'inexistence, l'insuffisance ou le mauvais fonctionnement de l'installation de secours, bref, une faute du distributeur (Cour de Cassation, 22 janv. 1923, *Rev. des Conces.*, p. 148. Voir dans le même sens un arrêt du Conseil d'Etat du 16 mars 1927, *Rev. des Concessions* 1927, page 76).

En corollaire, il convient de rappeler que le distributeur est tenu de fournir uniquement dans les termes de son cahier des charges; dès lors, si ce dernier ne prévoit que la fourniture d'un courant d'origine exclusivement hydraulique, ou si du moins le cahier des charges est muet sur les installations de secours, le concessionnaire ne peut être rendu responsable de l'interruption de courant provenant de l'insuffisance de la force hydraulique actionnant son usine, même s'il peut employer, comme il en a le droit, s'il le juge utile, des secours thermiques ou de producteurs voisins (Cons. de Préfect. de Bordeaux, 11 juillet 1933, *B. U.* 1933, p. 144; Lyon, 30 nov. 1922, *B. U.* 1923, p. 64; Conseil de Préfect. du Lot-et-Garonne, 15 avril 1926, *B. U.* 1927, p. 162). Ce dernier arrêté relevant dans le traité une clause d'exonération du concessionnaire au cas de force majeure ou de crue exceptionnelle, a admis que c'était à la Commune intéressée à prouver qu'au moment de l'interruption, il n'y avait aucun cas de force majeure (crue ou sécheresse) mettant l'usine dans l'impossibilité de fonctionner et que les interruptions de courant provenaient de la faute du concessionnaire, de la négligence de ses employés ou du mauvais état du matériel.

La Cour de Cassation a cependant admis, au cas où le distributeur se contentait d'acheter le courant pour le revendre, que le distributeur « étant concessionnaire public d'un monopole », avait eu le tort grave de ne pas prendre toutes mesures de précaution indispensables pour assurer son service alors que la quantité de courant mise à sa disposition était notoirement insuffisante pour parer à des aléas qu'il était de son devoir de prévoir. (Cour de Cassation, 4 juillet 1927, *Rev. des Conces.*, 1927, p. 136). Le jugement contre lequel l'abonné s'était pourvu, s'était contenté de déclarer qu'aucune clause du con-

trat liant les parties ne mettait une semblable obligation à la charge de la Société.

Du moins, un distributeur, non fabricant, peut-il appeler son fournisseur en garantie et obtenir contre celui-ci une condamnation à réparer tout ou partie du préjudice causé à l'abonné et ce, quoique les conditions passées entre l'abonné et le concessionnaire soient différentes de celles passées entre le concessionnaire et son fournisseur (Cour de Montpellier, Tribunal d'Aix, 27 mars 1922) ¹.

A noter que, lorsque le contrat prévoit des moyens de secours, la détermination dans le contrat de concession de l'importance de ces moyens de secours, limite la recherche des tribunaux judiciaires saisis par les abonnés, à la vérification de l'existence et du bon fonctionnement de ces moyens de secours. Le Tribunal ne pourrait, sans excéder sa compétence, c'est-à-dire interpréter le cahier des charges, conclure à la responsabilité de la Cie tout en constatant que le concessionnaire a satisfait aux exigences du contrat (Voir Cours de M. Mestre, p. 113 : arrêt d'Amiens : Cette Cour s'est déclarée compétente pour vérifier s'il y avait ou non force majeure; il est, en effet, inutile, pour cela, d'interpréter le cahier des charges, il ne s'agit que d'appliquer une règle de droit commun).

La chute d'un pylône de transport d'énergie électrique due à une tempête de neige, bien que susceptible de constituer un cas de force majeure ne peut exonérer une Cie de sa responsabilité pour interruption du courant dès lors qu'elle était tenue d'assurer l'éclairage au moyen d'une usine thermique qui devait toujours être maintenue en bon état de service, d'après la clause formelle du Cahier des charges (C. A. Montpellier, 16 novembre 1932, Recueil G. P. 1933.1.191).

De même, dans une espèce où il y avait eu immobilisation des appareils d'épuisement de l'eau, dans les galeries en cons-

(1) En outre, pendant la durée d'application de la Loi du 21 janvier 1918, dite Loi Failliot, qui permettait de demander la résolution des marchés commerciaux d'avant-guerre, comportant, moyennant un prix fixé, des prestations successives ou différées, le distributeur aurait été en droit de demander le cas échéant, la résiliation du contrat intervenu avec son Fournisseur de courant. La Cour de Cassation, dans un arrêt du 20 mars 1933, a, en effet, reconnu, que si le traité de concession, en raison de son caractère administratif, ne rentre pas dans les prévisions de la Loi du 21 janv. 1918. le contrat passé pour une fourniture d'alimentation entre industriels avait un caractère de droit privé et de nature commerciale, tel que, bien qu'ayant la même durée dans l'espèce que le traité de concession, il ne pouvait se confondre avec ce traité (B. U. 1933, p. 160).

truction du métropolitain et où la C. P. D. E. invoquait la force majeure et l'absence de responsabilité, par application de l'art. 18 de la police-type d'abonnement — le Tribunal de Commerce de la Seine a déclaré que l'interruption causée par un défaut de câble est un fait inhérent à l'exploitation d'un réseau électrique, contre lequel il est possible de prendre des précautions et dont, en tout cas, la C. P. D. E. et non l'abonné, doit supporter le risque (G. P. 1931.2.75). Le cas de force majeure ne peut, en effet, s'entendre que d'un événement imprévisible rendant impossible l'exécution de l'obligation (Cass., 17 juin 1925; G. P. 1925.2.392; Poitiers, 28 déc. 1925, G. P. 1926.1.510; Dalloz R. P., V. Gaz et Electricité, n° 212 et suiv.).

Les décisions que nous venons de citer semblent faire état implicitement, et justifier dans une certaine mesure, une distinction doctrinale établie entre les cas de force majeure et les cas fortuits, distinction dont M. le Doyen Josserand s'est fait encore récemment le défenseur¹. « Il existe désormais, dit-il, des faits non fautifs et qui, cependant, sont générateurs de responsabilité ou qui, à l'inverse, laissent subsister les obligations contractuelles, antérieurement assumées. On distingue : le fait de l'homme qui n'engage la responsabilité de son auteur que dans les termes des articles 1382 et 1383 du Code Civil, donc seulement s'il est fautif; à l'autre extrémité de l'horizon juridique, le cas de force majeure qui a une signification anti-obligationnelle, à peu près absolue, soit qu'il fasse obstacle à l'engagement d'une responsabilité délictuelle, soit qu'il dénoue un engagement contractuel; enfin, dans un compartiment intermédiaire le fait des personnes, des choses, des animaux, des *établissements ou organismes sur lesquels l'homme exerce un pouvoir de contrôle et de direction* et dont il doit répondre indépendamment de toute faute prouvée, effective, car il avait du moins créé le risque aujourd'hui réalisé. Ainsi s'établit une opposition entre le cas de force majeure, qui conserve ses vertus traditionnelles, et le fait constitutif de risque, qui est au contraire, à la fois productif d'obligations éventuelles et dépourvu de valeur libératoire. Or, à ce fait constitutif et réalisateur de risques non fautif et cependant générateur d'obligations, il faut bien donner un nom comme à toute catégorie juridique, et le nom qui vient aussitôt à l'esprit est précisément celui de cas fortuit ».

(1) Voir un article paru au D. H. 1934, p. 25.

Et le savant auteur ajoute : « *L'opposition s'établit tout naturellement, dans l'état actuel de notre droit positif français, entre le cas de force majeure (vis major ou damnum fatale des Romains, act of God, des Anglais) lequel a une provenance externe et fait irruption dans l'entreprise, dans la fonction, dans le cercle contractuel, et le cas forfuit, événement de provenance interne, fonctionnel, inhérent à l'entreprise, à l'utilisation de la chose ou de la personne, et qui survient comme par un phénomène de génération spontanée. Dans la première catégorie, il faut ranger le fait du prince, la guerre internationale ou civile, le brigandage, le feu du ciel, les éruptions volcanique, les séismes, tandis que rentreront dans le deuxième groupe, l'accident du travail, le fait de la chose, l'incendie, l'avarie de matériel, l'explosion d'une chaudière, la rupture d'une pièce de direction ou de freinage; tous événements dont la véritable cause peut demeurer obscure, qui restent souvent anonymes, mais qui présentent ce caractère constant de se produire à l'intérieur de l'entreprise, de l'exploitation, du cercle contractuel, du mode de locomotion, et qui se ramènent à la réalisation d'un risque antérieurement créé par l'homme* ».

Pour séduisante qu'elle soit, cette opinion, ou mieux cette distinction entre le cas forfuit et la force majeure n'en a pas moins été très vivement critiquée par différents auteurs. M. P. Esmein lui a contesté toute valeur juridique et même, pratique. Dans un article consacré au fondement de la Responsabilité¹, cet auteur déclare que la distinction du cas forfuit et du cas de force majeure, n'a guère qu'une valeur descriptive, et si faible, qu'elle ne peut servir de règle de droit : la liste des cas de force majeure n'a qu'une valeur purement indicative « elle ne vaut que *prima facie* et toujours le débiteur qui invoque une vis major, doit prouver l'absence de faute : suivant le point de vue, chaque événement est mis dans l'une ou l'autre classe ».

A ces critiques, on a pu répondre que le Code Civil lui-même postulait cette distinction. On a cité les art. 1773, 1953, 1954 du Code Civil, 97 et 107 du code de Commerce, et des textes plus récents, comme la Loi de 1859 (sur les postes), la Loi du 19 juil. 1928 (Code du Travail), les art. 12, 34 et 45 de la Loi du 13 juil.

(1) Rev. trimestr. de Droit civil 1933, page 682, n° 26. M. Esmein préfère s'en tenir, en matière de responsabilité contractuelle, à la distinction, qu'il pose, entre la responsabilité par faute et l'obligation de garantir un risque.

1930, sur le contrat d'assurance, et l'on déclare que : « la responsabilité, même débordant au-delà de la faute, reste encore de la responsabilité (Josserand, *ibid.*). »

Sans vouloir rechercher à tout prix dans le Code une distinction qui n'y est pas expressément, nous pensons cependant que les jurisconsultes de l'an XII, loin d'assimiler les deux situations, en mentionnant le cas fortuit ou de force majeure, ont voulu faire état d'une notion dont ils n'entrevoyaient peut-être qu'inconsciemment la dualité, et dont il appartenait à la jurisprudence moderne de faire apparaître toute la portée pratique : il faut bien exprimer les nuances inaperçues de nos ancêtres et concrétiser les idées écloses d'hier. Au reste, la jurisprudence s'est saisie de cette distinction verbale, jurisprudence civile (Cass. D. H. 29. 284) et administrative, tel cet arrêt du Conseil d'Etat rendu dans une espèce où un accident matériel avait été causé par une distribution : l'arrêt déclare nettement, d'une part, qu'il n'y avait pas eu de force majeure, mais que pourtant la rupture de la canalisation avait été le résultat d'une cause inconnue. Dans les conclusions de M. de Latournerie, commissaire du Gouvernement, reproduites sous cet arrêt, la distinction était nettement reprise : « Le « cas fortuit » exprime ces aléas internes et cette part d'inconnu jusqu'à présent irréductible que comportent encore dans l'état actuel de la science et de la technique, outre les fatalités extérieures résultant des accidents naturels ou du fait de l'homme, l'emploi de l'engin le mieux construit, le plus correctement manié, et même, plus généralement, l'entreprise la mieux gérée. » (C. E. 25 janvier 1929, P. T. T. c. Gaz de Beauvais, D. 1929. 3. 35).

B. *L'injonction administrative.*

Les usagers n'auront pas davantage de recours contre le distributeur si l'interruption est due à une injonction administrative. Le distributeur se trouve là encore en face d'un cas de force majeure. Le décret du 29 juillet 1927, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906, dans son chapitre relatif à la police et à la sécurité des exploitations, à l'article 63, prévoit que le concessionnaire est tenu de couper le courant sur l'injonction : 1°) de l'ingénieur en chef du contrôle, en cas de mauvais fonctionne-

ment de la distribution, de nature à compromettre la sécurité publique ou lorsque la coupure est nécessaire pour effectuer, dans l'intérêt de la sécurité, la visite, la réparation ou la modification de quelque ouvrage dépendant de ses services; 2°) et de même, en cas d'accident de personnes ou de dangers graves, sur la réquisition des agents du contrôle ou des fonctionnaires autorisés par l'article 17 de la loi du 15 juin 1906.

D'autres faits administratifs dont il n'est pas question au décret précité, peuvent constituer dans certains cas, de véritables cas de force majeure d'interruption de courant.

Nous voulons parler des réquisitions militaires ou civiles portant, soit sur le charbon nécessaire à la fabrication du courant; soit sur le courant lui-même. Là encore, la validité de l'excuse est une question de fait. Tandis qu'une décision du Conseil d'Etat du 23 juin 1922 (page 540) a admis le caractère de force majeure de la réquisition, pour les fabrications de guerre, du carbure de calcium nécessaire à une concession d'éclairage à l'acétylène, la Cour d'Amiens, dans un arrêt du 16 février 1927 déclare que le distributeur n'était pas contraint par une force majeure : il aurait pu se procurer les charbons anglais et continuer le service.

De même, encore, dans un cas où l'interruption était due à l'insuffisance des moyens de secours formellement prévus, il est arrivé que le distributeur invoque qu'« en raison de la réglementation imposée par les pouvoirs publics concernant la répartition du charbon, il n'avait pu mettre en action le groupe électrogène à vapeur ». Le juge du fait a estimé que sans modification des foyers, les chaudières auraient pu fonctionner au bois (Voir arrêt précité).

Ainsi, ni une circonstance indépendante de la volonté du distributeur ni une injonction administrative paralysant le fonctionnement normal d'une entreprise concédée, n'exonèrent le distributeur de sa responsabilité, s'il est constaté que celui-ci a eu le tort de ne pas prendre certaines mesures qui — matériellement possibles — étaient de nature à pallier aux suites de ces événements imprévus.

L'utilisation du moyen de secours, auquel le distributeur aurait dû recourir, bien que possible à mettre en œuvre, présentait peut-être, par contre, une impossibilité financière. C'est ainsi que dans la dernière espèce citée, il semble bien que le juge du fait appliquant strictement les principes, ait admis

qu'il n'y avait lieu de s'arrêter aux circonstances de nature à rendre plus onéreuses les conditions d'exécution du contrat. C'est une application au cas particulier du principe posé par la jurisprudence civile, à savoir qu'il n'y a force majeure que dans les cas où un obstacle impossible à prévoir et insurmontable, rend l'exécution *absolument impossible* : il ne suffirait pas qu'il la rendit *plus onéreuse* (Civile 6.6.1921 D. 21.1.73 et le rapport de M. le Conseiller A. Colin).

Le concessionnaire aurait, il est vrai, en pareil cas, la ressource de demander une indemnité pour charges extra-contractuelles devant les tribunaux administratifs¹. Mais, en tout état de cause, à l'égard des abonnés, les considérations économiques ne peuvent jouer. Le concessionnaire doit assurer l'exécution de son contrat tant que, matériellement, la chose est possible.

Remarquons, cependant, que les Tribunaux, en vertu de leur pouvoir d'appréciation, peuvent rechercher et doivent assurer l'équité du contrat. C'est ainsi qu'ils tiendront compte du fait que le prix de vente avait été établi en fonction d'une production purement hydraulique (C. A. Lyon, 30 nov. 1922, précité), excluant, de ce fait même, toute fourniture de secours de courant dû à un autre mode d'exploitation plus onéreux.

C. *Clauses d'exonération de responsabilité.*

L'abonné privé de courant et qui entend demander une indemnité n'a à faire d'autre preuve que celle de la privation de courant. L'inexécution du contrat doit entraîner la condamnation du distributeur, sauf, à ce dernier, à établir que l'interruption a eu pour cause un cas de force majeure. Tel est le principe.

Toutefois, les polices contiennent fréquemment une *clause d'exonération* ou de limitation de responsabilité. Telle cette clause qui exonère le concessionnaire de toute indemnité, si l'interruption n'excède pas 7 jours au plus (B. U. 1923, page 65).

(1) Cet exemple permet de distinguer très nettement l'excuse de force majeure de l'application nouvelle et administrative de la théorie de l'imprévision qui constitue un élargissement de la notion de force majeure. Alors que le concessionnaire succombe sur le premier chef, alors qu'il est rendu responsable des conséquences de l'interruption, il triomphe, par ailleurs, sur le terrain économique et peut obtenir du pouvoir concédant, une indemnité pour charges imprévues. Dans une certaine mesure et en fait, les notions se rejoignent en ce sens qu'elles tendent, l'une venant compléter l'autre, à assurer la continuité du fonctionnement du service public.

Elle ne doit pas être confondue avec les clauses qui autorisent le concessionnaire à interrompre la distribution pour l'entretien normal du réseau. C'est ainsi que les polices stipulent que le concessionnaire aura la faculté d'interrompre le service : 1°) pour l'entretien tous les dimanches de 7 heures à 14 heures; 2°) pour les réparations urgentes, etc..., interruptions qui ont lieu après avertissement préalable donné à l'usager. En outre, l'obligation de fournir à toute demande, corrélative au privilège, peut comporter des restrictions du fait d'une clause insérée dans le traité, prévoyant, par exemple, une fourniture de courant jusqu'à minuit seulement pour n'être reprise que le matin. Or, d'après la jurisprudence du Conseil d'Etat, le concessionnaire ne peut être tenu de fournir à toute demande en raison de son privilège, que si le traité ne comporte pas de restriction (C. d'Etat, 5 janv. 1907, Sirey 1909.3.58; Conseil de Préfecture de Bordeaux, 11 juillet 1933, B. U. 1933, p. 148). Une telle clause peut être insérée à l'article 20 du cahier des charges, spécial aux conditions particulières du service. Le droit à la suspension du service à certaines heures ne saurait subir aucune atteinte du fait de l'obligation (prévue pour le concessionnaire, dans une clause facultative de l'art. 13 du cahier des charges-type en cas de limitation de la puissance de la distribution) de satisfaire aux demandes excédant cette limitation, sous peine de perdre son privilège d'éclairage. L'horaire de la distribution et la limite de sa puissance sont, en effet, choses absolument différentes et indépendantes l'une de l'autre.

Les polices contiennent encore des *clauses pénales* : clauses fixant à tant par heure d'interruption l'indemnité due par la Société à son abonné dans tous autres cas que ceux provenant d'accidents ou de la force majeure. (Cour de Cassation, 22 janvier 1923, Rev. des Conces. 1923, p. 148). Ce peut être encore une clause limitant, en cas d'interruption engageant la responsabilité du distributeur, l'indemnité, au prix de l'énergie électrique non fournie.

Si le principe de la liberté des conventions conduit à admettre la validité de telles clauses relatives aux fautes contractuelles, une règle de droit, règle morale même, interdit aux parties de s'assurer une impunité contractuelle pour certaines fautes graves, qualifiées de fautes lourdes. Tel est le principe suivi par la jurisprudence dont le travail a consisté à rechercher dans les circonstances de fait l'existence ou la non exis-

tence d'une faute lourde. Mais, dans l'application et la qualification au point de vue faute des faits reprochés, la jurisprudence a montré plus d'hésitation.

Ainsi, l'insertion d'une clause d'exonération dans la police a pour effet de renverser le fardeau de la preuve. Tandis que, en l'absence d'une clause de ce genre, c'est au distributeur à prouver que l'interruption était due à un cas de force majeure, la présence de cette clause met l'abonné dans l'obligation de prouver l'existence d'une faute lourde. La clause constitue « une sorte de présomption contractuelle de force majeure en faveur de la Cie qui réduit le risque supporté par elle sans le faire disparaître ». (Mestre, Cours de Doctorat).

Ce principe a été formellement exprimé par la Cour de Cassation dans un arrêt de sa Chambre Civile, du 18 janvier 1933 (Société Indochinoise d'Electricité) : « Lorsqu'il est stipulé dans un contrat d'abonnement à l'électricité, que l'interruption du courant par suite d'un accident ne donnera lieu à aucun recours contre la Cie concessionnaire de la distribution, cette clause, si elle n'a pas pour effet d'affranchir la Cie de toute responsabilité, en cas de faute démontrée, a du moins pour résultat d'obliger l'abonné à prouver cette faute. Dès lors, doit être cassé l'arrêt qui, malgré la clause de décharge de responsabilité insérée dans un article du contrat d'abonnement, a obligé une société à établir qu'un accident, cause de l'interruption du courant, ne lui était pas imputable ». (Cass. 18 janv. 1933, Gaz. Trib. 22 mars 1933).

Ainsi, si la Chambre Civile de la Cour de Cassation admet le renversement du fardeau de la preuve, c'est-à-dire l'application des clauses d'exonération, ou de limitation des indemnités susceptibles d'être réclamées par les abonnés, à moins que ceux-ci n'apportent la preuve d'une faute, et parfois même d'une faute lourde (en cas de limitation de la responsabilité à une somme convenue), la Chambre des Requêtes, elle, a rejeté plusieurs fois des pourvois, en faisant état de circonstances de fait, appréciées souverainement par le juge du fond, comme établissant la faute de la Société de distribution (Voir Cass. 20 juin 1932, B. U. 1932, p. 186).

La jurisprudence, avons-nous dit ci-dessus, manifeste plus d'hésitation, dans la qualification au point de vue faute des faits reprochés.

C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour d'Appel d'Aix, du 7 jan-

vier 1932 — après avoir rappelé que les clauses d'exonération de fautes sont de droit étroit, qu'il est de doctrine et de jurisprudence que ces clauses sont exclusives de la faute lourde établie à la charge de la partie qui entend pouvoir s'en prévaloir — a écarté l'application d'une telle clause dans une espèce où les pannes de courant motivant l'action en indemnité de l'usager, tenaient au fait que le personnel « n'avait pas pris les mesures nécessaires pour prévenir les interruptions de courant qu'une entreprise d'électricité rationnellement organisée peut et doit prévoir, ni pour pallier, au moins dans une certaine mesure, aux suites des pannes de courant qui venaient de se produire dans l'« établissement de l'intéressé ». Et la Cour de qualifier « ce vice d'organisation, » et « l'insouciance » des préposés, de fautes lourdes, rendant irrecevable la Société à exciper de la clause d'exonération insérée dans la police. Cette appréciation revenait à mettre la société dans l'obligation de prouver qu'elle n'avait pas commis la faute présumée : (le fait, en l'espèce, de n'avoir pas eu un personnel assez diligent pour rétablir le courant dans un espace de temps assez court pour éviter le départ des spectateurs d'une salle de cinéma et le remboursement des places).

Dans une espèce où la police comportait une clause d'exonération de toute indemnité envers l'abonné pour interruption par le fait de travaux publics, la Cour de Cassation (S. 1901-1-344, 24 avril 1901) a considéré qu'il y avait eu une négligence fautive : n'ignorant pas que des travaux publics allaient être entrepris, la Société aurait dû prendre les mesures nécessaires propres à éviter le coup de pioche, cause de l'interruption. Cette jurisprudence sévère de la Cour de Cassation ne semble pas s'être démentie dans ses plus récentes décisions (Voir, en matière d'eau, l'arrêt Caucurte contre la Cie des Eaux).

Une jurisprudence plus récente, plus stricte, ne reconnaît, en cas de clause d'exonération des conséquences de l'interruption, de responsabilité de la Société, qu'au cas où serait prouvée une faute lourde, *équivalente au dol*.

La Cour de Montpellier, dans un arrêt du 16 novembre 1932 (Gaz. Pal. 1932, 30 déc.) a fait application de ce principe. Elle a écarté l'application de la clause limitative de responsabilité figurant à l'article 3 des conditions générales de la police d'abonnement « attendu que la Cie a commis une faute lourde, qui doit être assimilée au dol ».

En l'espèce, la faute avait consisté en la suppression complète du courant dans un des secteurs de la ville pendant 3 jours, alors que l'accident survenu au moteur de la pompe à air comprimé de l'une des turbines, avait simplement diminué, et non supprimé, l'énergie totale de l'usine, et qu'il aurait dû être remédié à cet accident prévisible de machine dans un temps beaucoup plus court. C'est dans ces conditions que la Cour a estimé que ces faits qui révélaient un défaut de surveillance et l'incurie de la Cie, constituaient une faute lourde.

L'appréciation de la faute lourde a cependant donné lieu à des divergences de jurisprudence assez sensibles (Voir Arrêt de Douai, 29 avril 1912 (pas de faute); Arrêt de Lyon, 19 avril 1920 (faute lourde).

D. Clause pénale.

Dans le cas où, en l'absence d'une clause d'exonération, la responsabilité du distributeur demeure engagée à la suite d'interruptions qui n'ont pas la force majeure pour excuse, les dommages-intérêts peuvent du moins se trouver limités à un certain quantum, fixés forfaitairement qu'ils sont par une clause pénale, telle que celle-ci : « L'indemnité ne pourra être supérieure au prix de l'énergie électrique non fournie ». Plus fréquemment, on trouvera combinées les deux clauses, clauses d'exonération et clause pénale, ainsi : « En cas d'interruption momentanée de la fourniture du courant provenant, soit d'accident ou de force majeure, soit de travaux de réparation ou d'extension du réseau, la Compagnie ne sera tenue à aucune indemnité. En dehors des cas signalés ci-dessus, l'abonné ne pourra, en aucun cas, réclamer, pour interruption de force motrice provenant du fait de la Compagnie des dommages supérieurs à la valeur de la force motrice non fournie. Cette valeur sera déterminée par la moyenne des jours ayant précédé l'interruption ». (V. C. A. Lyon 19.1.1920).

La doctrine et la jurisprudence ont admis que cette clause pénale n'était pas contraire à l'ordre public (Voir en ce sens Aubry et Rau, 5^e Ed., T. IV, par. 308, p. 173. Baudry, Traité des obligations, 3^e Ed., T. I, n° 490 et s.). L'article 1226 du Code civil n'y met pas obstacle, qui s'exprime ainsi : « La clause pénale est celle par laquelle une personne, pour assurer l'exécution d'une convention, s'engage à quelque chose en cas d'inexé-

cution ». Les contractants sont donc libres de déclarer qu'au cas où la fourniture n'aurait pas eu lieu, on se rapporterait, par exemple, à la consommation des jours précédents pour établir l'énergie qui devait être normalement consommée durant la période d'arrêt et que l'unique pénalité consisterait dans la suppression de tout paiement pendant ladite période. Ainsi la Cour de Caen — dans une espèce où elle retenait la responsabilité de la Compagnie concessionnaire, estimant qu'on ne pouvait considérer comme des cas de force majeure, des circonstances ayant rendu plus difficile l'exécution des obligations, alors surtout que les difficultés pouvaient se résoudre au profit de l'obligé par une action compensatoire exercée contre des tiers — la Cour n'en a pas moins admis de faire jouer le principe d'une clause pénale insérée dans la police. Elle a estimé que cette stipulation était régulière et qu'elle devait être respectée par application de l'article 1152 du Code civil ajoutant qu'elle n'aurait pu subir une modification « qu'en cas de fait dolosif au frauduleux imputable à la Société ». (Arrêt de Caen, 15 juillet 1927. G. P. 1927.2.718; R. C. 1928, p. 76). En même sens, voir l'arrêt précité de Douai (Bull. des Forces hydrauliques de 1920. Voir Lyon 1^{er} avril 1920, D. 1921.2.71).

Certains distributeurs avaient prétendu que de pareilles clauses les exonéraient de tous leurs manquements, même de leurs fautes lourdes. C'est ainsi que la Cour de Lyon avait été saisie de deux espèces où une Compagnie soutenait que l'on n'était pas recevable à rechercher si elle avait ou n'avait pas commis de faute car, même dans le cas de faute, la généralité des termes employés l'exemptait, prétendait-elle, de toute condamnation. Les clauses étaient ainsi rédigées : « En cas d'interruption momentanée de la distribution pour cas de force majeure, l'abonné ne pourra réclamer aucune indemnité; toutefois, il sera fait sur son abonnement une réduction proportionnelle à la durée de l'interruption ». Une seconde police portait une clause encore plus large : « L'abonné ne pourra réclamer aucune indemnité; toutefois, si les interruptions réduisaient le nombre de 300 jours garanti, il serait fait sur l'abonnement une réduction proportionnelle ». La Cour de Lyon a décidé dans les deux cas qu'il n'y avait pas possibilité de dire que le distributeur avait pu s'exonérer des conséquences de sa faute. Toutefois, la mission confiée à l'expert, dans le deuxième cas, comportait la recherche de la cause et

de la durée des accidents tandis qu'il lui suffisait d'examiner au premier cas, qui ne comportait pas de garantie pour l'abonné, si la force majeure avait été vraiment la cause de l'interruption : l'abonné n'aurait alors droit à rien.

Mais si vraiment il y a faute lourde du distributeur, une réparation doit intervenir et non pas simplement une diminution du prix de la fourniture. La clause pénale ne peut absolument pas jouer lorsqu'une faute dolosive peut être reprochée au distributeur. Sans doute, les parties contractantes sont-elles maîtresses de régler comme elles l'entendent les conséquences de l'inexécution de leurs engagements, mais, sous cette seule restriction, déclare l'arrêt précité de Lyon, « qu'on ne pourrait, à l'aide d'une telle stipulation, se soustraire des conséquences d'un délit d'un acte dolosif ou même d'une faute lourde équivalente au dol ». (Voir de même, en matière de transports maritimes, Rouen, 26 mars 1925, Rec. du Havre, 1925, 2^e P. p. 115).

Toutefois est-ce encore à l'usager à rapporter la preuve de cette faute, si son adversaire peut se retrancher derrière une clause de la police l'exonérant de toute responsabilité, telle que celle que nous venons de rapporter. Si, en effet, on demeure toujours tenu de sa faute lourde, malgré toute convention contraire, encore faut-il que les demandeurs à qui incombe la preuve, articulent des faits constitutifs de dol (Douai, 25 juillet 1911, Rev. des conces., 1913, p. 407). Et l'on tenterait vainement d'établir une distinction absolument inadmissible entre le fait et la faute du distributeur, car, dans l'article 1382, le mot « fait » désigne tous actes, négligences, crimes, délits, quasi-délits, en un mot toutes les fautes et dans leurs conventions les parties n'ont pu donner un autre sens à ce mot. (Voir Lyon précité).

L'application d'une clause pénale fixant une indemnité forfaitaire n'empêche pas les Tribunaux d'allouer dans certains cas des *dommages-intérêts supplémentaires* s'il leur est donné de constater des faits qui ont accru le préjudice subi. Tel cet arrêt de Douai qui déclare tenir compte, pour la fixation des dommages-intérêts, de ce que la Compagnie, bien que reconnaissant le fait imputé, n'avait pas offert l'indemnité contractuelle et avait contraint son abonné au procès : c'est là une considération accessoire un fait indépendant de l'interruption de fourniture pour laquelle du moins l'indemnité n'a pas dé-

passé le chiffre arbitré par les parties. La Cour de Cassation, elle, semble bien avoir admis, dans certains cas, une indemnisation supplémentaire pour le fait même de l'interruption. Après avoir constaté l'existence, dans une police, d'une clause limitant à 0 fr. 60 par heure d'interruption, l'indemnité due dans tous autres cas que ceux provenant de la force majeure ou d'accident, la Cour a déclaré que le juge du fait n'avait pas dénaturé le contrat en accordant une somme supérieure à l'indemnité forfaitaire par le motif que, cette clause « malgré la généralité de ses termes, n'avait pu valablement viser l'acte volontaire, par lequel, au lieu de répartir l'interruption de courant entre tous ses abonnés, par voie de roulement, la Société avait privé le requérant, seul, de la force motrice et de l'éclairage ». (Arrêt du 22 janv. 1923, R. C., 1923, p. 148).

Cette décision n'est pas isolée; la Cour suprême, dans un arrêt du 29 juin 1932 (S. 1932.1.335) a admis que, nonobstant une clause par laquelle l'abonné renonçait à demander « toute indemnité » en cas d'interruption de courant due à une sécheresse prolongée, le Tribunal était en droit de rechercher s'il n'y avait pas un préjudice tenant au fait que le concessionnaire aurait continué à alimenter les installations d'abonnés plus récents en date et en ce que la suppression du courant aurait eu pour cause un intérêt commercial et non des raisons techniques.

§ 2. — *Sanctions civiles qui peuvent intervenir en cas d'interruption de courant.*

L'abonné, ainsi que nous venons de le voir, peut demander des dommages-intérêts. L'article 30 du Cahier des charges, déclare : Faute par le concessionnaire de remplir les obligations qui lui sont imposées par le cahier des charges des amendes pourront lui être infligées sans préjudice, s'il y a lieu, des dommages-intérêts envers les tiers intéressés ».

L'abonné serait même en droit de former sa demande sans mise en demeure. La jurisprudence se prononce en ce sens. Ainsi, le Tribunal de Commerce de la Seine, lors d'une instance engagée par un entrepreneur, dont les appareils d'épuisement de l'eau avaient été immobilisés, par un arrêt de courant, dans les galeries en construction du métropolitain. Le Tribunal a estimé que c'était le cas d'appliquer l'art. 1146 du Code Civil accordant dispense de mise en demeure, « l'obli-

gation de fournir du courant étant une obligation continue ne pouvant être interrompue sans causer aussitôt un préjudice à la Société des entreprises B. et L. ». (28 avril 1931, précité). Le distributeur doit, en effet, un courant régulier et continu. Passé l'instant pendant lequel ces prestations étaient dues, la Société ne peut plus les exécuter. En conséquence, et aux termes de l'article 1146 du Code Civil in fine, l'abonné privé de lumière ou de force, est dispensé de mise en demeure pour avoir droit à des dommages-intérêts (Rennes, du 27 avril 1929, Recueil de Rennes, Fascicule 3, 1929). (Voir encore Trib. de Commerce de Bourges, 25 fév. 1921, Table q. Gaz. Pal. 1920-1925, v. Concession n° 11; Moniteur judiciaire de Lyon, 25 avril 1921).

Outre les dommages-intérêts, l'abonné peut demander au Tribunal Civil, soit d'ordonner le rétablissement du courant, si la Cie s'y refuse, soit, au contraire, de prononcer la résiliation de la police; c'est une simple application des règles du droit commun de l'art. 1184. La résiliation pourra avoir lieu de plein droit si cette mesure a fait l'objet d'une clause conventionnelle ¹.

Le Tribunal peut-il ordonner, sous astreinte, le rétablissement du courant ?

Le système des astreintes, mesure comminatoire, véritable pénalité puisque l'astreinte peut dépasser de beaucoup la valeur en argent de la prestation, a été mis en pratique par les tribunaux civils, mais, auprès des tribunaux administratifs, ce système n'a pas rencontré la même faveur (V. Conseil Etat 27 janvier 1933; Sirey 1933, 3^e partie, 132) ².

En l'espèce, bien que le Tribunal saisi soit un tribunal civil des auteurs lui ont contesté le droit d'ordonner sous astreinte le rétablissement du courant. Dépourvu de bases juridiques, ce procédé de contrainte, a-t-on dit, ne se justifie dans les rapports de droit privé, que par sa très réelle efficacité. Mais en droit public, à l'encontre des particuliers, l'Administration a des moyens de pression plus efficaces et, à l'encontre d'une

(1) Ainsi tandis que, d'après la jurisprudence administrative, relative à l'imprévision, le litige aboutit simplement à une modification équitable des conditions du contrat, l'application de la théorie civiliste de l'imprévision logiquement aboutit à la résolution.

(2) Il n'est cependant pas exact de dire que la jurisprudence administrative a toujours rejeté le système des astreintes (V. C. d'Etat, 4 août 1908, Soc. des Eaux d'Oran, p. 852).

personne publique, les principes de ce droit s'opposent au prononcé d'une astreinte : le juge ne peut que condamner l'administration à l'exécution de son obligation, lui adresser des injonctions serait pour le juge sortir de son rôle, et s'immiscer dans la gestion du service; de plus, lorsqu'il s'agit d'un concessionnaire, il y a nécessité à ne pas mettre en péril la marche du service public dont il a la gestion.

Aussi bien, cette notion de l'intérêt supérieur du service public serait-elle de nature à faire rejeter par les tribunaux civils eux-mêmes l'application d'un système qui ne repose, en fait, que sur une pratique prétorienne.

On peut cependant objecter que cette mesure ne tend, au contraire, à rien moins qu'à sauvegarder les principes qui président au fonctionnement du service et, notamment, l'obligation de fournir de l'art. 13 du cahier des charges. Si le Tribunal s'est reconnu compétent, c'est qu'aucune difficulté ne s'élevait sur les clauses du traité et, notamment sur cet article 13, auquel, il convient, dès lors, d'assurer sa portée pratique.

A l'argument tiré de ce que l'abonné pourrait provoquer des mesures administratives, au cas où le concessionnaire persisterait dans son refus de fournir le courant, malgré sa condamnation, mesures autrement efficaces qu'une astreinte, il faut objecter que ces mesures n'atteindront peut-être pas immédiatement le but intéressé que poursuit l'abonné : son propre service.

Sans doute, par analogie, pourrait-on faire état de ce que l'administration supérieure s'autorise précisément de l'existence dans le cahier des charges de ces sanctions, très suffisantes pour permettre au maire après l'avis de l'ingénieur en chef du contrôle, d'exiger l'exécution satisfaisante du service, pour admettre l'insertion, dans les modèles de police, d'une clause, aux termes de laquelle l'abonné renonce à opposer à la demande de paiement toute réclamation sur la qualité du courant. Mais, en pareil cas, il s'agit de prémunir le concessionnaire contre des sortes de grèves de paiement organisées par des consommateurs, sous le prétexte d'irrégularité du courant; l'intérêt du service est donc en jeu. La demande de rétablissement du courant, au contraire, ne met pas à priori en danger le service de la distribution, pas plus que la contrainte qui la fera aboutir; au surplus, la menace de celle-ci paraît être réellement plus efficace que la méthode qui consisterait à engager

une nouvelle procédure contre le distributeur pour provoquer les mesures administratives.

Compétence du juge des référés en matière de rétablissement de courant supprimé à des abonnés.

Avant même d'obtenir des dommages-intérêts, l'abonné a un droit plus urgent à faire valoir : celui d'obtenir le rétablissement du courant.

La Cour de Cassation a décidé qu'il ne pouvait agir au moyen de l'action possessoire, car son droit résulte d'un contrat, qui ne lui donne qu'un droit de créance, mais aucun droit réel sur l'énergie (Cassation, 1^{er} février 1922. S. 1922.1.64; voir également l'arrêt du 13 juillet 1921 par lequel la C. de Cassation a décidé que le juge de paix était incompétent pour statuer sur une demande de rétablissement du courant B. U. 1921 juin et l'article de M. Sirey).

Mais il peut obtenir le rétablissement du courant par la voie rapide du référé.

En principe, le juge des référés n'est compétent qu'en cas d'urgence ou pour statuer provisoirement sur l'exécution d'un titre exécutoire ou d'un jugement et à la condition de ne pas porter préjudice au principal (C. proc. Civ. art. 806 et 809).

Les interruptions peuvent être des mesures de pression à l'égard d'usagers qui refusent de se soumettre aux conditions imposées par le distributeur. Les Tribunaux doivent statuer au fond pour examiner et apprécier les obligations réciproques des parties. Ce que nous envisageons ici, c'est simplement le rétablissement provisoire du courant (en attendant la solution au fond) — ordonné par le juge des référés. Les décisions des tribunaux sont, sur ce point, très partagées : Chambéry s'est prononcé pour l'incompétence du juge des référés; Grenoble également; à l'inverse, le Tribunal de Pau s'est prononcé pour la compétence et la Cour de Cassation a rejeté le pourvoi formé contre la décision précédente, le juge n'avait pas à surseoir à statuer, car il rétablissait le statu quo.

Ces divergences de jurisprudence s'expliquent par des circonstances de fait différentes, tenant à l'appréciation de l'urgence et l'interdiction de faire échec au principal.

Le juge serait incompétent si le concessionnaire qui a coupé le courant était en mesure d'invoquer un avenant régulier (affaire Trolliet).

La Cour d'Agen s'est prononcée pour l'incompétence, dans

un cas où la police était expirée; il n'y avait pas d'obligation de fournir : le distributeur était un permissionnaire dont le titre administratif n'avait pas encore été mis en harmonie avec la nouvelle réglementation des permissions (29.3.1926, Bu. 1926, p. 61).

Le Tribunal Civil de Nice (Ordonnance de référé du 2 fév. 1933) s'est reconnu incompétent dans les circonstances de fait suivantes : un usager avait vu couper le courant destiné à l'exploitation d'une carrière. Il en demandait le rétablissement au juge des référés, offrant de payer l'arriéré qu'il devait à la Société, par versements mensuels. Le Tribunal n'a pas fait droit à cette requête : le contrat intervenu prévoyant sa résiliation en cas de non paiement d'une quittance; or, il était constaté que des sommations de payer étaient demeurées sans effet.

Bref, en principe, la décision du juge doit tendre à maintenir ou rétablir le statu quo sous peine de préjudicier au principal.

SECTION II. — **Obligation d'assurer une fourniture de qualité constante.**

L'obligation d'assurer une fourniture de qualité constante n'appelle en soi aucune remarque particulière. Nous citerons, cependant, deux décisions de tribunaux intervenues en la matière, l'une et l'autre au profit du distributeur, la première au sujet d'une distribution de gaz, la seconde relative à une distribution d'électricité. Mais l'application pratique des solutions qui en découlent, peut en être faite, des unes au autres.

I. — En matière de distribution de gaz :

Généralement le cahier des charges est muet sur la pression qui doit être fournie, les polices également. Dès lors, estiment les Tribunaux, la pression doit être suffisante pour que les appareils en bon état puissent satisfaire à leur destination : cuire des aliments, chauffer un bain.

Toutefois, la responsabilité du distributeur n'est pas engagée ipso facto en cas de pression insuffisante. Un intéressant arrêt de la Cour de Paris, du 7 janvier 1924 (Revue des Conc. 1924, p. 33) en donne d'excellents motifs. Sans doute, en l'espèce, le mauvais état des appareils était bien la cause de leur fonctionnement défectueux; la baisse de pression n'était pas

due, comme le prétendait le distributeur, à une mise en application du décret du 11 juin 1917, qui lui aurait même permis — c'était en temps de guerre — de cesser toute distribution à certaines heures.

Mais l'arrêt décide que l'abonné non satisfait, doit formuler ses griefs — pour que l'entrepreneur remédie à la situation — et non pas réclamer inopinément des dommages-intérêts accumulés et éventuels. Tant que le créancier de la prestation ne dit rien, le débiteur est fondé à croire que l'usager est satisfait de la manière dont elle est exécutée. L'art. 1146 exige une mise en demeure pour constituer le débiteur en faute.

Ce texte, il est vrai, fait exception à la mise en demeure toutes les fois que l'obligation ne pouvait, par sa nature, être exécutée que dans un certain délai que le débiteur a laissé passer. Et, en l'espèce, l'usager, un hospice, plaidait que l'obligation de livrer le gaz était inexécutée au moment même où l'abonné s'apercevait que le gaz ne remplissait pas sa destination; par conséquent, il ne pouvait être question d'une mise en demeure préalable après que le temps de la fourniture était passé. En outre, la fourniture étant successive et susceptible de s'améliorer d'un instant à l'autre, suivant la pression donnée à l'usine, la mise en demeure ne se concevait pas davantage pour l'avenir. On présentait cet autre argument, à savoir que souvent des distributeurs sont condamnés à des dommages-intérêts pour interruption de courant, or, dit-on, on n'objecte pas dans ces cas l'absence de mise en demeure.

Ces deux situations ne peuvent être comparées, la fourniture de gaz ou d'électricité doit être faite à tout instant par les concessionnaires, sinon ils sont en faute ipso facto, sans mise en demeure parce que celle-ci est préalablement impossible et parce que la livraison devait être faite dans un temps qui est passé. Quand il s'agit d'une simple modalité défectueuse de la fourniture, elle doit être révélée à l'entrepreneur qui peut parfaitement l'ignorer; c'est ainsi que la pression dépend : non seulement, de l'altitude de l'installation par rapport à l'usine, de l'importance des prises de gaz, mais encore de l'état des canalisations.

En matière de distribution d'électricité :

Dans un cas où la fourniture du courant-lumière avait présenté des irrégularités considérables au point que les abonnés étaient obligés de prévoir des moyens d'éclairage de secours,

le concessionnaire avait été poursuivi devant le Tribunal correctionnel pour tromperie sur la qualité et la quantité de la marchandise vendue.

Le Tribunal a répondu : qu'en ce qui concerne la qualité de la marchandise vendue, l'élément de dissimulation essentiel pour constituer le délit de tromperie, manque, du fait même que la mauvaise qualité du courant se manifeste immédiatement et suffisamment par ses effets, pour que les usagers ne puissent se plaindre d'être trompés à leur insu. Quant au délit de tromperie sur la quantité de courant enregistrée par des compteurs horaires, la circonstance que, les inexactitudes susceptibles de se produire au détriment des abonnés quand le voltage est inférieur à celui sous lequel doit fonctionner le compteur horaire, pourraient, au contraire, tourner à leur avantage en cas de surtension toujours possible, avec un courant irrégulier — suffisait à faire écarter la prévention en raison des compensations entre les excès et les insuffisances de perception du prix établi au moyen de compteurs de ce système. (Trib. corr. de Neirac 22 juillet 1933, B. U. 1933, p. 154).

Un tribunal a admis la validité d'une clause stipulant l'obligation pour l'abonné de payer la facture de courant sans possibilité d'invoquer la compensation pour mauvaise fourniture. (T. Co. Vannes, 13 mars 1931. A. c. Energie ind., B. S. F. H. 1931, p. 241).

TITRE IV

Obligations des Usagers

CHAPITRE PREMIER

OBLIGATION DE PAYER LE PRIX DE LA FOURNITURE

Le paiement des sommes dues par l'abonné n'a fait l'objet d'aucune réglementation dans le cahier des charges qui se borne à fixer un tarif maximum.

C'est la police qui détermine les modalités de paiement.

En règle générale, le montant de la consommation de courant et des redevances mensuelles, à la charge de l'abonné, est payable par mois, à terme échu.

Il peut être stipulé que la somme due sera payée au Bureau de l'exploitation ou qu'elle sera encaissée à domicile. Mais, à défaut de précision et de convention particulière, faut-il entendre par domicile, le lieu d'utilisation du courant ? Une entreprise à succursales multiples pourra-t-elle s'acquitter de sa dette en une fois, à son siège social ou, au contraire, par règlements fractionnés, dans chacune de ses succursales ? La question peut offrir un intérêt pratique pour certaines entreprises qui n'ont pas, dans chaque lieu d'utilisation du courant, un personnel permanent ou un représentant qu'elles puissent charger de ces règlements. Il semble qu'en pareil cas, devant une sorte d'impossibilité matérielle, le distributeur ne puisse faire présenter les quittances qu'au lieu même où se trouve domiciliée l'entreprise.

§ 1. — *Garanties de paiement.*

Le distributeur a une garantie très sûre dans la possibilité d'exiger le versement d'une *avance sur consommation* qui lui permettra de se payer le cas échéant. Une pareille stipulation est licite : le Conseil d'Etat l'admet. Dans une espèce où le distributeur avait introduit dans la police d'abonnement, une clause aux termes de laquelle le prix de l'abonnement était payable par mois et d'avance, sous la réserve que la somme

versée d'avance serait remboursée par la Compagnie à l'expiration de l'abonnement, sous déduction de la valeur du gaz fourni par elle et des autres frais qui n'auraient pas été soldés, le Conseil de Préfecture des Basses-Pyrénées avait décidé qu'en l'absence d'une clause du cahier des charges de la concession, qui l'y aurait autorisée expressément, la Cie n'avait pu valablement imposer une semblable obligation à ses abonnés. Le Conseil d'Etat a décidé au contraire que rien dans le traité n'interdisait à la Cie d'user d'une précaution fréquemment prise en la matière, en vue de se garantir des risques d'insolvabilité de certains consommateurs et consistant dans le paiement d'avance par les abonnés d'une somme représentant aproximativement le prix du gaz à consommer pendant un mois, dès lors qu'elle doit être remboursée à l'expiration de cet abonnement, sous déduction de la valeur du gaz fourni par elle et des autres frais qui n'auraient pas été soldés. (Conseil d'Etat, 11 avril 1919, p. 377).

La Cie soutenait que la clause litigieuse était valable et licite parce qu'elle ne constituait entre les parties qu'une garantie d'exécution d'une convention d'ordre privé, dont, à défaut de stipulation particulière dans le cahier des charges de la concession, toutes les conditions demeurent soumises à la règle de la liberté des contrats.

Les nouveaux cahiers des charges-type renferment à l'article 18, une clause facultative, relative à l'avance sur consommation.

Le concessionnaire ne peut, en tout état de cause, conserver le montant de ces sommes. La Cour de Cassation a déclaré applicables aux avances sur consommation de gaz, l'article 111, § 3, de la loi du 25 juin 1920, qui attribue à l'Etat le montant des avoirs dus par toute collectivité et qui n'ont fait l'objet de la part des ayant-droit, d'aucune réclamation depuis trente années à dater du jour où ils sont exigibles (requête, 3 mars 1930, B. U. 1930, p. 74).

Privilège.

Les privilèges sont de droit étroit : aucun ne vise nommément la fourniture du courant électrique, ou du gaz.

Pourtant, la doctrine a généralement reconnu que « les fournitures de subsistances faites au débiteur et à sa famille », visées parmi les privilèges sur la généralité des meubles par l'art. 2.101 du Code Civil, doivent s'entendre dans un sens

large. Toutes les fournitures de denrées ou de marchandises, écrivent Aubry et Rau (5^e édit., Tome III, p. 219), nécessaires soit à l'alimentation, soit au chauffage et à l'éclairage et, en général, à la consommation journalière du ménage, sont des fournitures de subsistances.

La Cour d'Amiens, la première, n'a pas hésité à admettre, à titre privilégié, au passif d'une liquidation judiciaire, une société gazière. La Cie invoquait à l'appui de sa demande, l'article 2101 du Code Civil, § 5 précité. L'arrêt d'Amiens a admis qu'il fallait entendre par « fournitures de subsistances » celles nécessaires pour la consommation journalière du ménage, et notamment les fournitures pour la cuisson des aliments, le chauffage et l'éclairage ». Et il n'a pas hésité à reconnaître ce caractère à l'utilisation du gaz pour un appareil chauffe-bain. En conséquence, la Société intéressée a été admise, à titre privilégié, au passif de la liquidation judiciaire de son abonné. (Amiens, 2 juillet 1924, La loi, 10 octobre 1924).

Depuis la décision précitée, la Cour de Cassation, dans un arrêt du 11 avril 1933 (Gaz. du Pal., 18 juin 1933) a donné de l'art. 2101 du Code Civil, une interprétation qui n'est pas différente : elle déclare que : « doivent être considérées comme créances privilégiées... celles qui ont trait à des fournitures destinées au chauffage et à l'éclairage en tant qu'elles constituent des accessoires indispensables à la subsistance journalière du ménage ». (Voir également T. C. Pontoise, 12 déc. 1933, R. C. 1934).

Toutefois, il semble bien résulter implicitement de cet arrêt que le privilège ne pourrait jouer dans des cas d'espèce où la délimitation entre ces usages purement domestiques et d'autres usages, ayant un caractère différent, se trouverait impossible à faire. Un Tribunal pourrait cependant toujours rechercher quel pourcentage de la consommation totale représente la consommation domestique. (T. de Commerce Chaumont 13.5.32; B. U. 1932, p. 120).

§ 2. — *De l'interruption de courant.*

(A titre de sanction de l'obligation de payer le prix de la fourniture).

Fréquemment, une clause de la police prévoit qu'à défaut de paiement et passé tel délai après mise en demeure

restée infructueuse, le concessionnaire aura le droit de suspendre la fourniture du courant.

La validité de cette clause est certaine. Elle n'est en rien contraire aux obligations imposées au concessionnaire par son cahier des charges; en effet, s'il est bien tenu de fournir le courant, il n'y est point tenu à titre gratuit, son obligation a pour contre-partie, l'obligation réciproque de l'abonné de payer la fourniture qui lui est faite; il s'ensuit que si ce dernier manque à cette obligation, le concessionnaire est en droit de ne pas s'acquitter de la sienne et partant fondé à suspendre la fourniture du courant. Cette clause est donc parfaitement licite, dès lors qu'elle a pour seul but d'assurer par l'une des parties l'exécution de son engagement pris dans un contrat synallagmatique. Ce ne serait qu'au cas où le concessionnaire userait de cette clause à l'aide de procédés constitutifs d'un abus de droit, qu'elle perdrait son caractère licite et ne pourrait plus être respectée (Voir, Cour d'Appel de Lyon, 12 novembre 1931, Sirey 1932.2.58. Versailles, 19 avril 1910. Revue des Concessions, 1912, p. 211. Tribunal de Commerce d'Amiens, 20 mars 1923, en matière de gaz, B. U. 1924, p. 88. Tribunal de Commerce de Vannes, 13 mars 1931; B. U. 1931, p. 13).

Cette clause complète celle par laquelle l'abonné s'interdit de refuser le paiement de sa consommation mensuelle sous prétexte d'erreur et qui stipule qu'il sera tenu compte des rectifications sur la quittance du mois suivant. Ainsi le droit de l'usager se trouve réservé. L'utilité de cette dernière clause est d'éviter des réclamations plus ou moins fondées ayant pour but unique d'éluder le paiement de la fourniture.

C'est ainsi que le Conseil d'Etat a décidé que le courant pouvait être supprimé dès lors que la Cie défenderesse avait été autorisée par l'administration à insérer dans ses polices, une clause qui lui permettait de suspendre le courant à défaut de paiement d'une facture, *alors même que cette facture serait contestée*, après un délai de 15 jours à dater de la réclamation à domicile de la somme mentionnée sur la facture et 24 heures après l'envoi d'une lettre recommandée. La suppression de courant ne constituerait une faute que si la Cie avait commis un abus de droit, notamment en exigeant le paiement d'une somme manifestement erronée.

De la mise en demeure.

Elle peut résulter, s'il en a été ainsi convenu dans la po-

lice, d'une simple lettre recommandée, dont les frais seront à la charge de l'abonné. (T. Com. Le Havre, 14 sept. 1895. Le Droit, 12 octobre 1895).

Le délai imparti doit être entièrement écoulé : le jour de la réception de la mise en demeure ne doit pas être compté dans le délai et l'interruption ne peut avoir lieu qu'après le dernier jour (Cour d'Appel de Caen, 15 juillet 1927, Revue des Concessions 1928, p. 76).

Lorsque la police ne prévoit pas en faveur du distributeur la faculté de couper le courant, il doit au préalable mettre son débiteur en demeure de payer et obtenir une décision de justice, en application de l'article 1134 du Code Civil. De son côté, l'abonné aurait le droit de demander au Tribunal sous astreinte le rétablissement du courant coupé prématurément, ainsi que des dommages intérêts. (V. l'arrêt Req. 3 juin 1913. R. C. 1915, p. 112).

Le distributeur qui fournit sans police, n'aurait pas le droit de rompre le contrat fait sans détermination de durée, résiliable à la volonté de l'une ou de l'autre des parties, sans respecter du moins un délai de préavis égal au temps pour lequel le paiement est effectué.

Le distributeur ne peut normalement réclamer dans les quittances d'abonnement une somme autre que celle qui représente le prix de la fourniture de gaz ou d'énergie électrique. C'est ainsi que la Cour de Cassation, dans l'arrêt Rente foncière contre Gaz de Paris du 1^{er} décembre 1920, a décidé que si une Compagnie dont le traité stipule qu'elle aura « seule le droit de faire, pour le compte des particuliers, les prises de gaz raccordant les compteurs aux grosses canalisations », pouvait être rémunérée de cette dépense, du moins ne pouvait-elle être autorisée à prélever, à l'occasion de ce branchement, une redevance mensuelle à titre de location. Ce procédé, qui aboutirait à augmenter le prix du gaz, ne saurait être déclaré licite en dehors, soit d'une entente amiable avec les consommateurs, soit d'une modification au contrat d'abonnement dûment autorisée.

Précisément — nous l'avons vu — la fourniture d'un compteur, l'établissement d'un branchement ou d'une « extension » peuvent donner lieu à une rémunération particulière prévue au Cahier des Charges, par paiements échelonnés.

CHAPITRE II

OBLIGATION DE SATISFAIRE A L'ENGAGEMENT DE NE PAS MODIFIER LES INSTALLATIONS INTERIEURES

Nous avons vu précédemment que l'abonné était propriétaire de son installation intérieure : ce droit de propriété lui confère-t-il le droit de modifier à sa guise son installation ?

Rappelons que l'installation, même lorsqu'il y est procédé directement par l'abonné, est réglementairement sous le contrôle du distributeur : il s'agit de protéger l'exploitation contre tous les troubles possibles. (L'art. 19 donne, à titre d'exemple de ces troubles : les défauts d'isolement, la mise en marche ou l'arrêt brusque de moteur, etc...).

De même, lorsqu'il entend modifier son appareillage l'usager doit, en tout état de cause, s'abstenir de toute modification, de nature à porter le trouble dans le service de distribution. L'article 19 du cahier des charges, dans le but d'assurer la sécurité générale du fonctionnement du service public de distribution, accorde aux distributeurs le droit de se refuser à continuer la fourniture du courant si l'installation est reconnue défectueuse (à cet effet, un droit de vérification à toute époque est accordé au concessionnaire). Cette disposition réglementaire a pour but d'assurer la bonne marche du service public et l'économie de l'exploitation. Cet article 19 vise, en effet également, les mesures propres à empêcher l'usage illicite du courant et les déperditions d'énergie avant les compteurs.

Mais souvent cette disposition réglementaire se trouve renforcée, complétée par des dispositions contractuelles, spéciales à la police, ayant pour but d'assurer le respect des conditions financières du contrat. Ainsi, les polices peuvent-elles interdire aux usagers de modifier leur installation sans l'autorisation préalable du distributeur. Que si l'usager passe outre et que la modification apportée soit, ou ne soit pas défectueuse

au point de vue technique, le distributeur aura encore le droit de couper le courant. Dans ce cas, la privation du courant est une sanction civile alors que le droit, conféré par l'article 19, est une sanction administrative.

Pour l'application de celle-ci, il suffit que l'installation soit reconnue défectueuse. En cas de difficulté inhérente aux mesures de sécurité à prendre, le conflit est soumis à l'Ingénieur en Chef du contrôle, sauf recours au Ministre des Travaux Publics qui prendra l'avis du Comité d'électricité.

Pour l'application de la clause contractuelle, au contraire, une mise en demeure préalable sera nécessaire si la clause d'interruption de courant n'en dispense pas le distributeur. En cas de difficulté, l'affaire sera portée devant les tribunaux de droit commun qui apprécieront souverainement l'opportunité de la suppression (Voir : Limoges, 30 avril 1916) : l'abonné ne peut substituer des lampes mobiles aux lampes fixes lorsque le prix de l'abonnement est fixé à tant la lampe et non d'après le relevé d'un compteur; il y aurait, dès lors, une violation de l'art. 1134 — et la résiliation peut être demandée incontestablement, si une clause du Traité défend à l'abonné d'apporter la moindre modification aux canalisations et appareils sans prévenir l'entrepreneur. Le tribunal de Toulouse n'a pas manqué de faire application de ce principe dans une espèce où l'usager bénéficiait d'un tarif de faveur accordé aux petits consommateurs; la modification étant constatée, devait jouer la clause de la police prévoyant que « toute transformation clandestine autorise la Société à rompre le contrat... » (V. T. C. Toulouse 6.1.1926. R. C. 1926, p. 107).

CHAPITRE III

SANCTIONS DES OBLIGATIONS DE L'USAGER

La principale de ces sanctions, est ainsi que nous venons de le voir, l'interruption de courant qui a, dans certains cas, le caractère d'une mesure de sécurité, mais, le plus souvent, celui d'une mesure de coercition. Une autre sanction est la *résiliation du contrat* par application des règles normales du droit civil. C'est enfin une mesure de réparation : l'allocation de *dommages-intérêts* à la partie lésée (1142 du Code Civil).

Le distributeur est en droit de demander, le cas échéant, la résiliation de la police en vertu des articles 1.728 1.729 du Code Civil, que l'on peut appliquer à la location d'appareils à gaz ou électriques. L'article 1.728 oblige le preneur à user de la chose louée suivant la destination qui lui a été donnée par le bail, ou suivant celle présumée d'après les circonstances, à défaut de convention. L'article 1.729 autorise la résiliation si la chose louée est employée à un autre usage que celui auquel elle a été destinée, ou un usage dont il puisse résulter un dommage pour le bailleur.

C'est de ces principes dont il a été fait application dans l'espèce suivante où les appareils loués n'avaient cependant pas subi de dommage à proprement parler.

L'abonné avait remplacé des becs par des ampoules et ne consommait plus de gaz.

La Cie demandait la résiliation de la police, et le paiement des sommes représentant la valeur des appareils et le coût de leur installation.

L'abonné objectait qu'il n'y avait pas de minimum de consommation stipulé; il offrait toujours de continuer à payer la location des appareils et du branchement.

Mais la police était prévue pour une fourniture de gaz avec installation gratuite et consommation au compteur dite « à

pré-paiement » ; la location des divers appareils était faite moyennant 0 fr. 10 pour 400 litres de gaz consommé.

Le Tribunal constate la modification survenue aux appareils contrairement aux stipulations de la police, donc une violation des articles 1728 et 1729 du Code Civil : un abonné n'a pas le droit d'utiliser les appareils loués par lui pour une autre destination que celle prévue au contrat ; « en l'espèce, de toute évidence, l'intention commune des parties était d'utiliser les appareils loués pour s'éclairer et se servir du gaz ». Le Tribunal a, en conséquence, prononcé la résiliation.

Sur l'importance du dommage, les éléments de l'indemnité sont : 1°) la perte résultant du fait que les installations sont restées sans emploi et sans revenu ; 2°) la perte de bénéfice sur la vente du gaz pour la période de la police restant à courir.

Le Tribunal constatant l'état ancien des appareils et le fait que la police expirait l'année suivante, n'a alloué que 3 francs de dommages-intérêts pour le premier élément de préjudice. Le second élément de préjudice, quoique existant d'une façon certaine, avait le caractère le plus imprécis qu'il soit, puisque l'abonné n'était astreint à aucun minimum de consommation ; au surplus, la police n'ayant plus qu'une courte durée, il a été alloué à la Cie réclamante la somme de 1 franc (Tribunal de Commerce de Lyon, 1^{er} août 1911. La loi du 17 octobre 1911, T. Q. Gaz. du Pal. 1912, p. 73).

La résiliation au profit du distributeur n'est cependant pas automatique. Les tribunaux ont un pouvoir d'appréciation : le bailleur peut faire résilier le bail, *suivant les circonstances*, est-il dit à l'art. 1729.

TITRE V

Responsabilité délictuelle et quasi délictuelle des Distributeurs et Usagers

CHAPITRE PREMIER

RESPONSABILITE DES DISTRIBUTEURS EN CAS D'ACCIDENTS CAUSES AUX PERSONNES OU DE DETERIORATIONS SUBIES PAR LES BIENS DES USAGERS, DU FAIT D'UNE DISTRIBUTION DE GAZ OU D'ELECTRICITE

Les faits dommageables ici-envisagés — et partant, la responsabilité qui en résulte — peuvent avoir pour cause, soit une défectuosité originaire des installations elles-mêmes, soit une malfaçon, ou un accident dans l'exécution du contrat de livraison de gaz ou d'électricité, fournitures dont la nature physique comportant certains dangers, nécessite, pour leur distribution, l'observation d'un certain nombre de précautions.

La responsabilité de ces faits n'incombe pas, en tous cas, au distributeur. L'utilisateur ou un tiers, peuvent, selon la cause du fait dommageable, en supporter les conséquences. La possibilité de mettre en cause une tierce personne et les difficultés d'établir la véritable origine d'un fonctionnement anormal, ont donné naissance en la matière à de nombreux litiges.

Suivant la règle de droit commun, la responsabilité des accidents doit incomber à celui qui avait la garde de l'installation, cause directe du dommage (1384 du Code Civil, § 1^{er}).

La première question qui se pose est donc celle de savoir qui, du distributeur ou de l'utilisateur, était le gardien de la canalisation ou de l'appareil dont la défectuosité a provoqué l'accident. On se demandera ensuite si une personne autre que le gardien n'a pas, par son fait, été cause de l'accident.

A) Installations intérieures.

1°) Nous avons déjà vu que les installations électriques intérieures sont établies aux frais des utilisateurs, par leurs soins, qu'ils en assurent l'entretien et la surveillance. Aussi bien, l'article 19 du cahier des charges-type stipule-t-il expressé-

ment : « En aucun cas, le concessionnaire n'encourra de responsabilité à raison des défauts des installations qui ne seront pas de son fait » ¹. Par contre, si, en application d'une disposition facultative du cahier des charges, l'abonné a confié au distributeur l'installation et l'entretien de ses canalisations, l'art. 19 précité semble bien admettre, a contrario, la responsabilité éventuelle du distributeur pour tout ce qui sera « de son fait ». L'abonné sera dans la nécessité de prouver qu'une telle convention, relative aux travaux d'installation, est intervenue. Il en va de même pour les canalisations de gaz : elles sont présumées faites par le propriétaire, à ses frais, et lui appartenir si le contraire n'est prouvé, par application de l'article 553 du Code Civil ².

En principe donc, à défaut de clause contraire, c'est l'abonné qui a la garde de son installation intérieure de gaz et d'électricité et qui, en cas d'accident survenu dans cette installation, doit être présumé responsable. (V. C. Cas. Req. 3 juin 1904. R. C. 1905, p. 213).

Le distributeur d'électricité a, il est vrai, un droit de contrôle sur les installations intérieures. Mais ce pouvoir ne lui est accordé que dans son propre intérêt commercial et dans celui de la distribution afin d'éviter les fraudes et les perturbations possibles dans le réseau. Il ne peut avoir cette conséquence de faire jouer à l'encontre du distributeur, la présomption légale de responsabilité. Ces principes ont été parfaitement mis en lumière dans un arrêt de la Cour de Toulouse, du 19 février 1929. L'abonné, accidenté au contact d'un tableau d'appareillage intérieur, avait fait installer le transformateur à ses frais, par un électricien de son choix. Il avait ainsi, dit l'arrêt, la garde de cette installation : « le droit de propriété et de garde de l'installation, y compris le transformateur, opposent un obstacle absolu à ce que la présomption de responsabilité de 1384 puisse peser sur un autre que lui-même; ...les clauses de surveillance n'ont pas été stipulées en vue de la sécurité des abon-

(1) Etendre, au-delà des stipulations des parties, la responsabilité des sociétés de distribution, serait de nature à limiter, sinon à supprimer en pratique, le libre choix de l'abonné pour son installation particulière et à provoquer des demandes de majoration de tarif.

(2) La preuve contraire peut résulter d'une clause claire et précise du contrat passé entre une Cie de gaz et un propriétaire d'immeuble par laquelle cette Cie se réserve la propriété des conduites montantes établies par elle dans les immeubles du propriétaire. Cassa., 1^{er} déc. 1920 (G. P. 1921. 1.45. Dal. 1921. 1.154. S. 1923. 1.49. G. Trib. 22 mai 1921).

nés et n'ont d'autre objet que de sauvegarder l'intérêt du concessionnaire et du service public qu'il assure; c'est ainsi que la société ne peut refuser le courant, que pour empêcher les abus de l'exploitation ou l'usage illicite du courant ou éviter une déperdition exagérée d'énergie ». (B. U., 1929.25).

2°) Il se peut que l'usager qui a la garde de son installation intérieure, n'en soit pas propriétaire : sa responsabilité n'en sera pas moins engagée. Ainsi en a décidé la Cour de Cassation, à l'encontre d'une société dont un ouvrier avait été électrocuté par un transformateur *prêté* par le distributeur : l'accident, était-il constaté, avait été causé, non par suite d'une défectuosité de l'appareillage électrique, mais par suite de la faute commise par l'usager, en raison de l'insuffisance des moyens de protection employés par lui (2 fév. 1932. Société Fabrikoi'd. B. U. 1932, p. 135).

3°) Pour écarter la présomption de responsabilité, l'abonné devrait prouver l'existence d'un cas fortuit ou de force majeure ou d'une cause étrangère qui ne lui soit pas imputable. Suivant la jurisprudence établie par la Cour de Cassation, relativement au fait des automobiles auquel s'applique le principe de responsabilité inscrit dans l'art. 1384, il ne suffirait pas à l'abonné, gardien de ses installations, de prouver qu'il n'a commis aucune faute ou que la cause du fait dommageable est demeurée inconnue (13 fév. 1930. Dal. 1930.1.57 et la Note de M. Ripert).

Dans les rapports entre, non plus le distributeur et l'usager, mais entre celui-ci et un tiers (son préposé, etc...) victime de l'accident, il se peut que les imprudences ou négligences de ce tiers, dès lors qu'elles ont dans une certaine mesure, occasionné l'accident, contribuent à diminuer la responsabilité de l'abonné. Mais les fautes de la victime ne peuvent faire disparaître entièrement la faute légalement présumée, établie par l'art. 1384 (§ 1^{er}), à la charge des gardiens. (Cass. 25 nov. 1924, B. U. 1925, p. 50). La Cour a estimé qu'il n'y avait aucune contradiction entre l'application de cette présomption de responsabilité et la constatation d'une faute à la charge de la victime. « En l'espèce, la domestique, victime d'une explosion de gaz survenue dans un appartement par suite d'une fuite occasionnée par la chute d'un lustre, avait eu le tort, connaissant cette fuite pour avoir tenté de l'obturer, de pénétrer dans la pièce avec une bougie allumée ».

4°) Dans les rapports entre le distributeur et le tiers, victime de l'accident si le distributeur a fourni un appareil dont un vice de construction a entraîné l'électrocution d'un préposé de l'usager, il sera responsable à l'égard de ce tiers, victime de l'accident, en application de l'art. 1382 du Code Civil; le constructeur de l'appareil ne pourrait, pour dégager sa responsabilité personnelle, invoquer contre ceux qui exercent l'action de la victime, la présomption légale de l'art 1384, qui pèse sur le patron, gardien de l'installation, présomption qui ne peut jouer qu'au profit des victimes d'accidents (Cour d'Appel, Paris, 27 nov. 1933, Gaz. du Pal., 8 févr. 1934). Il faut, bien entendu, que l'accident ait eu pour cause un vice de construction dûment constaté (Conf. 2 fév. 1932 précité, § 2).

5°) Bien qu'il s'agisse d'une installation intérieure, la responsabilité du distributeur sera engagée s'il est prouvé que l'accident a été provoqué par son préposé (Art. 1384, § 5), qui n'a pas pris les précautions indispensables pour établir par exemple un compteur ou un fourneau à gaz (Cass. 3 juin 1904, D. 1904.1.177 et R. C. 1905, page 213). Il y aurait responsabilité partagée, s'il y avait eu également de la part de l'abonné un défaut de précaution en relation de cause à effet avec l'accident dont il a été victime. Les précautions à prendre auraient pu consister par exemple à 1°) prévenir la Cie; 2° fermer le compteur. (C. A. Orléans, 18 octobre 1933, R. C. 1934, p. 8; N. c. Cie du Gaz).

B) Branchements et installations extérieures.

Il peut arriver que les installations extérieures, un branchement, le réseau proprement dit, occasionnent des perturbations ou des accidents dans les installations particulières. En pareil cas, la présomption de l'art. 1384 jouera à l'encontre du distributeur. Le cas a été assez fréquent où des lignes aériennes à haute tension sont venues inopinément en contact avec une habitation particulière, un instrument tenu par un particulier, ou encore une autre ligne de courant intérieure. Ainsi, l'incendie d'un immeuble, dû à la rupture du branchement d'amenée du courant, branchement installé et entretenu par le concessionnaire, entraînera la responsabilité de ce dernier; il allèguerait vainement pour excuse que, pour éviter des frais à l'abonné, il avait réalisé un ancrage qui s'est révélé défec-

tueux, sur un arbre pour faire l'économie d'un poteau (Voir Commailles 1933, V. Incendie). Même principe de responsabilité dans le cas où un ouvrier travaillant à la charpente d'une maison en construction a éprouvé une commotion au contact de fils électriques à haute tension, établis à une trop faible distance du toit. (Cass. 26 déc. 1927, Vve Buguet, R. C. 1928, p. 116).

Mais le concessionnaire pourrait s'exonérer de toute responsabilité à l'égard du préposé de l'usager, à la fois de la responsabilité de l'art. 1382 et de celle qui dérive de l'art. 1384, s'il est prouvé que les fils, bien qu'au voisinage d'une toiture, ont été placés selon les prescriptions réglementaires et que la victime a elle-même, par un geste imprudent, provoqué l'accident. (Cass. 28 nov. 1927, B. U. 1928, p. 25).

Il est à noter, en effet, que le respect des prescriptions réglementaires laisserait subsister entière la responsabilité du concessionnaire vis-à-vis des tiers en l'absence d'une faute prouvée de ceux-ci. On peut en citer un exemple particulièrement curieux. Le Tribunal administratif d'Alsace-Lorraine a eu à connaître d'une espèce où la victime, ouvrier d'un entrepreneur de battage, avait été électrocutée dans les circonstances suivantes : La cheminée de la machine qu'il manœuvrait sur un « usoir » était entrée en contact avec une ligne électrique aérienne, placée à une hauteur inférieure à la hauteur réglementaire prévue pour les fils passant au-dessus des chemins publics. Bien que cette disposition réglementaire ne s'appliquât pas strictement aux « usoirs » qui, parallèles aux voies publiques n'en font cependant pas partie, le Tribunal a estimé qu'il y avait eu imprudence de la part de la Société distributrice, dans le fait de placer ses fils à une hauteur par trop faible au-dessus de l'« usoir », sur lequel pouvait à tout moment, passer des véhicules avec un chargement élevé. Toutefois, notons-le, le Tribunal a partagé les responsabilités : la victime habitait la maison desservie par le câble incriminé; connaissant nécessairement la présence et la hauteur de ce dernier, elle aurait dû se rendre compte, en aidant à déplacer la locomobile, du danger éventuel du contact de la cheminée avec la ligne électrique. (8 fév. 1933, Sirey 1933.3., p. 129).

Une infraction du distributeur aux prescriptions édictées dans l'intérêt de la sécurité des personnes et réprimée pénalement par l'art. 25 de la loi du 15 juin 1906 (telle que la mise en service d'une ligne sans qu'ait été délivrée l'autorisation

préfecturale de circulation du courant prévue par l'art. 15) donne ouverture, en cas d'accident, au profit de l'usager, à une action civile en dommages-intérêts (Cass. Req. 2 mai 1927, Arrêt Casanova, Revue des Conces. 1927, p. 132).

Mais, au point de vue pénal, l'art. 25 de la loi du 15 juin 1906 n'est pas applicable automatiquement : un rapport de cause à effet est toujours exigé entre l'inobservation des règlements et l'accident (Voir Revue Générale d'Electricité, 1917, p. 193 : le contrôle des installations de distribution d'énergie électrique).

Une question de compétence n'a pas manqué d'être soulevée à l'occasion des litiges provoqués par des accidents survenus sur le réseau lui-même.

On a fait observer que l'installation d'un réseau de distribution d'énergie électrique par une société concessionnaire, constitue un travail public; la Cour Suprême l'a formellement admis (Chambre Civile, 3 juil. 1918, D. 1922.1.172. Chambre Civile, 3 déc. 1923, D. H. 1924, p. 168).

Il semblerait donc, a priori, que seuls les tribunaux administratifs fussent compétents en la matière. En effet, le Conseil de Préfecture, en vertu de l'art. 4 de la loi du 28 pluviôse an VIII, a compétence exclusive pour les litiges relatifs aux dommages causés par des travaux publics.

Mais la Cour de Cassation, en opposition avec la jurisprudence du Conseil d'Etat, a établi la distinction suivante : Lorsqu'il s'agit d'un dommage ayant eu pour cause l'ouvrage public lui-même, c'est-à-dire lorsque le dommage provient des conditions mêmes d'exécution du travail, donc lorsque l'action en responsabilité est directement et uniquement fondée sur une prétendue défectuosité dans l'exécution du travail public, le Conseil de Préfecture est compétent (Cass. Civ., 26 déc. 1927, Revue des Concessions 1928, p. 116). Au contraire, les tribunaux judiciaires seront compétents pour connaître « de la faute d'exploitation », si l'accident résulte d'une faute personnelle du concessionnaire ou de ses préposés, survenue *au cours de l'exploitation*. (Voir en matière de tramways, Civ. 8 janv. 1923, D. 1923.1.33 et R. C. 1923, p. 210 et la Note).

Malgré l'opposition du Conseil d'Etat, qui repousse ces distinctions, et les exceptions d'incompétence soulevées par le plaideur, les tribunaux judiciaires retiennent les affaires qui leur sont soumises lorsque l'accident s'est traduit, non seule-

ment par des dégâts matériels, mais par des blessures ou par la mort de la victime. Les tribunaux civils s'estiment, en effet, saisis, par la voie de l'action civile, ouverte en réparation de la faute délictuelle, si l'accident est imputable à des faits d'imprudence, négligence ou inobservation des règlements pouvant être l'objet de poursuites correctionnelles, en vertu des art. 319 et 320 du Code Pénal. Et cela même si l'action correctionnelle n'a pas été exercée, l'art. 3 du Code d'Instruction Criminelle permettant d'exercer séparément l'action civile en indemnité. (Voir arrêt Casanova précité du 2 mai 1927).

Sur ce dernier point encore, il y a divergence entre la jurisprudence du conseil d'Etat et celle de la Cour de Cassation. Le Conseil d'Etat revendique, en tout état de cause, la connaissance de l'action civile par le Conseil de Préfecture, en raison même du caractère de dommage causé par des travaux publics, ce qui n'empêcherait pas la faute délictuelle d'exploitation d'être jugée par le Tribunal Correctionnel; l'art. 3 du Code d'Instr. Criminelle ne saurait faire échec aux règles de la compétence et de la séparation des pouvoirs. La Cour de Cassation estime, au contraire, que l'art. 3 du C. I. C. doit toujours¹ trouver son application. L'arrêt précité en offre un exemple.

Cette jurisprudence de la Cour de Cassation ne trouve donc pas son application lorsque aucune faute constituant un délit ou quasi-délit ne peut être relevée contre le distributeur ou ses agents et, à plus forte raison, si le dommage causé par le réseau n'a porté atteinte qu'à la propriété, mais non aux personnes. (Tribunal Civil du Havre, 11 mars 1927. B. U. 1927, p. 103, qui s'est déclaré incompétent).

Le Conseil d'Etat fait également application — tout en n'invoquant pas le texte — du principe de la responsabilité des choses inanimées dont on a la garde, de l'art. 1384. Il admet la responsabilité sans faute qui dérive de la théorie du risque, mais il établit une distinction entre le cas fortuit qui ne produit pas d'exonération de responsabilité et le cas de force majeure qui détermine cette exonération. Ainsi, appelé à statuer sur le bien-fondé d'une demande d'indemnité formulée, par

(1). L'action doit-elle être déjà engagée, ou une « simple information » du Parquet suffit-elle pour donner ouverture à l'action civile ? Il semble, d'après l'arrêté de Conflit du 17 janvier 1880 (S 81-3-49), qu'il faille que la demande devant le Tribunal Civil ait été engagée postérieurement à une enquête ayant abouti à une poursuite correctionnelle.

l'Etat contre un concessionnaire, à la suite de la rupture d'un câble qui, en tombant sur des fils téléphoniques, avait provoqué un incendie dans l'hôtel des Postes de Beauvais, le Conseil d'Etat, tout en constatant l'absence de faute du distributeur, n'en a pas moins prononcé une condamnation considérant que si l'instruction n'a fait ressortir aucune faute d'installation ou d'entretien imputable à la Cie, elle n'a, non plus, relevé aucun fait étranger à la Cie ou résultant de la force majeure, ayant pu entraîner la rupture du câble, que cette rupture est le résultat d'une cause inconnue; que, dans ces conditions, la Cie du Gaz de Beauvais qui est, même en l'absence de toute faute relevée à sa charge, responsable des dommages résultant de l'existence même ou du fonctionnement des ouvrages publics dont elle est concessionnaire, était tenue de réparer le préjudice... » (Sirey, 1929.3.81. Conseil d'Etat, 25 janvier 1929. Voir dans le même sens, sur la distinction du cas fortuit et de la force majeure, l'arrêt du Conseil d'Etat du 17 mai 1934, Gaz. du Pal., 11 sept. 1934). « Même en l'absence de toute faute relevée à sa charge, soit dans l'installation, soit dans l'entretien de ses lignes, le distributeur, en raison de l'existence des ouvrages dont il est concessionnaire et des dangers qu'ils présentent, est responsable des dommages qu'ils ont causés ». Un orage pourrait constituer un cas de force majeure, mais encore faut-il que le distributeur apporte la preuve de la violence exceptionnelle de ce phénomène. (Vr Forces Motrices du Haut-Rhin, 12 janvier et Sud-Lumière, 17 mai 1934, Sirey 1934.3.81 et la note de M. Mathiot).

Responsabilité pénale des accidents mortels causés par les installations de distribution.

Les principes que nous venons de voir, à propos de la responsabilité civile, reçoivent également leur application en matière de responsabilité pénale.

Une poursuite correctionnelle, pour homicide involontaire, imprudence, négligence ou inobservation des règlements, peut être engagée contre l'auteur responsable d'un accident dû à une défectuosité d'une installation électrique ou de gaz. Mais, qui, du distributeur ou de l'abonné peut-être considéré comme responsable ?

Si l'accident est dû à un vice de construction d'un appareil,

c'est aux tiers, fournisseurs, à en supporter la responsabilité dans les limites que fixeront les tribunaux.

Mais l'accident peut être dû à un défaut de précaution dans l'installation, à une inobservation des mesures de sécurité prescrites par les règlements. Selon une distinction couramment admise par les tribunaux et la Cour de Cassation, la responsabilité incombera, en principe, au distributeur, si l'inobservation des mesures de sécurité intéresse une installation faisant partie du réseau de distribution. Par contre, le Tribunal relevant une faute ou une imprudence à la charge de l'abonné, déclarera celui-ci coupable du délit d'homicide par imprudence à l'égard de son préposé.

Au cas où il a été constaté, à l'encontre du distributeur, une infraction aux prescriptions édictées dans l'intérêt de la sécurité des personnes, il se peut que le Tribunal n'accorde aucune réparation civile à la victime s'il n'y avait pas relation de cause à effet entre le fait reproché et l'accident, dû à la faute lourde de la victime qui se serait volontairement exposée. Toutefois, l'infraction constatée laisse subsister une responsabilité pénale, que les Tribunaux correctionnels ne peuvent manquer de sanctionner. Et il est à noter que les poursuites peuvent être exercées en dehors de toute mise en demeure préalable, l'art. 25 de la Loi de 1906 ne mentionnant pas comme les art. 23 et 24, ni la mise en demeure, ni la réquisition que ces derniers textes prévoient pour les contraventions administratives qu'ils visent (Trib. Cor. de Baugé, 30 juin 1924, B. U. 1924, p. 131).

Au contraire, les installations intérieures chez l'abonné étant, en principe, sous sa surveillance et sous sa garde, c'est celui-ci qui sera présumé responsable s'il n'établi pas l'existence d'un cas fortuit ou de force majeure ou même une faute du distributeur (Cass. 3 juin 1904, Sirey 1905.1.189).

Cette faute du distributeur peut consister dans l'inobservation lors de l'installation, des mesures de sécurité imposées par les règlements. Rappelons, en effet, que l'art. 19 du cahier des charges-type n'exonère de toute responsabilité le concessionnaire qu'à raison des défauts des installations qui ne sont pas de son fait. Sa participation à l'installation intérieure de l'usager autorise le tribunal à vérifier les conditions de cette installation. Tel a été le souci du Tribunal Correctionnel de Vervins qui, appelé à se prononcer sur la responsabilité d'un accident subi par le préposé d'un abonné, a retenu : que le

poste de transformation, — (cause de l'accident par l'intermédiaire d'une fêlure de borne purement fortuite, et du mauvais état d'une plaque de terre), — avait originellement été établi par le distributeur conformément aux règlements en vigueur et aux usages professionnels; que, par suite, ce transformateur, qui était la propriété de l'usager, n'avait pas à être vérifié par le distributeur ¹. (Jugement du 9 juil. 1924, B. U. 1924, p. 127.

(1) Sur la distinction des installations intérieures et du réseau, voir ce qui a été dit précédemment. En ce qui concerne les transformateurs, certains relèvent de l'arrêté technique du Ministre des Travaux Publics : ce sont ceux des réseaux; les autres font, en quelque sorte partie de l'outillage des usagers, ils sont soumis aux dispositions du décret du 1^{er} octobre 1913 sur la sécurité des travailleurs dans les établissements mettant en œuvre des installations électriques.

CHAPITRE II

RESPONSABILITE DELICTUELLE DES ABONNES EN CAS DE FRAUDE OU DE VOL DE GAZ OU D'ENERGIE ELECTRIQUE

L'abonné au compteur qui, au moyen d'un interrupteur bipolaire, reliant le secteur à l'installation intérieure, capte le courant électrique sans qu'il en reste trace à l'appareil enregistreur, ou installe des lampes qui reçoivent le courant au moyen de fils branchés directement sur une canalisation de distribution du courant électrique, en vue d'obtenir l'éclairage sans payer le prix du courant consommé, cet abonné se rend coupable d'une soustraction frauduleuse au préjudice d'autrui, constituant le délit de vol prévu et puni par l'art 379, parag. 1^{er} du Code pénal. Les Tribunaux ont fait une application constante de cette règle. (Cass. crim. 3 août 1912, S. 1913, 1 p. 337. C. A. Caen, 26 mars 1925, B. U. 1925, p. 85. Trib. dép. de la Loire-Inférieure, 27 nov. 1929, B. U. 1930, p. 27. C. Cass., 15 juin 1929, B. Crim. p. 348. T. Corr. Versailles, 17 fév. 1933, B. U. 1933, p. 102).

Le fait, par un abonné à la force motrice, de brancher sur la conduite de force motrice un fil lui permettant de se servir pour l'éclairage de l'électricité qu'il aurait dû, pour cet usage, payer un prix supérieur¹, est également délictueux et sanctionné par les Tribunaux. La Cour de Cassation a, en effet, admis que ce fait avait le caractère d'une manœuvre frauduleuse constitutive du délit d'escroquerie (C. Pén. art. 405). (Cass. Crim., 27 juillet 1912, S. 1913.1.338).

Si l'application de ces textes pénaux, en matière de gaz, n'a

(1) Toutefois voir le jugement précité de Toulouse (p. 164) : il s'agissait non d'un vol, — le courant étant payé sur la base de la quantité consommée réellement enregistrée par le compteur, — mais d'un abus consistant à payer un prix de faveur applicable à une petite installation alors que cette installation avait été augmentée, à l'insu de la Cie, de telle façon qu'elle aurait dû être assujettie à un tarif plus élevé.

pu soulever de difficultés, il n'en a pas été de même au cas de détournements frauduleux de courant électrique : on a contesté notamment que ce fait pût constituer le délit de vol. Le point de vue de la jurisprudence est exposé dans l'arrêt précité de la Chambre Criminelle du 3 août 1912. On avait découvert chez un abonné un appareil dissimulé, destiné à soustraire à la vérification du compteur une certaine quantité d'énergie fournie. La Cour de Cassation a estimé que les premiers juges avaient fait à l'espèce une exacte application des articles 379 et 402, attendu que « l'électricité est livrée par celui que la produit à celui qui la reçoit pour l'utiliser, qu'elle passe par l'effet d'une transmission qui peut être matériellement constatée, de la possession du premier dans la possession du second; qu'elle doit, dès lors, être considérée comme *une chose*, au sens de l'art. 379 du Code pénal, *pouvant faire l'objet d'une appréhension* » — l'arrêt relevant, par ailleurs, à la charge du prévenu un fait direct, à l'aide duquel il s'est approprié une certaine quantité d'énergie électrique qui ne lui avait pas été livrée volontairement.

Le commentateur de cet arrêt, pour qui la question de vol d'électricité se ramène à un problème scientifique, conteste qu'il y ait déplacement de possession, et critique la solution donnée par la Cour de Cassation qui suppose essentiellement l'existence d'un courant, comme pour l'eau ou pour le gaz¹ « si, dit-il, les phénomènes électriques consistent en des vibrations extrêmement rapides de l'éther qui pénètre les corps, il ne saurait plus être parlé de vols d'électricité, parce qu'il manque essentiellement l'élément matériel de l'infraction : le déplacement de possession. La réunion d'un fil à une ligne qui vibre électriquement fait entrer à son tour ce fil en vibration et propage les mouvements de vibration de l'éther, sans que rien ne sorte de la possession du producteur de l'énergie. La comparaison avec un détournement d'eau ou de gaz est donc impropre ». Et M. Roux de se demander comment la Cour de Cassation peut affirmer que l'électricité est une chose quand les physiiciens ne le savent pas eux-mêmes, les uns la qualifiant de fluide, mais d'autres y voyant un état ou une forme de la matière comme le son, la lumière, la chaleur dont il ne différerait que par le nombre des vibrations. Or, un état de la matière

(1) Voir Cassation, 10 déc. 1887, S. 1888. 1.38 et le rapport de M. le Cier Sallantin. Paris, 7 déc. 1907, S. 1908. 2.301.

n'est pas, au point de vue juridique, une chose. L'énergie électrique peut, sans doute, constituer un bien, mais bien et chose ne sont pas synonymes, de nombreux biens ne sont pas des choses. (Voir Planiol, n° 2171). Or, lorsqu'un état est un bien, comme il est inséparable de la personne ou de l'objet qui le possède, on ne saurait soustraire cet état qu'avec le corps lui-même. On ne peut donc concevoir le vol d'électricité dans le branchement d'un fil sur une ligne électrique : ce serait admettre la possibilité de voler la forme d'un objet. Et l'on conteste qu'un galvanomètre puisse révéler, comme l'a admis l'arrêt, qu'il se produit une transmission qui peut être matériellement constatée, qu'il y a quelque chose qui passe de la ligne sur le fil : le galvanomètre révèle tout au plus qu'il se passe quelque chose mais sans fournir de précisions sur la nature du phénomène.

On a cependant soutenu que cela était indifférent, que le problème juridique du vol de l'électricité était indépendant de la nature de l'électricité, qu'il n'était pas nécessaire de prendre parti sur celle-ci pour résoudre celui-là. La classification des biens, a-t-on dit, a été faite par la loi en laissant de côté les différentes hypothèses sur la matière; il est donc également impossible de déclarer dans quelle catégorie de biens meubles ou immeubles on doit ranger l'électricité, en faisant totalement abstraction des hypothèses présentées en physique pour expliquer sa nature — toute la question est : l'électricité se comporte-t-elle comme une chose mobilière susceptible d'appropriation privée ? Or, ce qui caractérise un meuble, c'est d'être transporté d'un lieu à un autre, d'être perceptible à nos sens et de pouvoir être mesuré pour l'appréciation de sa valeur pécuniaire. L'électricité possède tous ces caractères, donc, au même titre que les choses mobilières, elle est susceptible d'un détournement frauduleux (Pilon, p. 13 et s., Rev. trim. D. Civil 1904 « Le problème juridique de l'électricité ») ¹.

(1) La jurisprudence a fait application de cette notion, non seulement en matière de vol, mais encore en matière fiscale, exactement en matière de douane, au cas où une Société française achète à l'étranger une partie du courant qu'elle distribue. Une longue controverse s'était engagée devant les Tribunaux sur la question de savoir si l'électricité ainsi importée était passible des droits de douane. Le Juge de Paix de Nancy, qui eut le premier à connaître du litige, décida, à diverses reprises, que l'électricité n'était pas pondérable, et, dans ces conditions, ne pouvait pas être taxée. Le Tribunal correctionnel de Belfort a, au contraire, donné gain de cause à l'Administration, déclarant notamment que « la bonne foi ne peut être admise en matière de douane et que l'énergie électrique doit être considérée comme une marchandise ordinaire (mai 1929).

Mais les prémisses de cette argumentation sont erronées, car on est en face d'une situation particulière où les juges, pour appliquer à l'électricité un texte qui ne l'a pas prévue et ne la vise pas formellement, sont obligés de faire appel aux personnes de science, parce que la notion du vol n'est pas une notion générale, applicable à toutes les catégories de biens et que l'art. 379 du Code pénal en subordonne l'admission à des conditions précises et rigoureuses. C'est ainsi que l'art. 379 n'est pas applicable aux détournements de l'énergie ou de la force motrice provenant de chutes d'eau ou de machines à vapeur quoique manifestement il y ait là des biens appropriés. Si donc l'électricité est une force, son détournement échappera, pour la même raison, à l'application des règles du vol. Il n'y a pas vol si le préjudice n'est pas le résultat d'une soustraction frauduleuse (ainsi le fait, par un gamin, de s'accrocher à une voiture en marche). Or, en l'espèce, il n'y a pas vol, même s'il y a un fait dommageable, parce qu'on n'y trouve pas l'élément d'une soustraction. On ne voit donc pas comment on pourra affirmer que les conditions auxquelles l'art. 379 du Code pénal subordonne la notion de vol, se rencontrent à propos de l'électricité, sans savoir quelle en est la nature, en ignorant même si le producteur d'électricité fait à ses abonnés une *datio rei* ou une *locatio operis*. On ne saurait même s'arrêter aux apparences pour ranger l'électricité parmi les choses mobilières susceptibles de vol. Ce serait perdre de vue que le vol n'a pas été étendu à tout ce qui peut se mouvoir ou se transporter : ainsi, la force d'une chute d'eau qui peut se transporter d'un point à un autre par courroie et arbre de transmission, qui affecte le sens du toucher et peut se mesurer en chevaux vapeur pour l'appréciation de sa valeur pécuniaire.

Et M. Roux de conclure « qu'en l'état actuel des textes et de la science, le vol d'électricité ne tombe pas sous l'application de l'art. 379 ». La jurisprudence, qui le punit, a fait œuvre prétorienne, utile peut-être, mais critiquable au point de vue droit : « il est vrai, ajoute cet auteur, que depuis quelques années, la pratique ne s'en tient plus à la lettre de la loi (S. 1912-1, p. 65, 236 et 417), c'est devenu comme une doctrine nouvelle : en droit pénal, comme en droit civil, le devoir du juge serait le même, indiqué par l'art. 4 du Code civil qui fait défense au juge de s'abstenir sous prétexte du silence ou de l'insuffisance de la loi ».

Certains auteurs vont cependant plus loin que la Cour de Cassation elle-même, si violemment prise à partie par la note que nous venons de citer. Ils n'hésitent pas à reconnaître, en effet, au courant électrique le caractère de meuble. Gaz et courant électrique sont des meubles par nature, enseigne M. Planiol. Quand un gaz est capté et fabriqué il devient objet de propriété et il constitue un meuble, alors même qu'il est contenu dans une canalisation qui a le caractère d'immeuble. Il en est de même de l'électricité. Toutefois, cet auteur estime qu'il est impossible, quant aux ondes électriques des appareils émetteurs de la radio-télégraphie ou de la radio-téléphonie, de les déclarer susceptibles d'une propriété mobilière. La protection de ces droits, estime-t-il, sort du régime de la propriété privée (Voir loi du 19 mars 1928 sur la radio-diffusion. Mestre, Code de la T. S. F.). (Traité de droit civil de Planiol, Tome XIV).

Pour nous, nous nous contenterons de retenir cette circonstance, à savoir : que l'électricité soustraite avait été auparavant captée, appréhendée par le distributeur, que dans la mesure où le fraudeur en a profité d'autres abonnés en ont été privés et, par conséquent, la société elle-même. L'élément de dissimulation ajoute au caractère délictueux de l'opération et lui donne bien les caractéristiques d'un vol.

II. — L'application du principe.

Pour que les Tribunaux puissent faire application de l'art. 379, il ne suffit pas, évidemment, que l'abonné ait bénéficié d'une consommation échappant au compteur, il faut encore que l'appropriation anormale de l'électricité ait été frauduleuse comme ayant été le résultat d'une manœuvre volontaire, délictueuse du fait propre de l'abonné. On a admis que l'auteur lui-même d'une telle manœuvre ne pourrait être poursuivi si, n'étant pas l'abonné, il n'a pas été le véritable bénéficiaire de la consommation illicite provenant du dérèglement du compteur. Ainsi en a décidé le Tribunal de Vienne dans une espèce où l'agent d'une Société avait trouvé un compteur démuné du plomb réglementaire et les fils de cet appareil découplés (6 janvier 1926. R. C. 1926, p. 109).

III. — L'abonné qui s'est rendu coupable d'une soustraction frauduleuse de courant électrique ou de gaz, encourt, en plus des peines d'amende et d'emprisonnement, une condam-

nation au paiement de dommages-intérêts au profit du distributeur qui s'est constitué partie civile, pour réparation du préjudice causé. L'évaluation de ce préjudice peut être confiée à un expert qui aura pour mission de rechercher la date à laquelle a commencé la soustraction frauduleuse et la quantité de courant soustraite depuis cette date. (Trib. corr. du Rhône, 15 fév. 1927. R. C. 1927, p. 115). L'expert doit tenir compte enfin, pour chiffrer le préjudice — en fonction des tarifs — non seulement de l'importance de l'installation du prévenu, mais encore, si celui-ci est un bailleur, du nombre de ses pensionnaires, de leurs occupations à domicile et même du mauvais éclairage naturel des lieux loués.

CONCLUSIONS

Les reproches formulés par les usagers contre le système actuel.

**Nécessité d'une intervention réglementaire, limitée,
dans les rapports des distributeurs et usagers de l'électricité.**

Tout en examinant les nombreuses solutions données par les Tribunaux aux difficultés qui se sont élevées entre distributeurs et usagers, relatives à l'interprétation et à l'application des textes de la matière, et, tout en montrant comment, en l'état actuel de ces textes, la jurisprudence est parvenue à leur donner une portée très étendue — nous croyons avoir implicitement en quelque sorte justifié l'utilité de l'intervention administrative dans les rapports de droit privé qui naissent de l'exécution d'un contrat de concession. Il nous reste toutefois à rechercher et à préciser si faire se peut, les limites idéales de cette intervention.

A entendre certaines plaintes des usagers, il semble que des sujets de contestation demeurent qui, échappant à la réglementation actuelle, ne peuvent pas davantage recevoir des tribunaux fidèles aux principes du droit privé, de solution satisfaisante. Ces griefs, une fois précisés, nous serons ainsi amenés à nous demander quels principes peuvent autoriser le législateur à élaborer une réglementation plus poussée ou du moins à confier aux autorités administratives concédantes un droit d'intervention plus étendue dans la rédaction des contrats particuliers et celui de modifier, selon des règles déterminées, les modalités d'application des contrats en cours.

La difficulté d'obtenir l'extension des réseaux de distribution est un premier grief que les candidats usagers, surtout dans les campagnes, adressent au système actuel. C'est là une matière où l'intervention des représentants naturels des usa-

gers, c'est-à-dire des autorités concédantes, mieux que l'action des individus, est susceptible d'obtenir des résultats positifs, encore que ces autorités ne puissent agir par voie de contrainte, mais seulement traiter à l'amiable; du moins, disposent-elles, avec l'appui du service administratif de contrôle, de moyens suffisants pour faire prévaloir les intérêts des usagers. Aussi bien, lorsqu'il s'agit d'électrifier les écarts d'une commune, extension qui, le plus souvent, n'avait pas fait l'objet des prévisions du contrat primitif, l'aspect financier du problème est-il un obstacle à l'exercice d'une pression administrative, lorsque du moins l'autorité concédante n'est pas en mesure d'accorder une aide financière au distributeur que l'on ne peut priver de son bénéfice commercial : (d'où l'aide de l'Etat sous forme de subventions et l'organisation d'avances remboursables accordées par la Caisse de Crédit Agricole).

Des manquements de la part des secteurs aux conventions en vigueur ou aux obligations prévues par le cahier des charges sont souvent signalés par les syndicats d'usagers. Dans la plupart des cas, la réglementation actuelle, qui donne à l'Administration un droit de contrôle, devrait permettre aux usagers d'obtenir satisfaction, sans même recourir aux « voies de droit ». Toutefois, une réforme devrait être apportée aux textes même qui ne permettent pas d'appliquer les pénalités de l'article 30 du Cahier des charges à certaines pannes, trop nombreuses, surtout en province : on a fait remarquer que plusieurs arrêts fractionnés, de moins d'une heure, ne s'additionnent pas, bien qu'ils soient plus gênants pour les usagers, qu'un seul arrêt de même durée totale. Ce sont encore les arrêts prévus pour l'entretien des réseaux (art. 20 du C. C.) qui sont souvent trop fréquents ou de trop longue durée. C'est enfin l'inobservation des clauses relatives à la régularité de la tension de distribution et de la périodicité. Là encore, aucune innovation n'est nécessaire dans la réglementation actuelle; il ne s'agit que de perfectionner ou d'appliquer les clauses prévues.

Avec le problème des tarifs, la question est plus délicate. Nous distinguerons : a) la question des *frais accessoires*; b) le *prix de vente* proprement dit, de l'énergie.

a) Les tarifs de location et d'entretien des compteurs sont parfois excessifs. Sans doute, une rémunération est-elle légitime de ce chef, bien que l'on fasse remarquer que le commerçant qui vend une denrée quelconque au poids, ne compte pas,

lui, la location de sa balance. Mais le compteur ne fait plus partie du réseau concédé; très souvent, il est la propriété de l'usager, lequel avait la faculté d'accepter et même de réclamer une fourniture à forfait. Si la Cie distributrice fournit cet instrument à l'usager, c'est donc aussi bien dans l'intérêt de celui-ci que dans le sien propre, dès lors une redevance de location et d'entretien est-elle légitime. Toutefois la pratique a révélé que les frais d'entretien étaient le plus souvent loin d'atteindre les sommes exigées à ce titre. Et le plus souvent, si un dérèglement survient, l'abonné en supporte les conséquences à un prix excessif.

Nombreuses sont aussi les contestations soulevées par les frais d'installation de branchements ou encore par la réception des installations : le distributeur ayant souvent son installateur attitré.

Il est à noter que nombre de ces clauses peuvent faire l'objet d'une libre discussion avec le distributeur. Si l'usager s'en abstient le plus souvent, c'est parce qu'il se croit légalement obligé de souscrire à une formule imprimée qui se présente sous les apparences d'un règlement administratif. Par ailleurs, la crainte de courir à un échec, le sentiment d'une lutte inégale, le détournent bien souvent d'avoir recours au pouvoir judiciaire.

b) Le prix de vente du courant.

La remarque précédente vaut pour les stipulations relatives aux avances sur consommation, qui souvent trop importantes, pourraient être réduites à un taux plus raisonnable.

Par ailleurs les minima de consommation exigés par certains concessionnaires sont parfois excessifs. Dans certaines communes ces minima sont mensuels, de telle sorte que, durant les mois d'été les abonnés doivent payer régulièrement du courant qu'ils n'ont pu et ne peuvent utiliser. Plusieurs tribunaux, d'ailleurs, ont refusé de faire application d'un minimum mensuel.

Le tarif maximum lui-même a été souvent critiqué comme trop élevé.

Nous avons déjà eu l'occasion de voir (introduction : tendances de la législation actuelle, p. 13) comment les prix étaient fixés et limités par l'autorité concédante dans l'intérêt des usagers.

La fixation d'un prix maximum de vente de l'énergie, par

l'autorité administrative concédante, constitue déjà une mesure sérieuse, une grave intervention dans la passation du contrat. Cet interventionnisme protecteur apparaît d'autant plus certain aux intéressés que le prix maximum arrêté se trouve correspondre au prix normal qui peut être légitimement réclamé à la généralité des usagers : en sorte que en fixant le prix maximum, l'autorité concédante, semble-t-il, se trouve avoir fixé le prix courant de l'énergie. Ce caractère disparaît si les conditions économiques sont telles que le prix normal, c'est-à-dire le prix auquel les usagers peuvent, eu égard à leurs ressources payer une même quantité de fourniture, s'établit au-dessous du prix maximum antérieurement fixé. Il est évident qu'en pareil cas, la marge entre le prix légal et le prix souhaitable devrait être réduite (sans toutefois que les deux prix coïncident, sinon il y aurait suppression de la notion de maximum).

En fait, le jeu des index tend précisément à ajuster le maximum. L'index qui, à l'origine, avait été conçu davantage comme une assurance en faveur de l'entreprise commerciale de distribution contre une modification de son prix de revient, que comme une échelle mobile établie en faveur de l'utilisateur pour qui les facteurs entrant dans sa capacité d'achat sont beaucoup plus nombreux que ceux retenus pour l'index — celui-ci, depuis la réforme de 1934 joue désormais aussi bien dans le sens de la baisse que dans celui de la hausse des prix.

A certains, ces possibilités de baisse, d'adaptation des contrats en cours à la situation économique du moment, n'ont pas paru suffisantes et l'on entend réclamer du pouvoir réglementaire, le droit de modifier avant l'expiration des conventions en cours, les dispositions des contrats particuliers relatives aux prix.

En admettant même — comme certains le prétendent ¹ —

(1) « Certes, la stabilité des conventions est la condition des transactions et l'équité exige le respect des contrats. »

« Mais si nous basons le principe de non-intervention sur l'utilité sociale et sur l'équité, nous sommes obligés de reconnaître qu'il est des cas où cette utilité sociale ou bien l'équité exigent une intervention, sous peine d'aboutir, par une absolue rigidité des contrats, à des injustices ou à des dommages sociaux. Ce faisant, nous appliquons simplement la thèse de l'imprévision sanctionnée en droit administratif par l'arrêt célèbre, dit du « Gaz de Bordeaux », qui veut que tout contrat contienne, sous entendue, la clause : *rebus sic stantibus*. »

« Le législateur peut, dans le cas de fléaux, de bouleversements économiques, d'utilité publique, intervenir pour introduire dans les contrats les cor-

que l'utilité sociale et l'équité justifient, dans certains cas, l'application dans les rapports de droit privé, de la théorie de l'imprévision, créée par le droit administratif, en fait, les prétentions qui se révèlent ici, tendent à obtenir bien davantage : l'ajustement des contrats à une situation qui n'est pas telle *qu'elle n'ait pu être prévue par les parties*.

Ce que certains demandent, c'est en somme que le pouvoir administratif les délie de leurs engagements privés devenus trop onéreux, sous prétexte qu'ils sont intervenus à l'occasion d'un service public.

Mais, précisément, la question se pose de savoir si l'on doit considérer la distribution de l'électricité comme le fonctionnement d'un service public qui emprunterait au droit privé quelques-unes de ses règles mais serait, avant tout, un service public, — ou, au contraire, comme une exploitation commerciale quelconque dont cependant, pour des raisons que nous allons chercher à dégager, l'activité se trouve — en partie — réglementée administrativement ?

C'est poser là la question du critérium du service public.

Disons tout de suite que les deux notions ci-dessus peuvent, à l'égard du même objet, marquer deux étapes successives de son évolution juridique : ce qui, originairement, n'était qu'une exploitation privée, plus ou moins réglementée, peu à peu, par suite d'une utilisation généralisée, fera figure de « service public », et l'on entendra par là un organisme dont le fonctionnement intéresse la collectivité et relève du contrôle de l'Etat (ou de ses démembrements), à la manière des services directement exploités par l'Etat.

Il faut, en effet, préciser la notion de « service public ».

Dans un sens restreint, seul admis par l'école libérale, l'acte de service public est un acte qu'il est de l'essence de l'Etat d'assurer, ainsi : la défense militaire et économique du pays, la justice, la police. Il n'est pas de l'essence de l'Etat de réaliser lui-même l'alimentation en pain, en eau, etc... des habitants. Si, par suite de disette — ou de surproduction — l'Etat doit s'inquiéter de tels problèmes, intéressant la collectivité, ce ne peut être qu'à *titre exceptionnel et temporaire, à titre d'intervention de police*. Il faut, en effet, entendre le pouvoir

rectifs nécessaires, au besoin même, pour en suspendre les effets... » et l'auteur de citer la Loi du 21 janvier 1918, relative aux marchés à livrer et la Loi du 9 mai 1920. (Exposé des motifs de la proposition de Loi Moch, tendant à la déchéance des Cies de Ch. de Fer, 12 nov. 1931, Doc. n° 5524).

de police de l'Etat dans un sens très large : c'est le devoir de régulariser, de rendre normal, d'assurer le transport ou la distribution de ce dont la collectivité a besoin. Mais ce n'est pas le droit de produire, de se substituer à l'initiative privée. Ce n'est donc qu'occasionnellement que l'Etat pourra et devra intervenir.

A l'égard de tels besoins, on ne peut dès lors parler de service public avec tout ce que l'idée comporte d'organisation permanente, et, si l'on se réfère à la définition donnée par M. Laroque, « activité présentant un caractère de continuité nécessaire », on voit que cette définition ne peut recevoir ici son application, puisque, précisément, une pareille activité de l'Etat, une telle intervention n'est pas continûment nécessaire. Seuls les grands services de défense du territoire, de justice et de police nécessitent une activité constante et qui ne varie pas.

A côté cependant des services publics « d'Etat », assurés par l'Administration même de l'Etat, force nous est de constater l'existence d'autres services publics sous le contrôle de l'Etat ou de ses démembrements : ce sont les services publics, dits industriels, tels que celui de la distribution électrique depuis la loi de 1906.

Qu'est-ce qui justifie en la matière ce contrôle, cette intervention de l'Etat ? Assurer la régularité de la distribution ? Cette explication est insuffisante : le pain, la viande constituent, aussi bien que l'électricité, ou le gaz, des objets, des denrées de première nécessité. Or, pour eux, l'intervention de l'Etat sera exceptionnelle, elle ne se manifestera que s'il y a crise. Or, en fait, ici dans le domaine de la distribution électrique, c'est un contrôle permanent qui s'exerce.

La véritable explication, celle qui est fondamentale, celle qui confère à la distribution ce caractère particulier de service public, c'est celle que l'on peut tirer de *l'occupation du domaine public*. C'est cette occupation qui seule peut servir de prétexte à une réglementation permanente. S'il n'était pas nécessaire d'occuper le domaine public, l'intervention de l'Etat -- du moins permanente -- n'apparaîtrait plus justifiée. C'est ainsi que, malgré tout le service qu'une telle fourniture peut rendre au public, la livraison de gaz Butane ne peut être réglementée et le pouvoir administratif ne peut s'immiscer dans les contrats qui interviennent à cet égard entre les usagers et les distributeurs de ce gaz ; de même pour les accumulateurs électriques.

Le fait que, seule l'occupation du domaine justifie et nécessite l'intervention de l'Etat, devrait entraîner une limitation de cette intervention aux seules mesures propres à assurer la conservation du domaine.

Mais, précisément, pour l'installation d'un réseau de distribution l'autorité administrative est, entre autres mesures de protection du domaine, bien souvent amenée à accorder un *monopole d'occupation*; les nécessités pratiques le justifient : on ne peut fréquemment bouleverser les voies publiques, parfois il n'y a place suffisante que pour le passage d'une seule conduite¹. Et, non seulement il peut, mais il doit intervenir pour *rétablir* l'équité des contrats particuliers que le monopole de fait ou de droit tendrait à supprimer. Les usagers éventuels qui se trouvent dans des conditions de discussion anormales par le fait même de l'Administration, puisque leur co-contractant est sans concurrent, doivent compter sur son appui pour n'être pas soumis à des conditions léonines. Or, le pouvoir administratif ne peut pas ne pas se préoccuper des conséquences de l'existence d'un monopole créé par lui². Bref, si on admet une intervention de l'Etat dans les rapports entre distributeurs et usagers de l'électricité, c'est parce que, en remontant à la création du service, on trouve des nécessités de protection (donc de police) de la voie publique qui ont conduit à limiter l'occupation du domaine, et *par voie de conséquence*, à créer un monopole contraire aux principes mêmes de la liberté du commerce et de l'industrie.

Ce qui fait l'objet de la concession, c'est le droit d'occuper le domaine mais non celui de fournir du gaz ou de l'électricité aux individus; ce droit, en vertu du principe de la liberté du commerce et de l'industrie, tout individu le possède.

Aussi bien, ce rôle reconnu à l'autorité administrative n'est-il pas contraire au principe qui veut que l'Administration ne puisse intervenir que dans le seul intérêt du domaine public, puisque le monopole auquel il s'agit de remédier existe avant tout dans l'intérêt de ce domaine.

Ne pourrait-on pas même contester que l'intervention administrative ne puisse, en notre matière, jamais s'expliquer par un souci, par une préoccupation d'utilité publique ?

(1) Voir Léon : le monopole de l'éclairage et du chauffage par le gaz; thèse Paris 1901, n° 39. — Des raisons de sécurité (liées ainsi à la notion de police) commandent le plus souvent une occupation unique.

(2) Voir Gaston Jèze. Le droit du contractant à la rémunération inscrite dans le contrat administratif, page 584. R. de Droit Public, octobre 1932.

Si le principe de la liberté du commerce souffre ici atteinte, c'est plus par nécessité de police que dans le but de *favoriser* l'alimentation du public en électricité. Sans doute, l'existence d'un monopole en supprimant la concurrence, en assurant commercialement les bases de l'entreprise concédée, confère à celle-ci des garanties, une stabilité favorable à la marche normale du service de distribution. Sans doute, cette situation de fait est-elle favorable à l'utilisation publique. Mais dans quelle mesure a-t-elle été voulue pour le bien du service ?

Les nombreuses décisions du Conseil d'Etat, postérieures à la guerre, qui ont rejeté les demandes d'indemnité d'entreprises dont le fonctionnement était entravé par un prix de revient qui n'était plus en rapport avec les tarifs d'abonnement, ces décisions, en forçant les entreprises à assurer la continuité du service, jusqu'à l'épuisement de leurs moyens, d'où a pu résulter parfois une grave et durable désorganisation du service même de la distribution, ne prouvent-elles pas que la notion d'intervention n'est pas liée à la seule notion d'utilité de la fourniture assurée, mais s'impose par des nécessités de police, c'est-à-dire, en l'espèce, de réglementation de l'occupation du domaine public, et, en tout état de cause, par la préoccupation d'assurer jusqu'à ses limites, le respect du contrat administratif intervenu.

Nous ne nous dissimulons pas que ces considérations paraîtront paraître à beaucoup comme un recul sur les notions que l'on prétend aujourd'hui dégager de l'état de chose ou des nécessités actuels, plus qu'on ne les déduit de principes de droit.

M. Jèze, dans sa remarquable étude sur l'exécution des contrats administratifs, n'hésite pas à reconnaître à l'autorité supérieure le droit de modifier les tarifs des services publics concédés, soit pour les relever, soit pour les réduire d'office¹. Mais, pour admettre cette conséquence, il faut reconnaître aux tarifs un caractère exclusivement réglementaire, non seulement dans les rapports du concessionnaire avec les usagers, mais encore dans les rapports du concessionnaire et de l'Administration. « Cette proposition fondamentale, écrit M. Jèze, repose

(1) Les réductions d'office et sans condition des tarifs relèveraient devant le silence de la loi ou du règlement organique du service public — de la *compétence du Parlement*. Et si celui-ci « décide d'office de réduire les tarifs, il n'y a pas là un coup de force; il n'y a pas violation du contrat de concession... c'est l'exercice régulier de la compétence du Parlement (G. Jèze, *Revue de droit public* 1932, p. 604.

sur deux séries de considérations : les unes juridiques; les autres d'ordre économique, politique et social. Du point de vue juridique, les tarifs ayant un caractère nettement réglementaire vis-à-vis du public, il n'est pas concevable qu'ils aient un caractère contractuel vis-à-vis du concessionnaire. Un même acte ne peut pas avoir une nature juridique différente suivant les personnes auxquelles il s'applique ».

Mais n'est-ce pas perdre de vue que le distributeur traite tout en même temps avec l'Administration — pouvoir réglementaire de l'occupation du domaine, et avec les représentants naturels de la collectivité des usagers : ce sont ces représentants qui inscrivent dans le cahier des charges les tarifs qui auront fait l'objet d'examens et de discussions par les municipalités : on ne peut dénier à ces clauses tarifaires — du moins dans les rapports des distributeurs avec les autorités concédantes — un caractère contractuel.

Au reste, ce sont davantage des « considérations économiques, politiques et sociales » qui étayent la proposition fondamentale de M. Jèze, qui estime que l'autorité publique est seule qualifiée pour dire ce qu'exige l'intérêt public.

Nous admettons que si certaines de ces considérations légitiment l'intervention administrative, elles ne peuvent fonder juridiquement, même en droit public, une réduction d'office des tarifs fixés par l'acte-convention que constitue à cet égard le contrat de concession. Le droit de l'autorité concédante d'intervenir en faveur de l'usager trouve son fondement dans le fait du monopole créé; mais une fois le contrat « préparé », rien ne l'autorise à modifier les applications qui en ont été faites.¹.

Bref, il faut le reconnaître lorsque en notre matière l'Etat ou ses démembrements ne se contentent plus de réglementer l'occupation du domaine, d'y veiller à la sécurité générale et d'exiger dans ce but certaines conditions d'exploitation, c'est qu'il y est conduit : soit par voie de conséquence pour rétablir l'équité d'un contrat que le monopole de fait tendrait à supprimer, soit parce que lui-même fait figure de bénéficiaire du service créé, soit par suite de circonstances exceptionnelles bouleversant les conditions économiques (mais alors le droit public crée la théorie de l'imprévision, qui respecte la notion du

(1) Par contrat « préparé » nous entendons le modèle de police proposé à la signature des parties.

contrat) soit encore par la nécessité financière de tirer parti de toute occupation du domaine public ¹

Mais toutes ces interventions sont faites sous l'empire des nécessités ou supposent précisément la passation de conventions d'un caractère contractuel indiscutable.

Réduire d'autorité les tarifs en vigueur, acceptés par les usagers dans leurs polices particulières, dans l'intérêt de ces usagers, alors que ceux-ci ont entendu se soumettre aux aléas inhérents à toute convention, n'est-ce pas accomplir un acte d'Etat-providence qui ne peut trouver sa justification qu'en dehors de considérations purement juridiques. N'est-ce pas dès lors ouvrir la voie paresseuse, dans toute sorte de domaines, à la création de « contrats administratifs », c'est-à-dire préparés par le pouvoir réglementaire pour les individus et révisibles par lui autant si ce n'est plus que les lois et règlements eux-mêmes.

Si, même en fait, il était exact que, malgré le rôle, indiscutablement régulateur depuis le décret de septembre 1934, des index économiques en fonctions desquels varient les prix, ceux-ci pouvaient encore paraître excessifs, on ne saurait, pour résoudre des difficultés qui ne sont prévues par aucun autre texte que par le Code Civil ou par le Code de Commerce, recourir à des solutions autres que celles proposées par ces codes, sous prétexte que les difficultés sont nées à l'occasion d'un service public ².

(1) Voir Raphaël Alibert, Note au Sirey de 1930, sur l'évolution de la notion du domaine.

(2) Voir H. Barthélémy : la notion du service public « Mélanges Hauriou ».

TABLE DES DECISIONS DE JURISPRUDENCE CITEES

Rec.	:	Recueil des arrêts du Conseil d'Etat.
S.	:	Recueil Sirey.
D.	:	Recueil périodique Dalloz.
D. H.	:	Dalloz Hebdomadaire.
R. C.	:	Revue des Concessions.
B. U.	:	Bulletin des Usines Electriques.
B. S. F. H.	:	Bulletin du Syndicat des Forces Hydrauliques.
G. P.	:	Gazette du Palais.
G. T.	:	Gazette des Tribunaux.

C. Lyon	4 mai 1843	<i>Gaz de Perrache / Calvet</i>	114
		S., 1843.2.324	
C. Paris	5 mars 1846	<i>Dubochet / Parisot</i>	82
		S., 1846.2.149	
C. E.	15 janv. 1868	R., p. 21	46
Cass.	21 fév. 1872	<i>Pradier c/ Cie des Eaux</i>	114
		D., 72.1.365	
Conflit	17 janv. 1880	<i>Bruno / Bijon</i>	174
		S. 1881.3.49	
Cass.	25 nov. 1884	<i>Ville de Paris / Cie Parisienne</i> 108, 116	
		D., 85.1.35	
Civ.	14 avril 1885	<i>Lyonnaise des Eaux / Sté Douine.</i>	43
		S., 86.1.63	
Cass.	25 janv. 1886	<i>Compain / Gillet</i>	106
		S., 1886.1.269	
Cass.	10 déc. 1887	<i>Desmarets / Cie des Eaux</i>	179
		S., 88.1.38.	
Limoges	29 juin 1888	<i>Papeterie Delor</i>	107
		S., 88.2.205.	
C. E.	12 juil. 1889	<i>Union des Gaz / Ville de Sète</i>	95
		R., p. 852.	
Cass.	18 juin 1891	<i>Cie des Eaux / Octroi de Clichy</i> ..	107
		S., 91.1.488	
T. C. Le Havre	14 sept. 1895	<i>Anquetil / Energie Electrique</i>	162
		Le Droit, 12 oct. 1895.	
C. A. Grenoble	27 juil. 1897	<i>David / Vincent</i>	117
		D., 1898.2.117.	
Cass.	9 juillet 1898	<i>Cie des Eaux / Ville de Suresnes</i> ..	107
		S., 1900.1.446.	

Paris	8 juin 1899	<i>Cie Parisien. d'Air Comprimé / Meyronnet</i>	50
		D., 99.2.477.	
C. E.	25 mai 1900	<i>Cie Gaz et Eau / Ville de Lourdes</i>	29
		S., 1902.3.91.	
Cass.	24 avril 1901	<i>Secteur Elec. Champs-Elys. / Hamel</i>	145
		S., 1901.1.344.	
Cass. Crim.	8 février 1902	<i>Sieur Munier</i>	114
		Bull. Crim., p. 105.	
C. Bordeaux	6 juillet 1903	<i>Clavelle / Distrib. Electriques</i> ...	117
		S., 1903.2.296	
Requête	3 janvier 1904	<i>Ciancia / Cie Gaz de Lyon</i>	132
		D., 1907.1.177.	
Cass.	3 juin 1904	<i>Ciancia / Cie Gaz de Lyon</i>	169
		R. C., 1905, p. 213	171
		S. 1905.1.189	176
Versailles	12 mai 1905	<i>Sté d'Electr. / Veuve B.</i>	67
		D. 1907.2.238	
C. Paris	15 février 1906	<i>Sté d'Electr. de Saint-Chéron / Viau</i>	92
		R. C., 1907, p. 428.	
		D., 1906.5.52.	
C. E.	5 janvier 1907	<i>Cie Universelle / Soisson</i>	82 143
		D., 1908.3.78.	
		S., 1909.3.57.	
Conflits	23 mars 1907	<i>Roumens / Ville de Paris et Cie des Eaux</i>	94
		S., 1909.3.94.	
Avis C. E.	2 déc. 1907		24
C. E.	6 déc. 1907	<i>Ch. du Nord</i>	31
		R., p. 913.	
Paris	7 déc. 1907	<i>Merchadier / Cie des Eaux</i>	179
		S., 1908.2.301.	
C. E.	5 juin 1908	<i>Sieur Lohy / Maire de Mantes</i>	144
		R., p. 610.	
C. E.	4 août 1908	<i>Eaux d'Oran</i>	150
		R., p. 852.	
C. E.	29 janv. 1909	<i>Cie d'Eclair. / X.</i>	131
		R. C., 1909, p. 105.	
Trib. Cor. Bor- deaux	25 février 1910	<i>Min. Public. / M. et N.</i>	96
		R. C., 1910, p. 208.	
C. E.	11 mars 1910	<i>Min. Trav. public. / Tram. Marseille</i>	31
		R., p. 216.	
C. E.	15 avril 1910	<i>Ville de Gap</i>	30 et 35
		S., 1912.3.132. — D., 1912.3.69.	
C. Caen	1 ^{er} juin 1910	<i>Bénard / Générale d'Electr.</i>	54
		R. C., 1912, p. 228.	
Versailles	19 avril 1910	<i>Gaz Versailles / Joly</i>	161
		R. C., 1912, p. 211.	

Douai	25 juil. 1911	<i>Lilloise d'Eclair. / Duhaut</i>	148
		R. C., 1913, p. 407.	
Seine	25 juil. 1911	<i>Gaz de Paris / Rente Foncière</i> ...	107
		G. T., 26 juil. 1911.	
Tr. Com. Lyon	1 ^{er} août 1911	<i>Gaz de Lyon / Plasse</i>	166
		La Loi, 17 octobre 1911.	
C. E.	19 janv. 1912	<i>Marc et Béranger</i>	110 et 113
		R., p. 75.	
Douai	29 avril 1912	<i>Lilloise d'Eclairage / Duhaut</i>	146
		B. S. F. H., 1920, p. 313.	
Cass. Crim.	27 juil. 1912	<i>Sté An. d'Eclair. Mons. / Crauffon</i>	178
		S., 1913.1.338.	
Cass. Crim.	3 août 1912	<i>M. Berroud / Forces Mot. du Rhône</i>	178
		S., 1913.1.337.	
C. E.	8 nov. 1912	<i>Electr. de Marseille</i>	128
		R., p. 1024.	
Dijon	17 mars 1913	<i>Bouzereau / Eclair. Châlon-s.-S.</i> 131 et 133	
		S. 1917.2.105.	
C. E.	11 avril 1913	<i>Tram. Est Paris</i>	94
		R., 1913, p. 394.	
Cass. Req.	3 juin 1913	<i>Sté Electr. du Var / Denis</i>	162
		R. C., 1915 et 16, p. 112.	
Trib. Com. Besançon	6 juin 1913	<i>Laloue / Bouzereau</i>	50
		R. C., 1918, p. 118.	
Cass.	7 juin 1913	Bull. Crim., 1913, p. 553	132
Tr. Com. Montluçon	22 juin 1913	<i>Paillard-Lebleu / Hyd. Elec. de la Sauldre</i>	70
		R. C., 1913, p. 425.	
Seine	10 mai 1916	<i>Delille / Cie Ecl., Ch. et Force mot.</i>	63
		G. T., 1916.2.38.	
C. E.	30 mars 1916	<i>Cie Gén. d'Elec. de Bordeaux / Ville Bordeaux</i>	21
		S., 1917.3.17. — D., 1916.3.25.	
C. E.	9 février 1917	<i>Ch. Fer Voie Etroite</i>	31
		R., 1917, p. 144.	
Pontoise	5 avril 1917	<i>Sté d'Eclair. c/ Choiseau</i>	63
		R., 1917, p. 85.	
Pontoise	12 déc. 1917	<i>Sté d'Eclair. / Haas</i>	63
		R. C., 1918, p. 84.	
Tr. Com. Calais	15 janv. 1918	<i>Et. Devilaine / Cie Fr. d'Eclair.</i> ..	72
		R. C., 1918, p. 128.	
Cass. Civ.	3 juil. 1918	<i>Le Centre Elec. / Deverson</i>	173
		D., 1922.1.172.	
C. E.	11 avril 1919	<i>Gaz pour France et l'Etranger</i> ..	159
		R., p. 377.	
Paris	15 mai 1919	<i>Choiseau c/ Sté d'Eclair.</i>	63
		R. C., 1919, p. 101. — S., 1921.2.93.	
C. Bordeaux	26 juin 1919	<i>Gén. d'Eclair. / Sté Intercommunale</i>	63
		R. C., 1919, p. 114.	

C. E.	27 juin 1919	<i>Commune de Fourchambault</i>	99
		R., 1919, p. 568.	
C. E.	27 juin 1919	<i>Gaz de Nice / Ville de Nice</i>	59
		R., 1919, p. 569.	
C. Lyon	19 janv. 1920	<i>Cie Elect. de la Loire / Giron</i>	146
		B. S. F. H. 1920, p. 310.	
C. Lyon	19 avril 1920	<i>Revue Gén. d'Electr.</i> , 3 juillet 1920 et la note de Bougault	146
Lyon	1 ^{er} avril 1920	D. 1921.2.71	147
C. E.	23 juil. 1920	<i>Cie Prov. des Eaux / Ville de Sar-</i> <i>lat</i>	72 et 128
		R., p. 751. — R. C., 1920, p. 212.	
Cass.	19 juil. 1920	<i>De Rodellec / Briand</i>	60 et 63
		D., 1922.1.41.	
Cass.	1 ^{er} déc. 1920	<i>Rente Foncière / Gaz de Paris</i> 110-162-169 D., 1921.1.154.	
Trib. Comm. Bourges	25 fév. 1921	G. P. table 1925. V. Concessions, n° 11	150
Requête	4 mai 1921	<i>Intercomm. d'Eclair. / Gaz de Bor-</i> <i>deaux</i>	60-63 et 68
		S., 1922.1.65. — D. 1922.1.41.	
Trib. Comm. Nantes	26 mai 1921	<i>Cie du Gaz / Palou</i>	129
		R. Nantes, 1921.1.163.	
Trib. Comm. Nantes	2 juin 1921	<i>Sté d'Electr. / Boutin</i>	66
		B. U., 1923, p. 25.	
Civ.	6 juin 1921	<i>Bacou / Saint-Pé</i>	142
		D., 1921.1.73.	
C. E.	10 juin 1921	<i>Commune de Montségur</i>	93
		S., 1921.3.49.	
Cass.	13 juil. 1921	<i>Magnan / Moreau</i>	152
		B. U., 1921, juin.	
C. E.	8 août 1921	<i>Ch. Fer Métro de Paris</i>	31
		B. U., 1921, p. 84.	
Trib. Grenoble	9 nov. 1921	<i>Hydro Elec. de l'Eau d'Olle / Enreg.</i> R. C., 1925, p. 57. — B. U. 1924, p. 83.	43
Lyon	14 nov. 1921	<i>Elect. Loire et Centre / Minoterie</i> <i>Stéphanoise</i>	66
		B. U., 1921, p. 54.	
Lyon	2 janv. 1922	<i>Boulin et Verchère / Gaz de Lyon</i> B. U., 1922, p. 86.	66
C. Grenoble	31 janv. 1922	<i>Sté El. Briançon</i>	55 et 57
		La Loi, 17 mars 1922.	
Cass.	1 ^{er} fév. 1922	<i>Eschapasse / De Bar</i>	152
		S. 1922.1.64.	
Cass.	8 mars 1922	<i>Gaz de Condés. Noireau / Ruault.</i> S. 1923.1.53.	102
Requêtes	15 juin 1922	<i>Quentin Casteux / Lyon, des Eaux</i> G. T., 25 juin 1922.	130

C. E.	23 juin 1922	<i>Consorts Giroù</i> 141 R., p. 540.
C. Lyon	30 nov. 1922	<i>Sage / Régionale Electr.</i> 136 et 142 B. U., 1923, p. 64.
Cass. Civ.	8 janvier 1923	<i>Bouet / Autom. Le Zèbre</i> 173 R. C., 1923, p. 210.
Cass.	22 janv. 1923	<i>Eclair. de Brives / Faverel</i> . 136-143-149 R. C., 1923, p. 148.
C. E.	26 janv. 1923	<i>Ville de Toulon</i> 51 B. U. 1923, p. 22.
Cass.	20 fév. 1923	<i>Grandin / Elec. d'Anjou</i> .. 52-56-60 64-70 S., 1923.1.193. — D., 1926.1.43. — R. C., 1923, p. 262.
Trib. Comm. d'Amiens	20 mars 1923	<i>Fay / Gaz Français</i> 101-103-161 R. C., 1923, p. 226. — B. U., 1924, p. 88.
T. P. Vannes	18 juil. 1923	<i>Gaz et Elec. de Vannes / Ville</i> .. 127 B. U., 1923, p. 119.
Pontoise	18 juil. 1923	<i>Delle Beauvais / Besnard et Cie d'Eclair.</i> 96 R. C., 1923, p. 238.
Cass. Civ.	28 nov. 1923	<i>Est Electr. / Bardin</i> 34 B. U., 1924, p. 14.
Cass. Civ.	3 déc. 1923	<i>Est Electr. / Bardin</i> 173 D. H., 1924, p. 168.
C. Préf. Orne	26 déc. 1923	<i>Commune de Putanges / Grimbert</i> . 46 B. U. 1924, p. 23.
C. Paris	7 janv. 1924	<i>Gaz de Maubeuge / Hospice de Dreux</i> 153 R. C. 1924, p. 33.
C. Paris	21 janv. 1924	<i>Gaz de Manbeuge / Viollette</i> ès. q. 128 B. U. 1924, p. 40.
Requête	15 avril 1924	<i>Trollet / Ville de Lyon</i> 63 et 124 B. U., 1924, p. 85.
T. Comm. Dax (référé)	5 mai 1924	<i>Molères / Energie Industr.</i> 52 R. C. 1924, p. 257.
Conflit	26 mai 1924	<i>Fauqué</i> 93 R., p. 505.
C. Paris	2 juin 1924	<i>Franç. Cond. d'Eau / Archambaud</i> 106 B. U., 1925, p. 144.
Argentan	25 juin 1924	<i>Bastard / Grimbert</i> 55 B. U., 1925, p. 172.
T. Cor. Beaugé	30 juin 1924	<i>Minis. Public / R...</i> 176 B. U., 1924, p. 131.
C. Amiens	2 juil. 1924	<i>Gaz Français / Roger de Beauvoir</i> 160 La Loi, 10-10-24.
C. Paris	7 juil. 1924	<i>Dillemann / Courtois</i> 117 B. U., 1925, p. 12.
Tr. Cor. Ver- vins	9 juil. 1924	<i>Minis. Public / V.</i> 177 B. U., 1924, p. 127.

Seine	5 sept. 1924	<i>C. P. D. E. / Bourgoint</i> 118 B. U., 1925, p. 69.
T. Px. Vannes	29 oct. 1924	<i>Lyonnaise des Eaux / L...</i> 64 et 126 R. C., 1925, p. 194.
Seine (référé)	8 nov. 1924	<i>Grosmarie / Labadonn</i> 118 B. U., 1925, p. 16.
C. E.	14 nov. 1924	<i>Sieur Chartier</i> 43-101 S. 1926.3.46. — R., p. 893.
Requête	26 nov. 1924	<i>Guiter / Déprimé</i> 43 D. H., 1924, p. 713.
C. E.	28 nov. 1924	<i>P. T. T. / Lebon et Cie</i> 130 R. C., 1925, p. 163.
Cass.	25 nov. 1924	<i>Capeau / Lombard</i> 170 B. U., 1925, p. 50.
Cass.	10 janv. 1925	<i>Normande de Gaz c/ Jolly</i> 99 B. S. F. H., 1926, p. 117.
Rouen	26 mars 1925	<i>Transat c/ Ets Vandrand</i> 148 Rec. Havre 1925.2. p. 215.
C. Caen	26 mars 1925	<i>Gle Franç. / G.</i> 178 B. U., 1925, p. 85.
C. E.	3 avril 1925	<i>Ville de Mascara / Merlo</i> 69 et 81 R. C., 1925, p. 215. — B. U., 1925, p. 127.
C. Grenoble	20 avril 1925	<i>Lutel / Energie Indust.</i> 54 et 72 B. U. 1925, p. 67.
C. E.	8 mai 1925	<i>Cies Réunies de Gaz et El. / Ville de Besançon</i> 65 B. U., 1925, p. 120.
Cass.	17 juin 1925	<i>Rocassel</i> 138 G. P., 1925.2.392.
Cass. Civ.	13 juil. 1925	<i>Electrique Loire et Centre / Sté Indust. Roannaise</i> 63-65-73 Si., 1925.1.294; R. C., 1925, p. 290.
Cass.	28 juil. 1925	<i>Eaux de Vittel / En. El. de l'Est</i> 64 R. C., 1925, p. 292.
C. P. S. et M.	10 nov. 1925	<i>Duris / Commune de Dampmart</i> . 124 B. U. 1927, p. 26.
C. Paris	12 nov. 1925	<i>Bonetto / Ricard</i> 117 R. C., 1925, p. 296. — B. U., 1925, p. 171.
Lyon	28 nov. 1925	<i>T... / Distr. En. El. du Rhône</i> .. 65 B. U., mars 1926.
C. E.	16 déc. 1925	<i>Lebon / Ville de Granville</i> 65 B. U., 1925, p. 178.
C. Poitiers	28 déc. 1925	<i>Gle du Gaz / Ligue des Consom.</i> .. 138 G. P., 1926.1.510.
Vienne	6 janv. 1916	<i>Min. Publ. / G...</i> 182 R. C., 1926, p. 109.

Toulouse	6 janv. 1926	<i>Pyrén. / Lestieu</i> 164 R. C., 1926, p. 107.
C. E.	26 fév. 1926	<i>Univ. d'Eclair. / Ville d'Auxerre et Thalot</i> 90 et 109 R. C., 1926, p. 121. — B. U., 1926, p. 64.
C. E.	26 mars 1926	<i>Electr. Vallée du Rhône / Ville de Viviers</i> 81-90-109 B. U., 1926, p. 74. — R. C., 1926, p. 127.
C. Agen	29 mars 1926	<i>Belly / Laboulbenne</i> 153 B. U., 1926, p. 61.
C. P. Lot-et-G.	15 avril 1926	<i>Commune de Barbaste / Defontaine</i> 136 B. U., 1927, p. 162.
C. Toulouse	1 ^{er} mai 1926	<i>Pyrénéenne / Dame D...</i> 49 R. C., 1926, p. 203. — B. U., 1926, p. 63.
C. E.	16 juil. 1926	<i>Gaz d'Oloron / Ville d'Oloron</i> 129 R. C., 1927, p. 17.
Cass.	17 nov. 1926	<i>Cazes / Hydr. El. Bas.-Pyr.</i> 69 R. C., 1927, p. 25.
Cass.	9 déc. 1926	<i>Gaz du Midi / Davagnier</i> 114 B. S. F. H., 1927, p. 19.
Bagnères de Bigorre	1 ^{er} janv. 1927	<i>Pérez / Brau</i> 120 R. C. 1928, p. 58.
T. C. Toulouse	15 janv. 1927	<i>M. Public / F.</i> 115 B. S. F. H., 1928, p. 75.
C. E.	21 janv. 1927	<i>Cie des Eaux / Berluque</i> 98 (3 arrêts) R. C., 1928, p. 122.
Cass.	14 fév. 1927	<i>Sté Rech. Aurif / En. El. Cév.</i> 48 G. T., 9-3-27. — R. C., 1927, p. 112.
Lyon	15 fév. 1927	<i>Gaz de Lyon / L...</i> 183 R. C., 1927, p. 115.
Havre	11 mars 1927	<i>L. / Lebon</i> 174 B. U., 1927, p. 103.
C. E.	16 mars 1927	<i>Cie El. Loire et Centre / Comm. de St- Ferréol</i> 136 R. C., 1927, p. 76.
C. Grenoble	18 mars 1927	<i>Sté d'Electr. / X...</i> 50 B. U. 1927, p. 138.
C. P. Versailles	25 avril 1927	<i>B. / Nord-Lumière</i> 47 B. U., 1928, p. 94.
Cass.	2 mai 1927	<i>Casanova</i> 173 R. C., 1927, p. 132.
Tr. Com. Poi- tiers	24 mai 1927	<i>Sté Parquets Chêne et Electr. / X...</i> 55 R. C., 1928, p. 62. — B. U., 1927, p. 93.
T. Com. Cham- béry.	10 juin 1927	<i>Sté Eclair. Aix-les-B. / X...</i> 54 et 129 R. C., 1928, p. 69. — B. U., 1927, p. 96.

Cass.	4 juil. 1927	<i>Contin. d'Eclair. / Romet</i>	136
		R. C., 1927, p. 136.	
C. Caen	15 juil. 1927	<i>Jamain / Sté distr. El. Ouest</i> 135-147 et 162	
		R. C., 1928, p. 77.	
Cass.	18 nov. 1927	<i>Nant. d'El. / Conin</i>	95
		R. C. 1928, p. 131. — S. 1929.1.393.	
Cass.	28 nov. 1927	<i>Vve Léonard / Havraise</i>	172
		B. U., 1928, p. 25.	
Cass.	6 déc. 1927	<i>Marc du Pas / Baron</i>	119
		R. C., 1929, p. 85.	
C. Nancy	19 déc. 1927	<i>Usines à Gaz du Nord et Est / Bon- gert</i>	48
		B. U., 1928, p. 7. — R. C., 1928, p. 113.	
Cass.	26 Déc. 1927	<i>Vve Buguet / Sté Dis. E. Ouest</i> ..	172-173
		R. C., 1928, p. 116.	
Montpellier	14 janv. 1928	<i>Coopér. Vignerons Pezenas</i>	86
		B. U., mars 1928.	
C. P. Limoges	21 mars 1928	<i>Ville de Tulle / Sté de Mons</i>	126
		R. C., 1928, p. 221. — B. U., 1928, p. 122.	
C. Paris	18 avril 1928	<i>Delle B. / Eclr. Banlieue Paris</i> ..	97
		B. U., 1929, p. 123.	
Cass.	21 avril 1928	<i>Eaux de Vittel</i>	64
		R. C., 1928, p. 227.	
C. E.	11 mai 1928	<i>Sieur Méhaignery</i>	122
		Rec., p. 610. — B.U., 1928, p. 72.	
C. Bordeaux	29 mai 1928	<i>Régie municipale</i>	25
		G. P., 1928, p. 112.	
C. P. Rouen	30 mai 1928	<i>Contin. du Gaz / Ville d'Evreux</i> ..	125
		Juris. C. P. 1928, p. 69.	
Cass.	2 juil. 1928	<i>Passage Panoramas / C. P. D. E.</i> ..	104
		R. C., 1929, p. 103.	
Req.	11 déc. 1928	<i>Gaz Tunis / Matitia</i>	97
		D. H., 1929, p. 18.	
C. E.	8 janv. 1929	<i>Cie des Eaux / Herbault</i>	98
		B. U., 1930, p. 29.	
T. Paix Marve- jol	12 janv. 1929	<i>D. H., som. 1930</i>	112
C. E.	25 janv. 1929	<i>P. T. T. / Gaz de Beauvais</i>	140-175
		D., 1929.3.35.	
Cass.	30 janv. 1929	<i>Vve Merlo / Noblet</i>	66
		B. U., 1929, p. 61.	
C. P. Nantes	15 fév. 1929	<i>Ville Pouliguen / Fusion des Gaz</i> ..	88
		R. C., 1929, p. 62.	
C. Toulouse	19 fév. 1929	<i>Pyrén. / Imbert</i>	170
		B. U., 1929, p. 25.	
Rennes	27 avril 1929	<i>Electr. Bretagne / Andrieux</i> .	134 et 150
		Rec. Rennes 1929, p. 303.	

C. E.	1 ^{er} mai 1929	<i>Robert / Grandjean</i>	84
		D. H., 1929, p. 335.	
C. E.	4 mai 1929	<i>Ets Prouvost</i>	30
		Rec., p. 480. — D., 1929.3.37.	
Trib. Cor. Bel- fort	mai 1929	<i>Journ. l'Information</i>	180
Cass.	15 juin 1929	<i>Villard</i>	178
		Bul. Crim., p. 348.	
Cass.	24 juin 1929	<i>Lambert / Bila</i>	68
		B. U., 1930, p. 89.	
C. P. Lyon	22 nov. 1929	<i>Jobart / Force et Lum.</i>	99 et 101
		Juris. C. P. 1930, p. 5.	
Trib. Dép. L.- Inf.	27 nov. 1929	<i>Cie Eur. du Gaz / Epoux C...</i>	178
		B. U., 1930, p. 28.	
C. Paris	16 janv. 1930	<i>Dame Mézières / Cie des Eaux</i>	123
		G. T., 28 mars 1930.	
Cass. Ch. Réu.	13 fév. 1930	<i>Jand'heur / Gal. Belfort</i>	170
		D. 1930.1.57.	
C. E.	14 fév. 1930	<i>Forces mot. du Refrain</i>	128
		Rec., p. 184.	
Req.	3 mars 1930	<i>Ville de Paris / Enreg.</i>	159
		B. U., 1930, p. 74.	
Montpellier	21 mars 1930	Mon. Jud. Midi 1930, p. 118	70
Tr. Paix Paris	8 mai 1930	Bul. Ch. Prop. 1930	118
C. E.	21 mai 1930	<i>Sté d'Et. Montagne Noire / Comm. de Revel</i>	81
		B. U. 1930, p. 66.	
C. E.	23 mai 1930	<i>Cie Electr. du Centre / Ville de Beauzac</i>	86
		B. S. F. H., 1930, p. 253.	
C. E.	26 mai 1930	<i>Viette / Ville de Batna</i>	83
		B. U., 1930, p. 100.	
C. Montpellier	29 déc. 1930	<i>Cie du Gaz / Brunel</i>	129
		D. H., 1931, p. 140.	
C. Montpellier	2 fév. 1931	<i>de Viaris / H... et Séguin</i>	85
		B. U., 1931, p. 23.	
C. Amiens	26 fév. 1931	<i>G. / En. Elec. du Nord de l'Aisne.</i>	48
		B. U. 1931, p. 11.	
T. C. Vannes	13 mars 1931	<i>A... / En. Industrielle</i>	155-161
		B. U., 1931, p. 13.	
T. C. Seine	28 avril 1931	<i>Entre Déplats / C. P. D. E.</i>	138-150
		G. P. 1931.2.75.	
T. P. St-Hippo- lyte du Fort	17 juil. 1931	<i>F. Mot. l'Aigoual / Bertrand</i>	64
		B. U., 1932, p. 122.	
C. Lyon	12 nov. 1931	<i>El. du Bugey / Merle</i>	68-74 et 161
		S., 1932.2.57.	
C. E.	16 déc. 1931	<i>Ville de Tulle / Sté de Mons</i>	127
		Rec., p. 1115. — B. U., 1933, p. 43.	

C. E.	6 janv. 1932	<i>Ville de Segré / Ferron</i> 84-87 Rec. 1932, p. 3. — B. U., 1932, p. 28.	
C. Aix	7 janv. 1932	<i>El. de Vence / Vve Jouve</i> 144 G. T., 21-9-32. — B. U., 1933, p. 200.	
Cass.	10 fév. 1932	<i>Nord-Lumière / Beaudoin</i> 67 S. 1932.1.43. — D. H. 1932, p. 177.	
T. Paix Argen- teuil	16 fév. 1932	<i>Rev. Loy., 1932</i> 112	
Cass.	2 fév. 1932	<i>Fabrikoïd / Sté Andelys d'El.</i> .. 170-171 B. U., 1932, p. 135.	
C. E.	27 avril 1932	<i>Gaz franco-belge / La Charité-s- Loire</i> 14 B. U., 1932 p. 99.	
C. E.	6 mai 1932	<i>Sté d'Entrep. Gles / Bonneuil-s.- Marne</i> 87 B. U., 1933, p. 33.	
Trib. Cor. Lan- gres	6 mai 1932	<i>Minis. Pub. et En. Ind. / L...</i> 114 B. U., 1932, p. 76.	
Trib. C. Chau- mont	13 mai 1932	<i>Faillite P. B. / Usines à Gaz du Nord</i> 160 B. U., 1932, p. 120.	
Cass.	20 juin 1932	<i>Forces mot. de X... / V...</i> 144 B. U. 1932, p. 186.	
Béziers	24 juin 1932	<i>Biterroise / Guillaumat</i> 65-78 G. T., 13-11-32.	
Cass.	29 juin 1932	<i>Forc. Hte-Creuse / Vermot</i> 149 S. 1932.1.335.	
C. E.	8 juil. 1932	<i>Ville Colmar</i> 30 D. H., 1932, p. 496.	
C. Montpellier	16 nov. 1932	<i>El. Béziers / Synd. Consommateurs d'El.</i> 137-145 G. P., 1933.1.191.	
Cass.	18 janv. 1933	<i>Indoch. d'Elec. / Grenès</i> 144 B. U., 1933, p. 81. — G. T., 22-3-33.	
C. E.	27 janv. 1933	<i>Le Loir</i> 150 S., 1933.3.132.	
Nice (référés)	2 fév. 1933	<i>Gazzo / En. Industr.</i> 153 B. U., 1933, p. 138.	
Tr. Adm. Al- Lorr.	8 fév. 1933	<i>Epoux Rollin / Als. d'Elec.</i> 172 S., 1933.3.129.	
Trib. Cor. Ver- sailles	17 fév. 1933	<i>Min. Pub. / Frères L...</i> 178 B. U., 1933, p. 102.	
Cass.	20 mars 1933	<i>Distrib. Région. / Chagnaud</i> 137 B. U., 1933, p. 102.	
Cass.	11 avril 1933	<i>Ecl. Chauffage / Touvay</i> 160 G. P., 18 juin 1933.	
C. E.	12 mai 1933	<i>Cie Gle des Eaux / La Seyne</i> 87 B. U., 1933, p. 106.	
C. E.	19 mai 1933	<i>Ville d'Essonne / Cont. du Gaz</i> 14 Inédit.	

C. E.	16 juin 1933	<i>Sté d'Elec. Basse-Moselle</i> 30 B. U., 1933, p. 162.
C. P. Bordeaux	11 jul. 1933	<i>Defontaine / Communes de Lavar-</i> <i>dac et Barbaste</i> 136-143 B. U., 1933, p. 144.
T. Cor. Neirac	22 juil. 1933	<i>Min. Pub. et Commune / X...</i> 155 B. U., 1933, p. 154.
C. E.	13 oct. 1933	<i>Ville de Toulouse</i> 25 B. U., 1933, p. 214.
Orléans	18 oct. 1933	<i>N. c/ Cie du Gaz</i> 171 R. C., 1934, p. 8.
Cass.	24 oct. 1933	<i>El. de Bretagne / Cocheril</i> 70 B. U., 1933, p. 198. — G. P., 1933. 2.957.
C. Pau	17 nov. 1933	<i>Hydro El. Basses-Pyr.</i> 74 R. C., 1934, p. 85.
C. Paris	27 nov. 1933	<i>Laboratoires du Rhône / Vve Che-</i> <i>naud</i> 171 G. P., 8, 2, 34.
T. C. Pontoise	12 déc. 1933	<i>Eclair. et Chauff. / Sieur B...</i> 160 R. C., 1934, p. 187.
C. E.	20 déc. 1933	<i>Sieur Chamfrault</i> 31 R. C., avril 1934, p. 80.
C. Paris	22 déc. 1933	<i>Meytraud / Nord Lumière</i> 71 G. P., 6-2-34. — R. C., 1934, p. 89.
C. E.	10 janv. 1934	<i>Sieur F. / Commune de Mées</i> 10 R. C., 1934, p. 95.
C. E.	17 mai 1934	<i>Sud-Lumière Schreiber</i> 175 G. P., 11-10-34. — S., 1934.3.81.
C. E.	10 juil. 1934	<i>Gaz Lebon, req. n° 28.299</i> 31. Inédit.

BIBLIOGRAPHIE

Conclusions.

- C. de M. le Com. du Gouv. BLUM (Rec. 1910, p. 216).
C. — — CHARDENET (S. 1917-3-17).
C. — — DE LATOURNERIE (D. 1929-3-35).
C. Substitut REGNAULT (G. T. 1916-2-38).

Notes d'arrêts.

- APPLETON (J.). (D., 1922-1-41).
BLAVOET (D. 1929-3-39).
BOUGAULT (R. C. 1925, p. 290, sous Cass. 12 juil. 1929).
MESTRE (S. 1917-2-105).
— (S. 1922-1-65).
— (S. 1923-1-193).
RIPERT (D., 1930-1-57).
ROMIEU (C. E. 1905, p. 1014).
ROUX (J. A.) (S., 1913-1-337).

Articles de Revues.

- AUBOYNEAU (Jacques). — Les participations financières de l'Etat dans les entreprises privées, *Rev. Pol.*, mars 1927.
AULAGNON. — Situation juridique des usagers titulaires de polices d'abonnement, à l'égard des Cies conc. de serv. pub. *Rev. trim. droit civ.* 1924, t. 23, p. 5.
BLAVOET. — Modif. apportées au régime des distributions d'énergie électrique par la Loi du 27 février 1925 (*Rev. droit pub.* 1926, t. 43, p. 43).
— L'énergie électrique dans les lotissements : *Rev. Pol.* 1927, t. 131, p. 85.
BOSC. — Des conséquences juridiques des mesures législatives ou réglementaires de caractère général, tendant à modifier les conditions d'exécution des contrats administratifs (*Rev. de droit pub.*, p. 177, 1927).
Bulletin de la Chambre de Commerce de Paris, 20 octobre 1934. — Les connexions électriques.
Bulletin de la Chambre des Propriétaires, février 1930.

Bulletin Quotidien (Statistiques de la production de l'énergie électrique).

DUGUIT. — De la situation des particuliers à l'égard des services publics (R. D. Public 1907, p. 411 et suiv.).

DUVAL-ARNOULD. — L'organisation, sous forme d'entreprises semi-publiques, des industries de production et de distribution de l'énergie électrique en France, Lyon 1922.

ESMEIN. — Le fondement de la responsabilité (Rev. trim. droit civil 1933, p. 682).

GALATOIRE. — La production de l'énergie électrique dans la région parisienne. Rev. Politique 1927, t. 131, p. 375.

GENESSIEU. — (Etude sur les prix de vente de l'énergie électrique, Rev. Gle d'électricité, avril 1934).

JÈZE. — Théorie générale des contrats de l'Administration, années 1932 et 1933. Revue de D. public.

M. le Doyen JOSSERAND. — (D. H. 1934, p. 25). Cas de force majeure et cas fortuits.

LAUNOIS. — Electrification des campagnes : Rev. Pol. 1926, t. 126, p. 232.

LEBRET (Jean). — Suspension et résolution des contrats (Rev. Crit. de Légis. 1924, p. 583).

MESTRE. — Les problèmes juridiques de l'électricité; Rev. Pol. 1925, t. 123, p. 204.

PILON. — Le problème juridique de l'électricité. Rev. Trim. D. Civ. 1904, p. 5.

The Iron and Coal Trades, Review, 1934.

Revue Générale de l'Electricité, 1917, p. 193.

SAINCTELETTE. — Etude sur les contrats d'utilité publique.

SIGNORAL. — Le contrôle des distrib. d'én. électrique, Rev. Gle d'administrat., 1917-2-193.

SINDOU. — Les amortissements dans les sociétés concessionnaires de serv. pub. Rev. Impôts, 1934.

SIREY. — Article au *Bulletin Us. Electr.* de juin 1933.

Travaux parlementaires. — Rapport de M. GIRARD, Commis. des Mines, juin 1934.

Ouvrages.

APPLETON (J.). — Traité élémentaire du contentieux administratif, 1927, Dalloz.

AUBRY et RAU. — Tome II, p. 6 et 164. Tome III, p. 219. Tome IV, p. 173.

BAUDRY-LACANTINERIE. — Des obligations, t. III. Des biens, n° 49.

BERTIN. — La politique gazière des pouvoirs publics depuis 1913 (1927).

BOUGAULT (P.). — Cahier des charges pour les distributions d'énergie électrique (p. 203 et suiv.).

COLIN et CAPITANT. — Traité de droit civil, p. 537.

COPPER. — Traité des industries communales, t. II, p. 508.

DECENCIÈRE-FERRANDIÈRE. — L'effet à l'égard des tiers, des augmentations de tarif dans les concessions de gaz et d'électricité. Thèse Paris, 1926.

DUGUIT. — Droit constitutionnel, T. 1^{er}, p. 221.

— Les transformations du droit public; la loi-convention dans la concession de service public, p. 154 et suiv.

DE FOURTOU. — L'électrification des campagnes (Thèse Paris).

HAURIOU (M.). — Précis de droit administratif, 1927, p. 757 à 59, 770 et 810.

JOLLY (P.). — Des conditions dans lesquelles l'Etat, etc... peut jouer le rôle d'actionnaire dans les sociétés anonymes, 1928.

— Le nouveau régime des distributions d'énergie électrique, 1925.

LAROQUE (P.). — Les usagers des services publics industriels, 1933.

DE LA RUELLE. — Exploitation en régie par les communes, des distributions d'énergie électrique, 1923.

LHUILIER. — Législation des distributions d'énergie électrique, p. 95 et suiv. p. 107.

Mélanges de droit administratif (HAURIOU), Etudes de MM. BARTHÉLÉMY et DUGUIT.

MESTRE. — Cours pour le doctorat, année 1925.

PLANIOL. — Traité de droit civil, p. 43.

PLANIOL et RIPERT. — Des biens, tome III, p. 219. Tome IV, p. 173.

REMAURY (A.). — Electricité : notions de droit. Sirey 1927.

Recueils de jurisprudence. — DALLOZ, SIREY, *Gazette du Palais, Gazette des Tribunaux.*

Bulletin des Usines Electriques.

Revue générale d'électricité.

Bulletin du Syndicat des Forces hydrauliques.

Vu : Le Président,

MESTRE.

Vu : Le Doyen,

Edgar ALLIX.

Vu et permis d'imprimer,

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLÉTY.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIERES

INTRODUCTION

Caractère connexe des solutions jurisprudentielles relatives aux distributions de gaz et d'électricité	5
Le développement des distributions d'électricité	6
La réglementation propre aux rapports entre les usagers et les distributeurs d'électricité. — Les tendances actuelles : proposition de loi de MM. Dariac, Margaine. Le rapport de M. Girard, au nom de la Commission des Mines et de la Force motrice. — Les débats au Sénat, en 1934, relatifs à la tarification des prix	8
La révision de l'index économique et le décret du 13 septembre 1934	13

TITRE PREMIER

INDIVIDUS ET COLLECTIVITES AUXQUELS S'APPLIQUENT LES APPELLATIONS DE « DISTRIBUTEURS » ET D'« USAGERS »

CHAPITRE PREMIER. — <i>Les Distributeurs</i>	20
1°) Les permissionnaires et les concessionnaires	20
2°) Exploitations en « régie »	24
3°) Les distributeurs de gaz	27
4°) Conclusions : C'est dans le cadre de la concession de distribution d'électricité qu'il faut se placer pour étudier les rapports des distributeurs et du public des usagers	27
CHAPITRE II. — <i>Le Public des usagers</i> : Les notions de « distributions publiques » et d'« usagers » d'une distribution publique d'énergie électrique	28
Etat de la jurisprudence du Conseil d'Etat, relative à la distinction entre les distributions particulières et les distributions publiques	29
Questions de compétence	30
Recherche d'un critérium pour la notion de « public »	32

TITRE II

LE CONTRAT DE DISTRIBUTION

OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES	40
CHAPITRE PREMIER. — <i>Nature juridique du contrat de fourniture</i>	42

Le contrat de fourniture a le caractère d'une vente : conséquences pratiques	43
CHAPITRE II. — « <i>L'instrumentum</i> ». — <i>La police d'abonnement</i>	44
<i>Section I.</i> — La police-type : son utilité, son établissement	44
Possibilité de la modifier	46
<i>Section II.</i> — Refus de l'abonné de signer une police : sanctions	47
<i>Section III.</i> — Fourniture d'électricité sans police	50
Dénonciation du contrat verbal : délai de préavis	54
Influence d'un avenant modifiant le tarif fixé par le c. des charges sur un abonnement sans police	55
Durée du contrat intervenu sans signature d'une police	56
<i>Section IV.</i> — Fourniture de courant aux termes d'une police	57
1. Dans quelle mesure la police individuelle est-elle subordonnée aux dispositions du C. C. ? Influence sur les abonnements en cours d'une modification des prix fixés par le C. C.	58
Distinctions fondamentales entre les différentes clauses du C. C.	60
Nature de la clause de tarif maximum	62
Exemples d'application par la jurisprudence de cette distinction	63
2. Clauses qui peuvent figurer dans une police. — Possibilité de déroger au modèle de police. — Clauses nulles ou illicites auxquelles les usagers sont en droit de refuser de souscrire : décisions de jurisprudence	66
<i>Section V.</i> — Les contrats indépendants ou contrats de fournitures non obligatoires	72

TITRE III

OBLIGATIONS AUXQUELLES LE CONCESSIONNAIRE EST TENU DE SATISFAIRE, POUR LE SERVICE DES USAGERS, AUX TERMES DU CAHIER DES CHARGES-TYPE

CHAPITRE PREMIER. — <i>Obligations de consentir des abonnements et d'étendre le réseau</i>	80
<i>Section I.</i> — Obligation de consentir des abonnements sur tout le parcours de la distribution	80
<i>Section II.</i> — Obligation d'étendre le réseau	84
Détermination du territoire concédé	84
Conditions d'extension du réseau; exemption d'extension	85
Tribunaux compétents	89
CHAPITRE II. — <i>Participation du concessionnaire à la réalisation de l'installation particulière de l'usager</i>	90

Section I. — Le branchement :

I. — Définition	90
II. — Caractère juridique : Conséquences	91
A. — Installation et entretien à la charge concessionnaire	91
B. — Le branchement fait partie du domaine public	93
C. — Son établissement est l'exécution d'un travail public	93
D. — Récupération sur les usagers des frais d'installation	99
E. — Conditions d'exécution des travaux de branchement	103

Section II. — Branchements intérieurs. — Colonne montante.

— Conflits avec le propriétaire	104
I. — Nature juridique des colonnes montantes	104
II. — Frais d'installation et d'entretien	109
A) Ces frais sont à charge des usagers	109
B) A qui, du bailleur ou du locataire, ces frais incombent-ils ?	111
III. — L'installation peut être confiée au concessionnaire	113
Maisons à loyer : conflits qui peuvent s'élever entre concessionnaires, propriétaires et locataires-usagers au sujet de l'installation des colonnes montantes et des charges pécuniaires qu'elle entraîne	115
De l'obligation pour le propriétaire de procéder à l'installation	119
Transformation de la colonne montante	120

Section III. — Les compteurs :

A. — Fabrication	121
B. — Monopole d'installation et d'entretien	121
C. — Emplacement du compteur	123
D. — Prix de la fourniture ou de location	124
E. — Nature juridique des compteurs	127
F. — Droit de vérification des compteurs	128
G. — De divers appareils de contrôle; qui doit supporter les frais ?	129

Section IV. — Les installations intérieures :

Responsabilité et surveillance de ces installations	130
Droit de vérification du concessionnaire	132
Autorisation du propriétaire; droit de surveiller les travaux	132

CHAPITRE III. — Obligation d'assurer une distribution constante et de qualité constante	134
---	-----

Section I. — Obligation d'assurer une distribution constante	134
--	-----

§ 1. — A. — La force majeure; distinction du cas de force majeure et du cas fortuit	135
B. — L'injonction administrative	140
C. — Clauses d'exonération de responsabilité	142
D. — Clauses pénales	146
§ 2. — Sanctions civiles qui peuvent intervenir en cas d'interruption de courant	149
Le Tribunal peut-il ordonner sous astreintes le rétablissement du courant	150
Compétence du juge des référés	152
<i>Section II. — Obligation d'assurer une fourniture de qualité constante</i>	153

TITRE IV

OBLIGATIONS DES USAGERS

CHAPITRE PREMIER. — <i>Obligations de payer le prix de la fourniture</i>	158
§ 1. — Garanties de paiement (avances sur consommation, privilège de l'article 2101, § 5 du C. Civ.)	158
§ 2. — De l'interruption de courant, à titre de sanction De la mise en demeure de payer	161
§ 3. — Rémunérations particulières	162
CHAPITRE II. — <i>Obligation de satisfaire à l'engagement de ne pas modifier les installations intérieures</i>	163
CHAPITRE III. — <i>Sanctions des obligations de l'usager</i>	165
Interruption de courant	165
Résiliation de la police	166
Domages-intérêts	166

TITRE V

RESPONSABILITE DELICTUELLE ET QUASI-DELICTUELLE DES DISTRIBUTEURS ET DES USAGERS

CHAPITRE PREMIER. — <i>Responsabilité des distributeurs en cas d'accidents causés aux personnes ou de détériorations subies par les biens des usagers, d'une distribution de gaz ou d'électricité</i>	168
A. — Cas où une installation intérieure est à l'origine de l'accident	168
B. — Cas où un branchement extérieur a été cause de l'accident	171
Tribunal compétent :	
Divergences de jurisprudence entre le Conseil d'Etat et Cour de Cassation	173
C. — Responsabilité pénale en cas d'accidents mortels	175

CHAPITRE II. — <i>Responsabilité délictuelle des abonnés en cas de fraude ou de vol de gaz ou d'énergie électrique</i>	178
Application par les tribunaux des peines de l'art. 379 du C. P. (vol), aux détournements frauduleux d'électricité	178
Solutions de jurisprudence	182
Allocations de dommages-intérêts	182
CONCLUSION	185
TABLE DES DÉCISIONS DE JURISPRUDENCE CITÉES	195
BIBLIOGRAPHIE	206

